

nebleau

سلا في الوطن

Le Monde

LE MONDE INTERACTIF

L'ordinateur pallie les handicaps
8 pages d'offres d'emplois



55^e ANNÉE - N° 16815 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La navigatrice Isabelle Autissier est en perdition au milieu du Pacifique sud

LA NAVIGATRICE Isabelle Autissier, en tête du classement de la course à la voile autour du monde en solitaire avec escales, a déclenché une des balises de détresse de son monocoque, PRB, lundi 15 février, à 15 h 23 (heure française). Une très brève communication téléphonique avec son équipe à Paris a permis d'établir qu'elle avait sans doute chaviré. Elle se trouvait alors au milieu du Pacifique sud, à mi-chemin entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et le cap Horn, une zone peu fréquentée et réputée pour la violence de ses intempéries. Seul le navigateur italien Giovanni Soldini (*Fila*), qui croisait à près de 200 milles, a pu dérouter son bateau pour essayer de lui porter secours. Il devait atteindre les lieux mardi en début d'après-midi (heure française).

Lire page 23

La Turquie s'empare du leader kurde Öcalan

● Le chef du PKK a été enlevé au Kenya ● A Ankara, le premier ministre a annoncé, mardi matin, qu'il était détenu en Turquie ● Il s'était réfugié dans l'ambassade de Grèce à Nairobi ● Des militants kurdes occupent plusieurs ambassades et consulats grecs en Europe

LE CHEF REBELLE kurde Abdullah Öcalan a été intercepté, lundi 15 février à l'aéroport de Nairobi, au cours d'une opération secrète et conduit en Turquie, a annoncé mardi le premier ministre turc Abdullah Öcalan, recherché par la justice turque qui lui impute les 29 000 morts du conflit séparatiste kurde, avait quitté l'Italie le 16 janvier - sa demande d'asile politique ayant été refusée par les autorités italiennes - puis s'était réfugié à l'ambassade de Grèce au Kenya.

La décision des Grecs de le remettre aux autorités kenyennes a déclenché, mardi matin, un mouvement de colère des communautés kurdes en Europe. A Paris, Moscou, Londres, Vienne, Copenhague, Bonn, Hambourg, Marseille, les ambassades et consulats de Grèce ont été pris d'assaut. A La Haye, l'épouse de l'ambassadeur de Grèce et leur enfant étaient retenus en otages sous la menace d'une grenade. L'ambassadeur de Grèce à Vienne et son



épouse étaient également bloqués à l'intérieur de la légation, ainsi que cinq autres personnes. Le

consulat de Grèce à Marseille a été envahi par plusieurs dizaines de Kurdes qui menaçaient de s'immo-

ler par le feu. A Bruxelles, une cinquantaine de manifestants brandissaient la même menace. A Genève, une quarantaine de manifestants ont pénétré dans l'immeuble des Nations unies.

Le ministre grec des affaires étrangères, Théodore Pangalos, a expliqué que Abdullah Öcalan avait passé outre les conseils du personnel diplomatique grec de Nairobi et avait choisi de suivre les autorités kenyennes jusqu'à l'aéroport pour tenter de gagner les Pays-Bas, où il voulait saisir la Cour de justice internationale de la question kurde. La voiture dans laquelle il était monté « s'est écartée soudainement du cortège » et a « disparu », a ajouté le ministre grec.

Ces explications n'ont pas convaincu les Kurdes. Le porte-parole du PKK a déclaré, depuis Bruxelles, que « ce qui s'est passé n'a pu se faire sans que les autorités grecques ne soient au courant ».

Lire page 3

Le marché de l'électricité

La directive européenne sur la concurrence en vigueur vendredi

La libéralisation restera limitée en France

400 grandes entreprises pourront choisir leurs fournisseurs

Le PCF et la CGT réservés sur la fin du monopole d'EDF

Lire pages 16 et 17

Une école publique britannique privatise horaires et discipline

LONDRES

La « dame de fer » en réveil, ses succès-travailleurs l'ont fait. Pour la première fois dans l'histoire moderne du Royaume-Uni, une école publique défilante a fait appel à des intérêts privés pour une reprise en main d'urgence. A partir de la rentrée prochaine, la King's Manor School de Guilford, dans le Surrey, sera administrée, gérée et dirigée par la filiale d'une entreprise spécialisée dans la formation, la société 3 E Ltd. Les syndicats dénoncent « l'abdication des autorités concernées et accusent le pouvoir travailliste de laisser « privatiser l'enseignement public ». Le gouvernement, qui encourage depuis un an « l'association d'intérêts privés à la gestion des écoles dans vingt-cinq zones « d'action éducative » spécifiques, rejette les critiques et se défend de toute « privatisation ».

De fait, techniquement, l'école secondaire de Guilford reste au domaine public, ses programmes seront ceux définis par l'autorité de tutelle et ses enseignants continueront d'être payés par la collectivité. La société 3 E Ltd

s'occupera du reste, notamment de la discipline intérieure, des horaires et des méthodes d'enseignement. Elle disposera aussi du droit de sélectionner jusqu'à 15 % des élèves - ce qui n'est théoriquement pas permis dans les établissements publics - et, au-delà du contrat proprement dit dont le montant n'est pas connu, elle recevra des primes spéciales en fonction de ses résultats.

Etablissement de quatre cents élèves, situé dans une zone de HLM réputée difficile de cette riche région d'Angleterre, la Manor School, qui pourrait recevoir le double d'élèves si les « bons » ne la fuyaient pas, a un taux d'échec scolaire deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Dans un pays où l'éducation publique est très décentralisée et où la plupart des trente mille établissements sont gérés et financés en grande partie par les autorités locales, l'école de Guilford risque carrément d'être fermée. Dominé par le Parti conservateur, qui a sauté au niveau national cette « approche imaginative » d'un problème réel, le conseil municipal de Guilford a choisi de se livrer à une première « expérience historique ».

« Dangereux précédent », a commenté Nigel de Gruchy, le secrétaire général de l'Association nationale des enseignants. Le plus gros syndicat de la profession, l'Union nationale des enseignants britanniques, a interpellé le gouvernement et demandé qu'aucune entreprise privée ne soit autorisée « à encenser un profit dans l'éducation ». De fait, David Blunkett, le ministre de l'éducation qui devra approuver ou rejeter la métamorphose de Manor School, avait indiqué en 1998, en encourageant les écoles en difficulté à prendre « un nouveau départ », que le profit resterait banni de l'éducation nationale. Le ministre a néanmoins fait savoir par la voix de ses conseillers qu'il y avait « une grande différence entre l'administration d'une école pour le profit - ce qui reviendrait à privatiser - et toucher des honoraires pour gérer un établissement en conformité avec la loi ».

En clair, les conservateurs de Guilford ont aujourd'hui la bénédiction de travaillistes dont le programme, dans les années 80, prévoyait la nationalisation des écoles privées.

Patrice Claude

Grand bruit, petit budget

LE BRUIT demeure le grand parent pauvre de l'environnement. Dans une étude rendue publique mardi 16 février, l'Institut français de l'environnement (IFEN) évalue à 5 milliards de francs le montant annuel dépensé en moyenne en France depuis 1990 pour lutter contre les nuisances sonores. Ce montant est, selon l'IFEN, deux fois inférieur au budget consacré à la lutte contre la pollution atmosphérique et dix fois inférieur à celui engagé pour le traitement des déchets. Claude Lamure, auteur d'un rapport alarmant remis en décembre 1998 à Dominique Voynet, ministre de l'Environnement, déclare au Monde que, « sans réelle volonté politique, rien n'avancera ».

Lire page 10

Les secrets de beauté de l'Egypte

Il y a 4 000 ans, selon une étude scientifique, les Egyptiens mettaient au service du maquillage de mystérieux talents de chimistes.

p. 22

Bruxelles critique Paris et Bonn

La Commission européenne juge insuffisants les plans de réduction des déficits budgétaires français et allemand.

p. 3 et notre éditorial p. 15

Misère russe

Six mois après le krach, comment les Moscovites vivent-ils la crise ? L'enquête de notre correspondant.

p. 13

Le procès du sang reprend

Alors que le procès des ministres entre dans sa deuxième semaine, un premier bilan : beaucoup de confusion et trois leçons.

p. 8

Pour la parité

Dans trois points de vue, Blandine Kriegel, Bernard Pingaud, Francine Comte et Alain Lipietz défendent la position de la philosophe Sylviane Agacinski en faveur de la parité.

p. 14

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 BF ; Canada, 25 C\$; Danemark, 25 D\$; Espagne, 25 Ptas ; France, 25 F ; Grèce, 25 Dr\$; Irlande, 25 Ir£ ; Italie, 2000 L\$; Luxembourg, 25 F\$; Maroc, 25 M\$; Norvège, 25 Nkr\$; Pays-Bas, 25 G\$; Portugal, 25 Esc\$; Royaume-Uni, 25 £ ; Suède, 25 S\$; Suisse, 25 Sfr\$; Tunisie, 25 Din\$; USA, 25 \$; USA (hors), 25 \$.

M 0147 - 217 - 7,50 F



L'Europe des concentrations bancaires

A L'INITIATIVE du groupe communiste de l'Assemblée nationale, les députés devaient débattre, mercredi 17 février, en présence de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de l'avenir du secteur bancaire en France. Particulièrement inquiètes sur

l'évolution de l'emploi, les organisations syndicales concernées ont mobilisé les élus. Les salariés du Crédit lyonnais, qui doit être bientôt privatisé, ceux du Crédit foncier de France, dans la même situation, ou les représentants des Caisses d'épargne, dont la réforme est lancée, veulent profiter de l'oc-

casión pour se faire entendre. Le gouvernement comme les dirigeants des établissements français écouteront avec attention. Mais ils ne renonceraient pas pour autant à leurs priorités.

L'Etat reste soucieux de sortir d'un secteur qui lui a coûté beaucoup d'argent et où il s'est avéré

être un actionnaire particulièrement médiocre, voire dangereux. Il n'a, de toute façon, pas le choix : Bercy est lié par les engagements pris auprès de la Commission européenne. M. Strauss-Kahn partage, en outre, la préoccupation qui anime la plupart des dirigeants financiers : défendre la place du secteur bancaire français dans le monde et surtout dans la zone euro.

Seule l'émergence de grands pôles financiers français privés, riches, rentables, s'appuyant sur une solide part de marché, permettra d'améliorer cette place. Regroupées, plus fortes, les banques françaises peseront plus lourd quand commenceront les fusions transnationales en Europe. Elles pourront alors nouer des alliances d'égal à égal, voire absorber des établissements étrangers. Ce faisant, elles permettront de maintenir en France un certain nombre de centres de décisions financières. Pour beaucoup, cela constitue la meilleure stratégie de défense de l'emploi au niveau national. La CGT l'a en partie reconnu, en saluant le rapprochement de la Société générale et de Paribas et en appelant de ses vœux une alliance pour la BNP.

Sophie Fay

Lire la suite pas 15

Au cœur de la Kabylie



LOUNIS AIT MENGUELLET

CHANTEUR engagé et discret, défenseur de la démocratie, de la langue tamazight et de la culture kabyle, Lounis Ait Menguellet, quarante-neuf ans, vit en Algérie mais ne peut plus s'y produire depuis 1993. Son dernier disque ne comporte qu'une chanson, *Inagan* (« Témoin »), « découpée en dix morceaux pour éviter la lassitude ».

Lire page 28

International	2	Météorologie	25
France	6	Jeu	25
Société	10	Carnet	26
Régions	12	Annuaire classés	26
Horaires	13	Culture	27
Entreprises	16	Guide culturel	29
Communication	18	Kiosque	30
Tableau de bord	19	Abonnements	30
Aujourd'hui	22	Radio-Télévision	31

BIODIVERSITÉ Une conférence mondiale sur la biodiversité s'est ouverte, dimanche 14 février, à Carthagène, en Colombie. Les Etats membres de l'ONU y discutent l'éla-

boration d'un « Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques ». • AU CŒUR des débats : la nocivité potentielle des organismes génétiquement modifiés (OGM) et la

liberté de leur commercialisation, prônée par les Etats-Unis et les grandes sociétés d'agro-chimie. • UN PROJET de directive de la Commission européenne cherche à permettre aux in-

dustriels européens de rattraper leur retard sur les producteurs américains, mais les parlementaires de Strasbourg ont voté un rapport beaucoup plus contraignant. • LA CHINE et l'Argen-

tine se sont lancées, à la suite des Etats-Unis, dans la production d'OGM. De nombreux pays pauvres ou émergents, comme le montre l'exemple brésilien, sont en revanche hésitants.

L'avenir du commerce des produits génétiquement modifiés se joue à Carthagène

Un groupe de travail sur la biosécurité tente de formaliser en Colombie un « Protocole sur les risques biotechnologiques ». Le débat oppose les Etats-Unis et les grandes entreprises, qui veulent libéraliser le commerce des OGM, aux pays pauvres et aux écologistes, qui défendent le « principe de précaution »

LES PRODUITS transgéniques peuvent-ils s'échapper à travers le monde sans contraintes ? La préservation de l'environnement n'impose-t-elle pas des règles particulières s'opposant à la liberté du commerce ? Telles sont les questions posées cette semaine à Carthagène, ville de Colombie située sur la côte caribbe. Sous l'égide de l'ONU, le groupe de travail sur la biosécurité s'est réuni depuis dimanche 14 février pour élaborer un « protocole sur la prévention des risques biotechnologiques (...) pouvant avoir des incidences néfastes pour (...) la biodiversité ».

L'énigme est obscure, l'enjeu essentiel, comme en témoignent la présence de plusieurs centaines de représentants d'Etat et celle de plusieurs dizaines d'observateurs de grandes entreprises - telles Novartis et Monsanto -, ou d'associations écologistes comme Greenpeace ou RAFI (Rural advancement foundation international). Car l'expansion de l'agriculture transgénique à travers le monde dépend largement de la plus ou moins grande sévérité de l'accord qui pourrait être produit à la fin de la semaine. La raison d'être de la discussion est que les organismes génétiquement modifiés

(OGM) seraient susceptibles d'avoir un effet nocif sur la biodiversité et, parallèlement, sur la santé. Ainsi, certains exigent que le protocole interdise les OGM intégrant des gènes résistants aux antibiotiques.

Les OGM sont des organismes - plantes ou animaux -, dans le génome desquels on a inséré un gène d'un autre organisme lui conférant une propriété particulière. Un effet négatif éventuel se produirait si, par exemple, un gène de résistance à un pesticide passait d'une variété de blé à une herbe adventice : cette herbe résistante à l'herbicide pourrait proliférer au détriment d'autres espèces végétales. La communauté internationale a donc jugé nécessaire, au Sommet de la Terre, à Rio en 1992, d'entourer de précautions particulières la diffusion des OGM.

NOTIFICATION PRÉALABLE

La discussion sera tendue. Pour un groupe de pays mené par les Etats-Unis (qui n'ont pas ratifié à Rio la Convention sur la biodiversité), les risques potentiels des OGM sont surévalués et il ne faut pas placer de contraintes excessives sur leur commerce. Au contraire, un groupe important de pays du tiers-



beaucoup d'Etats africains et menés par l'Ethiopie, veulent des garanties internationales sévères. L'Europe a une position moins tranchée, mais son opinion publique est très sceptique sur l'intérêt des OGM.

Le premier point de discussion est le champ d'extension du proto-

cole : doit-il ne concerner que les OGM vivants capables de se reproduire (semences, animaux), ou inclure aussi les matières premières agricoles, voire les produits dérivés ? Les Etats-Unis et les multinationales défendent l'idée que les grains, par exemple, étant destinés à la consommation, ne menacent

pas la biodiversité. Mais, leur est-il répondu, on ne peut garantir que des grains ne se perdent pas dans les transports et ne partent pas dans l'environnement. Cette discussion a de lourdes conséquences économiques : de son issue dépendra la création ou non d'une filière séparée de commercialisation pour les produits OGM, ce qui en freinerait la généralisation.

PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Autre question majeure débattue à Carthagène : celle des règles imposées aux mouvements de produits transgéniques. On s'oriente vers un système de notification préalable, dans lequel le pays importateur recevra des informations précises sur les OGM concernés. La question est particulièrement importante pour les pays en développement, qui n'ont que rarement les moyens scientifiques d'analyser les produits. Selon un schéma classique, les libéraux poussent à limiter les exigences de ce système d'information. Dans la foulée, l'articulation du protocole avec les autres traités internationaux, notamment avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est délicate : si la norme en-

vironnementale définie par le protocole est trop faible, il reviendra à l'OMC de juger les conflits commerciaux autour des OGM. Un pays pourra-t-il refuser l'importation de produits transgéniques s'il juge qu'ils présentent des risques pour l'environnement ?

Enfin, on pourrait voir surgir dans le protocole l'inscription du « principe de précaution », par opposition à ceux qui demandent des preuves scientifiques de la nocivité des OGM. Ces produits commencent à être largement diffusés. Pour le moment, leurs effets négatifs sont suspectés, mais pas prouvés. Faut-il être prudent - peut-être trop -, ou n'agir qu'après l'accident - qui ne se produira peut-être pas ? Problème juridique majeur : le principe de précaution n'a pas encore de définition dans le droit international.

Le président du groupe de travail, le Danois Veit Koester, a fixé à vendredi soir l'échéance de l'élaboration du texte. Compte tenu de la radicalité des oppositions sur de nombreux articles, un accord en fin de semaine serait une vraie performance.

Hervé Kempf

Le Brésil n'ouvre sa porte qu'avec réticence aux OGM

RIO DE JANEIRO

Comme beaucoup de pays émergents, le Brésil hésite sur l'attitude à adopter face aux OGM (organismes génétiquement modifiés). « La position brésilienne est celle d'ajustement en fonction des débats qui auront lieu à Carthagène », dit Luiz Antonio Barreto de Castro, président de la Commission technique nationale de biosécurité (CTN-Bio) au ministère de la science et de la technologie. Ingénieur agronome, formé à l'université californienne UCLA, le principal responsable brésilien chargé du contrôle des produits transgéniques quittera son poste fin juin. « L'assise des procès [juin] intentent Greenpeace et d'autres ONG », « Puisse l'agriculture, le Brésil a accumulé, explique-t-il, un énorme retard dans le domaine de la biotechnologie. Il est temps de réagir ».

De fait, à la fin de 1998, la CTN-Bio a pour la première fois émis un avis favorable à propos de deux projets pionniers concernant le soja, dont le Brésil est le deuxième exportateur mondial derrière les Etats-Unis. Transmis au ministère de l'Agriculture pour approbation (apparemment une simple formalité), les deux dossiers entrent en la relation du Brésil aux OGM. Le premier concerne l'emploi de soja transgénique importé pour la fabrication d'huile strictement destinée à l'exportation. Le second, « cheval de Troie », dénoncé à grands cris par nombre d'associations environnementales, émane de la compagnie américaine Monsanto.

En septembre 1998, cette der-

nière a en effet annoncé son intention d'investir, les quatre prochaines années, 350 millions de dollars (310 millions d'euros) dans l'installation à Camaçari, pôle pétrochimique de la grande banlieue de Salvador de Bahia, d'une usine dédiée à son produit vedette, l'herbicide Roundup. Monsanto précisait que « cette production supplémentaire (la firme dispose déjà d'une fabrique dans l'Etat de Sao Paulo) servira

de Carthagène, une cinquantaine d'organisations latino-américaines représentant les associations de petits agriculteurs, les communautés indigènes et les ONG de défense de la nature se sont réunies le 22 janvier 1999 à Quito (Equateur) pour « rejeter l'invasion agressive des OGM en Amérique latine, zone où la biodiversité agricole est la plus importante de la planète ». La déclaration publiée à l'issue des travaux

Chine et Argentine suivent les Etats-Unis

Si les Etats-Unis concentrent l'essentiel des cultures transgéniques dans le monde, ils sont suivis par deux pays émergents, la Chine et l'Argentine. Selon les statistiques compilées par l'Isaia (International service for the acquisition of agribiotech applications), les Américains ont planté 8,1 millions d'hectares en OGM en 1997, soit 64 % du total mondial, la Chine 1,8 million d'hectares (14 %) et l'Argentine 1,4 million (11 %). L'enthousiasme argentin déteint sur son voisin du nord, le Brésil : la contrebande de semences provenant d'Argentine est florissante depuis plusieurs années, en dépit des enquêtes menées par la police. Ce qui laisse penser que des fermiers brésiliens de la zone frontalière ont déjà anticipé sur les décisions de la CTN-Bio.

également à répondre à la demande pour son utilisation dans les semences Roundup Ready qui sont en ce moment soumises aux procédures de régulation ». La stratégie brésilienne de Monsanto se base sur le feu vert escompté des autorités locales pour la production de semences génétiquement modifiées, capables en particulier de résister au Roundup. « Si l'on produit des semences, c'est pour les planter », admet le président de la CTN-Bio, laissant entendre que les plantations de soja transgénique seront bientôt autorisées. A l'en croire, « le soja n'ayant pas de parents sylvestres au Brésil, les risques pour l'environnement sont extrêmement réduits ».

condamne « cette technologie qui exacerbe le processus de développement mondialisé basé sur les inégalités entre régions, l'exploitation des êtres humains et de la nature et la subordination des économies paysannes et traditionnelles du tiers-monde à l'expansion des agro-industries ».

Jean-Jacques Sévilla

Des désaccords croissants au sein de l'Union européenne

STRASBOURG

(Union européenne)

de notre correspondant

La Commission de Bruxelles n'aura pas la tâche facile à Carthagène. Non seulement les Etats membres de l'Union européenne sont divisés sur la mise sur le marché des OGM, mais en outre le Parlement européen a pris une position qui peut hypothéquer le projet de directive de l'exécutif communautaire, largement fondé sur la libéralisation des échanges commerciaux. Le Parlement a en effet sérieusement durci le projet de texte de la Commission qui doit régler les autorisations de mise sur le marché européen, en remplacement de l'actuelle directive 90/220, jugée de plus en plus inadéquate.

Le rapport du travailliste David Bowe, voté à une large majorité (230 voix pour, 177 contre, 32 abstentions) le 11 février à Strasbourg, s'appuie en effet sur « le principe de précaution », plus contraignant que celui proposé par Ritt Bjerregaard, le commissaire européen à l'environnement. Pour Bruxelles, la réalisation d'une étude du risque avant d'autoriser la commercialisation d'un produit est une réelle garantie pour le consommateur. La majorité de l'Assemblée strasbourgeoise ne l'entend pas ainsi et a adopté quatre amendements qui corrigent les aspects ultra-libéraux du texte de la Commission.

Le rapport parlementaire introduit la notion de « responsabilité civile », assortie d'une « prime d'as-

surance » qui rend responsable le producteur, mais aussi l'importateur dans le cas d'un produit en provenance d'un pays tiers, si l'OGM concerné est néfaste pour la santé humaine ou nuisible pour l'environnement. Il demande ensuite l'interdiction de la commercialisation d'un produit qui contient un gène résistant aux antibiotiques.

La troisième disposition importante souhaitée par les eurodéputés concerne le « consentement préalable », selon lequel l'exportateur communautaire doit obtenir une double autorisation avant de pouvoir vendre son produit sur un marché en dehors de l'Union : celle de l'Etat membre dont il dépend, et celle du pays de destination. L'objectif est de protéger les pays en développement qui n'ont pas toujours les moyens techniques et scientifiques de tester la qualité des OGM importés.

GARDE-FOUS

Le quatrième amendement porte à douze ans (contre sept années proposées par Bruxelles) la durée d'autorisation de commercialisation d'un produit, et il demande qu'elle puisse être suspendue, voire supprimée, si des doutes apparaissent quant à ses effets sanitaires et environnementaux.

Malgré ces garde-fous, les Verts européens n'ont pas voté le texte final, considérant qu'il reste trop laxiste. Ils contestent la volonté de Bruxelles de recourir à une « procé-

dure simplifiée », maintenue dans le texte parlementaire. La Commission aurait ainsi l'essentiel du pouvoir pour accorder les autorisations de commercialisation. L'objectif de l'exécutif bruxellois est de tenter de rattraper le retard pris par les Européens sur les producteurs américains, qui commercialisent d'ores et déjà une quarantaine d'OGM, contre à peine une dizaine pour leurs concurrents de l'Union. « La Commission veut essentiellement accélérer la délivrance des autorisations pour aller à la rencontre des préoccupations de l'industrie et du commerce », affirme Paul Lamy (Verts belges).

Ce surcroît de pouvoir rencontre aussi l'opposition de nombre d'Etats membres, qui entendent garder la main sur un dossier qui concerne tout autant leurs industriels que leurs administrés. Ce n'est pas pour rien que plusieurs pays - la France, la Grèce, l'Autriche, le Luxembourg, le Danemark et le Royaume-Uni -, interdissent certaines commercialisations. Ainsi, l'élaboration d'une position de l'UE s'avère difficile. M. Bjerregaard, le commissaire, a déclaré ne pas pouvoir accepter les amendements du Parlement. Mais, comme dans ce genre d'affaire, celui-ci est législateur avec le Conseil des ministres des Quinze, il n'est pas dit que ses suggestions soient définitivement écartées.

Marcel Scotto

Le rat et la patate, chronique d'un scandale britannique

LES RISQUES que présentent les aliments génétiquement modifiés ont-ils été suffisamment estimés ? La question, depuis quelques jours, est l'objet d'un débat sans précédent dans les journaux britanniques. Le coup d'envoi a été donné le 12 février à la « une » du *Guardian*. Vingt scientifiques internationaux, révélait le quotidien, ont signé un appel à la réhabilitation du chercheur Arpad Pusztai, suspendu par le Rowett Research Institute (Aberdeen, Ecosse), en août 1998. Celui-ci avait affirmé, au cours d'une émission télévisée, sans publication scientifique à l'appui, que des rats nourris avec des pommes de terre génétiquement manipulées présentaient des déficiences organiques et immunitaires (Le Monde du 15 août 1998).

Arpad Pusztai, soixante-huit ans, n'a toujours pas publié les résultats de ses recherches. Et de nouveaux détails donnés par *The Guardian* - la taille du cerveau des rats aurait également été affectée par leur alimentation, mais le chercheur n'en aurait rien dit « parce qu'il jugeait que les répercussions politiques seraient trop lourdes » - ne sont guère

convaincants. « Un expert jette le discrédit sur l'étude des risques des OGM », de Pusztai, titrait sur toute la largeur de sa « une » *The Independent*, mardi matin 16 février. Mais l'essentiel est ailleurs. Comme ce fut le cas, en France, tout au long de l'année 1998, les consommateurs de Grande-Bretagne expriment une méfiance croissante vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés (OGM).

« NOURRITURE FRANKENSTEIN »

Ce même vendredi 12, le gouvernement de Tony Blair faisait savoir qu'il ne jugeait « pas nécessaire » d'imposer un coup d'arrêt sur la « nourriture Frankenstein ». Cette position fut défendue tout au long du week-end par le responsable ministériel, Jack Cunningham, qui a notamment déclaré à la BBC que les produits actuellement en vente (maïs, soja, concentré de tomate et certains fromages) sont « sans danger ». Tel n'est pas l'avis des chercheurs signataires de l'appel, qui réclament un meilleur étiquetage et proposent que les aliments transgéniques subissent des tests rigoureux avant d'être homologués. « Le problème est

que la réglementation sur les aliments n'est pas, et de loin, aussi stricte que celle sur les médicaments », estime Jonathan Rhodes, professeur de médecine à l'université de Liverpool. « Lorsqu'on se met à toucher à la structure génétique des aliments, il faut commencer à les considérer comme des produits pharmaceutiques », renchérit un autre signataire, Vyryan Howard, toxicopathologiste de la même université.

Lundi 15 février, la polémique continuait dans les journaux britanniques. Une commission d'éthique indépendante sur les OGM pourrait « surveiller et filtrer les expérimentations, faire des recommandations et restaurer la confiance d'un public qui verrait que le gouvernement écoute tous les arguments en présence », écrit *The Guardian*. Plus terre à terre, *The Daily Mail* affirmait, le même jour, que « les inspecteurs sanitaires chargés de vérifier la conformité des sites d'expérimentation d'OGM ont découvert des irrégularités dans au moins 70 d'entre eux ».

Catherine Vincent

O I S B

L'anglais à Oxford

L'anglais à Bristol

L'anglais à Heidelberg

L'anglais à Cambridge

L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'âge, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.

Informations et inscriptions : Bordeaux 05 56 00 99 99 Ligne 05 20 40 28 38 Lyon 04 78 24 40 74 Paris 01 53 59 44 44 Nantes 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 45 38 00

Leur réduction des déficits est trop faible

Dans une analyse détaillée d'une trentaine de pages (non publiée) des fluctuations cycliques en France et en Allemagne, qui tient compte des spécificités de ces deux pays, notamment démogra-

Philippe Lemaitre

Lire aussi notre éditorial page 15

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

FUNDATION: 1941
OWNERS: SPAIN & FRANCE
CO-OP CO-OPERATIVE
TO: REMAIN: CO-OPERATIVE

Par arrêt en date du 17 septembre 1998, la Cour d'appel de LYON a condamné à 10 ans d'emprisonnement et à 100 000 F d'amende, avec sursis, le 5 février 1995 à Nancy (54), demeurant 24, rue de la Montée à St-Etienne (42001), Directeur de CASINO, à la somme de 50 000 F d'amende, pour avoir à St-Etienne (42) entre le 12 janvier 1995 et le 4 Mai 1995 étant producteur, revendeur ou prestataire de services, payé à la commission, par le Casino de St-Etienne, HALLUETTES des machines à sous, des produits alimentaires destinés à être servis dans un établissement de jeu, pendant un délai supérieur à 10 jours après la fin de la décennie de livraison. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de l'arrêt, par extraits, dans les journaux "Le Progrès" éditeur de la Loire et "Le Monde", le coût de chacune des insertions ne pouvant dépasser 8.000 F.

On pourrait aussi promettre aux Américains qu'une fois les mandats des banquiers centraux de la zone euro vus à expiration (qui imaginerait chasser en cours de route Hans Tietmeyer, Jean-Claude Trichet ou leur collègue italien ?), leurs successeurs ne seraient plus convoqués au G7. Mais une telle formule n'accorderait-elle pas un traitement outrageusement privilégié à Eddie George, le gouverneur de la Banque d'Angleterre ?

Ph. L.

Ses sympathisants investissent des légations grecques en Europe

tan (PKK), Abdullah Öcalan, dit « Apo », recherché par la justice d'Ankara qui lui impute les 29 000 morts du conflit dans le Sud-Est anatolien.

lien. Dans plusieurs villes d'Europe, les sympathisants du PKK ont manifesté et investi plusieurs ambassades et consulats grecs.

Moscou, Londres, Vienne, Copenhague, Marseille, Paris, Bonn, Hambourg, Bruxelles... Des centaines de sympathisants d'Abdullah Öcalan ont pris d'assaut les ambassades ou les consulats de Grèce, prenant parfois plusieurs personnes en otage, en réclamant la libération du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et se disant prêts à mourir.

Ainsi, à La Haye, l'épouse de l'ambassadeur de Grèce et leur enfant de huit ans sont retenus en otages, sous la menace d'une grenade par environ deux cents Kurdes. En Autriche, une quinzaine de manifestants kurdes, partisans du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont pris en otage mardi matin à l'ambassade grecque la Vienne l'am-

A Marseille, le consulat a été envahi par plusieurs centaines de personnes qui menaçaient de s'insurger.

Des actions similaires se sont déroulées en Grande-Bretagne, en Allemagne mais aussi en Russie et en Suisse. En France, le consulat de Grèce à Marseille a été envahi par plusieurs dizaines de Kurdes qui menaçaient de s'immoler par le feu si « Apo » ne retrouvait pas la liberté. Deux militants ont été légèrement blessés lors de brefs affrontements avec les forces de l'ordre. Une centaine de manifestants étaient toujours rassemblés, en fin de matinée, à l'extérieur du consulat, placé sous

A Genève, une quarantaine de manifestants ont pénétré de force au siège européen des Nations unies pour dénoncer la détention du chef du PKK au Kenya. Au Danemark, la police est intervenue avant que des Kurdes n'entrent dans l'enceinte de l'ambassade de Grèce à Copenhague. Une cinquantaine de militants ont été arrêtés. Les circonstances exactes

**...t de Grèce
...urs dizaines de Kurdes
...moler par le feu**

dans lesquelles Abdullah Ocalan, dont on était sans nouvelles depuis le début des mois, a été remis aux autorités kenyanes restées encore floues. Ce que l'on sait avec certitude, c'est que le chef du PKK a quitté l'Italie le 16 janvier, sa demande d'asile politique ayant été rejetée par les autorités italiennes. Au début des mois, « *Apo* », recherché par la justice turque qui lui impute les 39 000 morts du conflit séparatiste, se voyait interdit d'entrée aux Pays-Bas où il résiderait évincé dans la « question kurde » devant la Cour internationale de justice de La Haye. Selon Theodoros Pangalos, le leader kurde se serait alors rendu au Kenya, trouvant refuge dans l'ambassade de Grèce à Nai-

robi. Les autorités grecques indiquent qu'il s'y trouvait depuis douze jours.

Selon le ministre grec des affaires étrangères, Abdullah Öcalan n'a pas suivi les conseils du personnel diplomatique grec et a choisi, lundi soir, de suivre les autorités kenyanes jusqu'à l'aéroport de Nairobi dans l'espoir d'embarquer, à nouveau, à destination des Pays-Bas.

« Le personnel de l'ambassade grecque a suivi le convoi mais s'est rendu subitement rendu compte que sa voiture avait disparu. Le gouvernement grec a demandé à plusieurs reprises des explications au gouvernement kenyan mais n'a eu aucune réponse », a-t-il ajouté.

Cette explication n'a pas convaincu les Kurdes. Contactée en Belgique depuis Ankara, la porte-parole du PKK, Mizgin Sen, a déclaré que les milieux kurdes soupçonnaient Athènes d'avoir livré Ocakal aux autorités kenyennes alors que leur chef avait demandé l'asile à l'ambassade de Grèce à Nairobi. « Ce qu'il s'est passé n'a pu se faire sans que les milieux grecs ne soient au courant et les Kurdes exigent des réponses », a-t-elle dit à Reuters. « Tout ce que nous savons, c'est qu'il (Ocakal) a été emmené de l'enceinte diplomatique grecque par les autorités kenyennes », a ajouté la représentante de la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan.

De son côté, l'avocat allemand d'Öcalan affirme que le leader kurde a été piégé. « Selon mes informations, mon client a été extrait hier de l'ambassade de Grèce sur la foi d'une déformation de la situation émanant des autorités kenyanes », a déclaré, mardi matin, Eberhard Schultz à la télévision allemande. "

Alain Debove (avec Reuters)

ALARMÉE par la persistance d'une piètre situation en matière de

droits de l'homme en Turquie, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a exceptionnellement décidé de tenir la réunion triennale de son bureau dans un hôtel d'Istanbul, les 13 et 14 février. Arguant du caractère « semi-public » de cette réunion, soumise à autorisation dès lors qu'y prenaient part des représentants turcs d'organisations locales – notamment le président de la Fondation turque des droits de l'homme, Yavuz Onen, et le président de l'IHDI, Akim Birdal –, les autorités ont dépêché sur place deux policiers chargés d'enregistrer les pronoms des intervenants.

généraliste par son contenu. Patrick Beaudou, le président de la FIDH, 14 février 2003, recevait une notification d'interdiction de se rendre à Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, où des rencontres avec des associations étaient prévues. La note émanait du préfet de la région de Diyarbakir, une des six régions majoritairement peuplées de Kurdes et soumises à l'état d'urgence depuis 1987. Mais « s'il n'est pas nouveau que des militants des droits de l'homme ne soient pas les bienvenus en Turquie, où leurs critiques sont jugées « infondées », les atteintes aux droits fondamentaux n'y ont jamais été aussi brutales ».

SÉLECTIONS « SOUS CONTRÔLE »
La cour d'assises de Manisa (centre du pays) a ainsi de nouveau acquitté, le 27 janvier 1997, dix policiers accusés de tortures et d'abus sexuels sur seize adolescents (entre quatorze et dix-huit ans) arrêtés en 1995 pour avoir collé des affiches politiques sur les murs de la ville et condamnés à ce titre à des peines allant de neuf mois à douze ans de prison.

Aucune peine n'a été prononcée contre les policiers qui ont battu à mort, en 1995, Metin Göktepe, photographe au journal *Evensel*. Selon l'ITDH, en janvier, quatre-vingt-onze

personnes ont été torturées, douze ont disparu dans des circonstances « non suicidées ». Cent trente-deux prisonniers d'opinion peuplent les geôles turques, dont le sociologue İsmail Beşikçi, condamné à plus d'une centaine d'années de prison pour ses écrits « séparatistes », l'écrivain Esber Yagarımerdelli (condamné à vingt-trois ans d'emprisonnement), les quatre députés (İzleya Zana, Harip Dicle, Orhan Doğan, Selim Sadak) du Parti kurde de la démocratie (DEP, dissous en 1994), condamnés à quinze ans, enfin Murat Bozalk, président du parti Hadepe, le quatrième parti kurde soumis à une procédure d'interdiction en dix ans.

Le président de l'ITHD, Akin Birdal, réchappé miraculeusement d'un attentat en mai 1998 au cours duquel il eut le corps criblé de huit balles, s'apprête à purger deux années de prison pour ses discours, après une récente confirmation de sa peine en appel.

Les missions du Conseil de l'Europe sont entravées. Ainsi, en septembre 1998, les rapporteurs Andras Barsony et Walter Schrimmer s'étaient vu refuser de la prison centrale d'Ankara, sans avoir pu rencontrer les quatre députés kurdes du DEP emprisonnés pour « incitation au séparatisme ». Dans leur rapport, les deux parlementaires relèvent « la faiblesse des forces politiques en Turquie par rapport à l'institution militaire », une allusion au Conseil national de sécurité (MGK), organe théoriquement consultatif mais qui, dominé par les militaires, décide, de fait, des grandes orientations du pays. Celui-ci vient de placer la campagne électorale en vue des législatives anticipées du 18 avril « sous contrôle ». Chaque discours, chaque affiche de campagne sera étudiée de près afin de stigmatiser « les atteintes à la laïcité » et les tentatives de « propagande séparatiste ».

Marie Jégo

LES COLLECTIONS DE

L'HISTOIRE



LA PRISE DE JERUSALEM

LA VIE ET LA MORT
DES ÉTATS CROISÉS

LA GUERRE SAINTE EN ÉGYPTE

LA GUERRE
SAINTE DE L'ISLAM

Le temps des croisades

IL Y A 900 ANS, LES CROISÉS PRENAIENT JÉRUSALEM...

HORS SÉRIE N°4 - EN KIOSQUE - 42 F

La Roumanie, au bord de la faillite, est confrontée à de nouvelles tensions sociales

Miron Cozma, qui dirigeait la marche des mineurs en janvier et les « minériades » de 1990 et 1991, a été condamné, lundi, à dix-huit ans de prison. A Bucarest, le gouvernement négocie à nouveau avec le FMI l'obtention d'un prêt de 540 millions de dollars

Un mois après leur marche, interrompue sur Bucarest, les « gueules noires » roumaines de la vallée du Jiu sont retournées à la case départ. Les augmentations de salaire espérées n'auront pas lieu. La restruc-

turation du secteur minier est indispensable si les autorités roumaines veulent obtenir un prêt de 540 millions de dollars (475 millions d'euros) auprès du FMI, avec lequel les négociations ont repris lundi

15 février. Ce crédit est conditionné à une extrême rigueur budgétaire. Mais selon Mihnea Berindei, chercheur au CNRS, « le poids de la mafia liée aux industries minières et pétrochimiques » rend cet objec-

tif difficile à atteindre. L'appel à la grève générale, pour lundi, a été repoussé, mais la situation sociale demeure extrêmement tendue. On ignore notamment quelle sera la réaction des mineurs après la décision,

lundi, de la Cour suprême de condamner, à dix-huit ans de prison, le très controversé dirigeant syndical Miron Cozma, organisateur de la marche de janvier et des sanglantes « minériades » de 1990 et 1991.

VALLÉE DU JIU (Roumanie)
de notre envoyé spécial
Après avoir traversé le défilé du Jiu, qui coupe en deux les Carpates, au centre de la Roumanie, Petrosani,

REPORTAGE
L'exploitation de la houille est en elle-même une opération sociale

ni, le fief des mineurs, s'annonce de loin comme une étrange petite ville engloutie sous la neige. Les routes défoncées et les HLM délabrés de l'époque Ceausescu sont à peine visibles à travers la voûte épaisse des flocons. Cette ville de montagne pourrait aussi bien se situer dans les Alpes suisses si, vue de près, elle ne dévoilait pas son vrai visage. C'est ici que, fin janvier, quelque 10 000 mineurs sont partis vers Bucarest, à l'appel de leur leader, Miron Cozma. Leur marche forcée vers la capitale roumaine avait alors pris de court les autorités du pays et semé la panique parmi les Bucarestois encore hantés par le souvenir de leurs quatre incursions précédentes. Cette paisible vallée du Jiu devint ainsi, pendant une semaine, un véritable théâtre de la Roumanie postcommuniste.

TAUX DE CHÔMAGE À 24 %

Une population locale d'environ 168 000 personnes touchée par un taux de chômage de 24 % n'a effectivement rien de rassurant dans ce pays voué à la récession économique. Sur les 45 000 mineurs de la vallée du Jiu, il n'en reste aujourd'hui que 20 340 dans les puits. Les autres ont préféré quitter leur

poste en échange de l'équivalent de vingt mois de salaire offerts par le gouvernement en guise de protection sociale. « Je n'avais jamais vu autant d'argent, se souvient Lucian Sipos, au chômage depuis l'année dernière. Aujourd'hui, avec mon épouse et mes deux enfants, je suis obligé de vivre avec les intérêts que je perçois des vingt mois de salaire déposés à la banque, c'est-à-dire 1,2 million de lei (600 francs) par mois. Mais je me suis fait avoir parce que je n'ai aucune perspective d'embauche. » A côté de lui, son épouse intervient timidement : « Croyez-moi, dit-elle, quand je regarde mes enfants jouer dehors, je prie pour qu'ils n'aiment pas leurs chaussures car je ne pourrai pas leur en acheter d'autres. »

A l'autre bout de la ville, Traian Marele, capitaine de réserve de l'armée roumaine, envoyé dans les mines de la vallée du Jiu en 1982, raconte son hucrovable épopée. « J'ai fait toutes les mines ici, affirme-t-il. En 1997, j'ai renoncé à mon travail pour 18 millions de lei (12 000 francs à l'époque), comptant mettre sur pied ma propre affaire. J'ai dépensé le tiers de cette somme pour la papeterie, y compris les bachichs. Mais depuis la dernière grève, aucun investisseur ne veut plus venir ici. » Traian Marele n'est pas du genre à se croiser les bras. Il a créé une association et a tenté de mettre en place une structure d'aide aux chômeurs. Mais en vain. Que pense-t-il du leader des mineurs, Miron Cozma ? « C'est un paranoïaque, déclare-t-il. La majorité des mineurs ont peur de lui. Il les manipule. Peu de gens savent qu'environ 10 % des mineurs sont des officiers de réserve envoyés, au temps de Ceausescu, dans les mines pour les reprendre en main après les grandes grèves de 1977. Ils sont capables de



s'organiser et de descendre à Bucarest quand bon leur semble. Leur dernière tentative de janvier peut se répéter à tout moment. »

Pourtant, l'aventure de la marche forcée vers Bucarest s'est plutôt mal terminée pour les gueules noires. Leur grève illégale leur a coûté un mois de salaire et ils ne semblent guère disposés à répondre massivement à un nouvel appel à la grève. Une grève annon-

cée par Miron Cozma pour le 15 février a finalement été repoussée grâce aux négociations que le gouvernement a ouvertes avec le syndicat des mineurs à la fin de la semaine dernière. L'augmentation de salaire de 35 % demandée par Miron Cozma a finalement été refusée par les autorités.

Cette année, la Roumanie ne peut pas se permettre un déficit budgétaire dépassant 2 % du PIB.

La délégation du Fonds monétaire international, présente à Bucarest depuis samedi, conditionne le prêt de 540 millions de dollars - 475 millions d'euros - (demandé par la Roumanie) à une extrême rigueur budgétaire. Le prêt du FMI est indispensable pour éviter l'incapacité de paiement de la dette extérieure dont le service s'élève cette année à environ 2,8 milliards de dollars. En conclusion, les mineurs sont invités à baisser le ton. C'est ce à quoi une autre grande centrale syndicale, CNSRI-Fratria, s'est résolue, en annulant une grève générale prévue pour lundi, afin de permettre aux autorités d'achever les négociations avec le FMI.

RELANCER LES INVESTISSEMENTS

Pour éviter un scénario catastrophique, le Parlement a voté la semaine dernière la loi sur les régions défavorisées qui devrait permettre une relance des investissements dans la vallée du Jiu. Ce nouveau cadre juridique s'avère plutôt alléchant en raison des nombreux avantages fiscaux offerts aux sociétés qui envisagent de s'implanter dans cette zone. Reste à savoir si la vallée du Jiu saura rassurer les futurs investisseurs. Rien n'est moins sûr depuis janvier. « Cette loi aurait dû être votée il y a deux ans, quand les mineurs ont été invités à quitter les

mines, affirme Valeriu Butulescu, porte-parole de la Compagnie nationale de la houille. On ne crée pas des emplois du jour au lendemain. » L'exploitation de la houille dans la vallée du Jiu est en elle-même une opération sociale. Si, dans les années 80, l'industrie Roumaine consommait 20 000 mégawatts par heure, aujourd'hui elle se limite à 6 000 mégawatts dont seulement 6 % sont produits à base de houille. En 1998, la production de la vallée du Jiu s'élevait à peine à 3 millions de tonnes et la même quantité est prévue pour cette année. « En fin de compte, explique Valeriu Butulescu, l'Etat pourrait se passer de cette houille dont la qualité baisse et le prix augmente. Mais on n'envoie pas des dizaines de milliers de gens se promener dans la nature sans leur proposer quelque chose en échange. En ce moment, il est impératif de rentabiliser ce secteur économique. Certes, on ne peut pas assurer du travail à tous les mineurs mais on peut faire fonctionner les mines de façon rentable. Les négociations avec les syndicats avancent bien jusqu'au moment où Miron Cozma est sorti de prison. Depuis, on a vécu dans une sorte de conflit permanent. » Lundi, la Cour suprême a condamné l'immortable leader à dix-huit ans de prison.

Mirel Bran

Miron Cozma condamné à dix-huit ans de prison

VALLÉE DU JIU (Roumanie)

de notre envoyé spécial

Quelques centaines de mineurs ont occupé, lundi soir 15 février, le parvis de la Compagnie nationale de la houille de Petrosani, dans la vallée du Jiu, pour manifester leur solidarité avec leur leader. Miron Cozma venait d'être condamné par la Cour suprême à dix-huit ans de prison ferme pour la descente violente des « gueules noires » qu'il avait orchestrée dans la capitale roumaine en septembre 1991, une action qui avait entraîné à l'époque la démission du gouvernement de Petre Roman.

Condamné pour « avoir sapé l'autorité de l'Etat » et « détention illégale d'armes », selon des sources judiciaires, Miron Cozma est en outre privé de ses droits civiques pendant sept ans et interdit de séjour à Bucarest et à Petro-

sani, son fief, pendant cinq ans. Le dirigeant des mineurs avait déjà purgé un an et demi de prison pour la descente de 1991. Relâché en juin 1998, il avait été aussitôt réélu à la tête des syndicats du Jiu et rejoint pour un temps les rangs du parti d'extrême droite Romania Mare (Grande Roumanie). Il est par ailleurs poursuivi dans deux autres affaires, accusé d'agressions à l'encontre d'un policier et d'un journaliste en 1994.

ARRESTATION IMMINENTE

Sûr de lui, Miron Cozma ne laissait paraître aucune inquiétude, samedi, deux jours avant la décision de la Cour suprême, traversant la ville de Petrosani dans sa jeep flamboyante. Pour tenter d'éviter une éventuelle condamnation, il avait programmé une grève des mi-

neurs pour lundi, mais des négociations ouvertes par le gouvernement avec son syndicat à la fin de la semaine avaient permis de repousser le conflit.

Le ministère roumain de l'intérieur a assuré, lundi, que Miron Cozma, qui n'était pas tenu d'assister à l'annonce du verdict, serait prochainement arrêté. Son avocat a qualifié la décision de la Cour suprême de « sentence politique ». Le chef des mineurs tentera-t-il à nouveau de mobiliser les « gueules noires » contre les autorités ? Des sources locales à Petrosani affirment qu'il ne parviendrait plus à réunir une dizaine de milliers de personnes comme en janvier, mais une étrange agitation semble s'être emparée de la ville.

M. B.

Mihnea Berindei, chercheur au CNRS, spécialiste de l'Europe de l'Est « L'avenir est suspendu à la décision du FMI »

« Que pensez-vous de la peine de prison prononcée contre Miron Cozma ?

— La justice a fait son travail, la question est désormais de savoir si la police fera le sien, si l'on procédera à l'arrestation de Miron Cozma, et dans quelles circonstances. On verra en outre si cette décision est complétée par la levée de l'immunité parlementaire de Vladimir Tudor (le dirigeant du parti d'extrême droite Romania Mare, proche de Miron Cozma). Mais le monde politique roumain attend plutôt un miracle du Fonds monétaire international, espérant qu'il débloque un nouveau prêt, sans quoi le pays ira au dépôt de bilan. Le budget mis en avant pour 1999 est d'une grande austérité et répond aux critères du FMI mais il n'a pas encore été voté.

— On peut d'ailleurs s'interroger sur le rôle politique du FMI en Roumanie. Le Fonds a le choix entre miser sur l'actuel gouvernement ou provoquer des élections législatives anticipées dont l'issue serait aléatoire car Romania Mare pourrait alors entrer au gouvernement. Une partie de l'électorat indécis semble toutefois se mobiliser contre cette formation, qui, après une poussée dans les sondages, est retombée à 8 % des intentions de vote.

— Le parti de Petre Roman (le président du Sénat) doit se prononcer en mars sur la poursuite de sa participation à la coalition gouvernementale. Il pourrait se retirer si le FMI n'accorde pas la tranche d'aide espérée, déclenchant une élection anticipée. Des syndicats qui avaient annoncé une grève générale pour ces jours-ci ont en outre reporté leur action. Tout semble suspendu à la décision du FMI.

— Y a-t-il un lien entre la condamnation de Miron Cozma et la reprise des négociations avec le FMI ?

— Un lien indirect. La peine de prison prononcée montre que les autorités et le gouvernement sont conscients que les choses sont allées loin (hors de la marche des mineurs en janvier). Ils ont ressenti la nécessité de rétablir la justice, l'état de droit.

— Quel bilan tirez-vous de cette marche des mineurs ?

— Cela a été une tentative de coup d'Etat que seul le déploiement de l'armée a enjoint. Cette marche a été un événement grave, révélateur d'un manque d'autorité de l'Etat, d'un dysfonctionnement des institutions. Les forces de police se sont déployées de façon inadéquate et ont

été encerclées par les mineurs, un comportement qui a relevé à mon avis de la trahison. De même, les services d'information de l'Etat n'ont pas alerté les autorités sur ce qui se préparait dans la vallée du Jiu. Il faut savoir que l'encadrement de ces services est pour l'essentiel composé d'anciens officiers de la Securitate (la police secrète de l'époque Ceausescu). Dans la police - et non pas dans l'armée -, il existe une sympathie pour Romania Mare, tirée d'une nostalgie pour le national-communisme. Les mineurs sont fortement influencés. Après les grèves de 1977, le régime (communiste) avait fait quadriller cette région par la Securitate.

— Mais qui aurait intérêt aujourd'hui à ce genre de déstabilisation ?

— Avant la marche des mineurs en janvier, un programme de restructuration des mines avait été annoncé. Des pans entiers de l'économie roumaine (près de 20 % du PIB) fonctionnent à perte, recevant d'importantes subventions. Les restructurations menaçaient des intérêts précis, ceux de l'ancienne nomenclature, une classe représentée aujourd'hui par des partis politiques tels que celui de Ion Iliescu (l'ancien président) et Romania Mare. Nous avons en réalité affaire à un système de type mafieux. En Roumanie, le poids de la mafia liée aux industries minières et pétrochimiques reste immense.

Propos recueillis par
Natalie Nougayrède

La Russie optimiste sur un accord au Kosovo

LE DÉPLOIEMENT éventuel d'une force armée internationale au Kosovo ne pourra se faire qu'avec l'accord de Belgrade, a souligné, lundi 15 février à Rambouillet, le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov. « Pour le moment, la première tâche est de parvenir à un règlement politique. En ce qui concerne le soutien international à l'application de cet accord, cette question doit être décidée avec Belgrade, avec la direction du pays souverain », c'est-à-dire la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), a déclaré M. Ivanov.

Le chef de la diplomatie russe venait d'avoir deux heures de discussion avec la délégation de Belgrade et avec celle des Albanais du Kosovo. Jusqu'à présent, Belgrade

s'est déclaré hostile à tout déploiement de troupes sur son territoire pour faire appliquer un éventuel accord sur le Kosovo. La communauté internationale prévoit le déploiement d'une force de 30 000 hommes, majoritairement européens.

SOLUTION POLITIQUE

« J'ai la conviction que les deux délégations réalisent l'importance du moment, a déclaré M. Ivanov après ses entretiens. Je crois qu'elles vont travailler de manière constructive et que, dans la semaine qui reste, elles parviendront à un accord sur les questions politiques qui restent à régler. (...) Il n'y a pas de solution militaire à ce problème, mais uniquement une solution politique. (...) Tous

les membres du Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, France et Russie) soutiendront activement ce type de solution. »

Par ailleurs, au Monténégro, un mannequin à l'effigie de Slobodan Milosevic a été brûlé, dimanche 14 février, devant plusieurs milliers de personnes au carnaval de Kotor. Le mannequin avait d'abord été « jugé » sous l'accusation d'avoir « dilapidé la fortune de la maison, enjéré ses habitants, introduit des taxes pour en sortir », autant d'allusions aux griefs faits au président yougoslave par ses détracteurs. Reconnu « coupable », l'effigie a été brûlée par deux hommes vêtus de costumes traditionnels monténégrins et albanais. (AFP)

REPUBLIQUE FRANÇAISE PREFECTURE DE L'HERAULT

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES CONJOINTES

- Préable à la déclaration d'utilité publique
- Préable à la mise en compatibilité du POS de LATTES
- Préable à l'autorisation prévue à l'article 10 de la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992

DISTRICT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER MODERNISATION ET EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DE LA CERIERE ET CREATION D'UN EMISSAIRE DE REJET EN MER

Durée des enquêtes : 33 jours consécutifs du 15 février 1999 au 19 mars 1999.

Lieu des enquêtes : Les dossiers seront déposés et pourront être consultés pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux du lundi au vendredi aux lieux suivants :

- Hôtel du District de l'agglomération de MONTPELLIER - 275, rue Léon Blum - 34045 MONTPELLIER ;
- MAIRIE DE LATTES - avenue de Montpellier - 34970 LATTES ;
- MAIRIE DE PALAVAS-LES-FLOTS - 1, boulevard Maréchal Joffre - 34250 PALAVAS ;
- MAIRIE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - Place Porte Saint-Laurent - 34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE.

Commission d'enquêtes : Une commission d'enquêtes a été constituée par arrêté n° 98.298 du 14 décembre 1998 du président du tribunal administratif de MONTPELLIER. Elle comprend :

- M. Paul LLAMAS, ingénieur divisionnaire TPE, retraité, désigné en qualité de président de la Commission d'enquêtes chargée de conduire les enquêtes publiques relatives à l'opération susvisée ;
- M. Robert VASSAS, ingénieur divisionnaire à la Direction Départementale d'Agriculture et de la Forêt, retraité, désigné en qualité d'assesseur de ladite commission ;
- M. Georges FIRMIN, cadre principal honoraire à la direction SNCF de MONTPELLIER, désigné en qualité d'assesseur de ladite commission.

La Commission d'enquêtes se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- à l'Hôtel du District de l'agglomération de MONTPELLIER :
 - le lundi 15 février 1999 de 9 h à 12 h
 - le mercredi 3 mars 1999 de 14 h à 17 h
 - le jeudi 11 mars 1999 de 9 h à 12 h
 - le vendredi 19 mars 1999 de 14 h à 17 h
- en mairie de LATTES :
 - le mardi 23 février 1999 de 14 h à 17 h
 - le vendredi 5 mars 1999 de 9 h à 12 h
 - le mardi 16 mars 1999 de 14 h à 17 h
- en mairie de PALAVAS-LES-FLOTS :
 - le jeudi 18 février 1999 de 14 h à 17 h
 - le vendredi 26 février 1999 de 9 h à 12 h
 - le mardi 16 mars 1999 de 9 h à 12 h
- en mairie de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE :
 - le jeudi 18 février 1999 de 9 h à 12 h
 - le mardi 9 mars 1999 de 14 h à 17 h

Les commissaires enquêteurs recevront les déclarations faites par le public, soit oralement, soit par écrit (adressées à l'un des lieux d'enquêtes en précisant l'objet de l'enquête) et les consigneront ou les annexeront au registre d'enquête correspondant.

Ils pourront également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la demande.

Les rapports et les conclusions que la commission d'enquêtes est tenue de rendre dans les délais prévus par les textes seront déposés, pour que le public puisse en prendre connaissance, aux différents lieux d'enquêtes, ainsi qu'à la préfecture de l'Hérault, direction des relations avec les collectivités locales - Bureau aménagement de l'espace.

Le général Olusegun Obasanjo part favori de l'élection présidentielle au Nigeria

Trois candidats se disputent la direction du géant de l'Afrique

Le scrutin présidentiel du 27 février au Nigeria devrait opposer trois candidats à la direction du pays le plus peuplé d'Afrique et que les mili-

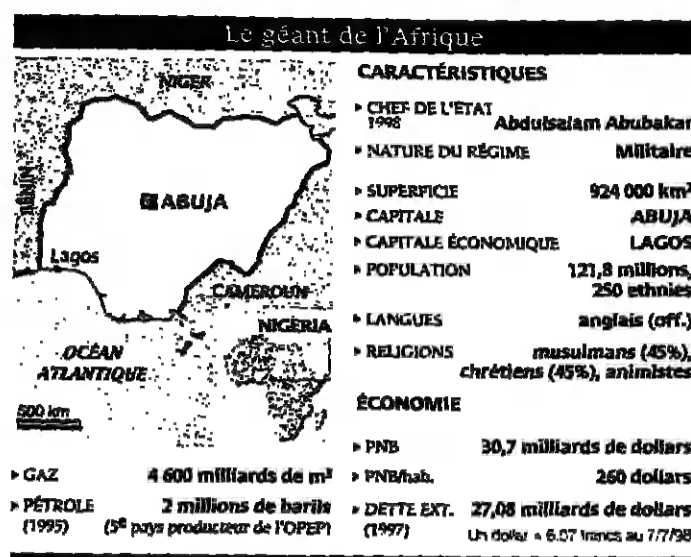
taires au pouvoir ont laissé exsangue après plus de trente ans de « règne » quasi ininterrompu. Un général à la retraite, Olusegun Obasanjo, qui fut déjà à la tête d'une junte militaire, entre 1976 et 1979, est considéré comme le favori de l'élection.

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

Moins de deux semaines avant le scrutin présidentiel, prévu le 27 février, les Nigériens savent enfin le choix qui leur est proposé. Au terme d'une marche forcée d'à peine six mois qui aura vu la naissance de nouveaux partis politiques, le recensement de l'électorat et quatre scrutins, trois candidats vont se disputer la direction du plus peuplé des pays africains, un géant de 122 millions d'habitants, que ses dirigeants militaires, au pouvoir presque sans interruption depuis 1967, laissent exsangue. Sixième producteur mondial de pétrole, le Nigeria est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le PIB par habitant est d'environ 260 dollars (230 euros) par an, un peu plus du tiers de celui de la Côte d'Ivoire.

Le favori de cette compétition a déjà dirigé le Nigeria. De 1976 à 1979, le général à la retraite Olusegun Obasanjo était à la tête d'une junte militaire, la seule jusqu'à présent qui ait remis le pouvoir aux civils. Le général Obasanjo a été investi, lundi 15 février, par les milliers de délégués du Parti démocratique du peuple (PDP) réunis à Jos, au centre du pays. Le PDP a déjà remporté les élections organisées dans les communes et les États.

Le général Obasanjo devra affronter un ancien ministre des finances, Olu Falae, investi par l'AI-



Mais c'est bien là la seule certitude. On ne sait toujours pas si l'APP et AD seront autorisés par la commission électorale à présenter un « ticket » réunissant leurs deux candidats pour faire pièce au poids formidable du PDP. Au lieu de cela, les candidats se sont pour l'instant contentés de généraliser la vague des programmes. Tous les candidats se sont pour l'instant contentés de généraliser la vague des programmes. Tous les candidats se sont pour l'instant contentés de généraliser la vague des programmes.

De toute façon, le futur président du Nigeria ne sait même pas dans quel cadre constitution-

Abacha, en juin 1998, son successeur, le général Abdulsalam Abubakar ne s'est certes jamais écarté de son intention affichée de rendre le pouvoir aux civils avant le 29 mai 1999. Mais son zèle réformateur dans d'autres domaines s'est vite heurté à d'énormes pesanteurs. Qu'il s'agisse de libéraliser la distribution des produits pétroliers - afin de soulager la population victime d'une pénurie d'essence chronique - ou de lancer un programme de privatisations réclamé depuis des lustres par les bailleurs de fonds multilatéraux, le général Abubakar n'a pu progresser et a fini par céder devant la coalition d'officiers supérieurs, de hauts fonctionnaires et d'entrepreneurs qui a saigné à blanc le pays ces dernières années.

De plus, le retour des civils au pouvoir intervient au moment où l'échec de la réforme des cours du pétrole entrave tout effort de redressement des finances publiques. Certes, le FMI a repris contact avec Lagos, après des années de brouille, mais il a conditionné l'accord de nouveaux crédits et la renégociation de la dette à un audit du secteur pétrolier. Si cet effort de transparence était satisfaisant, on mettrait à jour les circuits financiers qui ont permis à une petite minorité de s'enrichir dans des proportions considérables. Le conseiller du général Abacha pour la sécurité a détourné à lui seul 250 millions de dollars (280 millions d'euros).

Face à ces défis, le général Obasanjo, âgé de 61 ans, a pour lui son expérience et sa stature internationale. Même si son passage au pouvoir n'a pas laissé que de bons souvenirs aux défenseurs des droits de l'homme, le séjour d'un an qu'il a effectué dans les geôles de Sani Abacha lui a donné en la matière une nouvelle virginité. Ses adversaires le disent inféodé à ses anciens collègues de l'état-major et la presse de Lagos, qui lui est hostile, affirme régulièrement qu'Obasanjo bénéficie du soutien financier et politique du faiseur de rois Ibrahim Babangida, le général multimilliardaire qui organisa tous les coups d'État du Nigeria avant de diriger le pays dans les années 80. Il faudra aussi au général Obasanjo refaire l'unité du PDP, un parti qu'il n'a pas créé, mais rejoint, empêchant ainsi les politiciens professionnels qui forment l'ossature de la formation d'accéder à la candidature.

Si le projet de candidature commune AD-APP aboutit, c'est Olu Falae qui tentera de barrer la route à la machine électorale du général Obasanjo. M. Falae peut espérer le soutien des Yorubas. Le Sud-Ouest est la seule région à avoir refusé ses suffrages au PDP, et l'ancien chef de l'État est considéré par de nombreux Yorubas comme un renégat acquis aux intérêts des élites nordistes. Mais M. Falae a aussi contre lui d'être le seul ministre de l'histoire du Nigeria à avoir tenté une expérience d'ajustement structurel. Il a proposé d'utiliser les fruits de la vente des actifs de l'État dans le secteur pétrolier pour apurer une partie de la dette publique, qui s'élève à près de 29 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Une proposition qui n'est pas sûre d'entraîner l'adhésion de ses compatriotes dans un pays où la fibre nationaliste et anticoloniale reste vivace.

Après sa nomination, le général Obasanjo a promis de donner au Nigeria un gouvernement « dont il serait fier ». C'est là l'enjeu principal de ce scrutin : permettre à ce gigantesque pays de surmonter ses divisions ethniques, religieuses et régionales, de lui faire connaître un niveau de vie en rapport avec ses immenses ressources et de lui redonner sur la scène internationale un peu du prestige d'antan.

Thomas Sotinel

Nombreux sont les Nigériens qui craignent que les militaires ne rendent que l'apparence du pouvoir aux civils

liance démocratique (AD), un parti essentiellement implanté en pays yoruba, au sud-ouest du Nigeria, et un quasi inconnu, Ogbounaya Onu, ancien gouverneur militaire, originaire du Sud-Est, qui portera les couleurs du Parti de tout le peuple (APP), une formation souvent décrite comme proche de la hiérarchie militaire. Etant donné que le général Obasanjo est lui-même yoruba, une certitude est au moins acquise : le prochain président nigérien sera un sudiste et le pouvoir échappera pour la première fois depuis 1979 aux élites nordistes, peules ou haoussas.

nel il exercera son mandat. Depuis la prise du pouvoir par le général Sani Abacha en 1998, le pays vit sous le régime de l'état d'exception. Les militaires ont fait préparer une nouvelle Constitution, mais elle n'a jamais été publiée, encore moins promulguée. Elle devrait finalement entrer en vigueur après le scrutin présidentiel, et nombreux sont les Nigériens qui craignent que les militaires ne rendent que l'apparence du pouvoir aux politiciens civils, en aménageant les textes de manière à laisser intacts leurs privilèges. Depuis la mort du dictateur Sani

Une piraterie de plus en plus brutale sévit dans les mers d'Asie

BANGKOK

de nos envoyés spéciaux
Au tournant de l'année, des pirates armés de mitraillettes et de pistolets ont pris d'assaut le *Cheung Son*, un cargo de 20 000 tonnes, enregistré à Panama, qui se rendait de Shanghai (Chine) à Port Klang (Malaisie). Venus à bord d'une vedette rapide volée, ils ont massacré les 23 membres d'équipage, jeté les corps par-dessus bord et détourné le navire et son chargement de minerai de fer. Sept assaillants, qui ont reconnu depuis avoir assassiné les marins du navire, ont été arrêtés en Chine après la découverte d'une photo-souvenir, prise sur le pont du cargo détourné, dont on est toujours sans nouvelles.

La brutalité croissante des attaques de pirates en Asie orientale, un sous-continent bordé de dizaines de milliers d'îles et d'îlots, a figuré au centre d'une conférence sur la piraterie réunie récemment à Singapour sous l'égide de l'Organisation internationale maritime (OIM). « Je sens un certain sentiment de désespoir de l'industrie maritime à propos de ce qui peut être entrepris », constate Jeffrey Rees, le spécialiste de Scotland Yard dans ce domaine. « Actuellement, on ne procède qu'à peu d'arrestations de pirates », ajoute-t-il.

192 actes de piraterie maritime ont été rapportés dans le monde en 1998, contre 247 l'année précédente et 90 seulement en 1994.

Mais ce chiffre pourrait encore augmenter, car les rapports sont lents à être transmis. Selon le Bureau international maritime (BIM) de Kuala Lumpur, 67 marins ont été tués en 1998, contre 51 en 1997. « La croissance de l'audace et de la violence de ces crimes est évidente », estime Pottengal Mukundan, directeur du BIM. Près de la moitié des attaques ont lieu en Asie orientale. Dans les eaux territoriales indonésiennes, 59 actes de piraterie - record mondial - ont été rapportés en 1998, contre 47 en 1997. Un cargo japonais, le *Tenyo*, qui transportait pour 12 millions de dollars (1,8 million d'euros) de lingots d'aluminium, et son « équipage » indonésien sont actuellement retenus dans le port chinois de Zhanjiang (ex-Port-Bayard). Les treize marins chinois et les deux Coréens qui constituaient, à l'origine, l'équipage de ce tanker sont présumés morts. Le *Tenyo* avait été détourné dans le détroit de Malacca, à quelque 3 000 kilomètres plus au sud.

TENUES DE CAMOUFLAGE ET M-16

La crise économique a peut-être donné un coup de fouet à la piraterie dans la région. Le BIM n'en constate pas moins que ses auteurs sont organisés en gangs agressifs et armés. Début 1998, à la lisière méridionale de la mer de Chine du Sud, des tankers ont été attaqués par des hommes « vêtus d'uniformes de camouflage et armés de M-16 », fusils d'assaut de fabrication américaine. Le long de

la côte méridionale chinoise, des cargos ont été arraisonnés par des hommes en uniforme qui les ont contraints à gagner des ports voisins où les cargaisons ont été débarquées. « Ce n'est pas la première fois que des ports du sud de la Chine sont utilisés pour mettre à l'abri des bateaux détournés », avait déjà averti, voilà un an, le BIM.

Un manque de coordination et d'expertise explique en partie le peu de succès de la lutte contre les pirates. « La meilleure chance de résoudre un crime est dans les vingt-quatre heures qui suivent les faits, et il n'est pas bon d'envoyer des instructions d'en haut qui n'atteindront les gens chargés du travail que dans un délai de trois semaines », estime le superintendant Rees, à Singapour. Les enquêtes menées par les gardes-côtes de certains pays sont souvent trop lentes. Le superintendant Rees pense que la création d'une seule agence régionale serait déjà un progrès. En outre, les faits mineurs de piraterie (navires de plaisance, petits cargos) sont rarement rapportés. « Ils peuvent perdre quelques centaines de dollars mais, s'ils font un rapport à la police, leur bateau doit demeurer au port et le coût est alors plus élevé que les pertes dues aux pirates », rapporte Noel Choong, administrateur de la section régionale du BIM.

En avril 1998, tout contact a été perdu avec le *Petro Ranger*, un tanker qui transportait

11 000 tonnes de gazole et de kérosène vers le port de Hô Chi Minh-Ville (Vietnam), vingt-quatre heures après son départ de Singapour. Le tanker, d'une valeur de 9 millions de dollars (1,4 million d'euros), avait 21 membres d'équipage. Il aurait été aperçu par un cargo, dix jours plus tard, entre Palawan, une île philippine, et Sabah, un État malaisien sur la côte septentrionale de Bornéo. La crise économique étant loin de se résorber, le BIM estime que l'année 1999 s'annonce plutôt mal.

Francis Deron
et Jean-Claude Pomonti

L'impasse sur le désarmement bloque la paix en Ulster

BELFAST. Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, qui était reçu, lundi 15 février, par Lionel Jospin, a souligné que le désarmement de l'IRA ne constituait pas une « précondition » à la mise en place des nouvelles institutions politiques autonomes de l'Irlande du Nord. La province britannique doit en principe s'autogouverner d'ici au 10 mars (comme le prévoit l'accord de paix d'avril 1998). Londres déléguant une partie de ses pouvoirs d'administration à Belfast. Les parlementaires nord-irlandais ont commencé, lundi, à entériner le cadre du futur exécutif local. Soumis à la pression des « ultras » de son parti, le premier ministre unioniste (protestant), David Trimble, refuse d'intégrer le Sinn Féin tant que sa branche armée, l'IRA, n'aura pas rendu ses armes.

Boris Eltsine promet d'aider les anciens combattants d'Afghanistan

MOSCOU. Le président russe Boris Eltsine a marqué, lundi 15 février, le 10^e anniversaire de la fin du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en saluant les anciens combattants de cette guerre. « Le gouvernement fait et fera tout le nécessaire pour les anciens d'Afghanistan et pour les familles des victimes », a-t-il affirmé. Les derniers soldats soviétiques avaient quitté l'Afghanistan le 15 février 1989, dix ans après le début de l'intervention de l'Armée rouge. Ce conflit aurait fait 15 000 morts dans les rangs soviétiques et un million de morts parmi la population afghane. Boris Gromov, dernier commandant des unités soviétiques d'Afghanistan, a reproché vendredi au pouvoir russe de négliger les 25 000 invalides de la guerre, dont les maigres pensions ont été largement entamées par l'inflation. - (Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN** : Oussama Ben Laden est « peut-être » encore en Afghanistan, a déclaré le chef de la milice afghane des talibans, le mollah Omar, cité, lundi 15 février, par le quotidien arabe Al-Hayat.

■ **IL** a quitté son lieu de résidence à Kandahar il y a quelques jours sans nous dire où il se rendait. Il se cache quelque part, peut-être à l'intérieur du territoire afghan », a indiqué le chef de la milice fondamentaliste au pouvoir à Kaboul. - (AFP)

■ **CUBA** : les trafiquants de drogue affronteront le poteau d'exécution à Cuba, a averti lundi 15 février le président Fidel Castro. Le procureur général Juan Escalona a été chargé de présenter lundi le projet de loi qui étend la peine capitale aux gros trafiquants de drogue. - (AFP)

■ **ÉRYTHÉE-ÉTHIOPIE** : des échanges d'artillerie entre les armées de ces deux pays en guerre ont eu lieu, lundi 15 février, dans la région du front est d'Assab, l'un des deux ports érythréens sur la mer Rouge à 500 km au sud-est d'Asmara. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : Washington et Mexico ont affirmé, lundi 15 février, leur volonté d'accroître leur coopération contre la drogue et d'approfondir leurs relations dans plusieurs autres domaines, à l'occasion d'une visite de 24 heures du président Bill Clinton au Mexique. Le président américain a laissé entendre qu'il renouvellerait d'ici deux semaines le « certificat de bonne conduite » du Mexique dans la lutte contre la drogue, malgré le net scepticisme du Congrès américain sur les résultats obtenus par les autorités mexicaines dans ce domaine. Cette certification conditionne l'octroi d'une partie de l'assistance économique américaine. - (AFP)

■ **IRAN** : la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, a promis, lundi 15 février, « une réaction rapide et sûre » de l'aviation américaine contre des objectifs irakiens au cas où Bagdad s'en prendrait aux forces américaines ou à ses voisins du Golfe. Le président irakien Saddam Hussein a menacé d'attaquer les bases en Arabie saoudite et au Koweït, d'où décollent les avions qui frappent l'Irak. - (AFP)

■ **JAPON** : l'économie se trouve toujours plongée dans une crise profonde, en dépit de l'apparition de certains signes encourageants, estime l'Agence de planification économique (EPA) et la Banque du Japon (BOJ) dans leurs rapports mensuels publiés simultanément, mardi 16 février. L'agence décline « une intensification des indices de changements à venir », alors que la banque parle d'une « modération » dans le rythme de la dégradation de l'économie, grâce à l'investissement public. Mais les deux institutions notent également la chute de rentabilité des entreprises, la dégradation du marché de l'emploi, la baisse de l'investissement et l'affaiblissement récent des exportations. - (AFP)

■ **VATICAN** : M^r George Carey, archevêque de Canterbury et primat de la Communauté anglicane (70 millions de fidèles dans le monde), a été reçu samedi 13 février par le pape. Contrairement à la précédente rencontre de décembre 1996, il n'y a eu ni déclaration ni célébration communes. M^r Carey venait inaugurer les nouvelles installations du Centre anglican de Rome. Une rencontre entre évêques anglicans et catholiques pourrait avoir lieu, révèle La Croix du 16 février, en mai 2000 au Canada. - (AFP)

La journaliste dissidente chinoise

Gao Yu libérée pour raisons médicales

PÉKIN. La journaliste dissidente chinoise Gao Yu, qui a été libérée lundi pour raisons médicales, n'avait plus que sept mois à attendre avant le terme normal de sa peine (Le Monde du 16 février). Gao Yu, cinquante-cinq ans, avait été arrêtée en octobre 1993 et condamnée un an plus tard à six ans de prison pour avoir « divulgué des secrets d'État » à Pékin, alors qu'elle travaillait pour les journaux de Hongkong *Mirror Monthly* et *Chinese Overseas Daily*. Elle figurait sur la liste des prisonniers dont Bill Clinton demande régulièrement la libération. Gao Yu a d'ailleurs été libérée deux semaines avant la visite en Chine de la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright. Les observateurs remarquent également que son élargissement intervient à l'approche de la session annuelle de la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. - (AFP)

SANS TRANSITION

www.guignols.cplus.fr

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

SÉCURITÉ SOCIALE Les mauvais résultats de l'assurance-maladie, dont les dépenses ont de nouveau dérivé en 1998, relancent le débat sur la place des assureurs pri-

vés dans la gestion de ce risque. Le contexte européen encourage les assureurs à revenir à la charge, la plupart d'entre eux n'ayant en vue, à ce jour, que la couverture complémen-

taire. ● UNE VINGTAINE de projets ont été déposés devant le Conseil d'orientation des filières et réseaux de soins, venant de la mutualité, de caisses d'assurances-maladie et de

sociétés d'assurances. Seul celui de la Mutualité sociale agricole, auquel Groupama est associé, a reçu l'agrément du ministère. ● LA CAISSE NATIONALE d'assurance-maladie a pu-

bli, mardi 16 février, les chiffres des dépenses de santé en 1998, qui ont augmenté de 4,3 %, soit un dépassement de 8,4 milliards de francs (1,28 milliard d'euros).

Les compagnies privées se posent en partenaires de l'assurance-maladie

Les nouvelles règles de concurrence entre organismes mutualistes et commerciaux encouragent ces derniers à relancer leur politique de pénétration sur un secteur réglementé, en France, par l'Etat. Seul Axa, cependant, propose de mettre fin au monopole de la Sécurité sociale

À CHAQUE DÉRAPAGE des dépenses de santé, la question revient avec insistance : les assureurs seraient-ils des gestionnaires plus rigoureux que la Sécurité sociale, et n'est-il pas temps d'introduire une dose de concurrence dans le système, comme l'ont fait les Pays-Bas et, plus récemment, l'Allemagne ? La publication des mauvais résultats 1998 de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, mardi 16 février (lire ci-dessous), va relancer le débat, même si Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a déjà rejeté la demande de certains assureurs - en core minoritaires dans la profession - d'expérimenter une mise en concurrence de la « Sécu » avec les organismes complémentaires privés pour l'ensemble de la couverture maladie.

Depuis cinquante ans, le système de protection sociale vit une forme de « Yalta » social. Les grands régimes d'assurance-maladie (salariés, indépendants, agriculteurs...), placés de fait sous la tutelle de l'Etat, ont le monopole de la couverture de base : en 1997, ils finançaient 74 % de la consommation médicale (soit 728,5 milliards de francs). De leur côté, les mutuelles, les assurances et les institutions de prévoyance prennent en charge 12 % de ces dé-

penses dans le cadre de contrats individuels ou de groupe (entreprise). Ainsi, il en reste 14 % à la charge des ménages. C'est dire si, en dehors de la couverture de base, le marché de la complémentaire reste attractif.

Ces vingt dernières années, les parts du marché de la santé sont restées relativement stables, malgré le recul de la Sécurité sociale, qui remboursait 76,5 % des dépenses de médecine libérale et hospitalière en 1980. Si le volume des remboursements des compagnies d'assurances reste modeste (22 milliards de francs), la progression de la consommation médicale a créé un vrai marché de l'assurance-santé, et les assureurs ne veulent plus se contenter d'être des payeurs aveugles. « Ils ont un rôle croissant à jouer dans le domaine de la santé, en améliorant la qualité des services offerts et en s'étendant à d'autres catégories de la population par l'intermédiaire de la couverture maladie universelle », a souligné le président des AGF, Antoine Jeancourt-Galliani, vendredi 12 février, en présentant la « plate-forme santé conseil » lancée par son groupe.

L'engagement des compagnies à assurer les exclus de la santé dans le cadre de la couverture maladie universelle (CMU) - une population qui ne constitue pas leur fonds de

Les assureurs prennent des parts du marché

FINANCEMENT DE LA CONSOMMATION MÉDICALE	en pourcentage	1985	1990	1996	1997
SÉCURITÉ SOCIALE		75,5	74	73,8	73,8
ÉTAT, COLLECTIVITÉS LOCALES		2,3	1	0,8	0,8
MUTUELLES		5,1	6,1	7	7,1
ASSURANCES		1,8	2,7	3,1	3,1
INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE		0	0	1,7	1,7
MÉNAGES		15,2	16,1	13,8	13,8

Avec 22 milliards de francs de remboursements, la part des assureurs reste modeste, loin derrière les mutuelles.

commerce - montre que les assureurs veulent se présenter comme des institutions ayant vocation à couvrir tous les risques, y compris ceux qui sont réputés mauvais. A cette occasion, elles ont signé avec la Cnamts, la Fédération nationale de la mutualité française et le CTIP (institutions de prévoyance) un protocole d'accord dans lequel les signataires sont d'accord sur la « nécessité d'une réorganisation du système de soins » (Le Monde du 11 février).

Si les organismes payeurs pou-

saient plus loin leur accord, ils pourraient définir en commun ce qui est médicalement utile, puis, en tant qu'acheteurs de soins, pour leurs assurés, trouver le meilleur rapport coût/efficacité et, à partir de là, fixer des niveaux de prise en charge et coordonner leurs remboursements. Dans cette hypothèse, l'Etat n'interviendrait qu'en second, ce que M^{me} Aubry a catégoriquement rejeté. Les assureurs ont bien conscience que s'ils veulent faire de la « gestion du risque », version française du *managed care* améri-

cain, ils doivent peser, en amont, sur les consommateurs et les professionnels de santé, un rôle jusqu'à présent monopolisé - et mal assuré - par les organismes de Sécurité sociale.

PARI HASARDEUX

« Le système est libéral dans son aspect médical, soviétique pour ce qui concerne la "Sécu" », analysait Patrick Peugeot, PDG de La Mondiale, en novembre, lors du Forum économie-santé des Echos. Pour autant, peu de responsables de l'assurance souhaitent, dans l'immédiat, se substituer aux régimes obligatoires pour gérer au premier franc, une « révolution » que Claude Bébear, président d'AXA, souhaite expérimenter. Il vient de proposer à la Cnamts de gérer la couverture santé de toute une population affiliée à une caisse primaire et, en contrepartie, de laisser une autre caisse du régime général gérer l'ensemble des prestations d'assurance-maladie.

Il reste à savoir si une concurrence serait bénéfique en termes d'efficacité économique, de qualité des soins et de justice sociale. Sur ce point, les exemples étrangers montrent que le pari est loin d'être gagné d'avance, conclut une étude du Centre de recherche, d'étude et

de documentation en économie de la santé (Credes), réalisée à la demande du gouvernement dans plusieurs pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne). Dans ces deux derniers pays, soulignent ses auteurs, les caisses mises en concurrence ne se sont pas transformées en véritables acheteurs de soins. Et les risques d'« écrasement » des mauvais risques par certains organismes, notamment en Hollande, ont conduit le gouvernement à prendre des mesures pour éviter de tels dérapages.

Malgré le caractère peu convaincant des exemples étrangers et les obstacles culturels et politiques existant en France, les compagnies d'assurances bénéficient d'un environnement européen favorable. Les directives de 1992 sur l'assurance tendent en effet à banaliser l'activité des mutuelles 1945 (sans but lucratif) et à leur imposer des règles de gestion les rapprochant des compagnies d'assurances. Le gouvernement a demandé à Michel Rocard de trouver les voies et les moyens de sauver la spécificité des mutuelles sans contrevenir aux règles de Bruxelles. L'ancien premier ministre doit remettre ses conclusions à Lionel Jospin dans quelques semaines.

Jean-Michel Bezat

Pour les assureurs, un marché à conquérir

EN QUÊTE de nouveaux marchés, les assureurs s'intéressent de près à l'assurance-santé. Dans le contexte de désengagement croissant de la Sécurité sociale, l'assurance complémentaire prend une part de plus en plus large. Tous organismes confondus, cette part se situait à 12 % des dépenses totales de soins en 1997. Ce marché reste dominé par les mutuelles (relevant du code de la mutualité, comme la Mutualité française) et les institutions de prévoyance, mais les compagnies d'assurances ne veulent pas être absentes. Leur place est aujourd'hui modeste (3,1 % des prestations santé totales versées en 1997, soit 22 milliards de francs), mais elle tend à augmenter. C'est pourquoi les assureurs ont milité pour le projet de couverture maladie universelle.

Les AGF sont parties du constat que « tous les produits se ressemblent et n'ont pas de valeur ajoutée sur la santé elle-même », explique Marianne Binst, directrice des filières de soins aux AGF. La compagnie d'assurances a lancé un nouveau service qui vise à proposer à ses deux millions d'assurés (à titre individuel et collectif) une analyse précise de son devis, dans un délai maximum de 48 heures, en matière de soins dentaires et d'optique, secteur laissé largement vacant par la Sécurité sociale et où les assureurs sont les premiers payeurs. En moyenne, « nous obtenons une baisse des prix de l'ordre de 20 % », précise M^{me} Binst. A titre d'exemple, les prothèses dentaires sont financées à 10 % par la Sé-

curité sociale, 40 % par les complémentaires, et le solde, soit 50 %, reste à la charge des ménages. Les AGF testent ce service depuis neuf mois auprès des 120 000 clients d'Athéna, leur filiale.

« Nous essayons d'enrichir notre métier en nous préoccupant de la santé »

AXA développe également ce service de plate-forme téléphonique depuis cet été auprès de 80 000 de ses assurés, qui sont trois millions en tout. La CNP a elle aussi lancé un projet d'expérimentation il y a deux ans, sur une population de 30 000 personnes, via une filiale à 100 %, Gestion-Conseil cartés bleus, et compte étendre ce projet. Les AGF veulent aller plus loin. « La deuxième étape consiste à mettre en place des réseaux agréés d'opticiens et de dentistes ayant une offre très compétitive pour nos clients en termes de prix et de qualité », souligne M^{me} Binst. Cela fonctionnerait sur le même mode que les réseaux de garagistes agréés. Et les AGF pourraient appliquer ce système aux hôpitaux, cliniques, pharmaciens, médecins de ville... « Nous essayons d'enrichir notre métier d'assureur santé, a priori

pauvre en contenu, en nous préoccupant de la santé », confie M^{me} Binst.

Pour l'heure, les assureurs choisissent plutôt cette voie, la préférant à celle ouverte par l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise médicalisée des réseaux de soins, qui permet des expérimentations en filières de soins. Au total, une vingtaine de projets ont été déposés devant le Conseil d'orientation des filières et réseaux de soins, présidé par Raymond Soube, venant de la mutualité, de caisses d'assurances-maladie, de sociétés d'assurances... Il émet un avis consultatif, puis le ministère de la santé se réserve le droit d'approuver, ou de refuser, les projets. Pour l'heure, les agréments se font au compte-gouttes. Un seul projet avait reçu, en début d'année, l'agrément du ministère des affaires sociales, celui de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole, auquel Groupama est associé. Martine Aubry semble assez réticente à l'offensive des assureurs, et notamment celle d'AXA, dont le projet, contrairement aux autres, est d'obtenir une délégation de gestion de la part du régime de base.

Certes, les assureurs visent la rentabilité. C'est pour eux un gage d'efficacité, plaident-ils. Contrairement à la santé publique, où la dimension politique a souvent un grand rôle, « le fait d'être un payeur est un levier d'action », affirme M^{me} Binst.

Pascale Santi

François Mercereau, de la « Sécu » au groupe Axa

CEUX qui ont la religion de la Sécurité sociale le condamneront pour apostasie. Certains de ses amis socialistes interpréteront son ralliement au très libéral Claude Bébear, président du groupe Axa, comme une sorte de trahison des idéaux de

PORTRAIT

En ouvrant ses portes à cet énarque de gauche adepte de la rigueur, Claude Bébear a choisi plus qu'une compétence : un symbole

gauche. François Mercereau doit sourire de ces anathèmes. En devenant directeur du pôle santé du numéro un français de l'assurance, cet énarque de cinquante ans, dont Pierre Bérégovoy avait fait, en 1983, le directeur de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales - poste qu'il avait quitté en 1987, sous la première cohabitation -, poursuit dans le privé ce qu'il cherchait dans le public : une amélioration de l'efficacité et de la qualité du système de soins. En un mot, la rigueur.

Pour porter son projet de « sécurités sociales privées », dans lequel les compagnies d'assurances seraient mises en concurrence avec la Sécurité sociale pour gérer l'ensemble de la couverture maladie des assurés, le patron du groupe Axa est allé chercher non pas un assureur, mais un homme « tombé dans la "Sécu" » dès sa sortie de l'ENA, en 1973. Inspecteur général des affaires sociales, conseiller des ministres des affaires sociales sous Nicole Questiaux et Pierre Bérégovoy, entre 1981 et 1983, il incarne tout le contraire des conceptions

des débuts de la gauche au pouvoir. Il n'est pas étonnant que M. Bérégovoy, partisan de la rigueur dans la gestion de la protection sociale, l'ait nommé directeur de la Sécurité sociale en 1983. Il sera remercié par Philippe Séguin en janvier 1987.

Après un passage dans la prévoyance-retraite, M. Mercereau réintègre le giron du public pour diriger le cabinet de Jean-Louis Bianco, d'abord au ministère des affaires sociales (1991-1992), puis à celui de l'équipement (1992-1993). La gauche étant écartée du pouvoir par les élections législatives de mars 1993, il retourne dans le privé et devient, en 1994, responsable des assurances de groupe aux AGF. En juin 1998, il s'était porté candidat à la succession de Bertrand Fragonard, le directeur démissionnaire de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts), mais le gouvernement lui préféra Gilles Johanneau.

D'autres anciens responsables de la Sécurité sociale ont fait un passage plus ou moins convaincant chez les assureurs : Dominique Coudreau, conseiller de Raymond Barre à Matignon, puis directeur de la Cnamts (1979-1989), a été chargé d'une réflexion stratégique sur la santé à l'UAP (1990-1993) ; Jean-François Chadelat, conseiller de Philippe Séguin au ministère des affaires sociales en 1987, puis directeur de l'Acos, la « banque » de la Sécurité sociale, a été à la tête du pôle « innovation santé » d'Axa entre 1990 et 1993. Mais ces hommes avaient servi des gouvernements de droite, alors que M. Mercereau a longtemps été marqué à gauche. En lui ouvrant les portes d'AXA, M. Bébear a choisi plus qu'une compétence : un symbole.

J.-M. B.

Les dépenses du régime général en hausse de 4,3 % en 1998

LES DÉPENSES de la branche maladie du régime général ont progressé de 4,3 % en 1998, selon les données provisoires publiées, mardi 16 février, par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts), que Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, avait dévoilées, le 12 février (Le Monde du 13 février). Cette hausse est très supérieure à l'objectif de 2,5 % voté fin 1997 par le Parlement : elle correspond, pour le régime général, à un dépassement de 8,4 milliards de francs (1,28 milliard d'euros) de l'enveloppe de dépenses. Pour l'ensemble des régimes (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants, etc.), l'augmentation a été de 3,9 %, soit un dépassement d'un peu plus de 9 milliards de francs (1,37 milliard d'euros).

Les hôpitaux publics ont tenu dans leur enveloppe. « Les dépenses des soins de ville », notent les experts de la caisse nationale, ils s'élevaient à 7,9 milliards de francs (1,20 milliard d'euros)

pour le régime des salariés et à 9,1 milliards pour l'ensemble des régimes. Ces mauvais résultats s'expliquent par l'« augmentation brutale et massive » des remboursements entre janvier et mai, et par leur maintien à un niveau élevé au second semestre. Résultat : une progression de 6,3 % (5,8 % tous régimes), alors que le plafond de dépenses était fixé à 2,6 %. Les honoraires médicaux et dentaires remboursés par les caisses progressent de 3,7 % (4,2 % pour les généralistes, 3,3 % pour les spécialistes).

RENFORCEMENT DES CONTRÔLES

En revanche, indique la Cnamts, « aucune baisse significative n'a été constatée pour les remboursements de prescriptions et de versements d'indemnités journalières », dont l'accroissement sur l'année 1998 a été respectivement de 8,1 % et 7 %. Le poste « médicaments » a été particulièrement dynamique, en partie parce que les médecins hospitaliers ont prescrit des produits que les assurés ont

achetés en ville et que des médicaments très coûteux comme les antirétroviraux (traitement du sida) peuvent être prescrits par les praticiens libéraux depuis 1997. Enfin, les dépenses de transports sanitaires progressent de 8,9 %.

Cette dérive n'est pas une surprise pour les pouvoirs publics. Elle a poussé M^{me} Aubry à annoncer un renforcement des contrôles sur certaines catégories de praticiens (cardiologues, ophtalmologistes, biologistes, cliniques) et un examen systématique de tous les médicaments avec, pour critère d'évaluation, le « service médical rendu » (Le Monde daté 14-15 février). Toutefois, la ministre de la solidarité a décidé de ne pas infliger de sanctions financières aux médecins libéraux pour les dépassements d'objectif en 1998. Moins par mansuétude que par impossibilité de faire fonctionner le système de reversement d'honoraires inscrit dans le « plan Juppé » de réforme de la « Sécu ».

J.-M. B.

Y'A PAAAAAS DE METHODE !

www.guignols.cplus.fr

Au Palais du Luxembourg, l'opposition contre-attaque sur la réforme du mode de scrutin sénatorial

Les groupes de droite du Sénat ont présenté leurs propres propositions

Le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), et les présidents des trois groupes de la majorité sénatoriale (RPR, centristes et Républicains et in-

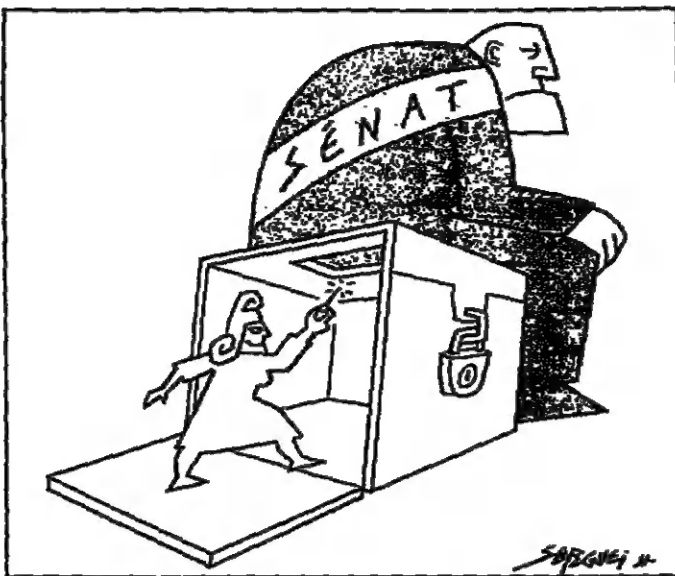
dépendants) ont présenté, mardi 16 février, leurs propositions pour réformer le mode d'élection des sénateurs. Ils répliquent ainsi au projet

de réforme que le gouvernement entend présenter en conseil des ministres le 10 mars et au Sénat début juin.

ACCUSÉE de « ringardisme » pour avoir mis en pièce le projet de loi constitutionnelle sur la parité lors de son examen en première lecture, le 26 janvier, le Sénat s'efforce de colmater les brèches qu'avait ouvertes le premier ministre sur un autre front, en avril 1998, lorsqu'il avait qualifié le mode de scrutin sénatorial d'« anomalie dans les démocraties ». La conférence de presse qui devait réunir sur ce sujet, mardi 16 février en fin de matinée au Palais du Luxembourg, les trois présidents de groupe de la droite - Henri de Raincourt (Républicains et indépendants), Josselin de Rohan (RPR) et Jean Arthuis (Union centriste) - autour du président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), était avant tout destinée à adresser un message d'« ouverture ».

Le moment choisi n'est pas le fruit du hasard. Mardi après-midi, les députés devaient en effet examiner en deuxième lecture le texte sur la parité. Au souci de contenir tant bien que mal de nouvelles critiques contre le Sénat, s'ajoute la nécessité de ne pas laisser la « main » au gouvernement sur la question du mode de scrutin. Le premier ministre a en effet décidé, sur ce sujet, de passer à l'offensive (Le Monde du 30 janvier). Le gouvernement vient de confirmer que le projet de loi réformant le mode de scrutin sénatorial en préparation sera examiné le 10 mars en conseil des ministres et devra être soumis, en première lecture au Sénat, au début du mois de juin.

Ce texte vise à corriger la surreprésentation des zones rurales qui favorise la droite, structurellement



majoritaire au Palais du Luxembourg. Sans revenir sur le nombre global de sénateurs, la durée de leur mandat et leur renouvellement par tiers, qui n'auraient pu être modifiés que par une loi organique nécessitant l'accord du Sénat, le projet de loi ordinaire que s'apprête à déposer le gouvernement élargit le champ d'application du scrutin proportionnel aux départements comptant au moins trois sièges de sénateurs (au lieu de cinq actuellement), ce qui porterait à 211 le nombre de sénateurs élus à la proportionnelle (au lieu de 98 actuellement) ; en outre, le texte atténue la prédominance des députés dans le collège des grands électeurs sénatoriaux, en accordant un poste de grand électeur par

tranche de 500 habitants, quelle que soit la taille de la commune. La droite sénatoriale devait contre-attaquer, mardi, en présentant deux propositions de loi co-signées par ses trois présidents de groupe. L'une, organique, propose d'abaisser de trente-cinq à vingt-trois ans l'âge d'éligibilité des sénateurs, afin de l'aligner sur le droit commun, applicable, notamment, aux mandats de députés ou de membres du Parlement européen.

« UN ACTE DE GUERRE »

Le second texte - une proposition de loi ordinaire modifiant le mode d'élection des sénateurs - est beaucoup plus prudent que le projet gouvernemental. La proportionnelle ne serait étendue

qu'aux départements comptant au moins quatre sièges (soit 134 sénateurs) ; et le texte maintient le statu quo sur la composition du collège électoral, pour la désignation des représentants des communes de moins de 9 000 habitants. La droite sénatoriale se contente d'abaisser de 30 000 à 9 000 habitants le seuil de population à partir duquel les communes peuvent élire des députés supplémentaires, à raison d'un député pour 700 habitants (contre 1 000 actuellement).

L'exposé des motifs de ce texte insiste, d'emblée, sur la nécessité de préserver un « bicamérisme différencié », le Sénat étant chargé de la « représentation spécifique des collectivités territoriales ». « Pour demeurer pleinement représentatif, le Sénat doit émaner de toutes les collectivités locales et pas seulement des plus peuplées », insistent les auteurs de la proposition de loi. « L'essentiel, concluent les auteurs, est que l'initiative de cette démarche vienne des rangs du Sénat qui peut ainsi, à l'aube du XXI^e siècle, manifester clairement sa capacité de s'auto-réformer, pour mieux remplir encore son indispensable mission constitutionnelle ».

Les sénateurs ont reçu, mardi matin sur RTL, le soutien de Claude Gosselin. Le porte-parole de Démocratie libérale a qualifié la réforme du mode de scrutin sénatorial d'« acte de guerre à l'égard du Sénat ». Si (le premier ministre) avait voulu que le texte sur la parité ne passe pas, il n'aurait pas fait autrement », a ajouté le député de Paris, en soupçonnant Lionel Jospin d'« arrière-pensée électorale ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Des économistes discernent une amélioration de la conjoncture

DANS une note publiée lundi 16 février, la Banque de France, qui est traditionnellement plus optimiste que beaucoup d'autres instituts, estime qu'« au cours des prochains mois » l'activité industrielle « devrait progresser, à un rythme modéré, dans la plupart des secteurs », après avoir enregistré « un léger tassement » en janvier. De son côté, le CCF vient de réviser à la hausse de 2,1 % à 2,5 % sa prévision de croissance de l'économie française pour 1999.

Alors qu'au cours des derniers mois de nombreux organismes avaient révisé à la baisse leurs estimations pour l'année en cours, c'est la première fois que l'un d'entre eux fait mouvement en sens contraire. La plupart des économistes attendent, toutefois, la prochaine enquête sur les investissements dans l'industrie, qui sera publiée vendredi 19 février par l'Insee, pour affiner leur diagnostic.

DÉPÊCHES

■ SÉNAT : Claude Gosselin, porte-parole de Démocratie libérale, a accusé, mardi 16 février sur RTL, le premier ministre d'« acte de guerre à l'égard du Sénat ». « Le gouvernement vient d'annoncer son intention de réformer le scrutin pour les sénateurs. S'il avait voulu que le texte sur la parité ne passe pas, il n'aurait pas fait autrement », a-t-il estimé.

■ PARITÉ : Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime) s'interroge, à propos de la révision constitutionnelle sur la parité, « sur l'attitude de la droite sénatoriale dans la mesure où le chef de l'Etat a affirmé son intention dans ce domaine ». « Cela pourrait révéler un manque d'autorité, explique-t-elle dans un entretien au Figaro du 16 février, ou, plus gravement, un double discours du chef de l'Etat. On ne peut tenir un discours et faire en sorte qu'il ne soit pas appliqué », ajoute la députée de Seine-Maritime.

■ EUROPÉENNES : Sami Naïr, président pour conduire une liste du Mouvement des citoyens aux élections européennes, a indiqué, lundi 15 février sur Europe 1, qu'il y avait « de très fortes chances » pour que le parti de Jean-Pierre Chevènement aille « seul à la bataille ». « M. Chevènement ne négocie pas en coulisse », a-t-il estimé.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Au sommaire du numéro de février

Retraites

L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire sur les retraites avant d'inevitables réformes ? Après Ricard, Balladur et Juppé, Jospin s'est attelé à la tâche.

Chronologie de l'année 1998

Revoir mois après mois les principaux événements de l'année passée

18 F - 2,74 €

Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

Le projet de budget de la région Aquitaine a été repoussé

BORDEAUX

de notre correspondant

Le président du conseil régional d'Aquitaine, le socialiste Alain Rousset, n'a pas trouvé de majorité pour adopter le budget primitif de la région pour 1999. Après vingt heures de débat, mardi 16 février au matin, tous les élus de l'opposition - les 28 conseillers de droite, les 9 de l'extrême droite et les 8 élus de Chasse, pêche, nature et tradition (CPNT) - ont joint leurs voix pour rejeter le projet de budget, la gauche restant minoritaire avec 40 élus sur 85. Reste au nouvel exécutif, s'il souhaite adopter ce budget en l'état, à utiliser la loi dite « 49-3 », remaniée en janvier 1998. Ce recours, écarté jusqu'à l'ouverture des débats, laisse M. Rousset amer. Ses tentatives de dialogue et les concessions consenties n'auront pas suffi.

Depuis novembre, M. Rousset a critiqué la « mauvaise foi » du budget 1998 établi par son prédécesseur, Jacques Valade : des recettes aléatoires et des dépenses

sous-estimées ont entraîné un « trou » de trésorerie estimé à plus de 300 millions de francs (45,73 millions d'euros). Une lettre de la chambre régionale des comptes lui a donné partiellement raison (Le Monde du 2 février). En plus d'un emprunt de 200 millions de francs (30,49 millions d'euros) en décembre 1998, le nouveau président de la région envisageait une augmentation importante de la fiscalité directe (de 25 %) pour combler ce « décalage budgétaire ».

« Alain Rousset a transformé ce problème de trésorerie en harcèlement médiatique : il s'est arc-bouté et a braqué tout le monde », lâche un élu UDF. Le nouveau président espérait obtenir l'abstention d'une partie au moins de l'UDF. C'était oublier l'Alliance, même ternie, entre RPR et UDF. Et, surtout, le poids de François Bayrou, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. La tête de liste UDF aux élections européennes ne voulait pas qu'on lui reprochât une nouvelle fois, d'avoir contri-

bué à faire le jeu de la gauche, quelques semaines après l'élection régionale en Rhône-Alpes. La grande surprise est venue des « Chasseurs », dont l'abstention semblait probable. Mais, là encore, l'approche des élections européennes a modifié la donne : le président du groupe, Jean Saint-Josse, qui pourrait conduire une liste à l'occasion de ce scrutin, entendait bien se distinguer de la gauche « plurielle ».

Claudia Courtois

Bercy tente d'apaiser les craintes syndicales sur la réforme de l'administration fiscale

LE MINISTÈRE des finances a pris la mesure du mécontentement qui couve dans les grandes administrations placées sous sa tutelle et a décidé de jouer l'apaisement, au lendemain de la grève, fortement suivie, à laquelle avaient appelé, le 28 janvier, les sept fédérations de fonctionnaires de Bercy (Le Monde du 28 janvier). C'est, du moins, ce que suggère la publication d'un document interne sur la réforme de Bercy.

En septembre 1998, Dominique Strauss-Kahn avait installé un groupe de travail chargé de réfléchir aux missions respectives de la direction générale des impôts (DGI) et de la direction générale de la comptabilité publique (DGCP). Au fil des mois, l'inquiétude s'est renforcée : nombre de syndicalistes se sont pris à penser que le projet pourrait déboucher sur plusieurs milliers de suppressions d'emplois. Pour couper court à cette rumeur, la mission de réflexion a été autorisée à communiquer ses conclusions aux fédérations syndicales. Elles tendent à prouver que le ministère des finances, loin de disposer d'un « plan secret » de suppression d'effectifs, serait encore indécis sur la philosophie de la réforme.

Le « relevé des travaux du groupe technique », soumet, en effet, à M. Strauss-Kahn deux options de réforme. La première solution, défendue par la DGI,

consisterait à ce que celle-ci assure « la gestion et le recouvrement des impôts des entreprises », tandis que le réseau du Trésor public, c'est-à-dire celui de la DGCP, « aurait en charge le recouvrement et le service de proximité pour les particuliers ». Pour mettre fin à la confusion actuelle, il s'agirait donc d'avancer vers une « spécialisation par type d'utilisateurs ».

La seconde option, défendue par la DGCP, propose, à l'inverse, une « spécialisation par métiers ». En clair, « la DGI aurait en charge le calcul des impôts et le contrôle, tandis que seul le réseau de la DGCP prendrait en charge l'ensemble du recouvrement ».

Entre les deux grandes directions de Bercy, qui supervisent, l'une 850 recettes des impôts, l'autre 3 500 trésoreries, le désaccord est donc total. C'est tout juste si le « relevé des travaux » mentionne quelques points d'accord, comme la « création d'une unité en charge de la gestion de l'impôt des grandes entreprises » ou la « création d'un compte unique par usager ». En tout état de cause, le relevé assure que les réflexions ne sont pas suffisamment avancées pour qu'on puisse prédire quel sera l'impact social de la réforme. « Cet examen n'a pas été abordé au sein du groupe », assure le document.

Le même message devrait être délivré, jeudi 18 février, aux sept fédérations de fonctionnaires des

finances, qui seront reçues, ensemble, à Bercy. Suffira-t-il à apaiser leurs craintes, alors qu'elles appellent à une nouvelle grève, le 16 mars, ponctuée par une manifestation nationale à Paris ? C'est peu probable, si l'on en juge par la réaction de Jacky Lesueur, responsable de la fédération FO des finances, selon lequel « l'absence de transparence initiale ne peut engendrer qu'une grande méfiance sur l'évolution de cette affaire ».

Laurent Mauduit

Pour vous aider à réussir de BAC à BAC + 1

Séances remédiales et par correspondance

■ E.N.M. Classique et Exceptionnelle

■ E.F.B.(C.B.F.P.A.)

■ Stages annuels et intensifs

■ SOUTIEN AUX FACULTÉS DROIT/SCIENCES ÉCO

■ GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

Prépas 2 ans et Admissions BAC + 3

■ CONCOURS SÉSAME-ACCES

■ SCIENCES POLITIQUES

1^{re} et 2^e ANNÉES

Encadrement complet écrits et oraux

EXCELLENTS TAUX DE SUCCÈS

ISTH Tél. : 01 42 24 10 72

Département Fax : 01 42 24 73 25

E-mail : isthclub@club-internet.fr

Enseignements Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

Supérieurs

EN L'OCCURENCE, JE CROIS QUE C'EST CLAIR.

www.guignols.cplus.fr

PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

Les trois leçons d'une première semaine de débats devant la Cour de justice

Malgré leur confusion, les audiences ont commencé à mettre en lumière les dysfonctionnements de l'Etat et les à-peu-près de la politique de santé publique. Elles ont également fait émerger le débat sur l'absence de sélection des donneurs et les collectes de sang en prison

QUATRE JOURS d'audience ont progressivement plongé la Cour de justice de la République dans un état de crise que nul, avant le procès, n'aurait soupçonné. S'ajoutant aux doutes qu'avait suscités la procédure mi-judiciaire mi-politique, l'incapacité du président Le Guehennec à mener les débats a jeté un voile préjudiciable sur la compréhension de l'affaire du sang contaminé. L'absence de méthodologie et de chronologie a ainsi rendu presque inaudibles les quelques parcelles de vérité qui se sont néanmoins dégagées dans trois aspects du dossier.

1. Les dysfonctionnements au sein de l'appareil d'Etat

Cheval de bataille de l'avocat général Roger Lucas, ces dysfonctionnements ont émergé par petites touches au fil des interrogatoires des prévenus. Ainsi, Edmond Hervé a indiqué ne pas avoir été informé pendant dix-huit mois de l'application de la circulaire du 20 juin 1983 qui préconisait d'écarter les sujets « à risque » des collectes de sang. De même a-t-il affirmé ne pas avoir connu l'existence de la circulaire signée en janvier 1984 par la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty, qui allait à l'encontre des dispositions de juin 1983 en encourageant les collectes en milieu carcéral. Elles ont pourtant été l'une des principales sources de contamination.

L'ancien secrétaire d'Etat a égale-

ment affirmé que la question du chauffage des produits antihépatiques « n'avait jamais fait l'objet de débats entre [lui-même] et [ses] collaborateurs ». De même, à l'entendre, il n'aurait pas été conseillé de procéder au rappel des personnes transfusées. Les audiences à venir des hauts fonctionnaires et des conseillers ministériels, dont nombre sont mis en examen dans le volet non ministériel de l'affaire, permettront peut-être, s'ils acceptent de témoigner, de confirmer ou d'infirmer tous ces points.

Sans qu'aient été analysées malheureusement chacun des processus de décision, étape par étape, l'audience de la Cour de justice a cependant montré également combien les informations émanant d'organismes institués aux fins de conseiller le secrétaire d'Etat à la santé, telle la commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), semblaient n'être pas remontrées jusqu'à lui, ou alors partiellement.

Quant, sans toujours les lire, une série de lettres adressées tant à la direction générale de la santé (DGS) qu'au cabinet du ministre, ou échangées entre le secrétaire d'Etat et le cabinet du Premier ministre, l'avocat général s'en est surtout pris à l'échelon des conseillers ministériels. « Des gens irresponsables, a-t-il dit, qui ignorent que les ministères font des choses que les ministres ignorent ». Et aux mécanismes d'information des membres

du gouvernement : « De dilution en dilution, il n'arrive plus guère d'information aux ministres... Les conseillers ministériels sont peut-être le corollaire des ministres, mais ils deviennent franchement la malédiction des citoyens ».

L'absence de méthodologie et de chronologie a rendu presque inaudibles les quelques parcelles de vérité qui se sont néanmoins dégagées dans quelques aspects du dossier

2. Une structure gouvernementale mal adaptée aux prises de décision en matière de santé publique

Placé sous l'autorité du ministre des affaires sociales, le secrétaire d'Etat à la santé dépendait de son ministère de tutelle pour les mesures de financement. Or aucun médecin ne figurait au sein du cabinet de Georgina Dufoix. Ainsi – et les questions de l'avocat général à Georgina Dufoix l'ont fait apparaître – la prise de conscience du risque sanitaire lié aux transfusions sanguines n'a pu qu'être freinée dans la chaîne des décisions. Les « payeurs », par nature récalcitrants à délier les bourses, notamment en matière de sécurité sociale, ne sont

intervenus qu'en bout de chaîne et n'ont pas été sensibilisés dès le début à l'urgence du risque. Il a fallu les convaincre de l'urgence.

En ce sens, l'avocat général a regretté que le secrétariat d'Etat à la santé ne soit pas représenté es qua-

lité au conseil des ministres, et a imaginé un renversement de la structure : « Pourquoi n'avoir pas créé un ministère de la santé de plein exercice et un secrétariat d'Etat, plus technique, à la sécurité sociale, pour le financement ? » M^{me} Dufoix a défendu la structure d'alors, affirmant que « l'information était permanente » au sein de son ministère. Il paraît néanmoins symptomatique que le premier ministre ait été saisi, fin avril 1985, de la question du dépistage systématique chez les donneurs de sang sous un angle uniquement industriel et financier et non pas sous celui, plus évident, d'un risque sanitaire.

3. L'absence de sélection chez les donneurs de sang et les

collectes de sang dans les prisons

Après que les professeurs Willy Rozenbaum et Luc Montagnier eurent dit leur sentiment que le dépistage obligatoire n'avait pas tardé en France – voire, pour le professeur Rozenbaum, qu'il avait été « précipité » en l'absence de mesures d'accompagnement –, le chercheur au CNRS Michel Setbon a enfoncé un coin dans l'une des principales accusations de cette procédure – le retard dans la mise en place du dépistage – en affirmant qu'« il n'y avait pas de relation de cause à effet entre la mise en place des tests de dépistage et les contaminations ».

Michel Setbon, qui a été chargé d'une expertise judiciaire dans le volet « non ministériel » de l'affaire, a expliqué comment, bien en amont du dépistage, la sélection chez les donneurs de sang, appliquée strictement à l'étranger, avait constitué la mesure essentielle et efficace de prévention. « La mise en place des tests est restée marginale », a-t-il dit. Constatant l'application, en France, de la circulaire du 20 juin 1983 qui instaurait cette mesure, tant Edmond Hervé que Laurent Fabius ont déploré l'impossibilité pour l'Etat de faire appliquer des directives aux médecins. C'était recréer le débat sur un autre débat : les responsabilités politiques et médicales.

Enfin apparaissait, dérivée de l'absence de sélection chez les don-

neurs de sang, la lancinante question des collectes dans les prisons, seul volet à n'avoir jamais été réellement instruit par la justice. Pourquoi, en France, et jusque parfois au-delà de 1986, continuait-on de collecter dans ces milieux à forte concentration de donneurs « à risque » ? Bahman Habibi, ancien responsable de la diffusion des produits sanguins au Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a évoqué « une cause culturelle (...) La tradition française d'intégration et de non-exclusion des personnes, forgée par l'école, [qui] incite à ne pas marginaliser une couche sociale ».

Edmond Hervé a fait observer que même le Comité santé-justice, chargé des questions sanitaires en milieu pénitentiaire, n'avait pas fait, à l'époque, la moindre objection. Michel Lucas, ancien chef de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui viendra témoigner le 23 février, pourra certainement l'expliquer, puisqu'il en fut, avec M^{me} Ezratty, l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, l'un des deux coprésidents de ce comité. Et les juges, profitant de sa venue, s'interrogeront peut-être sur les raisons qui poussèrent le pouvoir politique, en 1991, à confier à cet homme la première enquête de l'IGAS sur le sang contaminé, dans laquelle il n'est pas fait mention des collectes dans les prisons.

Jean-Michel Dumay

Jean-François Burgelin et Roger Lucas, ou le tandem insolite de l'accusation

CELA FAIT PARTIE des aspects « surréalistes » de la Cour de justice de la République. Dans le cadre de cette juridiction bancale où les victimes ne peuvent se constituer parties civiles, où les seuls avocats présents sont ceux de la défense des trois anciens ministres et où l'un des trois prévenus, Laurent Fabius, sera jugé en partie par les élus dont il est le président à l'Assemblée nationale, l'accusation devait revenir tout entière au représentant du ministère public. En l'occurrence au procureur général, Jean-François Burgelin.

Les plaignants attendaient donc tout de lui. Or c'est un procureur à contre-emploi qui a pris place face aux trois prévenus, à gauche de l'impressionnante double rangée de juges en robe noire. Silencieux, n'intervenant jusqu'ici que pour demander quelques précisions ou pour interroger sans s'attendre les témoins qu'il a cités, Jean-François Burgelin semble décontracté et souriant. Un rien amusé par le désordre ambiant, dirait-on même.

Aucune question aux trois victimes venues témoigner. Aucune aux trois anciens ministres au moment de leur déposition, mercredi 10 et jeudi 11 février. Dès le premier jour de l'audience, apparaissait donc au grand jour le rôle paradoxal de cet accusateur qui avait expliqué par deux fois, en rendant deux réquisitoires de non-lieu, en mars 1997 et en juin 1998, qu'un tel procès ne devait pas avoir lieu.

« La situation n'est pas banale », consentait-il à dire avant que ne soit inaugurée cette cérémonie judiciaire. Et il ajoutait simplement, avec un air consommé de la litote : « J'aurais préféré entamer cette fonction à la Cour de justice autrement qu'en requérant le non-lieu ».

Mais lorsque l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, a pris la parole, l'accusation s'est réveillée. Non par la voix de Jean-François Burgelin, mais par celle de l'avocat général, Roger Lucas. Assis à sa droite, ce magistrat au grand front chauve et rond, la mèche vaguement rabattue, est alors sorti de l'ombre. Lèvres pincées, regard perçant sous des lunettes en demi-lune, il a rompu le silence de l'accusation. Son ton a été incisif, ses questions pertinentes. Il semble connaître par



Ci-dessus, Roger Lucas, avocat général, et ci-contre Jean-François Burgelin, procureur général.

cœur les 40 000 pièces du dossier sur lequel il travaille depuis deux ans.

La moindre note est lue, répertoriée sur son pupitre. Et il attaque. Edmond Hervé, surtout. Georgina Dufoix bientôt. Et même le président Le Guehennec, dont les innombrables bourdes l'exaspèrent visiblement au plus haut point.

BALLE DE MATCH

Pour le président, le contraste est rude. Le débat, c'est Roger Lucas qui le mène. Les documents, les chiffres, les dates, c'est lui qui sait où les trouver, à quel moment exact y faire référence. De plus en plus énervé par les approximations du président, il finit par le rabrouer sèchement. A quelques moments perdus, le procès tourne à l'affrontement entre l'avocat général, Roger Lucas, et le président de la Cour, Christian Le Guehennec. Le président a réussi une seule fois à prendre l'avocat général en défaut sur une date.

Comment Jean-François Burgelin et Roger Lucas ont-ils mis en place leur stratégie d'audience ? Entre la passivité apparente du procureur général et les vives accusations de l'avocat général, cette répartition des rôles serait-elle l'expression de divergences surgies au moment de la rédaction du réquisitoire ? « Je connais Roger Lucas depuis de nombreuses années, tranche Jean-François Burgelin. Notre entente est totale. A l'exception de points de détail, nous étions d'accord d'un bout à l'autre sur le contenu du réquisitoire ».

Roger Lucas, lui, ne s'exprime guère. Agé de soixante-deux ans, parquetier de toujours, ce

magistrat studieux et infiniment discret est avocat général à la Cour de cassation depuis quatre ans après avoir été notamment procureur général près la cour d'appel de Bourges et la cour d'appel d'Amiens. Ceux qui le connaissent se prennent au jeu de son mystère, n'en disant rien. Il a la réputation d'un technicien rigoureux, classique par son style. « C'est un homme peu expansif, d'allure sévère, d'apparence sombre, dont on reconnaît le sérieux et qui ne s'attarde pas dans les coulours du Palais. Pas bien bavard », note l'un de ses confrères de la « Cour de cass ».

Cette invisibilité ravit Roger Lucas. « C'est mon éthique personnelle et je m'y suis toujours tenu », se contente-t-il de dire courtoisement. Les juges et les avocats généraux doivent rester aussi discrets que possible. Je ne souhaite pas ouvrir pour accentuer la médiatisation, que je regrette profondément, de la vie judiciaire et de certains magistrats ».

Quelques jours avant le procès, il lâchait laconiquement : « Nous nous partagerons les interventions à l'audience, Jean-François Burgelin et moi ».

Un troisième avocat général, René Amiel, a participé à la rédaction des deux réquisitoires. Ayant pris sa retraite entre-temps, il ne figure pas à l'audience aux côtés de ses confrères. Lui aussi assure que le trio, d'un bout à l'autre, était « d'accord sur tout ». « Si Roger Lucas apparaît plus accusateur, c'est seulement en raison du déroulement de l'audience. La répartition des tâches a été bien établie entre eux. Ne vous en tenez pas aux apparences. Attendez le réquisitoire final et vous ver-

rez... », lâche-t-il, croyant déjà en avoir trop dit.

Il est vrai que Jean-François Burgelin n'a pas, lui, le goût de l'invisibilité. D'ordinaire, il expose sans retenue ses convictions parce qu'il considère que cela fait partie de ses devoirs de représentant du ministère public. Procureur général près la Cour de cassation depuis 1996, il occupe le plus haut poste du parquet, ce qui l'a conduit, conformément aux textes, à assumer la fonction de l'accusateur devant la Cour de justice de la République. De tendance plutôt « barriste », sa brillante carrière n'est pas indépendante des représentants successifs du pouvoir de droite. Ancien directeur du cabinet d'Albin Chalandon en 1986, il a été nommé en 1994 procureur général près la cour d'appel de Paris, poste politique s'il en est, sous le gouvernement d'Edouard Balladur.

« SERVITEUR DU POUVOIR »

Ses prises de position d'alors ont contribué à forger sa réputation de « serviteur du pouvoir » : il s'était notamment dit favorable au désaisissement du juge d'instruction de Créteil Eric Halphen lors de l'affaire Schuller-Marchal et il avait prôné publiquement la « prudence » en ma-

tière de lutte contre la corruption. Sa nomination à la Cour de cassation, en 1996, par le garde des sceaux Jacques Toubon était liée à un subtil jeu de dominos au sommet de la hiérarchie judiciaire qui avait alors été sévèrement critiqué par la gauche.

En rendant deux réquisitoires de non-lieu au bénéfice des anciens ministres socialistes, le procureur général a brouillé les pistes. Dans son texte, il met en avant le combat qui lui est cher contre une pénalisation à outrance de la vie publique. Ses détracteurs trouvent le moyen d'y voir encore une manière, via la défense d'anciens ministres, fussent-ils socialistes, de se ranger aux côtés du pouvoir. Jean-François Burgelin qui, sous ses airs de protestant austère, se nourrit inlassablement de littérature et en particulier des œuvres complètes de Balzac, est loin de manquer d'humour. De ces accusations répétées, il préfère s'amuser : « Oui, dans certains journaux, c'est devenu un réflexe, une sorte d'opposition nécessaire, comme chez Homère : "Burgelin, virgule, serviteur du pouvoir, virgule..." ».

Marion Van Renterghem
Dessins : Noëlle Herrenschildt

3 846 hémophiles et transfusés indemnisés

CRÉÉ par une loi de 1991 et opérationnel depuis 1992, le Fonds d'indemnisation des hémophiles et transfusés a examiné 4 333 demandes de personnes séropositives s'estimant victimes d'une contamination par des produits dérivés du sang. Parmi elles, près de 90 % avaient bénéficié, au 31 décembre 1998, d'une offre de réparation après enquête médicale de la commission d'indemnisation du Fonds. Les offres concernent 1 369 hémophiles et 2 964 transfusés.

En 1992, le Fonds avait été abondé par des sociétés d'assurances à hauteur de 1,2 milliard de francs (environ 183 millions d'euros) et, depuis, il est exclusivement financé sur le budget de l'Etat (100 millions de francs - 15,24 millions d'euros - dans la loi de finances votée pour 1999). Depuis sa création, le Fonds a engagé une somme globale de 6,76 milliards de francs (1,030 milliard d'euros), dont 5,43 milliards (827,8 millions d'euros) ont effectivement été dépensés pour indemniser le préjudice spécifique de contamination des victimes (3 846 personnes), le préjudice économique subi par les personnes contaminées ou par leurs proches (1 580 personnes), ainsi que le préjudice moral infligé à l'entourage (10 672 personnes, conjoints, enfants ou ascendants).

Le montant moyen des indemnités versées aux victimes s'établit à 1,5 million de francs (228 673 euros) par personne et les sommes allouées aux entourage varient de 100 000 à 200 000 francs (15 245 à 30 490 euros). Au total, 81 personnes proches d'un hémophile et 309 proches d'un transfusé, contaminées en quelque sorte par « ricochet », ont bénéficié d'une offre indemnitaire au titre de la réparation du préjudice moral et des troubles dans les conditions d'existence.

Le nombre des victimes indemnisées a décliné depuis le 1^{er} août 1985, date de la mise en place du dépistage systématique du VIH dans les dons de sang. 232 personnes contaminées avaient ainsi été indemnisées au premier trimestre 1985, contre 32 au quatrième trimestre. 51 dossiers ont donné lieu à réparation en 1986, 21 en 1987, 9 en 1988, 4 en 1989 et 2 en 1991. « Depuis le début de 1992, précise-t-on au Fonds d'indemnisation, aucune personne séropositive ne s'est manifestée au près de nous ».

سكنا في الاول

Publicité

L'info-communication, levier de relance en Asie

Alors que l'Asie met plus que jamais tout en œuvre pour la relance de son économie, suite à la crise financière qui l'a trappée de plein fouet l'an dernier, l'industrie de la communication se prépare à jouer un rôle vital et revitalisant dans l'effort de restructuration nécessaire au redressement espéré. Cette prise de conscience a amené de nombreux pays d'Asie à entamer un processus de développement et de dérégulation du marché des télécoms.

Confirmant son rôle de leader de l'industrie de l'info-communication et considérant cette région comme un des pions majeurs de sa stratégie globale, le groupe NTT (Nippon Telegraph and Telephone Corporation) a pris des mesures susceptibles de consolider tant la gestion des risques que la gestion financière de ses projets en Asie.

NTT intensifie ses investissements en Asie tout en développant parallèlement son service global Arcstar. Opérant dans le strict respect de la réglementation propre à chaque pays, le groupe s'est fixé pour mission d'accroître sa participation à la gestion de compagnies de télécommunication internationales concurrentes, tout en augmentant sa connectivité. A cet effet, NTT conclut des accords d'interconnexion avec des compagnies de télécommunication localisées dans la région.

Par ailleurs, NTT sonde et développe de nouveaux marchés prometteurs dans le domaine du multimédia. En particulier, le système ATM (Mode de transfert asynchrone), qui teste les interconnexions internationales, est actuellement mis en place entre le Japon, Hong-Kong, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie, sous les auspices de l'AMF (Forum Multimédia pour l'Asie).

AMF: un projet multimédia qui porte ses fruits



Le Président de NTT, M. Jun-ichiro Miyoshi, s'adresse aux participants d'une réunion du Forum Multimédia pour l'Asie (AMF).

Créé en juin 1997 par des entreprises d'info-communication de premier plan, le Forum AMF a pour objectif de favoriser le développement des applications et services multimédia. En juin 1998, 40 entreprises s'y étaient ralliées. Il s'agit de compagnies de télécommunication, de distributeurs et de partenaires commerciaux, principalement basés dans la région Asie-Pacifique, mais également issus des Etats-Unis et d'Europe. En marge des tests d'interconnexion ATM, le forum AMF mène d'autres projets multimédia d'envergure internationale, parmi lesquels on peut relever la vérification des infrastructures satellites. Depuis la création du forum AMF, c'est à NTT qu'a été dévolue la tâche d'en assurer le secrétariat.

Une présence globale grâce aux joint ventures et aux partenariats

En Chine, NTT a récemment créé deux joint-ventures : Beijing Telecom - NTT Engineering (BNTE), avec Beijing Telecommunications Administration, et Shanghai - NTT Telecommunications Engineering (SNTTE) avec Shanghai Posts and Telecommunications Administration. Arcstar soutient ces deux projets au niveau de l'intégration au système global.

Parmi les entreprises participant de concert à des opérations du groupe, on trouve Sri Lanka Telecom; Asia Internet Holding, qui fournit le service de connexion Internet dans la région Asie-Pacifique grâce à son support Internet; et Smart Communications aux Philippines, qui offre une assistance opérationnelle et technique aux services publics de téléphonie locale.

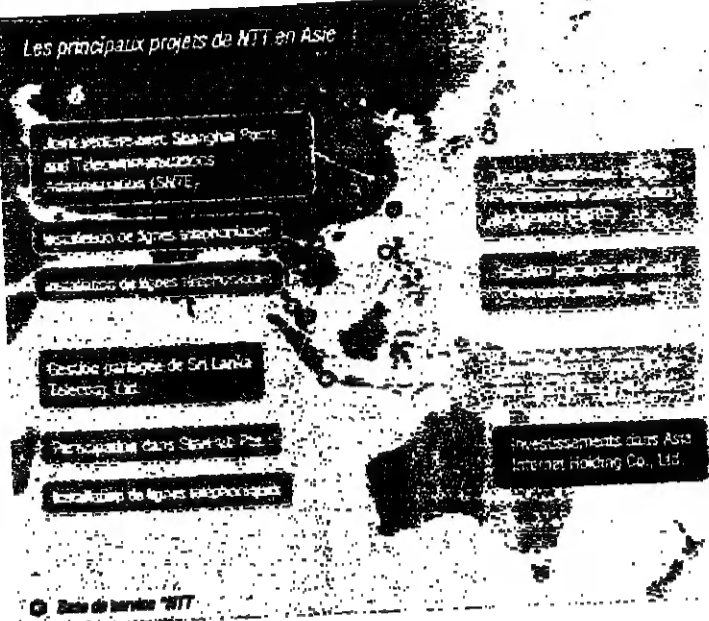
Le consortium StarHub composé de NTT, Singapore Technologies Telemedia, Singapore Power et BT, a récemment obtenu à Singapour les autorisations nécessaires pour opérer dans le domaine des télécommunications publiques de base et les services publics de téléphones cellulaires portables. Ces services seront opérationnels à partir d'avril 2000.

Enfin, NTT a passé des contrats avec un certain nombre d'organismes locaux de télécommunication et des compagnies de télécommunication locales en vue d'ouvrir plusieurs millions de nouvelles lignes téléphoniques sur l'ensemble du continent asiatique.

Relier l'Asie, l'Amérique et l'Europe grâce aux câbles sous-marins



Etats-Unis, la Chine, la Corée et Taiwan, un nouveau réseau sous-marin de câbles en fibre optique, sera mis en service entre la Chine et les Etats-Unis à la fin de 1999. Dans le second trimestre de l'an 2000, le Japon sera relié par câble sous-marin aux Etats-Unis, via Hawaii. Enfin durant le dernier trimestre de l'an 2000, afin de répondre à l'augmentation croissante du trafic multimédia entre le Japon, les Etats-Unis et l'Europe, le réseau câblé TAT-14, reliera les Etats-Unis à la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Danemark.



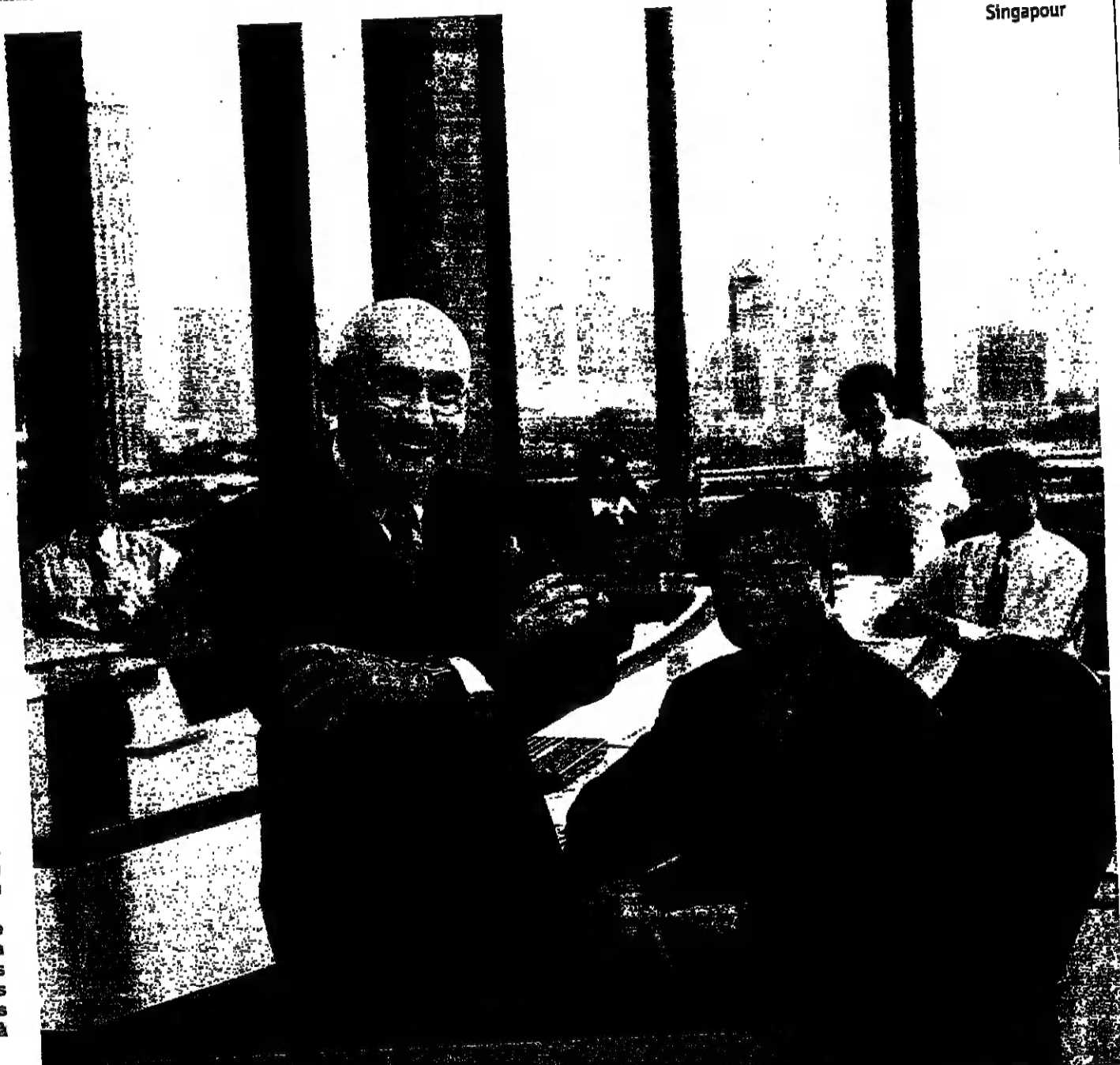
Base de service NTT

Arcstar, une nouvelle norme d'info-communication globale

Arcstar, nom donné par NTT à son unité de communications globales, propose des choix performants pour le service des réseaux utilisant en particulier le système ATM. La technologie ATM qui fait de NTT le leader mondial dans ce domaine, permet une communication multimédia à la vitesse de 120 Mbps.

Un des principaux distributeurs américains a choisi un service ATM global Arcstar pour le développement de son réseau ATM pour le pourtour du Pacifique. Parmi les autres services de base pour réseaux proposés, se trouve la possibilité d'utiliser, 24 heures sur 24, une fréquence d'une capacité de 160kops à 45Mbps qui a l'avantage d'offrir une grande vitesse de communication avec accès permanent à de multiples centres de connexion.

Avec son système de relais centraux, NTT réalise de bonnes performances économiques. Son réseau commercial global (EBN) garantit l'installation de réseaux fixes à des prix très intéressants. Le service IP permet l'installation de réseaux privés virtuels (VPN). Le service Fx permet de très haute qualité, soit de fax à fax, de courrier électronique à fax ou de fax à courrier électronique, à des tarifs très abordables. Grâce à Arcstar, NTT avec son système intégré et son réseau global, offre le support nécessaire à l'expansion de l'industrie de l'info-communication dans toute l'Asie.



Singapour

Vous relier à l'Asie

NTT - Le choix de la flexibilité pour vos communications

Arcstar Communications globales avancées par NTT

Le réseau Arcstar de NTT propose des services de communications globales d'une flexibilité unique. Qui mieux que NTT peut vous connecter à l'Asie et au Pacifique ? A Singapour, par exemple, pour satisfaire au mieux chacun de vos besoins, le centre d'assistance clients de NTT vous offre des services complets d'intégration de réseau et de maintenance. En bonne place parmi les leaders mondiaux de la télécommunication, NTT met à la disposition des entreprises des services de très haut niveau tels que : une assistance multilingue, un service de maintenance 24 heures sur 24, ainsi que de nombreuses technologies de pointe destinées à faciliter vos affaires. En choisissant NTT, vous faites le meilleur choix pour vous relier à l'Asie.



NIIPPON TELEGRAPH AND TELEPHONE CORPORATION

Pour plus d'informations, contactez: NTT France S.A. 90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris TEL: 33-1-40-76-06-60 FAX: 33-1-40-76-00-15 <http://info.ntt.co.jp/global>

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

ENVIRONNEMENT Dans une étude rendue publique mardi 16 février, l'Institut français de l'environnement (IFEN) évalue à 5 milliards de francs (762 millions d'euros) le montant an-

nuel dépensé en moyenne en France depuis 1990 pour lutter contre le bruit. **● CE MONTANT** est deux fois inférieur à celui consacré à la lutte contre la pollution atmosphérique et

dix fois inférieur à celui engagé pour le traitement des déchets. **● INTERROGÉ** par Le Monde, Claude Lamure, qui avait remis en décembre 1998 un rapport alarmant sur le sujet à Domi-

inique Voynet, ministre de l'environnement, estime que « si le gouvernement n'arrive pas à dégager des ressources, on en sera encore là dans sept ans ». **● À BONDY**, en Seine-

Saint-Denis, le quartier des Fonds de Merlan attend depuis des années la construction d'un écran phonique contre les nuisances dues, notamment, aux convois de la ligne SNCF.

La lutte contre le bruit, parent pauvre du budget de l'Etat

L'Institut français de l'environnement estime à 5 milliards de francs par an (762 millions d'euros) le montant investi depuis 1990 contre les nuisances sonores. La majorité des sommes engagées est le fait des entreprises et des particuliers

SELON une enquête de l'Institut français de l'environnement (IFEN), rendue publique mardi 16 février, la France a consacré environ 5 milliards de francs (762 millions d'euros) par an depuis 1990 à la lutte contre le bruit, soit moitié moins que pour la protection de l'air. Le bruit demeure le parent pauvre de l'environnement. Ce montant, qui représente 3 % de la dépense globale dans le domaine de l'environnement, est dix fois inférieur au budget engagé dans le domaine des déchets et douze fois inférieur à celui des eaux usées. Deux mois après un rapport sur les « points noirs » du bruit remis à Dominique Voynet, l'étude de l'IFEN, intitulée « la dépense du bruit en France », confirme la faiblesse des crédits investis dans la lutte contre les nuisances sonores.

Évaluant à la fois les surcoûts des équipements de réduction du bruit à la source et les coûts des installations de correction a posteriori, les rapporteurs de l'IFEN ont épluché pour la première fois les sommes investies dans les différentes actions de lutte contre le bruit. Composées à 60 % d'investissements, ces actions sont surtout financées par les entreprises et les ménages. Les entreprises – principalement dans le bâtiment et le secteur automobile – financent ainsi près de la moitié des dépenses en prenant en charge l'isolation phonique des logements ou l'équipement des véhicules en silencieux.

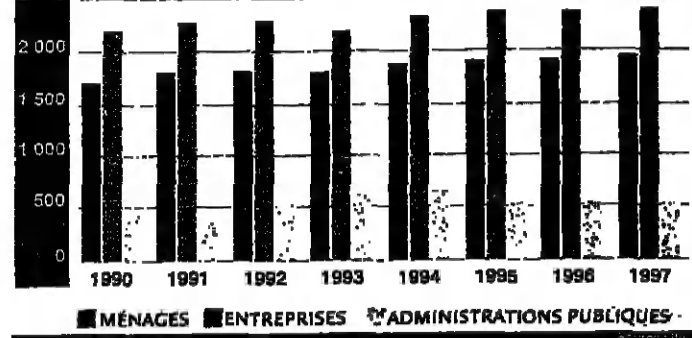
Paradoxalement, ce sont les ménages qui supportent le plus la charge de la lutte contre le bruit : ils arrivent en deuxième position avec près de 2 milliards de francs (305 millions d'euros), essentiellement investis en fenêtre à double vitrage. « Alors que le bruit touche de plus en plus de Français, les dépenses sont faibles », constate Philippe Calatayud, responsable de l'étude, qui rappelle que 7 millions de Français sont exposés à leur domicile à un bruit supérieur à 65 décibels dû aux transports terrestres.

FAMEUX « POINTS NOIRS »
A l'inverse, les administrations publiques n'ont engagé que 500 millions de francs (76,2 millions d'euros) ces trois dernières années, dont seulement la moitié pour la résorption des fameux « points noirs » (situations où les habitants sont soumis à plus de 60 décibels plus de huit heures par jour). Entre 1990 et 1997, la part des administrations dans la lutte contre les nuisances sonores a fluctué entre 8 % et 13 %, « alors qu'elle représente un tiers pour la protection de l'air, près de 20 % pour la gestion des eaux usées ou des déchets », soulignent les auteurs de l'étude. Un effort trois à quatre fois inférieur à celui consenti par habitant en Allemagne et aux Pays-Bas.

Au regard des besoins, maintes fois évalués, les sommes investies sont dérisoires. En avril 1995, Bernard Serrou, député (RPR) de l'Hérault, remettait à Edouard Balla-

Les ménages supportent près de la moitié des dépenses

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS CONTRE LES NUISANCES SONORES en millions de francs



dur, alors premier ministre, un rapport évaluant à plus de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros) les investissements nécessaires à la résorption des 2 600 « points noirs » recensés. Le rapport, jamais présenté devant le Parlement, sera enterré. Trois ans plus tard, le Conseil économique et social estimait, dans son rapport « Le bruit dans la ville », que seuls 200 millions de francs (30,5 millions d'euros) sont dépensés pour résorber « les points noirs », alors qu'il en faudrait cinq fois plus pour y parvenir : « Aucun effort sensible n'a été consenti sur ces dossiers depuis 1995 », concluait le CES.

En décembre 1998, Claude Lamure, inspecteur général des Ponts et Chaussées et chercheur à l'Institut national de recherche sur les

transports et leur sécurité (Inrets), rendait à son tour son rapport sur « la résorption des « points noirs » routiers et ferroviaires » à Dominique Voynet (Le Monde du 18 décembre 1998). Le constat demeure inchangé : le rapport estimait à 3 000 le nombre de « points noirs » en France et à 300 000 le nombre de Français souffrant de troubles de sommeil en raison du bruit nocturne. En dix ans, à peine 10 % des points recensés ont été traités. Pour dresser un tableau complet des nuisances, M. Lamure avait comptabilisé toutes les situations critiques au voisinage des routes départementales, non inventoriées jusqu'alors : une fraction représentait 25 % du nombre total des « points noirs ».

Comme le lui avait demandé la

ministre de l'environnement, l'ingénieur a proposé un véritable plan de financement pour venir à bout des 3 000 « points noirs » recensés : M. Lamure préconise l'adoption d'un plan en deux volets (routier et ferroviaire), intégré dans les deux prochains contrats de plan Etat-région. Lors du premier contrat (2000-2006), priorité doit être donnée aux 520 « super-points noirs » (où le niveau de bruit nocturne dépasse les 70 décibels) ; les autres situations critiques devant trouver une solution au cours du contrat suivant. Les investissements totaux s'élevant à plus de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros), le rapporteur propose de faire appel aux collectivités locales. Lors du XI^e Plan, seules trois régions (Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes) avaient créé une ligne budgétaire de lutte contre le bruit.

« PAQUET GLOBAL »

Sur le plan pratique, M. Lamure recommandait la mise au point de deux programmes prioritaires, l'un routier, l'autre ferroviaire. Pour le premier, au-delà des investissements nécessaires de réparation comme les écrans acoustiques, les revêtements de chaussée silencieux ou les travaux d'isolation de façades, le rapport préconisait des travaux ambitieux de réduction durable du bruit avec la réalisation de déviations routières et de couvertures de voies, l'instauration d'une limitation de vitesse à 70 ki-

lomètres à l'heure sur les grands axes proches des habitations, voire l'instauration d'un couvre-feu nocturne pour les poids lourds ou la destruction des immeubles invivables. Pour les voies ferrées, le programme, évalué à 3 milliards de francs (457 millions d'euros), devait organiser l'équipement des wagons en sabots de freinage en plastique aggloméré.

En décembre 1998, à la sortie du rapport de Claude Lamure, Dominique Voynet avait annoncé son intention de lancer une « politique ambitieuse de rattrapage ». Au ministère de l'environnement, on souligne qu'un « paquet global » sera proposé à partir de l'ensemble des propositions de M. Lamure que M^{me} Voynet a faites siennes. Mais la ministre Verte n'est pas seule décisionnaire sur ce dossier. Les premières réunions interministérielles avec le ministère de l'équipement, en charge des routes et du réseau ferroviaire, viennent de démarrer.

Reste à publier l'ensemble des décrets de la loi contre le bruit du 31 décembre 1992 : l'étude de l'IFEN souligne laconiquement que « quelques-uns des décrets et circulaires sont parus, mais d'autres sont encore en attente », notamment ceux relatifs aux voies ferrées, hôpitaux, locaux de sports et loisirs, sports motorisés, lieux de tir... annoncés comme imminents par la ministre, le 4 mars 1998.

S. Z.

Dispositif législatif et effets sur la santé

La loi du 31 décembre 1992 de lutte contre le bruit, dite loi Royat, a pour but de « prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers [ou] à nuire à la santé ».

● NUISANCES : cette loi interdit la fabrication et la vente de tout objet générant des nuisances sonores élevées et fixe, notamment, des normes d'insonorisation pour la construction de logements. Elle établit un seuil maximal de 65 décibels d'émission le long des routes et voies ferrées. Tout ensemble exposé à plus de 60 décibels constitue un point noir à traiter. On ne peut plus construire de nouvelle voie (routière ou ferroviaire) sans en prévoir les répercussions sonores : un arrêté du 5 mai 1995 a même revu ce seuil à la baisse (55 décibels en zone d'habitation).

● SANTÉ : les effets du bruit ne se limitent pas à l'audition mais peuvent entraîner des réactions sur l'ensemble de l'organisme : hypertension artérielle, vertiges, stress, fatigue excessive... Le bruit nuit au sommeil et génère des effets secondaires : ainsi, 39 % des malades anxio-dépressifs en consultation psychiatrique mettent en cause le bruit.

TROIS QUESTIONS À... CLAUDE LAMURE

1 En tant que chercheur à l'Inrets, vous avez remis en décembre un rapport à Dominique Voynet intitulé « La résorption des points noirs du bruit routier et ferroviaire » et qui dressait un bilan assez négatif de l'intervention des pouvoirs publics...

Quatre ans après le rapport de Bernard Serrou sur la même question, le bilan s'est alourdi : seulement 10 % des points d'abcs ont été traités et 20 % des logements réhabilités, alors que le nombre de points noirs n'a cessé de croître. En effet, le trafic des marchandises continue d'augmenter, particulièrement la nuit. On estime à 300 000 le nombre de personnes dont le sommeil est abîmé, et ce chiffre est en constante augmentation. Les moyens de lutte contre le bruit existent mais ils sont extrêmement coûteux : sans réelle volonté politique, rien n'avancera. C'est la cause de l'échec du rapport Serrou. Si le gouvernement n'arrive pas à dégager des ressources, alors on en sera encore là dans sept ans.

2 D'après vous, la lutte contre le bruit a-t-elle été trop délaissée ?

Oui, parce que les mentalités politiques n'ont pas suivi l'évolution de l'opinion. Nous sommes passés en vingt ans d'une situation où le bruit était synonyme de progrès à la prise de conscience qu'il n'était plus in-

évitable. Des études scientifiques ont montré les impacts négatifs pour la santé, et on a vu émerger des formes de protestations spécifiques contre des équipements bruyants. C'est aussi une question de justice sociale. Le bruit est le lot des pauvres qui n'ont pas les moyens de déménager : les ménages à revenus modestes sont quatre fois plus exposés que les ménages aisés. Des quartiers qu'on néglige depuis des années subissent un niveau sonore élevé, et les habitations y sont dépréciées. Les prix de vente baissent de 1 % par décibel supplémentaire.

3 Quelles sont les pistes de travail que vous préconisez ?

Il y a tout d'abord une priorité : résorber les 520 « super points noirs » [lieux où le niveau de bruit nocturne dépasse 70 décibels]. Le gouvernement dispose d'un outil majeur que sont les contrats de plan Etat-régions en cours de négociation. Chaque région doit disposer d'une ligne budgétaire de lutte contre le bruit. Le gouvernement doit aussi réfléchir à l'instauration d'une taxe sur le bruit. Elle existe pour les aéroports, pourquoi ne pas la généraliser dans la prochaine loi de finances avec la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) ? La Suisse vient de le décider en instaurant une taxe sur la tonne de marchandise par kilomètre transportée.

Propos recueillis par Sylvia Zappi

A Bondy, « on s'y habitue sans s'y habituer »

AVEC des pointes pouvant aller jusqu'à douze convois à l'heure entre minuit et 14 heures dans la banlieue est de Paris, où transite le plus gros du trafic de

REPORTAGE

« Lorsqu'un convoi défile, on le regarde passer... Il nous arrive d'en rire »

fret SNCF, les riverains de la ligne de la grande ceinture se résignent à vivre au rythme du passage des trains de marchandise ou... démenagent. A Bobigny, en Seine-Saint-Denis, les 100 000 habitants du centre-ville, voisins immédiats de la ligne, ont obtenu, après moult pétitions, actions et manifestations spectaculaires, le financement et la construction d'un écran phonique de 2 400 mètres de long. Pour défendre sa cause, l'actuel ministre des transports, Jean-Claude Gaxssot, alors député de la circonscription, assisté de l'ancien maire (PC) de la ville, Georges Valbon, et des riverains, n'avait pas hésité, en 1989, à arrêter un TGV en plein centre-ville.

Confrontés aux mêmes nuisances, les cinq cents résidents des « Fonds de Merlan » de Bondy – quartier coincé entre zone industrielle, ligne SNCF, voies de la grande ceinture et autoroute A31 – réclament depuis vingt ans une protection phonique pour atténuer les bruits du trafic de marchandises. Certains perdent patience, d'autres sont plus philosophes. Les uns ont fait installer des doubles vitrages, d'autres ont transféré leur chambre à coucher du côté de la rue. Certains, été comme hiver, vivent avec leurs fenêtres hermétiquement closes.

Installés depuis 1982 dans l'une des petites résidences du quartier, Serge et son épouse « s'y habituent sans s'y habituer ». « Il y a des jours où ça n'arrête pas. Instinctivement, lorsqu'un convoi défile, on le regarde passer, même en plein film à la télé. Il nous arrive d'en rire, raconte Serge. Lorsque nous sommes sur notre terrasse en été et que, exceptionnellement, un

TGV ou l'Orient-Express stoppe devant notre immeuble, tous les voyageurs nous disent bonjour. » Beaucoup « moins drôles », ajoute Serge, les travaux sur les voies, le débroussaillage des talus, les coups de klaxon, le crissement des freins mal huilés, les manœuvres nocturnes et les trains qui n'en finissent pas... Il lui est arrivé de compter jusqu'à cinquante-quatre wagons pour un seul convoi.

Certains anciens de ce quartier verdoyant, « qui pourrait être si agréable à vivre sans les nuisances sonores », se sont doucement habitués. « Au début, ça a été dur », reconnaît Hubert Reynaud. Mais « on se fait à tout. J'ai pris des tranquillisants, j'ai fait poser des doubles vitrages ». Aujourd'hui, Hubert se demande s'il « ne préfère pas le bruit des trains à celui des camions et voitures qui circulent en continu sur l'autoroute A3 ».

Ancien cheminot, l'un de ses voisins avoue qu'avec son épouse, ils ne sont « pas trop gênés », même s'il leur arrive « d'être réveillés la nuit par les manœuvres qui s'enchaînent pour reclasser les trains ». Ils ont toujours habité près d'une gare, et « les trains [les] endorment ». Pour sa part, Marcel a fait poser des vitres anti-effraction, « beaucoup plus épaisses et isolantes ». Depuis la récente construction d'un hangar de stockage de l'autre côté de la voie, qui renvoie le bruit, auquel s'ajoute la circulation des camions de quarante tonnes qui rejoignent la

zone d'activité, il trouve aujourd'hui, comme beaucoup d'autres résidents, que « cela fait un peu trop ».

La construction d'un écran phonique le long de la grande ceinture pourrait sensiblement atténuer les nuisances sonores. Les habitants tentent de l'obtenir depuis vingt ans. A la tête d'une association de défense de l'environnement du quartier, Jean-Jacques Dedoncker multiplie, depuis des années, les démarches pour obtenir la réalisation d'un mur antibruit. Correspondances, relances, réunions, pétitions ont abouti, l'an dernier, à l'organisation d'une réunion entre les représentants du ministère de l'environnement, la direction départementale de l'équipement, la SNCF, le maire (PS) de la commune, Gilbert Roger, également vice-président du conseil général chargé des transports, et l'association des riverains.

A l'issue de cette réunion, une étude pour mesurer les nuisances sonores et définir les protections nécessaires a été décidée. Selon les premiers résultats, en cours d'analyse, la réalisation d'un écran de deux mètres sur une longueur de 880 mètres, pour un coût d'environ 2 500 francs hors taxes le mètre carré, suffirait à abaisser à moins de 60 décibels le niveau sonore. Le prix paraît raisonnable à Jean-Jacques Dedoncker, pour offrir un peu plus de quiétude aux cinq cents résidents du quartier.

Martine Boulay-Méric

LE MONSIEUR TE DEMANDE

www.guignols.cplus.fr

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92964 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

91 Vente d'liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS
Judi 4 Mars 1999 à 14h 30 - En un lot
ENSEMBLE IMMOBILIER à LISSES
Parc Industriel des Malines, 22 ter, rue des Malines
comprendant, Bâtiment élevé d'un rez-de-chaussée et un étage,
Places de parkings et espaces verts - Superficie environ 3.690 m²
MISE A PRIX : 2.700.000 F
S'adr. à Me DEPOIX ROBAIN, Avocat à PARIS 17^{ème}, 222, boulevard Péreire
Tél : 01.44.09.89.60 - Sur les lieux pour visiter

La caisse d'assurance-maladie de Saint-Nazaire décide d'assigner en justice les fabricants de tabac

Elle demande le remboursement des dépenses engagées pour les victimes du tabagisme

La caisse primaire d'assurance-maladie de Saint-Nazaire a annoncé son intention, lundi 15 février, d'assigner en justice les fabricants de tabac.

Les produits en France, s'engageant, selon elle, dans une « direction inexplorée ». Elle devrait demander le remboursement des

sommes engagées pour soigner les conséquences du tabagisme dans la région, qui s'élève à environ 150 millions de francs par an.

C'est une première, les grands renforts publiés : l'attaque de front les fabricants de tabac. Le conseil d'administration de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) a décidé, lundi 15 février, d'assigner en justice tous les cigarettiers français. Une proposition sur un français. Dans un communiqué publié lundi 15 février, la CPAM de Saint-Nazaire, dirigée par l'avocat parisien M. Francis Caballero, affirme qu'elle « s'engage dans une direction jusque-là inexplorée ».

L'avocat a étudié la possibilité juridique d'agir « à l'encontre des fabricants de tabac et, en novembre 1998, la CPAM de Saint-Nazaire avait annoncé son intention de les assigner devant une juridiction civile pour obtenir des dommages-intérêts. La direc-

teur de la CPAM, M. Rousseau, avait alors déclaré : « le plus compliqué est de formuler précisément les dépenses directement imputables au tabac ».

La caisse devrait réclamer le remboursement des sommes engagées pour soigner les conséquences du tabagisme dans la région, qui seraient d'environ 150 millions de francs par an. L'assignation devrait être déposée dans un mois, mais, dans un communiqué publié lundi 15 février, la CPAM indique déjà que « plusieurs centaines de décès par cancer recensés au plan local ». Ils frappent en particulier les catégories de populations fragiles : jeunes et personnes à situation précaire.

Les administrateurs CGT présents au conseil d'administration de la CPAM de Saint-Nazaire ont voté la décision d'assigner les fabricants de tabac en jus-

tice. « Nous sommes qu'il est plus utile que la direction de la CPAM travaille pour répondre aux besoins des assurés plutôt que de se lancer dans des coups médiatiques », a affirmé le syndicat CGT.

CONCEPTS AMÉRICAINS

Du côté des fabricants, Jean-Paul Truchot, responsable du Centre de documentation et d'information sur le tabac (CDIT), qui regroupe les professionnels de la filière (planteurs, fabricants, distributeurs), a réagi à la décision. Pour le CDIT, « l'action de la CPAM de Saint-Nazaire est une tentative locale d'application de concepts juridiques et des procédures judiciaires américains. Le droit français est fondamentalement différent ». Jusqu'à présent, en effet, les actions de loi contre le tabagisme portaient sur les interdictions à la loi Evin du 10 janvier 1991, qui interdit toute forme de publicité

directe ou indirecte pour les produits du tabac. Seuls deux particuliers, il y a deux jours, engagés poursuites en réparation civile contre les fabricants de tabac. L'un d'eux, M. L'Alliance pour la santé, coalition de la Ligue nationale contre le cancer, la Ligue française de cardiologie et le Centre français d'éducation pour la santé, s'est pour sa part réjoui, lundi 15 février, de cette « décision inédite ».

Selon elle, « l'exemple de la CPAM de Saint-Nazaire sera suivi par d'autres caisses de des mutuelles » - dont celle d'Avignon (Vaucluse) - et permettra « un pas supplémentaire dans la lutte contre la première cause de mortalité prématurée évitable dans notre pays, responsable chaque année de 40 000 décès ».

Laurent FILLARD

Ségolène Royal condamnée par le conseil des Prud'hommes

ASSIGNÉE devant le conseil des prud'hommes de Niort (Deux-Sèvres) par son ancienne assistante parlementaire, Evelyn Pathouot, une secrétaire, Francine Morin et Claude Fouchier, (Le Monde du 12 décembre), Ségolène Royal, ministre déléguée aux enseignements scolaires, a été condamnée, lundi 15 février, à leur régler des compléments de salaires.

Ces trois employées reprochaient à la ministre, ex-députée (PS) des Deux-Sèvres, de les avoir fait travailler, sans les rémunérer, durant la campagne législative de printemps 1997. Du 10 mai au 31 mai, elles avaient bénéficié d'un contrat à durée déterminée mais elles n'avaient pas été rémunérées car, selon M. Royal, elles étaient encore en préavis à la suite de leur licenciement lié à

la dissolution de l'Assemblée nationale. Elles affirment avoir continué à travailler pour M. Royal au mois de juin, sans rémunération, avant d'être réembauchées par Jean-Pierre Marché, suppléant devenu député après la nomination de M. Royal au gouvernement. Au cours de l'audience, M. Mignard, avocat de la ministre, avait affirmé que le travail effectué durant la campagne « n'était pas un véritable emploi, mais du bénévolat, au même titre que leurs travaux militantes ».

Le conseil, qui souligne que M. Pathouot « a bien bénéficié d'un contrat à durée déterminée du 12 mai au 31 mai 1997 », condamne M. Royal à verser les compléments de salaires de cette période à M. Pathouot et à ses deux secrétaires. En revanche, pendant

les mois suivants, en juin et juillet, le conseil juge que les « pièces imprécises » de M. Pathouot et les deux secrétaires étaient salariales de M. Royal. Il leur a donc les trois employées de leurs demandes de dommages-intérêts.

Ségolène Royal s'est déclarée « soulagée » par ce jugement qui « met fin aux attaques malveillantes de travail clandestin dont elle a été cible », a-t-elle précisé dans un communiqué. Selon elle, « cette décision correspond à une offre de solution amiable refusée à l'époque par les trois personnes devenues depuis les salariées d'un adversaire politique local ». Cet adversaire n'est autre que M. Marché (PS), l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Marché (PS), qui M. Royal est, depuis, entré en conflit.

Interpellation d'un islamiste présenté comme un proche d'Oussama Ben Laden

AHMED LOUDANI, un Français de trente ans, a, selon une information diffusée lundi 15 février sur Europe 1, été interpellé, lundi 15 janvier à Paris, gare du Nord, par la police aux frontières (PAF), alors qu'il s'apprêtait à monter dans l'Eurostar à destination de Londres, selon Europe 1. Sa présence sur le territoire national avait été signalée aux policiers français par les services d'un pays ami. Il faisait également l'objet d'une surveillance de la direction de la surveillance du territoire (DST). Présenté comme un proche d'Oussama Ben Laden, l'un des financiers du terrorisme islamiste, Ahmed Loudani était recherché par la justice française dans le cadre d'une commission rogatoire du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière portant sur un réseau de faux documents et de « faux » afghano-arabes, en examen pour « association de malfaiteurs » pour objet de préparer des « attentats terroristes ». Il a été arrêté, lundi 22 janvier.

Violences urbaines : M. Chevènement veut créer des « cellules de veille »

LE MINISTRE Jean-Pierre Chevènement a demandé, lundi 15 février, aux préfets, rassemblés à Beauvais, de constituer des « cellules de veille » pour suivre les quartiers les plus menacés en matière de violences urbaines. Ces cellules, qui seront constituées « partout où c'est nécessaire », M. Chevènement a demandé aux préfets de s'assurer de la coopération étroite et régulière des services (sécurité publique, renseignements généraux, police judiciaire, police des frontières, gendarmerie). Ils devront « rassembler, analyser et faire exploiter les informations recueillies par des bureaux de coordination » et « rapprocher les procureurs de la République pour le suivi judiciaire des infractions commises » et les « violences urbaines ». Une circulaire à cet effet leur sera bientôt adressée ainsi qu'une autre portant sur les « modalités d'emploi des compagnies républicaines de sécurité » dans le cadre des missions de prévention de l'ordre public. Par ailleurs, M. Chevènement a rappelé la nécessité de créer dans chaque département des commissions départementales de la citoyenneté (Codac), pour favoriser l'intégration des jeunes issus de l'immigration.

DÉPÊCHES

JUSTICE : la cour d'appel de Paris a condamné, lundi 15 février, à la prison Alain Villeneuve, ex-directeur d'une école de communication, ancien animateur de radio sous le pseudonyme de Jean-Philippe Allain. Il a été reconnu coupable d'un viol et d'agressions sexuelles sur deux élèves de son école, âgés de seize et dix-sept ans, en juin 1996.

Le jeune homme mis en cause dans l'affaire des « fiancés de Fontainebleau », est revenu sur ses aveux. Incarcéré, samedi 13 février, pour « homicide volontaire », Cédric, vingt-huit ans, avait avoué sa participation au double meurtre au cours de sa garde à vue (Le Monde du 16 février). Il a été fait devant le juge d'instruction. Le jeune homme a plusieurs versions de son acte. Certaines impliquent son père et un ami. Certaines d'autres, tous deux également incarcérés, samedi, et également mis en examen pour « homicide volontaire ».

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt à changer. À l'inverse, l'Audi A4 a connu quelques évolutions notables : par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles optiques et un volant multifonction qui vous permet de tout moment les mains sur le volant. Au fait, si cela peut vous rassurer, dites vous bien que la météo peut se tromper.



Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ne parlons que du temps.

Nouvelle gamme Audi A4.

Audi A4 1.8 TFSI 150 CV 0-100 en 8.9s 180 km/h 6.9l/100km



501

HORIZONS

ENQUÊTE



La misère moins pénible à Moscou

Ville de tous les excès avec ses « nouveaux riches », certains voyaient en elle la prochaine capitale mondiale. Le 17 août 1998, la bulle financière qui l'avait enrichie a explosé. Six mois plus tard, est à l'agonie, Moscou vit au ralenti

commerciale faisant face au Kremlin, les panneaux « Trav... » masquent les fermetures des stands. Quant à la place du Manège, où Iouri Loujkov a fait bâtir un centre commercial de luxe, les vendeuses y tuent l'ennui en fumant des cigarettes à la porte de magasins déserts.

Les « nouveaux Russes », à la tête de fortunes rapidement constituées dans l'import-export, la finance ou quelques « business » troubles, n'ont pourtant pas disparu. Ils n'ont pas changé leur mode de consommation mais font plus discrets, diffèrent de gros achats, estime Tatiana Klimenko, responsable de l'agence marketing GFK. « Les riches, qui vivent leur compte à l'étranger en dollars, ceux-là n'ont rien perdu », dit Alexandre Kabakov. Mais on voit tout même une chose impensable il y a quelques mois, comme des affichettes « A vendre » sur des grosses voitures.

Riche, Arkadi Novikov l'est. 36 ans, coupe de cheveux soignée

cette crise, dit M. Novikov. Le chiffre d'affaires de Iolki-Palki a chuté de 30 %. J'ai licencié, réduit des salaires, m'adapter.

S'adapter. C'est ce que fait à vitesse accélérée cette fameuse classe moyenne - 10 % à 15 % de la population de Moscou - qui donnait à la ville un air de capitale occidentale. Jeune, formée, travaillant dans les services, généralement payée en dollars (entre 3 000 et 15 000 francs par mois, 450 à 2 300 €), elle a été la première touchée par l'effondrement du système bancaire et les vagues de licenciements. On avait prédit sa disparition pure et simple. La population est toujours là, vivant ses économies, consommant moins. Tatiana Klimenko.

28 ans, Igor, informaticien, a perdu son emploi dans une société photo. Il gagnait 300 dollars (264 €) par mois. Depuis cinq mois, il ne reçoit rien. L'équipement informatique d'un centre médical, qu'il avait payé, ne lui a pas servi. « Je n'avais pas de compte en banque, je n'ai donc pas perdu mes économies », dit-il. Riant. Prêt à tout et, premier lieu, à changer de métier. Igor qu'il y a de nouvelles opportunités. Il faut être constamment à l'affût, connaître le business qui monte.

Vladimir, bientôt 40 ans, a perdu son emploi de quelques milliers de dollars d'économies dans le krach bancaire. Volé par l'Etat et les banques, il est engagé dans des procès contre les établissements financiers. Sans accès à ce jour. Vladimir fait des missions, des intérim, travaille à droite et à gauche, le plus souvent payé en roubles et plus en dollars.

Or le dollar, le seul amortisseur du cataclysme d'août 1998, il a permis à ceux qui en possédaient de voir, paradoxale-

ment, leur niveau de vie augmenter d'un coup. 23 roubles le billet vert en mois de février, contre 6 roubles en août. La hausse des prix n'a pas suivi la dépréciation de la monnaie. Et si certains produits importés demeurent indexés sur le dollar, beaucoup d'autres ont peu ou pas augmenté. 4 roubles (1 franc) le pain, 7 francs le demi-litre de vodka, 7 et 15 francs le kilo

« Moscou n'est plus la capitale des folies. Une ville vit sur l'argent, sur sa mobilité. Or tout s'est ralenti, Moscou est comme un organisme vivant dont le sang s'échappe »

vlande ou de poisson, 4 francs le paquet de cigarettes américaines (1,50 € copies russes). La mairie de Moscou, qui contrôle les grands marchés alimentaires et le commerce de la capitale, a mis en place un strict encadrement des prix.

La capacité de reconversion est immense, dit l'écrivain Alexandre Kabakov, comme la capacité à jouer en permanence des variations de prix. Le coût de l'immobilier s'est effondré de 40 % à 60 %, le marché automobile également. J'ai acheté une voiture avant la crise, je la revends aujourd'hui à la moitié de sa valeur, calcule Alexandre Kaba-

kov, mais cette moitié, je peux acheter une autre voiture... Moscou vit ainsi, au ralenti et au système D. « Cela repart, mais à un niveau très bas », dit Igor. Les grands marchés de la ville regorgent de victuailles. Les produits d'importation - alimentaires, vêtements, cosmétiques - sont partout. Il y a des ruptures d'approvisionnement à l'autonne, du fait de la crise bancaire, dit un exportateur occidental. Et puis les grossistes russes sont passés par leur société offshore pour assurer les paiements.

C'EST Sointsevo, immense cité-dortoir du sud de la ville. Des blocs d'appartements à seize étages ont été posés au hasard dans les champs. Ce mardi, les enfants font du ski au fond d'un lac. L'école. Professeur, Nina Vassilievna. L'une des responsables du collège n° 1007 : 1 120 élèves, 70 enseignants. A des années-lumière de la classe moyenne, c'est la classe moyenne. C'est cette immense population moscovite dont les salaires sont de quelques centaines, parfois quelques milliers de roubles.

La crise n'a pas changé grand-chose, Nina Vassilievna. Elle vivait très mal avant, vit encore un peu plus mal. C'est son collègue, enseignant le plus expérimenté, gagnant 150 roubles (150 francs) 22,87 € par mois. Comment vivre ? Mais regardons-nous, il faut bien y arriver !, rit-elle. Depuis des années, Nina, ses collègues et bien d'autres se sont habitués à plus consommer. Le logement est presque gratuit, tout comme le déjeuner à l'école. Et d'innombrables mécanismes de solidarité se sont mis en place.

Les enfants des familles nombreuses sont nourris par l'école, explique Nina Vassilievna. Les familles les plus pauvres également. Nous fournissons des petits déjeuners. A Noël, l'association des parents offre des cadeaux. Les professeurs assurent que la qualité de l'enseignement ne s'en ressent pas : cours soutiens, programmes diversifiés, manuels gratuits, nombre suffisant. Il faut donc réinventer l'école, avoir une salle de sports, plus d'équipements audio-vidéo bien sûr, dit Nina, mais je crois que nos enfants sont bien éduqués.

A l'autre extrémité de la ville, dans le quartier Pontovsky, c'est encore un numéro 219 - qui désigne dans la polytechnique du quartier. Aslambegovitch, médecin-chef, a écouté la radio, puis disposé sur la table des cornichons, du fromage, des tomates et de la vodka. Une infirmière arrive avec une bouteille de vin italien. En bas, une longue file d'attente. L'épidémie de grippe est à Moscou et les polycliniques, dispensaires publics, sont débordées.

Il y a une inertie positive dans cette ville, le médecin-chef en portant un premier. Il va mal mais rien n'a changé dans le quartier. L'accès gratuit aux soins demeure. C'est l'essentiel. A 51 ans, Temouraz Aslambegovitch dit avoir vu bien d'autres. Ma mère a faim de 1947. Son seul souci est le matériel médical, l'établissement. Excellent mais importé, dit-il. Comment va-t-on pouvoir payer l'entretien ? dollars, je ne sais pas. Ses médecins gagnent 1 000 roubles, parfois 1 500 (390 francs ou 60 €) par mois. Beaucoup travaillent dans d'autres dispensaires dans des sociétés pharmaceutiques.

Le médecin-chef ne souhaite pas parler de crise, mais plutôt d'une lente et continue dégradation. Avant, il y avait quatre cents médicaments gratuits pour les retraités, ce nombre a été divisé par 2,5. Si le volume de soins demeure, la qualité s'en ressent, des gens n'ont plus les moyens d'acheter leurs traitements, dit-il. Mais Temouraz Aslambegovitch préfère évoquer les désastres en province. « Moscou reste une ville d'exception », assure-t-il. Et il reprendrait volontiers son compte cette phrase de Boulgakov dans Le Maître et Marguerite, phrase qu'aime citer Alexandre Kabakov : « Qu'est-ce qui manque, puisque nous n'avons rien. »

François Bonnet
Dessin : Patrice Killoffer

Les socialistes et la parité

par Bernard Pingaud

Dans les pages Débat du 11 février, *Le Monde* nous propose une joute entre quatre intellectuelles de haut vol : Sylviane Agacinski, Evelyn Pissier, Elisabeth Roudinesco, Danielle Sallenave, coalisées, pour l'« égalité ». Deux concepts dont on ne savait pas qu'ils étaient capables de déchaîner tant de passions.

Est-il permis à un simple militant, de sexe masculin, un peu macho sur les bords, socialiste par surcroît, qui n'arrange rien, d'intervenir à son tour dans le débat ? J'ai été, personnellement, convaincu par l'article de Sylviane Agacinski (sous réserve de mes propos sur l'adoption, qui ne paraissent pas très clairs) et choqué par certains arguments qu'avancent ses adversaires. Défendre la parité n'implique évidemment pas qu'on veuille « enfermer » les femmes dans leur identité sexuelle (Evelyn Pissier), mais moins les obliger à porter le voile (Danielle Sallenave, sic !), ni qu'on fasse passer le contrôle de certaines fonctions (Elisabeth Roudinesco).

J'ai été convaincu par l'article de Sylviane Agacinski et très choqué par certains arguments qu'avancent ses adversaires. Défendre la parité n'implique pas qu'on veuille enfermer les femmes dans leur identité sexuelle

Mais le ne crois pas que le problème qui se pose aujourd'hui soit de trancher entre deux positions théoriques. La discussion porte sur un texte voté par l'Assemblée nationale, qui charge la loi de déterminer les conditions dans lesquelles est organisé l'accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électoraux.

Il s'agit pas de philosophie ; il s'agit, beaucoup plus prosaïquement, de chercher le moyen d'en finir avec une exception française qui est que les femmes jouent un rôle mineur en politique et surtout que leur trop faible représentation dans les assemblées délibératives les empêche de participer au même degré que les hommes à la gestion de la cité.

Le Sénat (qui se réjouira sûrement du soutien d'Elisabeth Roudinesco) préfère laisser le soin aux partis politiques. Pour être sûr qu'ils mobiliseront, Robert Badinter propose (*Le Monde* 14-15 février) de les appâter par

« des avantages financiers ». A combien la candidature féminine ? Soyons sérieux : on peut être, par principe, pour l'égalité ou pour la parité. Mais pour qui ont l'expérience du fonctionnement interne d'un parti comme le Parti socialiste — et c'est sans doute la même chose ailleurs — savent bien qu'il n'y a pas de principe. C'est une bonne volonté pour résoudre le problème. Cela pour une raison simple : bien connue : c'est que les partis, avec leur organisation de type militaire, leur vocabulaire de combat, sont, par tradition sinon par nature, masculinisés. Il est très difficile de les faire évoluer.

A titre d'exemple : le Gard, département où je suis militant, compte 10 parlementaires, 9 socialistes, 1 de sexe masculin. Lors des dernières élections sénatoriales, pour justifier une liste de trois candidats qui ne comprenait, comme d'habitude, que des hommes, nous nous sommes félicités que le département n'avait pas reçu d'autre candidature, car qui me semble peu crédible. Mais à supposer que la chose soit vraie, le rôle des responsables d'un parti qui a fait sien le principe de la parité n'était-il pas de susciter au moins une candidature féminine ?

Le Gard ne manque pas de militantes capables et dignes de siéger au Sénat. L'une d'entre elles, précisément, a décidé, après coup, quand le délai pour le dépôt des candidatures était clos, de mener une campagne autonome. Elle n'a évidemment été exclue et n'a pu réunir sur son nom un nombre de suffrages suffisant des grands électeurs pour arracher un siège à un rival masculin. L'affaire a fait grand bruit dans le département et a divisé les militants. On pouvait penser, au moins, que l'écho obtenu par cette démarche allait leur redéchaîner l'appareil. Quelques pieuses déclarations ont pu le laisser croire. Un des socialistes élus, justement, n'a-t-il pas affirmé, une fois le danger passé, qu'il fallait, bien sûr, mettre en application, le plus rapidement possible, la parité ?

Les déclarations d'une chose, les faits d'une autre. Je lis dans *Le Monde* du 13 février que vingt-deux parlementaires socialistes du Languedoc-Roussillon ont envoyé une supplique solennelle à François Hollande pour qu'il « une candidate » un candidat à la région figure en position éligible sur la liste des élections européennes. Renseignements pris, le choix semble limiter au maître d'Agde et au directeur de cabinet de Georges Frêche à Montpellier. Deux hommes, bien sûr.

Alors je ne suis pas sûr que le principe de la parité dans la Constitution ne résolve pas tout. Comme l'écrit très justement Sylviane Agacinski, pour réaliser l'égalité entre les sexes, les femmes ne pourront pas simplement accéder au monde qu'il est : elles devront le transformer.

ce qui, bien sûr, c'est que la proposition du Sénat, elle, ne résoudra rien.

Bernard Pingaud est écrivain et membre du Parti socialiste.

Non, la mariée n'est pas trop belle

par Blandine Kriegel

Bien que les mariages soient publiés, c'était compter sans le pas des sénateurs. Et si la mariée était trop belle, elle n'a tout de même pas été convoquée. Ici, c'est le PACS, mais de la parité, qui vient de subir une contre-attaque. Les Françaises parlent aux Français ? En tout cas il y a débat.

Comment en est-on arrivé là ? Dans un monde où les femmes ont irrésistiblement progressé dans la vie professionnelle, les charges publiques, leur accès à la décision politique est demeuré bloqué. Beaucoup ont renvoyé, peu d'élus. Pendant ce temps, les hommes pratiquaient la méthode des petits pas, c'est-à-dire les quotas, le Conseil constitutionnel inauguré la méthode des rétrocessions, interdisant — imaginez la révolution — 25 % des femmes, dans les conseils municipaux. Pas de coup de pouce, le coup de poing. Ici, la riposte de la parité. Autrement dit, l'inscription du principe d'égalité politique des hommes et des femmes dans la Constitution, la volonté de fonder, à l'instar des démocraties, les droits de citoyenneté sur les droits de l'humain.

Mais c'était toujours compter sans les pères conscrits, vieux routiers des réformes, qui retardent — ils ont déjà résisté pendant plus de vingt ans au suffrage féminin — à l'accès des femmes à la vie politique. Et sans les raisons qui viennent maintenant les justifier. Un mouvement majoritaire dans le pays, l'on en croit les sondages, est l'extrême philosophie à été proposée par Sylviane Agacinski, rencontre des objections, les femmes distribuées par des listes ayant chacune une autorité (le *Monde* du 6 et du 11 février). On distinguera les arguments politiques et théoriques.

On écartera d'abord les arguments politiques, dont l'effet choc est de donner à l'effet couac à la nature. Invoquant la préférence des hommes pour la nature humaine, la parité, nous dit-on, serait nécessairement écartée car l'argument de la nature ne sert qu'à produire des différenciations hiérarchiques. Et donc, comme Galilée, Newton, qui défendaient le principe d'une physique égalitaire, les rédacteurs de la Déclaration de 1789 proclamant les droits « naturels », les médecins qui postulent une « biologie

identique chez tous les humains ne savaient pas ce qu'ils faisaient : ne disent pas ce qu'ils font. Également, dit-on, « le préjugé naturaliste nourrit l'homophobie ». Ici, on se pince, car sans le préjugé de l'homosexualité comme « vice contre nature », chacun constaterait qu'il n'y a rien de plus naturel que l'homosexualité, non seulement dans l'espèce humaine mais aussi dans d'autres espèces animales.

L'argument de la nature. Qu'on s'en aise, nous expliquent-ils encore, la parité qui survient le privilège de la féminité en oubliant, égoïste qu'elle est, les autres différences humaines et en négligeant

ethniques, professionnelles, sociales, culturelles ? Instituerait-elle des catégories de citoyens, par la porte au communautarisme, nous interdisant de refuser les beurs, aux blacks, aux jeunes, aux handicapés, qu'on accorde à la différence des femmes ? Bref, nous conduira-t-elle à l'individu à se définir lui-même en prenant la mesure de la différence humaine ? La réponse est non. Les questions que la parité soulève sont interrogations à la problématique d'une pensée républicaine qui est en nécessairement universelle.

Faire de la féminité une différence intransitive, l'identifier à une catégorie ethnique, sociale ou culturelle, la réduire à une forme de minorité est, comme le souligne parfaitement Sylviane Agacinski, un non-sens

les exclus, les humiliés, les offensés. « S'interdit de lutter pour la reconnaissance plurielle des humains » qui, aussi, ont leur mérite. La gauche en apparence, la parité serait le camp de la droite, non plus à gauche ni à droite, non plus à l'opposé, comme centrale, l'argumentation proposée par Sylviane Agacinski sur une universalité accueillante aux droits de l'humain et à l'égalité des sexes, de même que les objections qui la résument.

Car l'essentiel est là. L'inscription de la parité dans la loi transgresserait-elle, oui ou non, le principe universel de l'élection républicaine censée représenter les citoyens, abstraction faite de leurs origines ethniques, professionnels, sociales, culturelles ? Instituerait-elle des catégories de citoyens, par la porte au communautarisme, nous interdisant de refuser les beurs, aux blacks, aux jeunes, aux handicapés, qu'on accorde à la différence des femmes ? Bref, nous conduira-t-elle à l'individu à se définir lui-même en prenant la mesure de la différence humaine ? La réponse est non. Les questions que la parité soulève sont interrogations à la problématique d'une pensée républicaine qui est en nécessairement universelle.

A la première question, il faut répondre non. L'inscription de la parité dans la loi, c'est-à-dire l'application de l'égalité des sexes à la vie citoyenne à son étage le plus élevé, est une inflexion incontestable de la tradition républicaine jacobine de la philosophie des Lumières. Mais elle ne peut pas en cause l'universalisme. C'est l'opposé. Elle le dépasse, elle l'élargit, elle le soumet à l'humanité. La Constitution dit en effet que le peuple est formé par l'universalité des citoyens. Qui les a faits rois ? Qui les a faits peuple ? Un acte révolutionnaire, celui du 17 juin 1789, accompli par le tiers état décidant, composé des 96/100 de la nation, il était l'Assemblée nationale.

Nous sommes aujourd'hui le peuple est constitué par l'universalité des citoyens et des citoyennes. Que la personne abstraite que vous prétendez élire n'est que trop concrète et qu'elle est exclusivement masculine. Depuis la seconde guerre mondiale, qui ne bafouées, les nations démocratiques se sont soucies d'inscrire l'exercice de la citoyenneté sur le socle de l'universalité des sexes de l'humain. Et

l'humain est homme et femme. Fait de nature que nous n'avons pas décidé. Mais d'avance les droits naturels de l'homme qui insistent dans la loi les normes morales les plus banales et les plus générales qui régissent la vie humaine. L'acte d'inscrire la loi électorale la dualité de la nature humaine, qu'Aristote d'ailleurs, meilleur logicien que beaucoup, a qualifiée d'accident non séparable du genre humain, est de notre temps.

Mais la féminité une différence intransitive, l'identifier à une catégorie ethnique, sociale ou culturelle, bref la réduire à une forme de minorité, est, comme le souligne parfaitement Sylviane Agacinski, un autre non-sens. La féminité n'est pas moins universelle que la masculinité. Elle n'est pas un étranger, elle est l'accident non séparable de l'humain qui est toujours homme et femme. La féminité est un universel, et même qu'on est masculin ou qu'on devient masculin, de même on est féminin ou on devient féminin.

Beaucoup de bruit pour rien. La revendication de la parité n'est pas la revendication, l'époque de la prééminence des hommes sur la vie humaine sur la vie civile, la parité n'est pas la parité, l'égalité des sexes à la vie politique, l'égalité des sexes à la vie humaine. La parité peut être une doctrine dogmatique et elle l'est. Mais c'est le destin français de n'en venir toujours à la principale radicale. Les privilégiés incapables d'accepter les réformes et de s'ouvrir à la richesse et du talent ont entraînés à des déclarations absolues la stricte égalité des citoyens et des citoyennes, et le refus des petits pas a produit ce monument du dogmatisme qu'on appelle la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Encore une fois, notre Cité, incapable de réformes, est en danger philosophiquement la parité, cette idée de la raison qui descend aux femmes, et non plus seulement aux hommes, de sortir leur minorité, d'oser penser, agir, et qui, après l'avoir quittée, retrouve ainsi la véritable philosophie des Lumières.

Blandine Kriegel est professeure de philosophie à l'université Paris-X-Nanterre.

Briser le plafond de verre !

par Francine Comte et Alain Lipietz

Le débat sur la parité est rage. Il est mal posé. Changer l'article 1 de la Constitution, en y incluant des femmes, doit être entre les sexes un égal accès aux institutions de la République, n'est pas une réforme de l'universalisme, mais y inscrire la différence des sexes, c'est reconnaître que des milliers de femmes sont écartées de cette « petite différence » pour rendre les femmes indésirables dans la sphère publique. C'est enfin admettre qu'une « biologie », d'un discours pseudo-philosophique, forme une « plafond de verre » excluant de la

les femmes. Toutes les femmes, car les exceptions ne changent pas la situation d'ensemble.

Ce plafond de verre, il est grand de le briser. Changer l'article 1 de la Constitution, affirmer l'égalité dans la représentation publique, non seulement par une déclaration d'intention, mais par des dispositifs électoraux, ce n'est pas mettre à mal l'universalisme, c'est l'interroger. L'universalisme, ce n'est pas la démocratie est une tige tordue. Si la pose est avantageuse, on voit bien aujourd'hui ce qu'il y a dessous : cet universel est masculin. L'appareil qui l'universel est le « cache-sexe » d'une humanité masculine entraîne d'autres découvertes : cet homme qui peut parler son nom de tous, est blanc, intellectuel, de préférence mâle, et bien nanti.

De même que le *paterfamilias* ne peut plus voter la place de sa femme, il ne pourra plus prétendre représenter tout à fait l'ensemble de la nation. L'universalisme ne doit pas être pas une abstraction, mais une représentation plurielle, une unité construite et consciente. Les « idées » sont incarnées des réalités sociales, les voix multiples, sont les femmes, la réalité de l'exclusion qui fait son apparition en politique, qui bouleverse une démocratie trompeuse.

D'ailleurs il est faux de dire que n'importe quel homme représente la nation dans son entièreté : l'universalisme français fait déjà de savants dosages. Tout mode de scrutin vise à unir de grands déséquilibres de la représentation nationale : le d'arrondissement

l'égalité de représentation géographique, le scrutin de liste vise la juste représentation des sensibilités politiques. Nous ne demandons autre chose pour l'égalité des femmes et les hommes. Il y a trop longtemps pour l'égalité la capacité à représenter la nation. L'équilibre, à partir d'une représentation complètement tordue de la réalité, est ce n'est pas par hasard que le Sénat, gardien des distortions à la représentation nationale, s'y oppose !

que les femmes ont à l'égalité laisse pantois. Donner pour preuve leur présence majoritaire dans certaines professions, le grotesque ! générale ou professions déqualifiées et surexploitées (services, commerce, etc), ou l'éducation, ce qui est bien domageable pour la formation des enfants, pour la profession en question, qui, hélas, en est d'autant. Non, l'égalité n'est pas acquise, elle est même fortement attaquée, dans le domaine de l'emploi et spécialement, dans le domaine des métiers.

Les femmes ont à franchir, semble, en masse pour que de façon significative, la paroi de verre qui fait obstacle à leur avènement dans le domaine public. Ce faisant, elles apporteront, dans une vie politique tronquée, limitée à ce que les hommes disent être les « grands problèmes de la société », tout un pan laissé dans l'ombre ou mal abordé : l'articulation entre le privé et le « public », l'individu et la

société. L'homme, qu'elles aient à faire le va-et-vient entre deux versants, posent mieux les problèmes de santé, de prévention, de contraception (d'avortement), de du futur, à temps partiel, le souci des générations futures, une approche plus concrète de l'urbanisme, etc.

Malheureusement en France, l'avènement d'une naissance au forceps. Changer l'article 1, oui, on aurait pu s'en passer, dans une autre société. Laisser la bonne volonté des partis le soin de rétablir l'égalité, c'est en ne modifiant que la forme de l'hypocrisie ou de la naïveté. On sait que cela donne. Oui, des lois sont nécessaires aujourd'hui pour établir la démocratie sur de nouvelles bases. Et pour que ces lois soient constitutionnelles, il faut changer l'article 1.

Peut-être certains sénateurs se sont-ils émus des discours pseudo-universalistes d'époux Badinter. Ils feraient bien d'entendre la voix des femmes qui luttent contre les inégalités et refusent un apartheid politique. C'est de cela qu'il s'agit. Les sénateurs qui s'opposent à cette petite phrase sur l'égalité des sexes dévolueront surtout à la France du monde que la présence des femmes à l'égalité leur serait insupportable, qu'ils s'accrochent à leurs privilèges et à la « rente politique » bien masculine.

Francine Comte est écrivaine. **Alain Lipietz** est économiste.

SEVEREMENT BURNE

www.guignols.cplus.fr

صكرا من الامل

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER

ÉNERGIE Après le transport aérien et les télécommunications, le marché européen de l'électricité s'ouvre à la concurrence vendredi 19 février. ■ CETTE DÉRÉGLEMENTATION

■ le fruit d'un compromis réalisé en 1996. Dès cette année, chaque pays doit ouvrir à la concurrence près du quart ■ le marché intérieur, puis le porter ■ tiers sept

■ plus tard. ■ LES MINISTRES ■ l'énergie feront le bilan de cette réforme ■ 2006 et décideront ■ son éventuel élargissement. ■ FRANCE, l'ouverture sera limit-

■ au minimum prévu (26,5 %) ■ concernera 400 grandes entreprises. L'Allemagne ■ le Royaume-Uni, au contraire, ouvrent entièrement leurs marchés. ■ L'ÉVOLUTION des tarifs,

sous la pression de nouveaux concurrents comme Air Liquide, Suez-Lyonnaise ou Vivendi, sera le principal critère de la réussite ou de l'échec de la libéralisation.

Le marché européen de l'électricité s'ouvre à la concurrence

La mise en conformité de la législation française avec la directive de Bruxelles va mettre un terme au monopole d'EDF. Cette libéralisation provoque des tensions dans la majorité et l'opposition farouche d'une partie des députés communistes

APRÈS LE TRANSPORT aérien et les télécommunications, le marché européen de l'électricité s'ouvre à la concurrence vendredi 19 février. Cette ouverture intervient au terme d'un accord conclu voici trois ans entre les quinze membres de l'Union. Le 20 juin 1996, après neuf mois de négociations, les Européens étaient parvenus à concilier deux positions antagoniques, l'une défendue par la France, suivie par les pays d'Europe du Sud, prônant une ouverture progressive, l'autre emmenée par l'Allemagne et les pays du Nord défendant une libéralisation immédiate. Ce compromis prévoit que chaque État ouvrira à la concurrence près du quart de son marché intérieur, puis le portera au tiers sept ans plus tard. Rendez-vous est pris en 2006 entre les ministres de l'énergie des quinze pays pour décider alors la suite à donner. Adoptée par le Parlement européen le 19 décembre 1996, la directive prévoit l'entrée en vigueur des deux plus tard, lais-

sant chaque État libre d'ouvrir son marché à sa guise, à la seule condition qu'il respecte des seuils minimum imposés. Les choix effectués par les pays reflètent le différend du départ. La France envisage une ouverture progressive (26,5 %), qui concernera 400 grandes entreprises. À l'inverse, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ouvrent entièrement leurs marchés.

Ces tractations révèlent l'importance accordée à l'électricité, une énergie qui n'est pas considérée comme une simple marchandise. La circulation du courant a une dimension stratégique et répond à une notion d'intérêt général. Depuis l'émergence de l'électricité, voici une centaine d'années, les gouvernements ont toujours voulu pouvoir la contrôler, que ce soit aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en France. Dans les années 30, lorsque les industriels ont maîtrisé le transport du courant à grande échelle, les premières mesures ont été décidées

pour éviter les concentrations et protéger les particuliers. Les Américains ont limité en 1935 l'activité des entreprises à un État. Une loi analogue est apparue en Allemagne et n'a été abolie qu'en avril 1998. La France optait pour une nationalisation du secteur électrique en 1946, nom de la reconstruction du pays et du service public. Aujourd'hui, à du mal à revenir sur cette conception, ce qui explique son retard dans la transposition de la directive européenne.

Ces options expliquent le morcellement de la carte de l'électricité et le développement contrasté des firmes : plus de 500 entités produisant, transportant ou distribuant l'électricité ou réparties aux États-Unis, près de 1 000 en Allemagne. La première entreprise outre-Rhin, quatre fois plus petite qu'EDF, devenu premier électricien mondial, tandis que, en Amérique du Nord, la taille moyenne des entre-

prises est le quart de celle des groupes européens. Jusqu'au début des années 80, les producteurs ont répondu aux besoins de leurs clients en disposant chacun de territoires captifs. Progressivement, l'équipement a été achevé dans les pays développés, les besoins se sont réduits. Les producteurs ont pris en compte cette concentration s'opérant chez leurs fournisseurs et la demande de clients découvrant les charmes d'autres énergies, comme le gaz. A cela s'est ajoutée une révolution technologique rendant les turbines de plus en plus compétitives.

En amont, les centrales électriques de turbines ont commencé à regrouper. Un nouveau marché s'est ouvert en Asie et en Amérique latine, sans parler de la Chine, dont les besoins d'équipements annuels correspondent à la production d'un pays comme la Belgique. Dans ce contexte, producteurs et législateurs sont contraints d'évoluer : le choix

de l'adaptation au coup par coup pour les Américains et les États-Unis pour les Britanniques.

Aux États-Unis, les pouvoirs publics ont assoupli progressivement la loi de 1935. Les regroupements entre compagnies sont possibles, mais soumis à autorisation. Les autorités étatiques étudient les demandes visant à baisser les tarifs de l'électricité pour rendre plus compétitifs. La volonté de déréglementer le secteur est née d'un sentiment d'injustice dû à une grande disparité entre États mais aussi entre consommateurs et entreprises sur une même zone. Depuis 1992, l'Energy Act Policy a permis l'émergence de producteurs indépendants et a permis d'ouvrir les marchés à la concurrence.

Timide, le mouvement s'est accéléré en décembre 1996, lorsque l'administration américaine a autorisé la production d'électricité en Asie et en Amérique latine, l'Europe de l'Ouest et l'Est ont observé avec plus de prudence. Forts de leur dynamique, les Américains avaient capté au milieu des années 90 près de 100 milliards d'investissements sur les marchés mondiaux.

En Grande-Bretagne, la politique libérale de Margaret Thatcher n'a pas épargné le secteur de l'énergie. Arguant de la nécessité d'un marché électrique, le premier ministre décidait, à la fin des années 80, de privatiser l'entreprise publique. Au quinquennat des compagnies privées. En séparant la production, le transport et la distribution, l'objectif affiché était d'améliorer la concurrence. Mais, après l'éclatement, on assiste, après plus tard, à un retour à la concentration en douceur.

LA CONCURRENCE DU GAZ

France, jusqu'à présent, l'évolution s'est faite à la marge, la production d'électricité étant dominée par le parc nucléaire d'EDF qui, avec 58 tranches, fournit près de 80 % des besoins du pays. Le programme de construction de centrales nucléaires est achevé et le renouvellement du parc n'étant pas attendu dans les dix ans, l'une des priorités est devenue le développement international. Pour autant, l'évolution des esprits aidant, le tout-nucléaire n'est plus la doctrine officielle. Un changement lié à la croissance de l'opinion aux problèmes d'environnement et à l'apparition d'une énergie concurrente, le gaz, qui permet la construction rapide de petites centrales. Si ce type de centrales réussit à s'imposer, sous l'impulsion de

groupes privés comme Air Liquide, Suez-Lyonnaise et Vivendi, il s'agira d'une véritable révolution culturelle dans un pays où la production est centralisée.

Mais la réussite ou l'échec de la libéralisation sera jugée à l'évolution des tarifs. Les industriels, premiers bénéficiaires de cette baisse, seront privilégiés par rapport aux particuliers. Surtout quand, dans certains pays comme

Le principe de la directive

Adoptée en 1996, la directive européenne sur l'électricité prévoit une ouverture progressive du marché à partir du 19 février 2000. Elle concerne, au premier temps, que les grands consommateurs, les « clients », qui pourront choisir leur fournisseur. Quel que soit l'état de transposition des législations, les industriels consommant plus de 100 gigawatts-heures par an auront libre accès au marché. Par ailleurs, à la même date, les droits nationaux assureront l'ouverture du marché pour des industriels consommant plus de 40 GWh par an (ils représentent le quart de la consommation des pays européens). Ce seuil sera abaissé à 20 GWh en février 2000 et à 9 GWh en 2003. Le 19 février 2006 sera alors ouvert à la concurrence. Les quinze décideront de la suite en 2006.

Les États conservent une marge de manœuvre pour transposer la directive dans leur droit national, d'où une variété de situations. Trois pays sont en retard : la France, l'Italie et le Luxembourg. Trois autres ont obtenu d'entrée un délai pour adapter leur législation : la Belgique et l'Irlande jusqu'à 2000, et la Grèce jusqu'à 2001.

La France, l'ouverture du marché ne concerne pas ces derniers. Cela ne pourra pas empêcher de comparer l'échelle européenne des tarifs et inconvénients des deux systèmes sur les prix, l'un étant totalement libéralisé, l'autre réglementé.

Si les différences sont trop importantes, les frontières réglementaires entre les pays risquent de ne pas résister longtemps à la pression des électriciens et des consommateurs. Dans ces conditions, les ministres de l'énergie. Quinze ne pourront vraisemblablement pas attendre le délai de sept ans prévu initialement, c'est-à-dire 2006, pour décider de la date du calendrier d'ouverture.

Dominique Gallois

La France accepte la libéralisation à contre-cœur

POUR AVOIR freiné pendant des années l'ouverture du marché européen de l'électricité à la concurrence, EDF et les pouvoirs publics se trouvent désormais engagés dans une course de vitesse parsemée d'embûches. Les députés devaient commencer, mardi 16 février dans la soirée, la discussion sur le projet de loi transposant dans le droit français une directive européenne adoptée en 1996. Le débat devait s'achever jeudi, à la veille de l'ouverture officielle du marché. La France est donc pas prête à cette date. Il faudra attendre plusieurs mois avant la promulgation du texte et de ses décrets d'application. Un retard qui risque de se retourner contre l'électricien national. ■ trop vouloir défendre le monopole et redoutant plus que tout une opposition farouche de la CGT au nom de la défense du service public, EDF ■ retrouve immobilisé temporairement face ■ concurrents.

La directive prévoit une clause de réciprocité. Un opérateur ne peut aller démarcher des clients dans un pays étranger que si ses consommateurs nationaux ont également accès à la concurrence. Cette décision a été prise pour éviter qu'un électricien puisse ■ toute quiétude ■ lancer ■ la conquête de marchés extérieurs, alors que le sien ■ protégé. Ce handicap risque ■ peser sur EDF ■ même ■ concurrents

français. Une fois la loi votée, il faudra attendre la publication de ■ les décrets d'application. ■ les plus optimistes, espèrent ■ cela pour l'automne. D'ici là, un industriel pourra attaquer l'État français, pour entrave à la concurrence, avec une chance non négligeable de succès. Depuis plusieurs années, une jurisprudence européenne ■ la responsabilité ■ des États membres.

Alors que l'étude du « projet de loi sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité » et de ses quelques amendements s'annonce délicate sur le plan politique, les pouvoirs publics sont confrontés à une autre difficulté. Ils doivent définir des mesures transitoires pour permettre aux sites industriels dont la consommation dépasse les 100 gigawatts-heures (GWh) par an d'avoir librement accès au fournisseur de leur choix, au lendemain du 19 février. La directive prévoit que ■ firmes pourront mettre des fournisseurs

d'énergie en concurrence si la loi n'est pas encore votée. En France, cela concerne 81 sites industriels, dont la consommation représente 17,5 milliards de francs (2,67 milliards d'euros), soit ■ des ■ d'EDF.

BAISSES DE TARIFS

L'une des obligations ■ donc ■ à fixer le prix ■ transport du courant, qui ■ assuré une fois la loi adoptée ■ le Gestionnaire du réseau public de transport (GRT) un organisme interne à EDF, mais totalement indépendant sur ■ plan de la gestion. Le tarif du transport du ■ (il pourrait être compris entre 3 ■ 7 centimes le kilowatt-heure), ralentira ■ incitera les importations d'électricité. S'il ■ bas, il devrait permettre ■ EDF, à partir de ses centrales nucléaires, d'aller ■ les installations de cogénération ■ le gaz de ses concurrents privés qui ■ près des sites industriels et intègrent peu de coûts de transport dans

leurs tarifs. Ce prix dit « du timbre-poste » sera différent selon les pays.

L'ouverture progressive et minimale contrairement à ses voisins d'Europe du Nord. Dès la promulgation de la loi, elle concernera ■ installations industrielles ■ plus ■ 40 GWh par an, représentant près de 26,5 % de la consommation nationale. ■ 2000 le ■ descendra à 20 GWh, et verra 800 sites, ■ en 2003 il sera ■ à 9 GWh et s'ouvrira à près de 3 000 sites de grosses ■ moyennes entreprises, soit ■ ■ Cette entrée dans la ■ entraînant une baisse des tarifs, ne concernera pas les particuliers. En revanche, le ■ d'entreprise ■ prévoit pour les particuliers une baisse de 14 % de leur facture d'électricité sur la période 1997-2000.

Le projet de loi prévoit aussi la création d'une commission de régulation de l'électricité (CRE) destinée à veiller au bon fonctionnement du marché, ■ précise également le rôle du gestionnaire de réseau GRT. En préalable, ■ l'importance du service public de l'électricité et le maintien de la péréquation tarifaire. Le texte prévoit aussi un mécanisme de financement pour la fourniture d'électricité aux plus démunis.

D. G.

Les tarifs en Europe

■ Particuliers ■ selon les statistiques d'Unipede et d'Eurostat, établies en avril 1998, la France ■ trouvait au cinquième ■ en matière de prix, le pays le moins cher étant la Grèce, suivie par le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg.

■ PME-PMI ■ la France se ■ au quatrième rang, derrière le Danemark, l'Espagne et la Grèce. ■ grandes entreprises, dont la consommation est supérieure à 50 GWh par an, ■ voient offrir les meilleurs tarifs en France, suivie par la Grèce, le Luxembourg, la Belgique et ■ Pays-Bas.

Le Parti communiste et la CGT sont partagés sur le projet de loi

COMME ■ chaque fois qu'advient le vote d'un ■ difficile ■, les députés communistes ont choisi de réserver jusqu'à ■ dernière minute leur décision. Il n'était pas encore certain que le groupe communiste pourrait indiquer à Christian Pignatelli, diligent ■ ■ hâte pour ■ élus communistes, mardi 16 février au matin, s'il s'abstiendrait ■ comme c'est le plus probable ■ ou s'il voterait contre le projet de ■ transposant en droit français ■ directive européenne d'ouverture ■ la concurrence du secteur de l'électricité (EDF). Une manifestation nationale était organisée, à Paris, mardi, par la Fédération CGT ■ l'énergie, à laquelle devrait participer le ■ numéro un de la centrale, Bernard Thibault.

Entre faux suspense et incertitude, l'atmosphère flottante du groupe communiste ■ cette fois alimentée par un contexte particulier. Robert Hue avait ■ l'origine ■ plan ■ prêt : la ■ nouvelle ■ CGT indépendante aurait pris en charge la contestation, tandis que

le groupe communiste aurait joué son rôle de partenaire responsable de la majorité ■ plurielle ■. Cependant, d'une part, le PCF ■ eu énormément de mal ■ saisir la ■ ligne ■ la CGT ■ ■ sujet ; d'autre part, l'approche des élections européennes l'a amené ■ durcir ■ ton, ■ crainte que ■ mécontentement des militants n'empêche ■ campagne.

■ VALEUR SYMBOLIQUE ■

L'embarras ■ apparu ■ grand jour lors de la réunion hebdomadaire du groupe communiste, le ■ février. Ce jour-là, les députés ■ partagés. Certains, comme les deux députés du Val-de-Marne, Jean-Claude Lefort et surtout Claude Billard, responsable des services publics placé du Colonel Fabien, souhaitent voter contre ■ proposition ■ loi ■ qui a une valeur symbolique très forte ■, confirme le second, D'autres, ■ Jean-Pierre Brand, député ■ Seine-Saint-Denis (apparenté communiste), ■ André Lajoinie, président de la commission de la

production, expliquent que, si les communistes s'abstiennent, la directive européenne ■ s'appliquera dans toute ■ brutalité ■. M. Hue ■ absent. Alain Bocquet, le président du groupe, garde ■ réserve.

Le lendemain, Denis Cohen, secrétaire général de la ■ CGT de l'énergie, ■ reçu par le bureau du groupe. La CGT est furieuse. M. Lajoinie qui, depuis le départ, parle sur l'abstention de ■ groupe, n'a ■ que des amendements d'amélioration du ■. Il a rejeté ceux, plus radicaux, qui dénoncent le principe de la directive. Ces amendements-là étaient la concession ■ par ■ plus conciliants ■ la fédération ■ l'aide ■ plus ■. Les subtils rapports de force inter- ■ au sein de la CGT, qui ont éclaté au grand jour à l'occasion de l'accord sur ■ 35 heures ■ EDF, risquent ■ s'en ■ bouleverser. Depuis plusieurs mois, des ■ effectif aux prises les artisans du tournant contractuel, derrière M. Cohen, ■ ceux

qui s'en inquiètent, ■ l'instar d'un Jean-François Gomez, chargé de la transposition ■ directives ■ péennes au sein ■ fédération.

A plusieurs reprises, M. Cohen, ■ d'assurer ses troupes en démentant l'accusation d'un « deal global » avec le président d'EDF, François Roussely, où l'accord ■ le maintien du ■ du financement particulier des œuvres sociales (1 % du chiffre d'affaires) y est affecté contre 1 % de ■ masse ■ traditionnellement) auraient eu en contrepartie une position moins combative ■ la centrale sur la directive électrique.

Les 12 et 13 novembre, devant la commission exécutive fédérale, M. Cohen s'en était déjà agacé. ■ En ■ que membre ■ comité national ■ PCF, c'est moi qui, selon la ■, serais chargé, afin de ■ le PS, ■ freiner les ■ au sein d'EDF, ■ faire, l'aurais ■ un compromis avec François Roussely, je suis obligé de mettre les choses au point ■, s'était-il irrité.

Les syndicats CGT ont multiplié

■ au long du mois de janvier ■ actions auprès ■ députés, ■ notamment la ■ de M. Bocquet, dans ■. Un membre du ■ communiste de l'Assemblée nationale explique qu'entre ■ Cohen ■ M. Gomez, ■ jeu d'équilibre ■ instauré. Le premier ■ bouger risque de ■ en difficulté. La direction ■ la CGT énergie semble donc avoir recherché, ■ chose, un ■ interne.

■ TRAIT D'AMENDEMENT ■

Matignon ■ dit néanmoins ■ confiant. ■ gouvernement ■ avoir obtenu de ■ trois interlocuteurs communistes, MM. Lajoinie, Bocquet et Hue, l'assurance qu'aucun d'entre eux ■ ■ ce ■. La ■ négatif des communistes, rejoignant ■ critiques du Mouvement des citoyens, ■ Jean-Pierre Chevènement, ■ ■ Démocratie libérale risquerait ■ ■ gouvernement ■ difficulté, ■ les seuls soutiens du Parti socialiste, des Verts ■ d'une partie ■ l'UDF. Le

RPR semblait ■ entre les défenseurs ■ l'État ■ services publics nationaux, d'une part, ■ partisans ■ l'Europe ■ l'autre.

Le secrétaire national du PCF, pour une ■ plus réticent, avait directement indiqué au premier ministre, ■ février, qu'il pourrait compter sur l'abstention du groupe. Les ■ de ■ l'Assemblée nationale, venues ensuite, ont donc surpris le premier ministre (Le Monde du 12 février). Dans leur communiqué du 10 février, ■ députés précisent, malgré leur colère, qu'ils utiliseront ■ leur droit d'amendement ■, ce qui laissait entendre qu'ils n'étaient pas totalement ■ au ■.

M. Cohen affirmait, pour sa part, lundi 15 février, que ■ la logique d'amélioration ■ ■, sur laquelle il avait reçu ■ assurances gouvernementales, ■ préférable à ■ opposition ■.

■ Chemin ■ Caroline Monnot

EUROPE

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999 / 17

TABLEAU DE BORD

Des stratégies différentes entre le Nord et le Sud
DEGRÉ D'OUVERTURE DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Les débuts hésitants de la concurrence en Allemagne

OUTRE-RHIN. Claus Rottenbacher, l'un des premiers à s'être enfoncé dans la brèche. Dès l'ouverture du marché de l'électricité, en 1998, cet homme consultant est devenu « broker ». Avec son frère, il a désormais à la tête d'une société pionnière, spécialisée dans la négociation et l'approvisionnement en électricité. Installé à Berlin, Ampere AG emploie seize personnes après dix mois d'activité, et comptera plus d'une centaine de clients parmi les petites et moyennes entreprises. Ses perspectives sont prometteuses, mais M. Rottenbacher demeure sceptique : « Ici, la libéralisation existe, mais elle n'est pas encore entrée dans la

pratique ». Pourtant, la loi du 4 avril 1998, qui a abrogé l'ancien cadre législatif datant de 1933, figure à priori parmi les plus libérales de l'Union européenne. Elle va au-delà de la directive de la Commission de Bruxelles. Au contraire de la France, le marché allemand est théoriquement ouvert dans sa totalité : aucun seuil d'éligibilité n'existe pour la clientèle. Les particuliers pourraient prétendre bénéficier de la concurrence pour alléger leurs factures d'électricité. Les producteurs ont besoin d'une simple autorisation pour construire une nouvelle centrale. Les opérateurs nouveaux peuvent négocier le coût d'accès au réseau de dis-

tribution détenu par les groupes allemands. Ces dispositions marquent une rupture incontestable avec un paysage électrique très complexe. Plus de neuf opérateurs sont présents sur le marché. Neuf grands groupes privés, récemment privatisés, ou semi-publics, dominent le marché. VEB, VIAG, les trois quarts de la puissance fournie au réseau national, grâce à leurs propres centrales, aux importations. Ils contrôlent 40 % de la distribution. L'ouverture du marché, les géants, parfois diversifiés dans de multiples domaines, se partagent le territoire des grands monopoles régionaux. A leurs côtés, des centaines de régies communales et sociétés concessionnaires se spécialisent, selon les cas, dans la production ou la distribution électrique. La plupart des habitants des villes s'abonnent ainsi directement à ces *Stadtwerke*, qui leur fournissent le chauffage mais aussi le gaz et d'autres commodités.

En quelques mois, la concurrence a déjà fait sentir ses premiers effets dans un pays où les prix de l'énergie restent parmi les plus élevés du monde. Les grands producteurs et distributeurs doivent réduire leurs coûts. Les centrales les plus obsolètes vont être fermées, entraînant des coupes dans les emplois salariés. Les services marketing ont été musclés pour tenter de prévenir la fuite des clients. La profession s'attend à une vague de concentration parmi les distributeurs d'envergure modeste. Pour le moment toutefois, les opérateurs nationaux font tout pour défendre leurs empires contre l'incursion d'éventuels concurrents étrangers. « L'ouverture allemande se fait en trompe-l'œil », estime Jacques Fraix, responsable des affaires européennes des institutions chez le producteur belge Enx. « Les clients ne peuvent pas vraiment choisir », observe M. Rottenbacher, les étrangers ont toutes les peines du monde à pénétrer le marché allemand. Les coûts d'accès au réseau

La libéralisation existe, mais elle n'est pas encore entrée dans la pratique »

volonté. Les nouveaux compétiteurs réclament plus de transparence pour concrétiser l'ouverture annoncée.

Elle évoque la création d'une autorité de régulation à l'instar de celle qui encadre les télécommunications allemandes. Le gouvernement Schröder avait annoncé son intention de concrétiser ce projet, dont certains craignent qu'il ne s'agisse aujourd'hui d'un simple chantage avec les groupes électriques allemands dans le cadre des négociations sur l'arrêt du nucléaire.

En attendant, les RWE, VEB, VIAG réussissent à maintenir leur part de marché, mais en réduisant leurs marges. Les grands groupes allemands agitent la menace d'un autre choix pour négocier leur contrat à la baisse. L'exercice est plus compliqué pour les PME et inimaginable pour les particuliers.

Philippe Maréchal

En Grande-Bretagne, une « re-réglementation » en douceur

LONDRES. Après la privatisation, l'électricité britannique est en route d'une réforme proposée par le gouvernement travailliste et la perte de monopole des douze compagnies régionales de distribution. Après avoir été le laboratoire de la déréglementation énergétique, le secteur est l'objet d'une opération de « re-régulation » en douceur destinée à favoriser la concurrence.

En mars 1990, dans le cadre de la plus importante des privatisations voulues par Margaret Thatcher, l'entreprise nationale d'électricité avait été divisée en quinze sociétés régionales comprenant douze compagnies régionales de distribution et deux producteurs, National Power et Power Gen. Un organisme de surveillance, l'Office of Electricity Regulation, avait été créé pour contrôler la concurrence. Sa tâche était double : contrôler les licences et s'assurer que les compagnies régionales achètent leur électricité au meilleur prix. Ce régime donnait l'illusion de la concurrence. En pratique, les producteurs avaient mis en place un puissant duopole et seuls quelques très

petits industriels pouvaient leur fournir. Les principaux bénéficiaires étaient les entreprises privées, qui ont vu leurs dirigeants, qui avaient vu leurs salaires baisser, se faire verser des sommes considérables.

Les compagnies d'électricité ont vu leurs bénéfices augmenter à la suite d'allègements fiscaux généraux octroyés lors de la privatisation et de l'augmentation de la productivité provoquée par les réductions d'emplois. Après la privatisation, vers le temps des batailles boursières pour le contrôle des compagnies de distribution, en 1995, l'électricité britannique avait été rachetée par une série d'OPA. A ce jour, sept ont été rachetées par des groupes américains. En 1996, le gouvernement a tenté de contrôler les prix de l'électricité, empêchant toute prise de contrôle des deux principaux producteurs d'électricité. En 1997, le prix de l'électricité pour les particuliers était de 9,5 % inférieur au prix en vigueur en 1990 et de 20 % pour les consommateurs industriels.

La réforme proposée en juin 1998 par le ministre du commerce et de l'industrie, John Major, veut simplifier le système de 1990. En premier lieu, les

industries introduire d'avantage de concurrence dans la distribution de l'électricité pour tirer profit de la fin du monopole des distributeurs régionaux dans leur secteur respectif. Intervient en septembre 1998 et qui devrait être mise en œuvre l'été. Ensuite, l'équipe labour veut réduire les pouvoirs jugés exorbitants en matière de fixation des prix des deux sociétés de production d'électricité, qui se partagent le parc à combustibles fossiles. Troisième, le gouvernement propose d'améliorer le fonctionnement du National Grid Company, la compagnie nationale chargée du réseau et donc du transport de l'électricité.

AU PROFIT DES PARTICULIERS

Autre projet : la révision du mécanisme « pool », groupement de quarante-six membres comprenant des producteurs, des opérateurs vendant l'électricité et quelques gros consommateurs, au profit d'un système plus transparent offrant une meilleure régulation des prix et de la gestion des risques.

L'objectif gouvernemental est d'obtenir de faire baisser les tarifs pour permettre un meilleur partage des bénéfices de la concurren-

ce au profit des petits consommateurs, grands perdants jusqu'à présent de la dérégulation. Si la demande de leur autorité est suivie, les compagnies d'électricité devraient accepter de diminuer les tarifs de 1997, les principaux bénéficiaires en ayant été les gros moyens consommateurs. Sous la pression des députés travaillistes du nord de l'Angleterre, où est concentré le tissu de l'industrie charbonnière, le gouvernement a aussi voulu permettre au charbon de se battre à armes égales avec les autres combustibles. Tony Blair a voulu le rendre et le rendre puisque cette réforme se borne à réduire au maximum l'intervention de l'Etat dans le secteur énergétique. Une des premières décisions de l'Office of Electricity Regulation est d'imposer une taxe sur les bénéfices des compagnies privatisées, à commencer par les firmes d'électricité et d'eau. Les compagnies doivent également accepter de contraindre les producteurs à vendre leur électricité à la fois sur le marché en concluant des accords de leasing avec d'autres groupes énergétiques.

Marc Roche

Les grands groupes affichent un solide optimisme pour 1999

LES INQUIÉTUDES de l'autorité aux finances asiatiques et aux marchés financiers sont devenues des interrogations en janvier dans le cadre de l'enquête des 500 entreprises. Natexis (ex-Crédit national), les cinquante-cinq premiers groupes français de services financiers et de service financier ont un optimisme pour cette année. Après avoir enregistré une croissance de leur activité de 5,3 % en 1997, les grands groupes prévoient une progression de 4 % de leur chiffre d'affaires mondial en 1999.

Ces prévisions, qui tranchent avec celles des macro-économistes, s'expliquent par plusieurs facteurs. Malgré leurs efforts, les grands groupes français ne se sont pas vraiment internationalisés que récemment : environ 80 % de leur activité provient des marchés occidentaux, plutôt préservés de la crise asiatique. La part de leur production et leurs investissements, 60 % des débouchés et 45 % des exportations, à partir de la France, restent élevés.

De plus, les grands groupes ont bénéficié, pour la première fois depuis longtemps, d'une croissance appréciable en France. Alors qu'ils ne prévoyaient qu'une hausse de 3,1 % de leur chiffre d'affaires en France, l'enquête réalisée en janvier 1998, ils ont enregistré une progression de 4,3 % de leur activité. Cette année, ils tablent sur une expansion à un rythme presque égal de 3,9 %.

AISANCE FINANCIÈRE

Cette faible vulnérabilité aux crises mondiales a permis aux grands groupes d'enregistrer des résultats solides. Leur marge brute d'auto-financement a progressé en moyenne de 4,5 % en 1998 et devrait encore augmenter de 4 % cette année. Selon qu'ils soient privés ou publics, la situation des grands groupes, cependant, diffère. Les firmes privées, qui avaient en 1997, ont enregistré une petite augmentation de 2,8 % de leur

chiffre d'affaires, ont enregistré une croissance de 3,7 % de leur chiffre d'affaires, ont enregistré une croissance de 3,7 % de leur chiffre d'affaires, ont enregistré une croissance de 3,7 % de leur chiffre d'affaires.

En parallèle, les taux d'auto-financement ont toujours des niveaux records : autour de 133 % en 1998 et 124 % attendu en 1999. « Sans financement extérieur, les grands groupes peuvent financer l'ensemble de leurs investissements physiques, leurs dépenses de recherche et développement, leurs quatre cinquièmes de leur effort d'investissement, croissance externe comprise », indique l'étude.

Avant la crise financière, les grands groupes privés ne se sont pas vraiment internationalisés que récemment : environ 80 % de leur activité provient des marchés occidentaux, plutôt préservés de la crise asiatique. La part de leur production et leurs investissements, 60 % des débouchés et 45 % des exportations, à partir de la France, restent élevés.

Signe de bonne santé des firmes privées, ces efforts d'investissement ne devraient pas entraîner au détriment de l'emploi. Le secteur tertiaire, en dehors des entreprises publiques, envisage une progression suffisamment importante de son effectif pour compenser les pertes structurelles de l'industrie. Dans l'ensemble, l'emploi dans les grands groupes devrait augmenter de 0,4 % cette année. Il s'agit d'un rythme de croissance exceptionnelle (1988, 1989, 1995) pour le secteur privé d'emplois en France dans les grands groupes.

Martine Orange

L'Etat conserve une position privilégiée dans Aerospatiale-Matra

D'ICI JUILLET, le groupe public Aerospatiale-Matra aura fait passer la conduite de cette privatisation. L'Etat, dont la participation risque d'être réduite à l'occasion d'une action spéculative, voit son rôle élargi par une action officielle, créée par un décret paru mardi au Journal officiel. Celle-ci assure la présence d'un représentant de l'Etat au conseil de surveillance d'Aerospatiale-Matra, sans voix délibérative. La détention de l'action permet à l'Etat de donner son accord préalable lors d'un franchissement de seuil à la hausse portant sur le dixième du capital, ainsi qu'en cas de cession d'activités « stratégiques ». Sont visées les filiales d'Aerospatiale-Matra travaillant sur les missiles balistiques ou liées à la force de dissuasion nationale (Clas, Sodern, Nucléides) et participant au programme Cosyde.

Sur le plan financier, l'Etat devrait au moins recevoir entre 2,35 et 3,5 milliards de francs dans le produit de la vente d'Aerospatiale-Matra (non compris le produit de la vente en 1998). Le groupe Lagardère, dont l'apport industriel ne suffisait pas à lui assurer 33 % du nouvel ensemble, palera une souche composée de deux éléments : l'un, fixe, s'élève à 100 millions de francs ; l'autre, variable, dépendra de l'évolution du cours de l'action Aerospatiale-Matra. Si celle-ci, au bout de deux ans, est au moins à 5 points par rapport au CAC 40, le groupe Lagardère versera la somme maximale, soit 1,15 milliard de francs mais, dans le cas inverse, il n'aura rien à payer. Pour éviter à son groupe de verser trop de cash, l'Etat se dédommage parallèlement en reprenant 4 % que détient Aerospatiale dans Thomson-CSF, dont la valeur s'élève à 1,5 milliard de francs.

Anne-Marie Rocco

L'euro passe sous le seuil de 1,12 dollar

LE REPLI de l'euro s'accroît. La monnaie unique européenne est tombée, mardi 16 février, sous la barre de 1,12 dollar, à 1,1190 dollar. Depuis le 1er janvier, jour de sa première cotation, l'euro a perdu 1,1 % de sa valeur, un mouvement contraire aux prévisions des analystes.

La fin de la période de pénalisation par le ralentissement économique de l'Eurozone, qui s'oppose à la vigueur de l'euro aux Etats-Unis. Les statistiques de l'Union européenne ont permis, lundi, le pessimisme ambiant du Vieux Continent. En France, l'enquête mensuelle publiée par la banque centrale a montré un « léger ralentissement de l'activité industrielle » en janvier 1999, que, en Italie, la production industrielle a reculé de 3,9 % en décembre. En Allemagne, le ministre du travail, Hans Eichel, a estimé, lundi, que les « tendances à l'affaiblissement » sensibles dans l'automobile et les biens d'équipement « se répercuteront à moyen terme sur le marché de l'emploi ». Le ministre des finances, Hans Eichel, évoque pour sa part « la baisse mondiale de la demande » et juge qu'« une rapide amélioration des économies européennes n'est pas à exclure si rien n'est fait ». Même des petits pays jusqu'alors très dynamiques donnent des signes d'essoufflement : en Finlande, le crois-

sance de la production industrielle n'a progressé que de 0,5 % en décembre, son plus faible niveau depuis trois ans. Cette dégradation de la conjoncture se double d'une grande confusion dans la politique économique suivie dans la zone euro. Les propositions faites par M. Lafontaine pour relancer l'activité, n'excluant pas de recourir à l'arme budgétaire et de laisser filer les déficits publics, ont été accueillies par ses part-

naires européens. A l'image de la Commission, qui a rendu, mardi, un jugement sévère sur les programmes de convergence budgétaire présentés par l'Allemagne et le Royaume-Uni, la Banque centrale européenne (BCE) a montré une inquiétude des risques de dérapage des finances publiques. La BCE, parallèlement, suit avec crainte l'évolution du conflit salarial dans la métallurgie allemande

(Le Monde du 16 février) et, surtout, les appels répétés en faveur d'une baisse des dépenses par les gouvernements allemand et français. Toutes les dissonances, qui démontrent que la coordination des politiques budgétaires et monétaires reste difficile dans l'Eurozone, ne sont pas pour inciter les investisseurs internationaux à acheter l'euro.

Pierre-Antoine Delhommais

QUAND CA VEUT PAS
ÇA VEUT PAS

www.guignols.cplus.fr

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

France Télécom cherche à céder ses réseaux câblés

L'opérateur officiellement mis en vente vingt-cinq de ses sites Plan Câble. Plusieurs groupes américains sont sur les rangs, les opérateurs français NC Numéricable et Lyonnaise Câble butent sur le prix

CONSTRUIT sur un équilibre très fragile, tout le paysage français du câble pourrait être profondément modifié dans les prochains mois. Le maelström pourrait venir de l'opérateur historique, France Télécom, qui a chargé la banque d'affaires américaine Donaldson Lufkin & Jenrette (filiale d'Axia) d'une mission de conseil pour 3,7 millions de prises réparties sur 25 des 44 sites Plan Câble. Ceux-ci avaient été construits par l'Etat entre 1982 et 1986, à l'époque où le câble était promis à un avenir radieux.

Devenus propriété de France Télécom, 44 sites - à l'exception de 10 d'entre eux gérés commercialement par France Télécom - sont loués à deux câblo-opérateurs, Lyonnaise Câble (groupe Suez-Lyonnaise des eaux) et NC Numéricable (Canal Plus).

La dichotomie historique entre le propriétaire et l'exploitant des réseaux câblés - qui sont, de plus, concurrents - a une longue histoire de problèmes, comme le témoigne le nombre élevé d'arbitrages et de décisions (huit) prononcées par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART). France Télécom et les câblo-opérateurs depuis juillet 1997, s'il est, par exemple, techniquement possible de commercialiser aujourd'hui un accès à Internet ou à du téléphone sur le câble, la mésestimation des acteurs est telle que les abonnés au câble n'en volent quasiment rien la couleur. Le Conseil de la concurrence a également récemment donné raison à NC Numéricable, en interdisant à France Télécom d'augmenter de 150 % la redevance payée pour la location de ses sites Plan Câble (Le Monde du 5 février).

Consentant que le câble partage des fonctions structurelles

(propriétaire et exploitant), France Télécom cherche enfin à trancher le problème de ses sites Plan Câble : soit en devenant lui-même exploitant, soit en cédant à ses actuels locataires, ou encore trouvant de nouveaux acquéreurs par le biais d'une mise aux enchères. La première solution sera vraisemblablement écartée. France Télécom cherche à sortir du câble en témoigne la prochaine finalisation de la cession de ses petits réseaux dits « 1G » (fibre optique première génération), à Sèvres-Suresnes-Saint-Cloud, Toulon, Mantes-la-Jolie, Evry et Massy. De fait, Lyonnaise Câble et NC Numéricable pourraient être intéressés par une acquisition, à condition que le prix proposé leur convienne. C'est sans doute la question qui se pose la plus épineuse. « Le prix se fixe en fonction de l'intérêt des acheteurs », explique un financier du dossier.

Or, jusqu'à présent, le câble n'est qu'un foyer de pertes : France

Télécom a enregistré 1,75 milliard de francs de déficit en 1997 (pour les infrastructures). France Télécom Câble, soit 267 millions d'euros. NC Numéricable a encore perdu 100 millions de francs en 1998 (27,3 millions d'euros). L'ART valorise chaque prise à 1 700 francs (259 €), mais France Télécom estime que cela vaut davantage, au vu des transactions internationales dans ce secteur (entre 1 000 et 5 000 francs, soit 457 à 743 €).

Quatre acteurs

Au 31 décembre 1998, l'Association française des câblo-opérateurs (AFCO) comptait 1,1 million de abonnés aux services de câble en France et à 7 millions le nombre de prises « commercialisables » (où il est techniquement possible d'être abonné au câble). Sur le nombre total d'abonnés, 300 000 vivaient en France, 14 700 bénéficiaient d'un abonnement à Internet.

Quatre principaux acteurs partagent le marché français : Lyonnaise Câble (910 000 abonnés), NC Numéricable (630 000), France Télécom Câble (754 000) et l'Association des nouveaux opérateurs constructeurs de réseaux câblés (ANOC) (481 000).

Plusieurs scénarios sont à l'étude. Lyonnaise Câble devrait tout faire pour devenir propriétaire du réseau parisien, le plus prometteur. Quitte à acheter en cash ou à monter un partenariat avec France Télécom tout en conservant la majorité du réseau. « L'une des hypothèses est que France Télécom partage la valeur du réseau avec les câblo-opérateurs, en créant ensemble une nouvelle filiale qui puisse être vendue à un tiers », explique Nicolas

Dufourcq, directeur de la division multimédia de France Télécom. Il précise qu'avant l'envoi des dossiers complets de présentation du câble de cession, quatre candidats sont déjà sur les rangs pour l'acquisition des sites Plan Câble, « dont plus de la moitié d'américains ».

L'ENJEU DE LA « BOUCLE LOCALE » Plusieurs questions politiques risquent de se poser. Certains observateurs soulignent que le fruit d'une éventuelle cession des sites Plan Câble, un réseau construit grâce à l'investissement de l'Etat, devrait profiter à une entreprise qui a été partiellement privatisée (à 37 %).

La concurrence pour la boucle locale est plus précisément l'enjeu de la « boucle locale » (le dernier kilomètre du réseau avant d'atteindre l'abonné). France Télécom pourra être concurrencé sur cette boucle par trois acteurs différents : le câble, la boucle locale radio (accès de l'abonné par une liaison d'ondes radio) ou le dégroupage (location par un concurrent). France Télécom de la liaison finale (l'abonné), l'ART. France Télécom a un intérêt à orchestrer une mise en scène de la boucle pour gagner du temps et ne donner un beau coup de retardant maximum l'ouverture à la concurrence. Cette concurrence des sites Plan Câble, qui d'autant plus forte que les fonctions d'opérateur technique et commercial seront regroupées et qu'un service d'emvergure nationale en prendra les rênes », explique un proche du dossier. Tant que les câbles de dégroupage ne seront pas clairement définies, l'opérateur historique du téléphone aura toutes les raisons de prendre son temps pour organiser sa contre-offensive face à une prochaine concurrence.

Philippe Ricard

Marc Vial

Deutsche Telekom : la filialisation, première étape avant la cession

LE PAYSAGE allemand a connu un tournant en 1998. Le premier opérateur du pays, Deutsche Telekom, vient en effet de filialiser ses activités dans ce domaine. Il s'agit de répondre à une injonction de la Commission de Bruxelles, qui a demandé une externalisation du nom d'une plus grande entreprise. Deux sociétés ont été créées, Kabel Deutschland GmbH, et TeleServices GmbH. Deutsche Telekom souhaite ainsi « accroître la compétitivité du réseau et augmenter sa valeur ». La division, qui représentait un chiffre d'affaires de 3,12 milliards de deutschemarks en 1997 (1,6 milliards €), a accumulé les pertes (-1,3 milliards de deutschemarks en 1997). Le réseau câblé de la télévision entreprise de télécommunications a enregistré près de 10 millions d'abonnés, sur un total de 10,5 de dix-sept millions, dans un pays où le taux de couverture est

largement supérieur aux performances françaises : entre sept et huit foyers sur dix câblés. La proportion d'abonnés a augmenté avec la multiplication des chaînes pendant les années 80 et 90.

RÉGIONALISATION

La pression de Bruxelles, Deutsche Telekom (thème récurrent) à régionaliser son activité - au moins les activités devraient être cédées pour exploiter - puis elle a commencé à céder en partie à d'autres entreprises. Le gain potentiel est estimé entre 12 et 15 milliards de deutschemarks. L'ensemble du processus pourrait être terminé à la fin de l'année. De nouvelles reprises auraient manifestement lieu : la Deutsche Bank, Microsoft, la Landesbank, sur les rangs, même la presse allemande.

Cette filialisation, qui soulève un grand nombre d'incertitudes, a suivi attentivement par les câblo-opérateurs privés concurrents. La plupart de ces derniers ont implantés de manière régionale, une part de marché très en deçà de celle de Deutsche Telekom. Le réseau du numéro deux, Ozeo, filiale de RWE et de Veba, regroupe 10 millions de foyers. Certains seraient prêts à reprendre une part des activités d'accès. Et d'autres à faire en sorte que Deutsche Telekom réduise significativement sa participation au sein de ses réseaux filiales. Après avoir investi, ces opérateurs veulent élargir les services du câble, à l'origine destinés à la seule télévision, aux services téléphoniques et multimédias.

La publicité interactive est à la recherche de règles du jeu

L'annonceur souhaite contrôler les informations concernant l'internaute

LES REVENUS de la publicité Internet croissent de 100 % par an dans le monde et devraient représenter 15 milliards de dollars en 2003 (13,3 milliards d'euros). En France, deux cents annonceurs ont réalisé des campagnes en ligne pour un budget d'environ 70 millions de francs (10,7 millions d'euros). La publicité interactive à la télévision, elle, poursuit son développement : Europe après les pionniers français TPS et CanalSatellite, les anglais Cable & Wireless, les américains Open et Stream et Telepiù en Italie, Tèlia en Suède et Belgacom Cyber TV en Belgique.

Les annonceurs préparent à diffuser leurs premières campagnes interactives paneuropéennes, mais les agences de publicité et les diffuseurs se profilent déjà une bataille pour le contrôle des informations concernant les internautes.

Le financement des sites Internet par la publicité n'est pas une monnaie courante en Europe. Le secteur commence à s'organiser : des sociétés spé-

cialisées dans la gestion et le contrôle de bandeaux publicitaires, comme Double Click ou Real Media, des instituts indépendants, comme le nouveau système Cybermetrie et Médiamétrie en France, qui propose de mesurer l'audience des sites. Les annonceurs savent désormais à qui s'adresser et comment monter leurs campagnes pour des budgets oscillant entre 15 000 francs et 1 million de francs (de 2 287 à 152 000 €). Ils se plaignent de ne pas maîtriser la chaîne.

Pour publicitaires annonceurs, l'intérêt suprême de la publicité interactive est de savoir qui a cliqué sur le bandeau. Une fois identifiée, la personne devient une cible commerciale d'autant plus intéressante qu'elle soit-disant prête à acheter le produit proposé. Cette information « en or », enjeu du marketing individualisé, est techniquement disponible. Les « cookies », mouchards informatiques envoyés à l'insu de l'utilisateur, rendent compte de sa promenade sur Internet. Ce

sont eux, notamment, qui comptabilisent le nombre de clics ou nous envoient un même bandeau ou qui adaptent les messages en fonction de nos centres d'intérêt.

Dépassant le cadre théorique qui consiste à interdire l'association de coordonnées nominatives - les « cookies » étant indécryptables, il est difficile pour l'internaute français de savoir si les règles édictées par la CNIL sont respectées, chacun se bat pour mettre en place un modèle économique qui lui soit favorable. En utilisant les services d'une règle comme Double-Click, les publicitaires et les annonceurs ne détiennent ni ne contrôlent les numéros d'ordinateur de leurs clients potentiels : c'est le serveur de la règle qui les collecte et centralise.

Dans le cas de l'autre règle, Real Media, les médias qui possèdent les profils des internautes ont des données répertoriées chaque bilan de campagne. « Nos clients ne sont pas d'accord, ils sont les seuls à payer les profils », se plaint le patron

d'une agence de publicité interactive. Même en cas de contestation à propos, cette fois, du coût de l'espace à la télévision dès lors qu'il s'agit de publicité interactive : « TF1 demande par exemple lorsqu'elle est diffusée sur TPS de payer 5 % de plus du budget déjà alloué à la chaîne en clair pour pouvoir tenter une expérience interactive », explique Marco Tinelli, le patron de l'agence Grey Interactive, au prétexte que l'écran sur lequel le téléspectateur clique sur sa télécommande polue son écran. Il estime qu'il s'agit en fait de marketing et donc que, conformément aux lois établies, ses clients ont droit à une ristourne.

Les publicitaires s'offrent désormais leurs propres contradictions sur le sujet. Ils contestent, par exemple, le volume d'abonnés du bouquet TPS censés cliquer sur une publicité interactive : ils opposent un petit 2 % aux 10 % annoncés par TPS.

Flaminia Amisani

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean Miot

Nous avons reçu une lettre de Jean Miot, ancien président de l'Agence France-Presse. Il résume la mise en œuvre dont il estime faire l'objet dans un article publié dans Le Monde du 11 février et désapprouve la phrase : « cette période de transition (...) est mise à profit pour tenter de tirer les leçons de l'échec de l'ancien président de l'AFP ».

J'ai laissé le regret des clés de cette agence aux administrateurs de l'Etat et de la presse, avec fierté de rendre à la grande maison dans un état financier parfait, sain : 340 millions de francs de provisions couvrant les risques et aléas, 170 millions de francs de trésorerie dis-

ponible, un chiffre d'affaires porté en trois ans de 1,18 à 1,3 milliard, en dépit des pertes liées aux crises asiatique et sud-américaine ; oublier les disparitions et concentrations de titres en France. Ainsi, l'AFP a généré 340 millions de francs de chiffre d'affaires de 1996 à fin 1998.

Enfin, et surtout, l'AFP n'a subi aucun déficit, les exercices s'étant achevés à l'équilibre, comme le prévoyait le budget. S'il y a eu un échec, c'est de n'avoir pas pu, en trois ans, guérir l'AFP de ses maladies originelles, liées à son statut dont je n'ai cessé de réclamer la modernisation.

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Marc Vial

Philippe Ricard

Y'A QU'A CLIQUER SUR LE MULOT

www.guignols.cplus.fr

VALEURS FRANÇAISES

● L'action Paribas a gagné 1,82 %, mardi 16 février, en début de matinée après l'annonce du retrait provisoire de l'action de la composition de l'indice CAC en raison de l'offre d'OPE de la Société Générale.

● Le titre Technip a été réservé à la hausse, l'ouverture des transactions mardi. Cet engagement pour le résultat net pour 1998 et de la volonté de faire progresser le bénéfice par action de 50 % en trois ans.

● Le titre Ciments français a bondi de 5 %, mardi matin 16 février, après la publication d'un résultat net pour 1998 en progression de 46 %, et de l'augmentation de 50 % du dividende.

● La fièvre qui s'était emparée du titre Eramet depuis vendredi 12 février se poursuit, mardi 16 février au matin, avec une hausse de 2,18 %.

● Mardi matin, l'ouverture de la séance, l'action Pathé n'a pas réagi à l'annonce d'un investissement de 100 millions de francs pour prendre 34 % du Club de football lyonnais. Elle a resté stable, à 239,1 euros.

● L'action Lagardère a progressé 4,5 %, premières transactions du mardi 16 février. La marche a bien réagi à la présentation du nouveau groupe Aérospatiale dans lequel Lagardère a pris 33 % du capital.

RÉGLEMENT MENSUEL

MARDI 16 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 18 février

France	Précédent	Cours	Différence	Précédent	Cours	Différence
B.N.P.	140,30	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 16 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Cours	Différence	Valeurs	Cours	Différence
AS SOFT	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
ALPHEA	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
ALPHEA	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
ALPHEA	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
ALPHEA	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

SICAV

Une sélection.

Émetteurs	Cours	Différence	Émetteurs	Cours	Différence
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT

MONEDEN

CDC Management

LIVRET B. IND. PEA

NORD SUD DEVELOP.

B.N.P.	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00
CAISSE D'ÉPARGNE	140,30	0,00	GENESYS	72,00	0,00

FAUT PAS GÂCHER

www.guignols.cplus.fr

Valeurs	Cours	Différence	Valeurs	Cours	Différence
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00
AGIPI	100,00	0,00	GENESYS	72,00	0,00

SCIENCES L'histoire des cosmétiques en Égypte remonte à près de 4 000 ans. Quantité d'échantillons et de flacons plus ou moins pleins rassemblés par le

Musée du Louvre témoignent de cet art millénaire du maquillage. **SUR LA CHIMIE** La fabrication de ces produits, la science était jusqu'ici muette. Il y a trois ans, le

Laboratoire de recherche des musées de France (LRMF) s'y est intéressé. **EN ASSOCIATION** Des spécialistes du rayonnement synchrotron de Grenoble (ESRF) et

d'Orsay (LURE), et avec un industriel, l'Oréal, le LRMF a fait analyser le contenu de quarante-neuf flacons. **SURPRISE**, cette étude a permis de démontrer l'existence

insoupçonnée d'une chimie de synthèse vieille de quarante siècles. Ce programme de recherche devrait être étendu prochainement à l'époque gallo-romaine.

L'industrie du maquillage au temps des pyramides

Pour leurs produits de beauté, les Égyptiens utilisaient toutes sortes de poudres faites à base de minerais naturels. Mais des études récentes viennent de démontrer qu'ils avaient aussi, il y a 4 000 ans, développé pour cela une petite chimie des chlorures

DAME TOUTI était coquette. Comme les femmes égyptiennes de son époque, elle ne prenait pour son maquillage que des produits de la meilleure qualité. Mais parce qu'elle était si jeune, sa naissance, mais plus simplement parce que, comme aurait dit la pub, « elle le valait bien ». Certes, l'industrie cosmétique de l'époque n'était pas aussi développée que celle que nous connaissons. Mais, sous le règne d'Akhenaton, il y a plus de 3 500 ans, elle était suffisamment dynamique pour que Dame Touti puisse faire son maquillage avec une large gamme de fards, de poudres et d'onguents présentés dans de petits pots de marbre, d'albâtre ou de céramique ou dans des tiges creuses de roseau marquées selon la qualité du signe simple, double, triple et même parfois quadruple « *ankh* ». Un rond surmonté d'une croix qui signifiait « bon ».

Que les femmes de cette époque se soient maquillées n'est pas une nouveauté pour les égyptologues et les chercheurs du Centre de recherche et de restauration des musées de France (CRRMF) dirigé par Jean-Pierre Mohr. L'histoire des cosmétiques prend ses racines il y a 2 000 ans avant notre ère. Quantités d'échantillons et de flacons plus ou moins pleins rassemblés par le Musée du Louvre témoignent de cet art millénaire du maquillage. Mais sur la technique et la composition de ces produits, la science était muette.

GALÈNE ET CÉRUSITE

Le Laboratoire de recherche des musées de France (LRMF), qui dépend du CRRMF, s'est proposé il y a trois ans d'en savoir un peu plus. « Comme le savoir-faire du laboratoire n'embrasse pas les domaines, nous sommes allés chercher les compétences des équipes du Synchrotron européen de Grenoble (ESRF), et de celles d'un industriel de la cosmétologie, la société L'Oréal, explique son directeur Jean-Pierre Mohr. Le LRMF s'est chargé de l'analyse des matières minérales qui entrent dans la composition de ces produits, L'Oréal de celle des matières organiques, et l'ESRF a permis d'identifier et de quantifier les composants chimiques des différentes préparations.

qui étaient utilisées. » Pour ces travaux, raconte Philippe Walter et Pauline Martinetto, du LRMF (UMR 171-CNRS), « nous avons réuni quarante-neuf flacons. L'analyse minutieuse a montré que les matières qu'ils contiennent étaient à base de carbone, de manganèse, de cuivre ou de plomb ». Seules, cependant, celles qui contiennent du plomb ont fait l'objet d'études plus poussées qui ont permis une découverte importante.

Il les Égyptiens utilisaient pour leurs cosmétiques des mélanges à base de minerais appelés « *galène* » (le plomb d'origine naturelle - la galène - la cérusite - finement broyée, ils couraient aussi, c'est une nouveauté, à des chlorures de plomb. Mais ceux-ci, la laurionite et la phosgénite, sont trop rares dans la nature, et surtout dans cette région du monde, pour que les chlorures analysés ne soient pas le résultat d'une petite industrie chimique de synthèse.

Cette chimie du plomb par voie aqueuse, découverte par Philippe Walter et Pauline Martinetto et présentée dans une correspondance publiée par l'Académie des sciences le 11 février, n'est nullement le fruit du hasard. L'usage du plomb entre dans la vie avant notre ère n'est pas une surprise. Des écrits antiques aux pharmacopées et à l'Antiquité, les vertus du plomb pour soigner les yeux et la peau, mais aussi pour les cheveux. Mais ce qui est pour les chercheurs à rayonnement synchrotron de Grenoble (ESRF) et d'Orsay (LURE) ont montré, c'est que les Égyptiens l'ont fait avant tout le monde avec des composés synthétiques.

Ce travail accompli, le LRMF s'est tourné vers un spécialiste des cosmétiques, L'Oréal, pour tenter d'identifier les matières organiques mélangées à ces chlorures de plomb. Une dizaine d'échantillons, pris sur les quarante-neuf flacons sélectionnés, furent analysés par Jocelyne Talabot, spécialiste de la couleur et du maquillage, et à René Breniaux, ingénieur chimiste. « Nous avons été surpris. Nous pensions, racontent-ils, que ces matières organiques seraient fortement dégradées. C'étaient des graisses



animales, des arômes qui nous ont permis de constater que ces produits étaient en très bon état », ce qui a permis de préciser les recettes des cosmétologues égyptiens.

CIRE D'ABELLE ET RÉSINE

Les Égyptiens étaient comme nous, s'émerveillent les deux chercheurs de L'Oréal : « Ils jouaient sur les couleurs et sur les textures. Pas les mêmes qu'aujourd'hui. L'usage du plomb est important et le fait de le mélanger, par exemple, à la cire d'abeille, nous a permis de constater que ces produits étaient d'origine végétale parce qu'ils rancissent moins. Mais, nous, nous, Jocelyne Talabot, les Égyptiens dosaient précisément leurs mélanges. Certains d'entre eux présentent un pourcentage de 0,5 % d'autres matières, alors que d'autres en ont 10 %, ce qui nous a permis de constater que ces produits étaient d'origine volontaire. »

On retrouve aussi de la cire d'abeille et de la résine de confères. Mais pas de liant d'origine

végétale. Quant aux couleurs, l'analyse de cinq échantillons, un à base de manganèse et quatre à base de plomb, a permis de retracer avec la précision de l'analyse de Dame Touti une palette allant du gris laiteux au noir bleuté en passant par le marron, tout le ton peut-être le signe d'une dégradation. Un choix de produits qui, souligne Jocelyne Talabot,

« nous conduit à penser que, comme aujourd'hui, les Égyptiens de parure et de soin étaient déjà liés ».

Encore faudrait-il pour être complet déterminer un jour un rôle précis à l'usage que les Égyptiens se mettaient pour rehausser le teint de leur visage. Mais jusqu'ici, la science s'est montrée impuissante à trouver la moindre trace

d'un tel produit qui peut-être un de ces nombreux fards marron que le temps aurait fait tourner. Mais d'albâtre, de porcelaine, regard de brasse, selon la mode, d'un trait de fard plutôt avant la construction des pyramides et plutôt noir après. Voilà la femme. Voilà la mode.

Jean-François Augereau

Le cerveau des sourds entend le langage des signes

ILS SONT sourds, totalement sourds depuis toujours, et communiquent par le langage des signes. Ceux-là sont japonais. Mais ils pourraient être au pôle Nord, aux Antilles ou à Paris, la capitale. La même : pour « lire » le langage gestuel, les non-entendants de naissance utilisent une région du cerveau destinée à la vision, mais... à l'audition. C'est ce que vient de rapporter, dans la revue *Science* (datée du 14 janvier), une équipe de chercheurs de l'École nationale de l'université d'Osaka, offrant ainsi une preuve singulière de l'immense plasticité du cerveau humain.

Depuis que le chirurgien Paul Broca, à la fin du XIX^e siècle, démontrait qu'une région du cerveau, la zone frontale gauche - l'aire qui porte son nom - était le siège du langage, on a pu constater que certaines zones du cerveau sont spécialisées dans des tâches bien précises. Dans la région dédiée à l'audition, on distingue globalement deux zones : l'aire auditive primaire - celle qui comprend la seconde, chez les sourds-muets de naissance, est sollicitée lors de la lecture du langage des signes. Comme si le cerveau s'était chargé d'occuper ses neurones (qui, sinon, ne serviraient à rien), évitant du même coup de surcharger de tra-

vaux ceux de l'aire motrice. Pour mener leur étude à bien, les chercheurs japonais ont utilisé l'un des plus puissants outils d'exploration cérébrale existant à ce jour : la tomographie par émission de positons (TEP). La technique se fonde sur le fait que toute activité cérébrale demande une surconsommation d'énergie sous forme de glucose et d'oxygène, donc un débit sanguin accru.

UNE EXTRÊME PRÉCISION

C'est ce débit que mesure la TEP, grâce à l'injection dans le sang de molécules radioactives et émettrices de positons. Ces particules, lorsqu'elles s'associent aux électrons libres circulant dans le milieu, se transforment en photons, grains de lumière qui indiquent la zone du cerveau sollicitée par telle ou telle activité. Une précision de quelques millimètres. TEP ou IRM (imagerie par résonance magnétique), les récentes techniques d'imagerie médicale avaient déjà permis de prendre la mesure de la plasticité cérébrale, la faculté qu'a le cerveau humain - plus que celui de toute espèce animale - de s'adapter au comportement. Ainsi la représentation corticale des doigts de la main est-elle plus développée chez les musiciens. De même, celle de

l'index chez les aveugles lisant en braille. Plus la pratique est précoce, plus la zone cérébrale sollicitée se développe.

Que le cerveau puisse être « musclé » par l'apprentissage, c'est une chose. Mais qu'une région normalement dédiée à une activité (l'interprétation des sons) puisse être reconvertie à une autre tâche (l'interprétation des signes), voilà qui est nouveau. Et d'autant plus convaincant que ces travaux ne sont pas isolés : une récente étude, réalisée par une équipe distincte de celle d'Osaka, a montré que des aveugles de naissance mobilisent, pour déchiffrer le braille, certaines régions de leur cortex visuel.

Il y a quelques mois à peine, un groupe de chercheurs suédois américains avait, par ailleurs, démontré que les neurones du cerveau humain pouvaient, dans certaines circonstances, continuer de se multiplier à tout âge de la vie (*Le Monde* du 31 octobre 1998), ébranlant le dogme selon lequel chaque individu reçoit, dans les premières années de sa vie, un capital neuronal définitif. « Le monde de plus en plus » du cerveau humain, ainsi que le désignait il y a quelques années le neurobiologiste Marc Tessier-Lavigne (Inserm, Créteil) n'est décidément pas une vue de l'esprit.

Catherine Vincent

AFFREUX, AFFREUX, AFFREUX.

www.guignols.cplus.fr

certitude pèse toujours



polie voyage
voyage de Web
la main

L'incertitude pèse toujours sur le sort d'Isabelle Autissier

Le skipper italien Giovanni Soldini devait entrer, mardi 16 février, en début d'après-midi, dans la zone du Pacifique Sud où la navigatrice française a fait naufrage

Isabelle Autissier (PRB), en vue du classement de l'Around Alone, course à la voile autour du monde en solitaire avec escales, a déclenché une de ses balises de secours lundi 15 février, à 15 h 23, dans la zone où elle se trouvait

en plein Pacifique Sud, le premier jour de la troisième étape (Nouvelle-Zélande-Punta del Este (Uruguay), longue de 5 690 milles (10 500 km). Une très rare balise téléphonique avait été

autissier et son PC parisien a permis d'établir que la navigatrice française avait chaviré. L'italien Giovanni Soldini (Filin), son suivant immédiat, a fait route sur elle pour lui porter secours. Il devra rejoindre la zone mardi

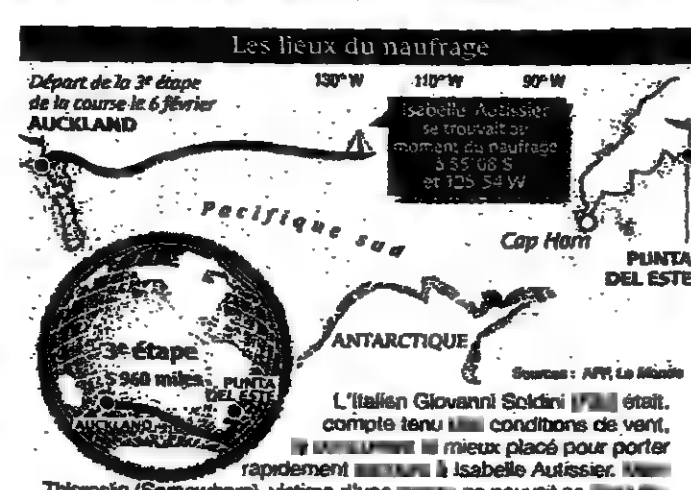
16 février, en début d'après-midi (heure française). Marc Thiercelin (Somewhere), le concurrent le plus proche de la PRB, handicapé par les vents, a dû s'arrêter d'une manière dans l'impossibilité de se dérouter.

L'ATTENTE, difficile, mais inévitable. Toute la nuit du lundi 15, mardi 16 février, du PC d'Isabelle Autissier (PRB) ou à Charleston (Etats-Unis), point de départ de l'épreuve, le petit monde de l'Around Alone s'est inquiété du sort de la jeune femme. Le chemin d'Auckland (Nouvelle-Zélande) et le cap Horn. Partout, en attendant les nouvelles de la navigatrice, chacun a fait de mieux pour aider Giovanni Soldini (Filin), parti à sa recherche, qui a pu, mardi matin, espérer de salut.

A 15 h 23, lundi, en plein Pacifique Sud, alors qu'elle se trouvait en deuxième position de la 3^e étape (3 700 km) du Cap Horn, qui sépare l'océan Pacifique et Atlantique, la navigatrice a déclenché sa balise de détresse Sarsat, l'une des cinq ou six embarquées sur le monocoque. Sur place, le vent soufflait à 30 nœuds (55 km/h) et la mer était grosse.

Grâce à son téléphone portable satellitaire, la PRB est parvenue à rentrer en contact avec son équipe à terre, qui a donc saisi la communication. La mauvaise, mais dure que quelques secondes. L'interlocuteur d'Isabelle Autissier lui demande si elle a chaviré. Dans un craquement, il croit entendre un « oui ».

A terre, les secours s'organisent. Le centre de sécurité de Honolulu, chargé de la sécurité maritime, informe qu'aucun bateau n'a trouvé la zone. Le naufrage



Thiercelin (Somewhere), victime d'une panne ne pouvant se dérouter.

ayant eu lieu dans un désert maritime, le plus de 2 000 milles d'une terre, les avions ne peuvent pas chercher la navigatrice. A 10 heures, la direction de la course annonce à Giovanni Soldini qu'il trouve à 135 milles (250 km) d'Isabelle Autissier d'aller le secourir. Le skipper italien fait immédiatement route vers le sud.

FAUSSES NOUVELLES Jean-Pierre Mouligné (Cray Valley), en tête de la Class II, qui se trouve à 500 milles (plus de 900 km) d'Isabelle, a également prévenu et doit se tenir prêt à la secourir bien qu'il soit très loin de la zone. Marc Thiercelin (Somewhere), qui est en tête de la course, ne peut rien faire : le skipper américain qu'il est privé de l'usage de sa grand voile à la suite d'une avarie

sur sa bôme. Il ne peut donc faire demi-tour, ce serait trop dangereux, car il marcherait contre le vent, et il est trop loin, en fait : à 1 100 milles (1 830 km) d'Isabelle Autissier, son monocoque, dans la 2^e ardonnement, la nuit commence avec son lot d'incertitudes, de fausses nouvelles et de démentis. Une radio radio annonce que la navigatrice s'est embarquée sur un canot de survie. L'information est fautive. Dans toute vraisemblance, elle a été prise en sécurité dans le cabine étanche de son bateau. Pour un marin, c'est le meilleur endroit où se réfugier, même si l'embarcation est immergée.

De plus, d'après les positions données par la balise, celui-ci dérive d'environ 1 mille par heure (1,85 km). Un canot, plus léger, dé-

riverait beaucoup rapidement vers la zone. A 0 h 15, Giovanni Soldini envoie un e-mail. « Ça va, écrit-il, je suis à 117 milles (215 km), il faudra faire un empannage - virer vent arrière - (...) il faudra se dépêcher parce qu'après le centre de la dépression, il va arriver du vent de sud-ouest, très fort. » De plus, depuis le QG de Puget-sur-Argens (Var), le routeur de l'italien, Pierre Lasnier (l'ancien routeur d'Isabelle Autissier) informe l'équipe de la navigatrice que de nombreux grogniers - des icebergs - pourraient se trouver sur la zone où la PRB a fait naufrage.

TOUJOURS EN VIE A 1 heure, le PC américain de Charleston informe Paris que la Française a déclenché, à 18 h 35, le bouton alarme de son balise Argos, celle qui émet en continu, et qui est située sur le balcon arrière du monocoque. Il pouvait fonctionner dans l'eau, celle-ci s'était mise à 14 h 34. Soit le bateau s'est à nouveau retourné, soit Isabelle Autissier est parvenue jusqu'à sa balise pour la sortir de l'eau et l'actionner. L'information signifie, en tous cas, qu'elle est toujours en vie. Pendant la nuit, les fax crachent les derniers relevés des balises qui sont immédiatement envoyés - via internet - à Giovanni Soldini.

A 5 h 45, le skipper italien qui filait à des pointes de 25 nœuds (plus de 46 km/h) a vu que sa vitesse est tombée à 10 nœuds

(15 km/h). Pierre Lasnier indique que Giovanni Soldini doit arriver vers une zone violente de courants, dans une grosse mer, avec des vagues de 8 mètres. Il était attendu sur place en début d'après-midi, à l'aube d'une heure locale, ce qui devait faciliter les recherches.

Isabelle Autissier avait déjà fait naufrage il y a quatre ans, lors de l'Around Alone, alors appelé Challenge. C'était alors dans l'océan Indien, lors de la deuxième étape entre Le Cap (Afrique du Sud) et Sydney (Australie). La navigatrice avait démonté son bateau, réparé sa fortune, et Kerguelen avant de démettre à nouveau. Elle avait dérivé 18 heures d'être sauvée par la marine australienne qui l'avait hélitreillée. Elle y avait perdu son bateau, l'Eureuil-Poitou-Charentes II.

UNE EQUIPE RAPIDE En tête du classement général de l'épreuve 1998-1999, la navigatrice avait prédit que la 3^e étape serait rapide (Le Monde du 5 février). De fait, depuis le départ, le 1^{er} février, les concurrents de la catégorie Class I filaient à des vitesses impressionnantes. Marc Thiercelin, en tête de la course, a amélioré par deux fois le record de milles parcourus en 24 heures : 392 (725 km), puis 733 (733 km) deux jours après. Isabelle Autissier n'était pas en reste, elle effectuait sensiblement les mêmes distances que Somewhere. Si la météo a paru difficile mais maîtrisable, exigeant « seulement » des marins attention quasi constante, le temps s'était plus menaçant, lundi, et un grain annoncé sur la zone de naufrage commençait à sévir.

C'est vers cette zone, en 1997, lors du Vendée Globe, course autour du monde en solitaire sans escales, qu'Isabelle Autissier avait rebroussé chemin : elle avait passé deux jours à chercher Gerry Rous, en vain. Mais cette fois-là, les balises de détresse n'émettaient pas. Dans ce même Vendée Globe, Raphaël Dinelli, Thierry Dubois et Tony Bullimore avaient également fait naufrage et s'en étaient sortis indemnes.

Mathieu

Sauvée dans l'océan Indien par la marine australienne en 1994

ISABELLE AUTISSIER s'est déjà trouvée en sérieuse difficulté dans les eaux de l'hémisphère sud. C'était il y a un peu plus de quatre ans, lors du BOC Challenge, la course qui devait devenir l'Around Alone. Le 2 décembre 1994, à 8 h 07, dans la deuxième étape, Isabelle Autissier, qui avait remporté cinq jours d'avance la première étape arrivée au Cap (Afrique du sud), se trouvait alors à 1 275 milles au sud du Cap. Sous grément de fortune (25 mètres carrés de voile, au lieu de 370), la navigatrice française décide d'amener son monocoque l'Eureuil-Poitou-Charentes II aux îles Kerguelen, à 1 240 milles (2 200 km) à l'est. Le 13 décembre, à 13 h 18, Isabelle Autissier arrive dans le golfe de Morbihan, la bale la plus abritée de Kerguelen. Pendant son cheminement vers les îles, une chaîne de solidarité s'est mise en place. De nombreux marins lui ont

offert leur matériel pour lui permettre de réparer.

Le 15 décembre, Isabelle Autissier décide malgré tout de repartir à l'assaut de la cinquantaine milles avec seulement 158 mètres carrés de voile. Mais le 16 décembre, à 7 h 45, elle déclenche sa première balise de détresse.

En Australie, c'est la mobilisation. Le lendemain, à 1 h 45, un avion Hercules C-130 des forces royales australiennes, qui est parti d'Adélaïde, repère la navigatrice à la survole. Il lui envoie un radar de sauvetage, avec rations et couverture de survie, de l'eau, ainsi qu'une radio. Isabelle Autissier vivante apparaît en bonne santé. Le gouvernail de son monocoque est détruit. Il y a également un trou dans le toit du bateau. Dans la soirée, une frégate australienne, le Darwin, part de sa base de Stirling Navy, avec à son bord un hélicoptère Seahawk.

Le 30 décembre, on attendait l'arrivée de la frégate près du bateau d'Isabelle Autissier, des avions se relaient toutes les six heures pour veiller sur la navigatrice. Une première balise est effectuée. Isabelle Autissier, qui est restée sur son bateau, va bien.

Le 31 décembre, à 21 heures, l'hélicoptère embarqué par la frégate survole l'Eureuil-Poitou-Charentes II. Il réussit à retrouver Isabelle Autissier. Pendant la journée de retour vers la France, Isabelle Autissier explique que « l'idée m'a effleurée de prendre le départ de la troisième étape du BOC, naturellement hors concours ». Son bateau, toutefois, n'a jamais retrouvé. Le 5 janvier 1995, après une semaine infructueuse, les recherches pour récupérer le monocoque ont été suspendues. Il y a deux jours, lors du Vendée Globe, la course autour du monde en solitaire avec escales, Isabelle Autissier avait passé deux jours en pleine tempête à chercher, en vain, le Canadien Gerry Rous.

Problème de grément pour Marc Thiercelin

Actuellement en tête de la 3^e étape de la course autour du monde, le navigateur français Marc Thiercelin a rencontré dans la nuit du lundi 15 février un problème d'importance : la grand-voile de son monocoque Somewhere II a précipité qu'une partie de la mâture, grand espart marin sur lequel se fixe la voile, était cassée à la hauteur du pied de mâture. Il navigait depuis sous voiles temporaires vers l'est à 9 à 10 nœuds (de 16,4 à 18,5 km/h).

Avec cet incident, il avait établi un nouveau record de distance en 24 heures. Mais le marin avait une inquiétude : il naviguait à une telle vitesse avec des vents de 30 à 50 nœuds (de 55 à plus de 90 km/h) et des creux de six à dix mètres.

Entre les membres de son équipe à terre, le navigateur doit tenter d'améliorer sa réparation de l'incident. Mais celle-ci ne peut provisoire et ne devrait pas lui permettre d'atteindre d'une traite Punta del Este (Uruguay), terme de la 3^e étape de l'Around Alone.

Des balises pour que les solitaires ne soient plus égarés

LES NAVIGATEURS ne sont plus tout à fait seuls au milieu des océans. Des systèmes gardiens les aident d'en haut, les satellites, qui recueillent les signaux envoyés par les balises de bateau transport. A bord de la PRB, Isabelle Autissier dispose de trois types de ces engins. C'est, tout d'abord, la célèbre balise Argos, généralement fixée au balcon arrière du monocoque. Il s'agit d'une unité électronique alimentée par une batterie de 10 jours d'autonomie - qui émet en permanence. Son « bip » est capté par l'instrument français Argos installé sur trois avions américains.

DOUZE BALISES PAR JOUR Croisant sur une orbite polaire, les satellites effectuent le tour de la planète en une centaine de minutes et, aux latitudes extrêmes où naviguent les concurrents de la course Around Alone, le contact est établi une douzaine de fois par jour. Ensuite, le signal est renvoyé l'une des trois stations de réception au sol, qui transmet les données dans un centre de calcul, soit à Toulouse, soit à Washington. Là, les mesures sont analysées et la position du bateau est déterminée avec une précision moyenne de 350 m. Les balises Argos sont plus joignables lorsqu'elles sont immergées : sont par ailleurs dotées d'un mode alarme qui peut être enclenché accidentellement.

Deuxième type d'appareil : la balise de bord de PRB et dont Isabelle Autissier s'est servie, la balise

de détresse Sarsat-Cospas. Avec seulement 72 heures d'autonomie et une précision analogue à celle de la balise Argos, elle n'est mise en marche qu'en cas de naufrage. Elle présente l'avantage d'émettre sur une fréquence reçue par tous les avions, qu'ils soient civils ou militaires.

CEPENDANT, étant donné que la balise est chavirée dans l'un des endroits les plus isolés de la planète, une tentative de sauvetage aérien, cette fonction risque d'être pas utile. Enfin, Isabelle Autissier disposait à son bord d'un troisième type

de balise, l'Eureuil-Poitou-Charentes II. Cette balise est une fonction GPS (Global Positioning System). Utilisant les services d'une constellation de 24 satellites de l'armée américaine naviguant à 20 000 kilomètres d'altitude, étant, de ce fait, toujours à vue, n'importe quel point de la Terre, le GPS autorise un nombre illimité de localisations avec une précision de l'ordre de la centaine de mètres. Mais, pour une raison inconnue, Isabelle Autissier n'a pas déclenché cette balise qui permettrait de la suivre en direct.

Pierre Barthélémy, notre correspondant en Nouvelle-Zélande, Florence Changy

Cyclisme : nouvelle interpellation dans l'affaire de dopage au « pot belge »

LES GENDARMES de l'unité de recherche de Poitiers (Vienne), chargés de l'enquête sur l'affaire du « pot belge » (Le Monde du 2 décembre 1998) ont procédé à une nouvelle interpellation le 15 janvier, en région parisienne. Patrick Charron, un ancien VFR âgé de 51 ans, déjà condamné en novembre 1998 à deux années de prison par le tribunal correctionnel de Paris pour avoir découvert, le 14 novembre 1986, par la brigade des stupéfiants, de produits illicites lors de l'épreuve cycliste Six jours, deux semaines, omnispport Paris-Bercy, a été arrêté au domicile de sa mère, dans la Val-d'Oise, et présenté à un juge d'instruction de Poitiers, le 1^{er} février 1999, en vue de poursuites pour trafic de stupéfiants, violation de la loi sur le dopage, et incarcéré depuis lundi.

Patrick Charron nie les faits portés sur lui. Les gendarmes n'ont rien trouvé. Pas le moindre produit, pas le moindre indice susceptible de laisser croire à une consommation de drogue. Ni à son domicile ni chez sa mère, a affirmé son avocat, M^{re} Jean-Louis Pelleudier, au Monde.

CAHIER COMPTABLE

Pourant, selon une source proche du dossier, Patrick Charron soupçonné d'être un important fournisseur de « pot belge » - mixture d'amphétamines, de caféine, de cocaïne, d'héroïne et d'antidépresseurs (EPO). C'est auprès de lui que s'approvisionnaient Jacques Guillardou et Claude Deschamps, deux anciens dirigeants de clubs cyclistes de la région orléanaise, mis en examen dans le même affaire au mois d'octobre.

Les deux hommes avaient été incarcérés par le juge de Poitiers, après avoir été passés à la rampe. Relâchés à la fin du mois de décembre 1998, ils ont l'un et l'autre reconnu se livrer depuis plusieurs années au trafic du « pot belge », produit utilisé dans les milieux cyclistes amateurs et professionnels. C'est à leurs domiciles, à Paris et à Vendôme (Loir-et-Cher), que les gendarmes avaient mis la main sur 34 flacons contenant du « pot belge » - 6 chez Jacques Guillardou et 28 chez Claude Deschamps - et un cahier comptable tenu jour par jour par Claude Deschamps. Ce cahier serait un des éléments-clés de l'instruction puisqu'il contiendrait la liste complète des clients : Claude Deschamps.

L'arrestation de Patrick Charron relance l'enquête menée depuis maintenant neuf mois par les gendarmes de Poitiers. Ces derniers ont interrogé plusieurs dizaines de personnes, coureurs cyclistes, dirigeants, clubs, en fonctions ou retirés. Pourant, cette affaire est encore d'être bouclée. Selon un enquêteur, elle devrait conduire l'instruction au-delà des frontières de l'Hexagone, en direction de la Belgique ou de la Pologne notamment. Des pistes qui devraient être évoquées, jeudi 15 février, lors de son audition par le juge chargé du dossier.

Yves Rocard

la folie du voyage s'empare du Web et du Minitel

découvrez les CONTRE-ENCHÈRES du Groupe Degriftour

Dès le 18 février et pour quelques jours

www.degri.fr et 3615 BT

À L'INSU DE MON PLEIN GRÉ

www.guignols.cplus.fr

Le loup à la Bocuse

Les riches moments d'une riche recette

DRÔLE D'IDÉE, en pleine semaine, pour ne rien fêter, ni célébrer de particulier. Un moment d'arrêt qui délasserait du... ? Une expédition au cœur de... ? Qu'il désormais d'approcher ? ... un sujet de chronique ? ... aviserait. C'est une publicité, dans *Le Nouvel Observateur*, mettant en scène Paul Bocuse et Pierre Troisgros déguisés en méchants vieux voyous distingués promus marchands de vin, qui... fait penser à... ancienne affaire, nous en redonnant soudainement le goût. Un grand... poisson caparaonné de pâte et flanqué d'une sauce, d'une sauce... de quelle sauce ? On était la recette, dont on... vaguement qu'elle devait justement porter l'estampille du fameux Bocuse ? On la retrouve - parchemin grasé d'émulsion - roussi - flammes... - , puisque plus rien... qui touche à la gastronomie n'a le droit aujourd'hui de... peur, on appelle illico Collonges-au-Mont-d'Or, patelin... logent les étoiles du plus... gloires.

Le voilà au téléphone, Bocuse, tout naturel et agréable, racontant de bavardage. Mon temps entier à vous consacrer, cher monsieur, vous pensez : le début des années 50, le lancement de... par moi-même... Moi, l'élève de Fernand Point, l'abbé le patron de La Pyramide, à Vienne. Point, truculent, fantasque, impitoyable. Qualité des produits, cuisine exemplaire, sourcilieuse attention aux détails. Une école, un seigneur. Le tout-France de l'époque s'est énormément régalé... Mont sous l'embonpoint en 1955. Il composait une préparation un peu semblable à la mienne, mais avec... saumon, quand il y avait encore du saumon dans nos rivières. Je prends, moi, du loup - « Un certain problème, dit Jacques au Diable, fait qu'on... souvent le bar... » loup », de... populaire... Méditerranée, ce même s'il provient de l'Océan où il est abondant... », que j'agrémentais d'une farce, l'ensemble enrobé dans une



pâte feuilletée et servi avec une béarnaise tomate, dit... sauce Choron, d'un... mauvais cuisinier de la fin du XIX^e. Mes... adoré, ils... adoreront... longtemps. Content pour vous, comment bien s'y prendre pour ne pas trop le rater, poisson fabuleux ; mon manuscrit est-il le bon, pouvez-vous l'authentifier ?

Comme s'il y avait prescription, Bocuse allait nous livrer ses secrets jusqu'à l'arrêt. Ce qui... rare, chefs pêchant souvent par omission, oubliant, volontairement ou pas, le détail qui tue. Lui s'amusait à dire la vérité, rien que la vérité, toute la vérité. Ce qui n'était... vraiment... courageant. Réfugié à la page 34 de *l'Annuaire* de recettes - année 1978 -, on s'apercevait que nos premières expériences étaient erronées et que la vraie manière de s'y prendre nous entraînerait dans... difficultés sans fond. Petit à petit, cependant, le projet... reformulait, le pari baroque regagnait du terrain. Mais pour quelles raisons au juste ?

UNE MERVEILLE
La cuisine glorieuse du beurre avant tout et de la crème avant toute chose s'était... avec... d'égoutter à l'eau... à vapore remise en état de chauffe par Jacques... Qu'était-il besoin d'archéologue... ce Lascoux de la table, qui n'avait fait que rendre plus pansus... pensifs... sénateurs s'en-

travaient dans leur toge, le nez et les oreilles rosés aux filettes de julienne ? Vraiment... voir... doute. Pour voir ce à quoi nous avions définitivement échappé et constater, sur vingt ans, la remarquable descente aux enfers de ces outils à moulin selon les règles.

Il fallait pourtant ne pas tarder à s'y mettre. On commence par recruter les invités, tous bœcs fins et ravis de recevoir leur ordre de route pour le lendemain soir même - sept à tenir l'aventure - ; on passe les commandes. Un bar de deux kilos, homard de sept cents grammes, six coquilles Saint-Jacques, un filet de merlan. Prévoir quatre cent cinquante grammes de beurre, une dizaine d'œufs et un quart de litre de crème. Comme chez les riches.

Bocuse le dit : garder l'arête, retirer la peau et éviter de passer l'ail-mai - court-bouillon ; la cuisson n'en sera que plus diabolique à réussir. Présentation du poisson. Est-il d'élevage... de haute mer ? Trop tard pour se poser la question. Retirer les œufs, si cela n'a déjà été fait, saier, polver. La farce maintenant. A froid, tout doit être de froidure extrême, passer la chair crue du homard, le merlan et les noix de Saint-

Jacques à la moulinette fine ; sel, poivre, muscade et crème épaisse. A mon commandement, farcissez ! Pour la pâte, on l'a dit, elle doit être feuilletée. Feuilletée : en connaître le pétrissage, se reporter aux bons ouvrages, taper dans le rayon d'un supermarché ou prendre langue avec un pâtissier.

Jusqu'ici, tout se passe bien, mais il va bientôt être nécessaire de faire l'artiste et d'habiller de la tête au pied le poisson de pâte, en s'efforçant de donner à l'œuvre une forme acceptablement maritime. A l'inspiration de chacun. Le résultat repose sur un socle, toujours de feuilletée, et servira pour le partage. Une heure de cuisson, thermostat bloqué à 6. Astuce : piquer une aiguille d'acier dans le dos de la créature, la porter aux lèvres ; si elle est chaude, vite, pas de trahisons, tout le monde à table ! On décoque le bar et on lève les filets, tête de la bête à droite, ventrière contre soi, comme disent les experts.

Inutile de parler de la choron. Il faut plusieurs années pour ne plus la rater et plusieurs autres pour ne plus la rater. Mais ce soir-là, avec Paul Bocuse toujours en ligne, nous n'avions que peu de soud à nous faire. Nos invités sont rentrés chez eux défaits de bonbons, à la prochaine fête, chez amis, pour un échantillon de jeunes légumes juste pochés et condiment de citron juste confit au sel. Une merveille.

Jean-Pierre Quilès



Le cœur de palmier

Si nous usons souvent de ce vieux proverbe paysan qui dit que « tout est bon dans le cochon », il est un adage qui doit faire au moins autant florès sous les tropiques, c'est que « dans le palmier rien n'est à jeter ». Cet arbre de la famille des palmacées fournit en effet une brassée de produits alimentaires. Outre ses fruits, dattes ou noix de coco, on tire de sa sève un vin, et certaines variétés de palmiers donnent également de l'huile, de la farine fabriquée à partir de la pulpe, du sucre et même un beurre végétal. La France est enfin le premier importateur mondial du bourgeon de cette plante, celui que l'on trouve plus communément dans le commerce sous le nom de « cœur de palmier ». Les années 50, ce mets exotique était le plus... servi chaud, notamment avec une garniture dite « à la polonoise ». Les cœurs de palmier étaient ainsi recouverts de jaune d'œuf dur et de persil hachés. Au moment de servir, on arrosait le tout d'un beurre fondu et moussu, dans lequel on avait fait revenir un peu de mie de pain. Ce n'est que dans les années 60 que l'importation du produit

débuta réellement en France. Selon les statistiques douanières de 1997, ce sont plus de 10 millions de kilos de ce produit qui ont débarqué chez nous et désormais c'est quasi... froid, un saladier, qu'on le consomme ici. Au milieu des années 90, le Brésil était encore le premier pourvoyeur au monde de nos cœurs de palmier. S'il n'est plus aujourd'hui que le quatrième pays exportateur en France, c'est que, de l'avis de tous les spécialistes, les Brésiliens ont trop tiré sur la corde.

« Alors que le cœur de palmier n'est tendre que s'il est prélevé dans le bourgeon terminal de la plante, raconte Serge Janier, un... dans ce produit, les... coupent beaucoup plus... Résultat : sur un bocal avec huit cœurs de palmier, deux au moins risquent d'être trop durs. Il est... arme. » Faute de pouvoir faire confiance aux conserves en provenance de ce pays, les exportateurs se sont... Aujourd'hui le Costa Rica est devenu notre principale source d'approvisionnement, suivi par l'Équateur et le Guyana. Cette petite

plus prononcée qu'avec des cœurs issus de palmiers cultivés. Dans le cas de cette cueillette sauvage, ce sont des tribus amérindiennes qui portent dans la forêt couper à la machette les bourgeons de palmier sur une hauteur d'un mètre environ. La nuit venue, ils chargent sur leurs pirogues deux ou trois fagots de ces bourgeons et descendent jusqu'aux points de ralliement sur le fleuve, là où leurs cargaisons seront chargées à bord de bateaux plus gros pour se rendre jusqu'à l'usine. Épluché, tranché, puré, le cœur du bourgeon est ensuite stérilisé dans sa boîte. La température est soigneusement contrôlée, et si elle a été excessive, le consommateur s'en rendra compte aussitôt car le cœur de palmier vire au rose.

Philippe Crouzet

« Cœurs de palmiers sauvages Bréma : 10,50 F, (1,60 F) environ la boîte de 500 g.

BOUTEILLE

AOC muscat de beaumes-de-venise 1998

Domaine des Bernardins

Bien avant que le baron Le Roy, en 1945, ne donne ses lettres de noblesse au « nectar des dieux », une bouteille de 1898 témoigne de l'ancienneté de la production du muscat dans cette cave. Le cépage - muscat à petits grains, blanc et noir - fut ramené, dit-on, par les frères d'Agout, seigneurs de Beaumes, à leur retour de la 1^{re} croisade. Le muscat est un vin doux naturel, muté : après le foulage des raisins, le moût est séparé des lies et sa fermentation est interrompue par adjonction d'alcool « lorsqu'il atteint quelques degrés de douceur », précise le vigneron. Le mystère du muscat de cette région n'est pas dans sa robe ambrée, mais moelleuse et son rondeur, que son fruité et son incomparable fraîcheur. Encore faut-il que le terroir soit propice, sur le coteau du Ventoux au sol squelettique et molaire sablonneux, que les raisins soient cueillis, à la main, et la parfaite maturité. Il titre 14. Le muscat du domaine des Bernardins tient son originalité de vignes antiques et de rendements n'excédant pas 30 hectolitres à l'hectare. On pourra le boire jeune plus facilement, mais l'âge lui donne une robe cuivrée, une nuance à son éclat. Sur le roquefort et les bleus, avec le chocolat, ou plus simplement encore à l'apéritif, les 7 et 8, cette bouteille, supérieure à bien des liquoreux, offre un moment d'intense plaisir pour un prix raisonnable. AOC muscat de beaumes-de-venise Domaine des Bernardins 1998 : prix 55 F TTC la bouteille (8,38 F). * Cave Charbon, Route de Lafare 84190, Beaumes-de-Venise. Tél. : 04 90 03 54 75. Télécopie : 04 90 45 07 42

TOQUES EN POINTE

Bistrots

DIX VINGT

Voici un modeste bistrot où le choix des plats est de pair avec une cuisine saine et savoureuse à un prix imbattable. Qu'imaginer de plus délicat que l'accord du splendide quincy 1998 de Jacques Badier (115 F, 17,53 F) avec quelques... décortiqués un bien une raviole d'écrevisses à l'américaine ! La magie du volaille rôtie, gigot d'agneau en croque au sel ou bien la cuisine à la volaille rôtie, pomme de boudin, accompagnée du Terre de Solence 1997 (105 F, 16,01 F), un vin chaleureux et ensoleillé. L'accueil de la patronne, ajoute au plaisir de cette cuisine franche et cependant recherchée. Tarte Tatin et, seule petite ombre au tableau, un chocolat que l'on aimait succulente. Menu : 100 F (15,24 F). Imbattable ! * 57, rue Falgoutière, 75015 Paris. Tél. : 01-43-20-51-77. Fermé le dimanche.

CAFÉ MOSAC

Cette table, à l'ombre du Fouquet's, n'avait jamais réussi à s'imposer. Charles Kyrilacou, qui a repris l'établissement, réunit un chef capable d'imaginer une carte sur le thème du voyage. Son choix s'est porté sur Paul Pairet, né à Perpignan en 1964, formé chez Joël Robuchon et Joël Lamproy. On le trouve aussi au Méridien à Hongkong, puis à Sydney pendant deux ans, et plus récemment à Djakarta. De là à prétendre inventer une « cuisine du voyage », il n'y avait qu'un pas, vite - trop vite - franchi. La carte propose plusieurs plats aimables et fantasmatiques, comme les... en pot à la vapeur d'anis et leurs petites sauces, ou bien le saumon à la plancha à l'oseille et crème fouettée, mais aussi des préparations nettement robotisées et de moindre intérêt. Notons toutefois un délicieux dessert baptisé «... à l'orange ». Paul Dardot a su tirer parti d'un volume ingrat grâce à quelques... décoratives, éprouvées déjà au Zebra Square. Service un peu lent, mais très courtois. Menus : 115 F (27,44 F), 220 F (33,54 F) au déjeuner. À la carte, compter 300 F (45,73 F). Déjeuner anglais : 135 F (20,58 F). * 46, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 01-40-70-05-05. Tous les jours de 8 heures à minuit.

Brasserie

BLANC-MARINE

Bois foncé, mezzanines en forme de coursives, garde-corps solidement rivetés, le décor évoque la croisière sur quelque paquebot de ligne, amarré près de la place des Terres. Le poisson est en provenance du port le plus proche, Rungis. C'est à Jean-Pierre Barrie, qui a repris Pétrus en 1988, puis, en 1997, l'Unité, appelé Blanc-Marine, que revient le commandement. Blanc-Marine est le... de ce navire de haute mer. Son inspiration n'exclut ni le velouté de potiron aux... saint-jacques marinées au citron vert ni la petite friture d'éperlans sauce tartare, ou la rosace de sardines au jus de betterave et remoulade de fenouil. Menu de belle fraîcheur, préparations alléchantes, comme la barbe noire vi-gneronne en endives poêlées à l'orange ou l'œuf à la vapeur au citron confit. A noter aussi une carte de poissons du Léman, fêta, ombre chevalier, ... quelques vins de Savoie, ... château de ripaille. Formule au déjeuner : 135 F (20,58 F). À la carte, compter 250 F (38,11 F). * 235-237, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75017 Paris. Tél. : 01-44-09-06-06. Fermé mardi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 5°
TOUOUNE
Un décor exotique, une cuisine de la Provence... "Simple" des produits frais et raisonnables. JC Ribaut. Chef la cuisine : Christophe DARNEY. Menu 188 F au déjeuner en semaine. Menu 198 F le dimanche. 5, rue de Pontalba - Tél. 01.43.26.56.81

PARIS 6°
MAHARAJAH
"Un des restaurants les plus connus" (TELEPARAM) 72, bd Saint-Germain 5e 127 F - 189 F - C. 01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 5°
SUSAN'S PLACE
Tex-Mex (1er prix Européen du meilleur Chili Con Carne) 51, rue des Ecoles (côté St-Michel) 91.43.54.22.22 - See you 23h15

Renseignements publicités :
01.42.17.39.40 (Fax : 01.42.17.39.45)

PARIS 6°
Vagenende
Cuisine traditionnelle et du marché Service continu TJ de midi à 1h du matin 142, bd Saint-Germain - 01.43.26.46.38

PARIS 6°
La Chope d'Alsace
Repas d'affaires Menu 169 4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6° Rés : 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 h du matin Parking rue de l'École de Médecine

PARIS 6°
Yuganaj
Spécialités Indiennes "Yuganaj" propose, dans sa catégorie, l'un des plus hauts représentants de la cuisine indienne 14, rue Dauphine 01.43.26.44.51 - Fermé lundi

PARIS 7°
LES MINISTÈRES
Menu 175 F (prix) à la carte Nouveau : L'élégance de la Mer sur le toit de Paris 30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37 LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

PARIS 11°
LE JARDIN du CURÉ
Bénédictin qui bien y mange ! "Cuisine du marché à l'excellent rapport qualité/prix" Menu 80 F et 129 F. Fermé dimanche 46 L. Jacques Villabon 75018 - 01 43 42 78 22

PARIS 11°
Bistrot Paul Bert
"Charmant, réservé, vintage style..." Les plats sont simples, renouvelés pour accompagner une agréable carte de vins... 10, rue Paul Bert 52 PARIS 11° L'Eclair du Bistrot Haines et crêpes sur place où à emporter 83, rue Paul Bert 75011 - 01.42.20.19.27

PARIS 15°
LA BOUTIQUE
200 m d'altitude au 50° Nord (restaurant) dans un lieu de l'été à Paris (Paris 15°) 20, rue de la Montagne 75015 - 01 46 94 77 04

LES GRANDES MARCHÉS
Place de la Bastille Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité. Menu toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir. Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin. Tél. : 01 43 33 32 * 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

DISPARITIONS

Jacques Loew

Le premier prêtre-ouvrier

DU PRÊTRE-DOCKEUR sur quai à Marseille au prédicateur de Carême dans les appartements romains de Paul VI, l'itinerant du Père Jacques Loew - qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-dix ans (Le Monde du 16 février) - celui d'un spirituel qui aura marqué plusieurs générations de chrétiens.

Tuberculeux, le jeune du barreau de Nice repose en Suisse c'est en visitant la Vallée de l'abbaye de Fribourg, qu'il convertit. Il décide de rentrer chez les dominicains. « Je viens vous apporter avant la tendresse de Dieu », dit-il, en 1970, en commençant ses sermons de Carême devant le pape à un aéroport de cardinal. Des mots qui expriment l'originalité de son parcours hors normes dans l'Eglise, la famille bourgeoise, brillant et plein d'humour, c'est dans la condition ouvrière qu'il est en contact avec les milieux populaires de la Cabucelle, première paroisse marseillaise, ou d'Osasco, bidonville de São Paulo, que Jacques Loew a été béatifié de contemplation et d'évangélisation des masses. Très marqué par le Père Lebreton (Economie et humanisme), il est passionné par l'Incroissance et le milieu ouvrier. Journal d'une mission prolétarienne premier livre.

En 1941, ordonné prêtre depuis deux ans, Jacques Loew s'embauche comme dockeur à Marseille, où il restera quatorze ans. Premier prêtre-ouvrier de France, visité par Simone Weil et Karl Wolfy - le futur Jean Paul II - il subit de plein fouet la sanction romaine de 1954 visant cette nouvelle forme d'apostolat. La condamnation des

prêtres-ouvriers restera toute une blessure », dit-il, biographe Dominique Xardel. Homme de rigueur, Jacques Loew ne verra toutefois pas dans la « connivence » le marxisme ou la contestation permanente de l'institution. Au contraire, il crée la Mission ouvrière Pierre et Paul, qui deviendra une pépinière de prêtres engagés milieu populaire. En 1963, il prend pour la première fois la route du temps et à contre-temps, le théologien Yves Congar et René Voillaume, fondateur des frères de l'Evangile (spiritualité Charles de Foucauld), puis fonde l'Ecole de Fribourg. C'est là qu'il accueillera nombre de laïcs, de prêtres, de religieux, hommes et femmes, issus du pays. Son exigence et son chapelet valent nombre de « disciples » (une trentaine encore aujourd'hui en Amérique latine et en Afrique).

Jacques Loew d'abord un homme de prière. Dès 1963, il avait quitté l'ordre des dominicains. Mais après dix années dans les communautés monastiques de Tamié, de Chaux, d'Echourgnac en Dordogne - où il mourra dimanche 14 février - il réussira à synthétiser entre la contemplation de Dieu et l'immersion auprès des plus démunis, qui restera la marque de son œuvre. Grand Prix catholique de littérature en 1970, il écrit encore La Vie à l'écoute des grands priants ou Le Bonheur d'être homme (entretiens avec Dominique Xardel), toujours diffusés, y compris dans les pays de l'Est qu'il a également souvent parcourus.

Henri Tincq

■ JOHN EHRLICHMAN, ancien conseiller du président américain Richard Nixon, emprisonné dans les années 70 pendant dix-huit mois pour son implication dans le scandale du Watergate, est mort à son domicile d'Atlanta (Géorgie), dimanche 14 février, à l'âge de soixante-trois ans. Né le 11 mars 1925, distingué à plusieurs reprises pendant la seconde guerre mondiale, avocat de renom, John Ehrlichman avait été nommé en 1969 conseiller du président Nixon pour les affaires intérieures, côtés de Robert Haldeman, secrétaire général de la présidence. A la suite des pré-

mères révélations dans la presse sur le cambriolage des bureaux du Parti démocrate dans le bâtiment du Watergate à Washington le 17 juin 1972, il avait démissionné en avril 1973. Condamné en 1975 pour complot à la justice, John Ehrlichman a été emprisonné d'octobre 1976 à avril 1978 dans un pénitencier d'Arizona. Menacé de destitution, Richard Nixon démissionna le 2 août 1974. Son successeur, Gerald Ford, fit adopter par la suite une loi d'amnistie pour tous les délits qu'il avait pu commettre durant sa présidence.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 13 février sont publiés :

■ Dissolution : deux décrets portant dissolution des conseils municipaux des communes de Craonnelle (Aisne) et de Demacelle (Aude).

■ Le Pors : un décret fixant les conditions exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires du ministère de l'équipement, des transports et du loge-

ment (direction générale de l'aviation civile) dans des corps de fonctionnaires de catégorie B.

■ Préfektures : un arrêté déterminant la répartition des sièges des représentants du personnel au comité technique paritaire central des préfektures, à la suite des élections du 11 janvier. La répartition est la suivante : FO, 5 titulaires et 5 suppléants ; CFDT, 3 titulaires et 3 suppléants ; Sapap, 2 titulaires et 2 suppléants.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Stéphane Lucas DEVERGIES ont la joie d'annoncer la naissance de Elliot, le 6 février 1999.

Les familles Benarroja, Devergies, et Gourdi s'associent à leur joie.

« Je vous dans vos vœux vos sourires. » Kimiko

Nina Clémentine, le 31 janvier 1999, à 15 h 45, à Amiens.

Thierry RABATIER et Jean-Louis MANIAQUE.

59, rue d'Engoulvent, Amiens.

Avec ALAIN VOILLAUME, Camille, Thomas et Juliette DUPLEX, et Raymond LOCH ont la joie d'annoncer la naissance de Valentin.

Chez Sophie et Thibault BELLANGER, 43, avenue Ernest-Royer, 75014 Paris.

Anniversaires de naissance

17 février 1949.

Marie-Thérèse.

Pour votre anniversaire, je pense à vous et je vous souhaite ce qu'il y a de meilleur.

Le Breton buté.

Anniversaires

De Neuilly à Bourges, en passant par Saint-Brieuc, Alger et Cognac, sans oublier Eindhoven, Toronto, Bruxelles et Mexico, à celle qui est restée

la petite Marion d'Yffiniac, qui le temps n'a pas de prise.

Que ce 17 février 1999 soit à l'image de ces beaux jours passés et à venir.

Avec tout notre amour.

Saint-Valentin

Ton gros bébé de 21 ans : je t'aime !

De Sophie E. à Talibi K., unis à jamais de pres et de loin.

Bouda

I ♥ you. !!!

Tarik.

Tous les jours dans le Carnet du Monde = NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 9,45 € toute ligne suppl.

21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris

Reproduction interdite

Décès

M. Henri son épouse, François-Michel Gauthier, enfants, Marcel Nelson et Julien Gauthier, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Michelle GATHELIER, née FAHY,

15, cours Marigny, 93111 Vincennes.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

M. Hânz Vương Hân Lo, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean VUONG HUO LE,

survécu à Boulogne (Hauts-de-Seine), le 14 février 1999, à 11 h 30, à l'église Notre-Dame, Jean-Baptiste-Clément à Boulogne, l'oum réunit.

30, rue Nungesser-et-Coli, 92100 Boulogne.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

Le président du Comité international des sciences historiques (CISH), Ivan Bernin, François ont la tristesse de faire part du décès de

professeur GIEYSZTOR, président du Comité international des sciences historiques de 1980 à 1985, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences, ancien directeur de l'Institut de sciences.

DOMAINE DE LA GRACIEUSE cherche **AGENT INDEPENDANT** prêt à trouver des locataires à l'année pour notre Résidence.

Nous sommes un établissement privé pour personnes retraitées, avec unité de soins et service de sécurité.

Tout contrat est rémunéré.

Êtes-vous intéressé(e) ? N'hésitez pas à nous contacter pour plus amples renseignements.

Ch. des Vignes 14 CH - 1027 Lony-près-Morges Tél. : 4121/804 51 51 - Fax : 4121/802 15 77

EMPLOYÉ DE BUREAU Un emploi ? 3617 Fonctio Tous les concours de la fonction publique (HE 5,57 F/min)

PARAMÉDICAL Un emploi ? 3617 Fonctio Tous les concours de la fonction publique (HE 392399688 5,57 F/min).

Groupe connu sur le marché international des télécommunications recherche rapidement **2 COMMERCIAUX** Paris / RP - Temps partiel

Salaire plus prime et formation véritable

Réunions d'information les 22 et 23 février 1999 Voir avec photo, CV, CI et références précises

Contact : Guy BOBICHON au 01-53-93-78-02

J.F. rech. emploi secrétaire débutante, temps complet Bac pro. Notions Word, Excel.

J.F. 33 bilingue (angl. arabe), marketing, recherche poste.

rech. entreprise pour contrat de qualif. en alternance (formation GRH par Paris, 1 an,

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h

Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Marie-Angèle POMPEI, professeur honoraire, agrégée de l'Université, à Marseille, le 13

Conférences-débats

Enseignement lois de vie l'individu, le 25 février 1999, de 19 h 30 à 21 h 30.

Hôtel Prince-de-Galles, 33, avenue George-V, Paris-8. Thème : « Le temps du temps ? » Adulte : 250 F, jusqu'à 25 ans : 120 F.

01-42-71-68-19, e-mail : Fonda@wanadoo.fr

Nos abonnés et actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999

ARCHÉOLOGIE Une petite salle du Musée du Louvre accueille jusqu'au 28 juin les résultats des fouilles menées sous la place du Carrousel en 1989-1990. Les autres campagnes me-

nées à l'occasion du réaménagement du Grand Louvre devraient être présentées à raison d'une exposition tous les deux ans. ● L'EXPOSITION reste malheureusement elliptique pour le

grand public, qui risque de n'y voir que fragments épars, alors que le catalogue qui pourrait éclairer risque de le noyer sous une foule de détails scientifiques. Pourtant, l'histoire de ces

hectares de terrain contenue dans quelques vitrines évoquant des silos néolithiques, les torchis gallo-romains, les céramiques de Bernard Palissy et les tuileries qui donnèrent son

nom au Louvre de Catherine de Médicis. ● LES RESTES de la « maison des champs » d'un notable parisien sont particulièrement évocateurs de la vie au XIII^e siècle.

Lever de rideau pour les fouilles du Grand Louvre

Objet de vives polémiques entre chercheurs lorsqu'elles furent engagées, les campagnes de recherches archéologiques menées sous les différents chantiers du Musée montrent leurs premiers résultats. Et d'abord les plus récentes, celles du Carrousel

LES MURAILLES médiévales du Louvre ont l'un des points forts du parcours muséal. A l'impressionnante forteresse dégagee du Musée du Louvre, une petite salle accueille aujourd'hui les témoignages d'une autre campagne, celle de 1989-1990, du Musée du Louvre.

Le visiteur pressé risque de n'y voir que vaisselles en morceaux, bouteilles fracassées, fragments de sculptures ou de décors peints sur plâtre. Il n'est sans doute plus attiré par les animaux de faïence ou de terre cuite sortis des fours de Bernard Palissy : l'exposition est elliptique pour le grand public. L'amateur pourra se reporter au catalogue - *Les Jardins du Carrousel* - sous la direction de Paul Van Ossel. Mais là, il risque de perdre pied, noyé dans un déluge de plans, graphiques, coupes, tableaux, rassemblés d'abord à l'intention des chercheurs.

Pourtant cette présentation est une première. Geneviève Bresc-Bautier, conservatrice au département des sculptures, responsable de la manifestation, indique qu'elle entend montrer dans le résultat d'un chantier archéologique qui fut en son temps la plus vaste entreprise de

placé par Yves de Kisch, qui occupait les mêmes fonctions au Provençal-Côte d'Azur et enseignait à l'université Paris-I. A ce dernier, l'on confia la responsabilité de la cour Napoléon avec, comme maître d'œuvre, Pierre-Jean Trombetta, archéologue départemental des Yvelines, qui ne passait pas inaperçu dans la région fleurie.

DEUX MILLÉNAIRES SUR 25 000 M²

Entre les deux équipes, on ne se parlait pas. Sinon par lettres interposées, pour discuter les projets, pour les valider ou les invalider. C'est le cas de la campagne de 1989-1990, sous la direction de Paul Van Ossel, on décapait à la pelle et on poussait la brouette. Le premier état accusé de l'absence de l'archéologie au bulldozer. Les seconds ne s'intéressent qu'aux objets de la terre. On rejouait la querelle des anciens et des modernes.

En opposant caricaturalement le monumental au banal, le palais des rois à la maison du peuple, on prétendait départager l'archéologie de droite et de gauche. Pourtant, au dehors de toute rhétorique verbale, les méthodes pouvaient se justifier. Michel Fleury

Tête féminine en terre cuite (fin du XVIII^e) découverte dans les puits.

Ci-dessous : série de grenouilles en terre cuite glaciée trouvée dans une fontaine de la cour Napoléon, en terre cuite figurant un lapin, du fonds Bernard Palissy.

valent à un terrain beaucoup plus complexe, sur plusieurs centaines d'années.

Pins ambitieux, ils voulaient conquérir l'analyse des 25 000 m² du quartier sur près de deux millénaires avec une seule méthode, la fouille et de la terre. Parfois, le jargon cour Napoléon pouvait faire sourire : on n'y parlait pas de « mur », mais de « fait maçonné rectangulaire ». Les moyens financiers fournis par l'État étaient importants et, comme il fallait aller vite, les maîtres d'œuvre pouvaient se montrer exigeants. Deux personnes furent engagées : une jeune archéologue fut leur première armée. Les premiers ordinateurs apparurent même sur le terrain, une initiative rare à l'époque. Hélas, la gestion des hommes et des moyens n'était pas à la hauteur des ambitions scientifiques du duo. Yves de Kisch fut débauché, Pierre-Jean Trombetta le suivit et l'empêcha pas



cuper l'essentiel de la cour du Carrousel. Ce spécialiste de l'Antiquité tardive remplit son contrat en un temps relativement bref, une soixante-dix personnes et un budget serré - un peu plus de 20 millions de francs (3 millions d'euros environ). D'ailleurs arrivé, il n'eut pas le premier des recherches.

Ce point de capital dans les milieux archéologiques, on dit souvent qu'une fouille non publiée est une fouille morte. L'archéologie est une chaîne et quand la chaîne s'interrompt, il est difficile d'en renouveler les maillons. Indique un archéologue. On reproche donc aujourd'hui aux premières équipes du Louvre d'avoir encore rien publié. Les plus pessimistes disent que rien ne sera d'ailleurs le jour où que les objets exhumés achèveront de moisir dans un entrepôt.

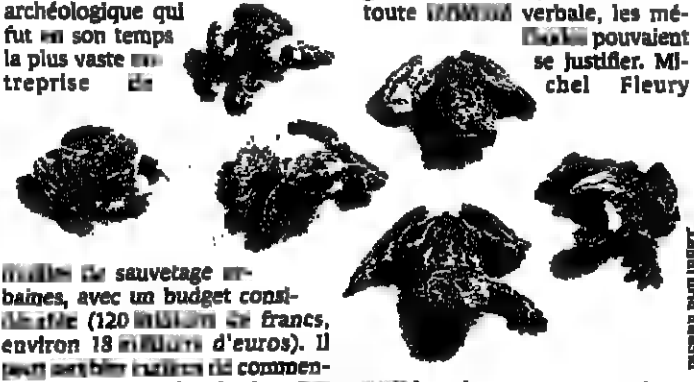
48 000 TROUVAILLES

Ces propos font bondir Paul Van Ossel. Solidarité professionnelle oblige, il se réfugie derrière S. S. Frère, un archéologue anglais, qui estime que « pour un mois de fouilles, il faut dix-sept mois pour préparer une publication ». Comme celles de la cour Napoléon duré plus de trois ans, on est loin du compte. Geneviève Bresc-Bautier est plus explicite. « Ces fouilles ont

constitué une première, indique-t-elle. Jamais n'avait entrepris un tel chantier archéologique au cœur d'une ville. Il était normal que l'entreprise s'accompagne d'un certain désordre et de quelques bavures. On peut regretter, par exemple, que les post-fouilles aient été insuffisantes. Mais il est faux de dire que le chantier n'a pas engendré de publications. Il a déjà fait l'objet d'une bibliographie fragmentaire, mais imposante. Une thèse sur l'atelier d'un alchimiste trouvé sur le site a été soutenue. Michel Fleury a organisé à Turin une grande exposition, il prépare activement la publication de recherches. D'autres vont suivre. Mais l'ampleur des trouvailles - 48 000 objets - est difficile à maîtriser rapidement. Bref, des difficultés qui jalonnent normalement la croissance d'une discipline.

Pour convaincre le public de l'intérêt des fouilles du Grand Louvre, cinq ou six expositions complémentaires devraient être organisées dans le même local exigu. La raison d'une telle exigence. Plus tard, un espace permanent installé à l'entrée du circuit médiéval. On ne peut que réclamer un effort de mise en scène. L'image de ce que Richard Peduzzi a réussi pour présenter l'histoire du vieux palais.

Continuons de Roux



travaux de sauvetage urbaines, avec un budget considérable (120 millions de francs, environ 18 millions d'euros). Il faut se battre contre la commune pour la fin de l'opération. Les travaux de Paul Van Ossel, sous la direction de Paul Van Ossel, ont duré dix-huit mois, de 1989 à 1990, devant achever l'entreprise commencée lorsque François Mitterrand, en 1983, avait l'intention de la pyramide du Louvre.

Une aubaine pour les archéologues : explorer près de 7 hectares dans un quartier de Paris, occupé sans interruption depuis l'époque médiévale. Mais le chantier double et cette double provoque, à l'origine, les premières polémiques. Celui de la cour Carrée fut attribué à Michel Fleury, président de la commission du Vieux-Paris, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et directeur des Antiquités historiques d'Ile-de-France. Ce « cadeau » permettait d'écarter le personnage haut et fort, revendiquant haut et fort ses opinions de droite, de son poste d'Ile-de-France. Il y fut nommé

pour explorer un monument si fou, si intéressant, connu - les vestiges du Louvre médiéval - et à évacuer des débris qui comblaient les fossés du XVI^e siècle. Lorsqu'il arriva au fond, le président de la commission du Vieux-Paris, d'ailleurs, lui aussi, la balayette, ne fut pas loin d'être négociable.

Yves de Kisch et Pierre-Jean Trombetta se trou-



Une maison des champs au XIII^e siècle

VERRA-T-ON un jour, au Louvre ou au Musée de Cluny, une fresque médiévale dans laquelle elle repose (en l'absence de son bon sens) ? Paul Van Ossel a eu la chance de tomber, au cours de ses fouilles, sur un décor peint, rarissime dans le Bassin parisien. Mais l'état des peintures, entre quelques fragments sont aujourd'hui exposés au Louvre, est problématique et hypothèse.

La maison où elle a été trouvée date du XIII^e siècle, vraisemblablement de sa seconde moitié : les « maisons des champs », au-delà de l'enceinte de Philippe-Auguste, ne furent multipliées à cette époque. À première vue, il n'en reste pas grand-chose. La maison rectangulaire et ses dépendances s'étendent jusqu'aux fondations, dès le siècle suivant.

Mais l'exploration des puits, des latrines et surtout de la cave a donné des résultats plus qu'intéressants. « Les murs extérieurs de la demeure, qui appartenait à un no-

table, étaient en pierre de taille, explique Paul Van Ossel, mais la plupart des débris étaient en plâtre. Au moment de la destruction, ils ont été jetés en vrac dans la cave, avec d'autres matériaux inutilisables, pour la combler. Or ces parois légères étaient presque toutes recouvertes d'un décor peint : des motifs géométriques ou figurés, très rares dans un édifice laïque au nord de la Loire. » L'exploration, avec précaution, ces fragments sont aujourd'hui au cours d'étude de montage.

CHEZ PIERRE DES ESSARDS

On a déjà pu identifier des motifs géométriques, des fonds de verdure, des motifs appartenant aux familles royales et des trèfles au trompe-l'œil. Sur deux éléments, on peut voir des personnages féminins sur un fond de végétation. Pourra-t-on un jour remonter les grands décors ? Selon Paul Van Ossel, il n'est pas en France de laboratoires spécialisés suffisamment équipés pour procé-

der à la remise en place de ce gigantesque puzzle. « C'est aussi une question de temps et d'argent », précise l'archéologue.

Tout qui a été découvert dans la maison ? L'ampleur, la superficie des corps de logis, la présence d'un escalier à vis de bonne dimension, le choix des matériaux, la qualité du décor, la proximité du Louvre royal, tout indique la qualité des propriétaires de l'édifice.

L'un d'entre eux fut certainement Pierre des Essards, beau-père d'Etienne Marcel, le marchand prévôt des marchands parisiens. Il a racheté la maison en 1316, quatre ans avant son anoblissement. Il vivait à l'époque des derniers Capétiens directs (Philippe le Bel et ses fils). Il mourut en peste en 1349, au début de la guerre de Cent Ans. Sa maison fut détruite une dizaine d'années plus tard.

E. de R.

Du néolithique à la Révolution française

LES FOUILLES DU CARROUSEL, sous la direction de Paul Van Ossel, du Louvre, du mercredi au lundi de 10 heures à 17 h 45, du lundi au mercredi jusqu'à 11 h 30. Tél : 01-47 77 11 11. Accessible avec le billet d'entrée au Louvre. Jusqu'au 28 juin. Catalogue : *Les Jardins du Carrousel*. La campagne de la ville : la formation d'un espace urbain, sous la direction de Paul Van Ossel. Documents d'archéologie française, éditions de la Maison des sciences de l'Homme/Paris, 388 pages, 110 F (44,27 €).

En quelques vitrines, on passe du néolithique à la Révolution française et d'une zone rurale à un espace urbain. La récolte de Paul Van Ossel, glanée sur les trois hectares du Carrousel, permet de mesurer cette transformation comme un accélérateur. Au départ, à moins de cent mètres des berges de la Seine, il y a une sorte de bourglet de terrain qui favorise l'occupation du sol, cultivé dès l'âge du bronze, où l'on a retrouvé des céréales et quelques sépultures. Plus tard, à l'époque de l'occupation romaine, un riche filon de fimon est exploité pour les murs et torchis de la villa gallo-romaine, sur la rive gauche.

Le reste de la zone est divisé en petites exploitations de cultures maraîchères, séparées par des fossés. Du VIII^e au XIII^e siècle, le terrain est pratiquement muet. Sans doute s'agit-il toujours d'une zone rurale, mais les techniques agricoles ont

changé et n'ont pas laissé de traces. La tourmente du Louvre, construite par Philippe Auguste au début du XIII^e siècle, à l'emplacement de l'actuelle cour Carrée, marquait la limite ouest de la ville. C'est dans cet espace que sont bâties les « maisons des champs », petits habitats périurbains. L'une d'elles a été explorée (lire ci-dessous). Elle n'a pas survécu à l'édification de la deuxième enceinte.

On connaissait mal l'enceinte de Charles V et elle a menagé les fouilles. Ce n'était pas une muraille droite comme celle de Philippe Auguste, dont certains fragments sont encore debout dans le paysage parisien. Il s'agit d'une levée de terre, surmontée d'un parapet de pierre peu élevé, et devancée d'un ou deux fossés en terre, prolongés par un glacis et une levée de terre.

LE DÉPÔT ET LE CHÂTEAU

Cette révolution dans l'art des fortifications prend en compte la naissance de l'artillerie. Au XVI^e siècle, sur une assez courte section, on a retrouvé l'emplacement d'un fossé et d'un escarpe en terre, contrescarpe, mis au jour lors de l'aménagement des galeries commerciales du Carrousel. Les faubourgs commencent alors à se lotir de manière dense. La présence du large fossé, qui n'est qu'un dépôt, a permis de retrouver une quantité d'éléments de la vie quotidienne : du cuir, du tissu, des céramiques, fragments de

statuettes et des vestiges d'objets qui traduisent la présence d'objets de la vie quotidienne.

Tres bien conservés, de nombreux fours de briques ont été retrouvés. Bernard Palissy utilisera l'un d'entre eux pour émailler ses faïences et ses plats émaillés, ainsi que tout un bestiaire, grenouilles, lapins, serpents, lézards... Rien n'apparaît tout un stock.

Ces tuileries donneront leur nom au château que Catherine de Médicis commande en 1563 à Philibert de l'Orme. Après la mort de l'architecte, les travaux furent poursuivis, sur des plans différents, jusque sous Louis XIV. Le projet de Philibert de l'Orme, précise Paul Van Ossel, n'était pas qu'il travers les plans d'Androuet du Cerceau. Ce dernier dessine un bâtiment à cinq cours, couvrant une très grande superficie. Les fouilles montrent un projet beaucoup plus modeste. L'exploration du casernement des gardes suisses incendié lors de la prise de la Bastille, le 10 août 1792. La violence du feu fut telle que l'on a retrouvé dans une zone adjacente certaines de bouteilles à moitié fondues. Menées de façon exemplaire, publiées dans un catalogue plus raisonnable, ces fouilles révèlent de la vie quotidienne sur une longue durée. L'environnement du petit coin de Paris est la grande histoire.

E. de R.

VOUS REGARDEZ
TROP
LA TELEVISION

www.guignols.cplus.fr

Lounis Aït Menguellet, compagnon des humains, au cœur de la Kabylie

« Inagan » (« Témoin ») est publiée sur l'insistance de l'entourage du chanteur, et c'est son public qui lui a donné son titre

DEPUIS 1966, Lounis Aït Menguellet a écrit 137 chansons. La dernière, *Inagan*, occupe 11 plages d'un CD de 54 minutes. « Pour éviter la lassitude, explique le poète kabyle, j'ai découpé en dix morceaux » dix ballades et complaintes bercées d'une douce intimité transparente, mais accrues par la rudesse des combats montagnards.

Né en Kabylie en 1950, Aït Menguellet a soulevé le public qui n'est pas synonyme de souci marchand. Il ne demeurait pas le plus grand. Des symboles le pouvaient, mais deux bonnets fin janvier au Zénith à Paris. Il y a aussi des gestes d'amitié déférente, respectueuse, recueillis à longueur de temps par un chanteur engagé, discret, qui n'a jamais cessé de défendre la démocratie, la langue tamazight et la culture kabyle.

Inagan est plongée dans l'œuvre d'un artiste que l'écrivain algérien Kateb Yacine définissait ainsi dans *Aït Menguellet chante* (édition bilingue, La Découverte/Awal) : « Il est aujourd'hui notre plus grand poète. Lorsqu'il chante, que ce soit en Algérie ou dans l'émigration, c'est lui qui rassemble le plus large public : des jeunes militants, des jeunes qui font peur, des forces de répression, ce qui lui a valu les provocations policières, les brimades, la prison. Il a droit

cœur, il touche, il bouleverse, il suscite l'indifférence ».

De ses premières chansons, *Cœur oppressé* (sur le mal-être), *Ma Trud* (« Si tu pleures », complainte amoureuse), composées en 1974 et immédiatement chantées à la radio algérienne, à *Raconte-moi une histoire*, qui date de 1997, *Inagan* est un jeu de piste dans les poèmes de l'auteur. « J'ai écrit d'un titre, explique Menguellet, j'ai construit des histoires. » Présentées en douzaines, les poèmes servent par la voix, le guitariste, le fils aîné, Djafar, tient les claviers, la flûte, la cornemuse.

ON A TIRÉ AU SORT

« J'avais conçu un parcours à mon usage personnel. Mon entourage m'a insisté pour qu'il soit publié. Je ne savais pas comment l'appeler. J'ai demandé à un public qui a écrit, proposant des titres. Un a fait un titre, un autre un autre. On a tiré au sort. En France, la communauté kabyle a le sentiment d'exister à part entière. Ici, *Inagan* a surgi ; un mot qui signifie « Témoin ». En Algérie, le hasard a désigné *Tirgwa*, « Canaux d'irrigation ». Deux titres, il n'y a pas de terme plus juste.

Aït Menguellet est un militant, il est un conteur ouvrant l'esprit par parabole. *Raconte-moi une histoire*, chanson écrite en 1997, met en scène « un tordionnaire qui tue sur

ordre » et demande pourquoi. Un jour, il prend subitement conscience qu'il a tué. En rentrant à la maison, il demande à une jeune femme lui raconter d'oublier, d'oublier d'enfance, puis il lui dit tout.

Père de six enfants, Lounis Aït Menguellet n'a jamais quitté l'Algérie. Il a donné son dernier gala en 1993, à Béjaïa (Bougie). « J'avais chanté dans un stade, pour 13 châteaux d'eau et 5 fontaines publiques. Les gens ont tenu lieu de participation populaire, l'État a mis le reste. » Aujourd'hui, poursuit Aït Menguellet, comment le public lui est impossible. « Je ne voudrais pas être responsable d'une catastrophe. En Kabylie, nous vivons dans une terrible situation d'insécurité, d'insécurité qu'à Alger. »

Inconditionnel de la langue de la culture berbère, commentateur de la guerre de libération nationale (*Amjahed*, « Le Combattant », complainte pour les fils disparus, continue de faire pleurer les générations de Kabyles), Aït Menguellet parle aujourd'hui de la « paix civile » que l'arabisation force.

« Tout est gelé, poursuit Aït Menguellet. L'État s'occupe plus du problème identitaire. Il pense d'abord à renforcer son pouvoir. Avant d'en revenir à la liberté d'as-



Lounis Aït Menguellet défend la démocratie et la culture kabyle.

sociation que nous avons obtenue à la fin des années 80, il faut régler le problème de l'Algérie : dissocier une région d'une autre. La chanson kabyle, relayée par la communauté de France, n'a jamais été aussi importante depuis sa naissance. Elle force au milieu des années 80. Aux représentants historiques (l'id) sont ajoutés des voix, telle celle, féminine et féministe, de Malika Chaouat.

LES QUERELLES DE CÔTÉ

En 1998, Matoub Lounès, chanteur militant de la Kabylie libre, était assassiné. Bouillant enfant terrible, volontiers provocateur, Matoub Lounès s'en était pris quelques mois auparavant au discours d'Aït Menguellet. « Il aimait la compétition », commente l'accol-

quement le poète. Mais les accusations politiques étaient faibles. Aït Menguellet ne voit pas de Matoub Lounès, hommage lui est rendu au Zénith à Paris. Aït Menguellet y est. Il était temps de mettre les querelles communautaires de côté. Je ne me suis pas plus sombré dans la démagogie post mortem. J'ai chanté, j'ai simplement cité un proverbe kabyle : « Je n'aime pas mon frère, mais je n'aime pas qu'on le frappe ».

Véronique Mortaigne

* *Inagan* : 1 CD Blue Silver 50709-2. *Kabylie : un coffret de 4 CD* (Blue Silver 511472). Distribué par Sony.

Le 3^e Festival de jazz à Mexico, comme un volcan endormi

MEXICO
de notre envoyé spécial
La place de Arts est récente, au Mexique, un lieu de peinture et de jazz. Il est à l'heure du soir : sur scène, le Cuarteto mexicano (jazz, tango, piano), avec le maître, et trois trépas émouvants (dont Pablo Salas, ténor, et Lud Molina, contrebassiste et charme). Le jazz fait un peu d'histoire : sans aller jusqu'à Elvin Jones, on peut tranquillement suivre le (bon) concert en tant de tête un percussionniste plus méchant, soulevant une musique qui ne demande que ça. La musique que se fantasme l'artiste.

On l'a constaté récemment, un peu partout : pas mal de jeunes musiciens sont discrets, mais, pour, mais de quel ? Le tableau de la place des Arts répond jusqu'au bout à un prototype universel. Intéressant. Le Cuarteto mexicano de jazz en 1974. Une centaine de musiciens l'ont joué. Ce samedi 6 février : un soprano aux indiens joue les invités (Remy Alvarez). Toutes les compositions sont de Tellez, titres minimalistes, l'esprit anthropologique (Monk, McCoy Tyner, Coltrane surtout), le de « jouer bien » est clair. Manquent l'agressivité hirsute, le consentement à perdre, l'affirma-

tion de soi sans l'absence du fond. Le bon jazz, de Tellez, émanation de son jazz, ouvre les portes des Arts, doublées, le vendredi pendant un mois, de « Jazz en el Blas », les concerts ont lieu l'après-midi. Les figures du jazz mexicain - il est né à Uruapan, dans l'état du Michoacán, en 1911 - dirige l'Orchestre de l'université veracruzienne de Xalapa depuis 1996 ; et se señores, on applaudit le saxophoniste impressionnant, le tremblement de terre du ténor : RRRodolfo « Popo » Sánchez !

À PAS FEUTRÉS

Justement, le jazz mexicain ne donne pas du tout dans ce genre de roulements de tambour. Il s'avance à pas feutrés, souffle en silence, reste vaguement clandestin. Les musiciens survivent à contre-cœur en animant les bars, les restaurants, les fêtes : le jazz, c'est pour les after hours, soi-disant. Ce n'est pas qu'ils soient paresseux. Depuis l'illustre Mario Montiel (pianiste) et sous la houlette du plus décidé d'entre eux, l'Argentin Aymes (bassiste), ils s'agitent. Mais les États-Unis sont trop proches, le jazz est débridé, les formes populaires, pour la danse ou la fête, très vivantes, le Mexique, contrairement à la République do-

minicaine, les musiciens français, à l'Argentine et ses extraterrestres (Lalo Schiffrin, Carlos Barbieri), à Porto Rico live de salsa, à l'Amérique latine, à Cuba, le Mexique ne peut pas se joindre et se joindre en laissant le jazz sur un strapontin. Mais les musiciens tentent de réagir. C'est le sens de leur projet. Il y a dans les rangs les fortes personnalités, Chilo Morán (trompette), Luis Zepeda, Héctor Manzanón (pianiste), Roberto Marchand (batterie) ; des voix surprenantes (l'acapulquense Paola Vanessa, Verónica Ituarte), ou de superbes guitaristes (Cristóbal López). C'est un musicien classique de catégorie, Jaime Márquez (guitare) qui a pris les choses en main pendant un mois, dans des lieux sympathiques, devant un public très mélangé, très sérieux, connaisseur. Et le soir, par hasard, on retrouve l'Argentin interprété par Alvarez (quartet, moyenne d'âge vingt-deux ans) au Matinee, restaurant à la mode. Le jazz à la tamponne sur fond de *In a sentimental mood*, c'est un style aussi : en cas, ça rajoute.

Francis Marmontier

* Mexique, tous les vendredis (auditorium Blas Galindo) et samedis (place de las Artes).

Aki Kaurismäki, première grande émotion

BERLIN
de notre envoyé spécial
Erreur de goût ou pénurie de films disponibles ? Les productions américaines présentées en compétition durant le premier week-end du Festival international du film de Berlin sont globalement décevantes. Une *True Thing* est un mélodrame bien-pensant à la gloire des foyers signés par Franklin ; *Breakfast of Champions*, d'Alan Rudolph, la dénonciation de l'aliénation moderne à travers le portrait d'un vendeur de voitures (Bruce Willis) d'une allure laideuse. Mieux vaut l'amusant *Shakespeare in Love* de John Milius (qui vise de truster les nominations aux Oscars), évocation d'un épisode imaginaire de la jeunesse de l'auteur d'*Indiana*.

Traîne manifestation de Dogma (cette doctrine de la simplicité édictée par Lars von Trier et quelques autres, déjà relayée en France dans *Les Infiltrés* et *Festen*), *Mifunes* de Sang du Danais (Kragh-Jacobsen) a été élu un mouvement de la culture. Le « dogme » entend exclure dans les arts de mise en scène, l'utilisation dramatique de la musique ou les éclairages artificiels, mais apparaît plus comme un moyen de promotion des films des jeunes auteurs danois, que comme éthique de la mise en scène. Le scénario synthétise des éléments du peur de l'idiotie et le psychodrame familial de la présence dans les précédents films, mais sans la morale conduite autour d'un précepte simple (ne jamais avoir honte de ses parents). Dans *Un spécialiste*, Romy Brauman et Eyal Sivan ont en 2 heures les 24 heures d'enregistrement vidéo du procès d'Adolf Eich-

mann, un des concepteurs de la « solution finale », qui organise les transports des déportés vers les camps de la mort. Le document est de la personnalité de l'accusé, petit fonctionnaire de la mise à mort. Les auteurs ont procédé à des images sur l'image elle-même, montrant des reflets sur la cage de verre enfermant le condamné, recadrages, chevauchements, déplacements de l'image et du son. Vainement de rendre séduisantes les austères audiences du procès ? Sur-moi artistique incongru ? Ce tripatouillage décriable à terme toute la filmée. Romy Brauman et Eyal Sivan cherchent à appuyer sur le livre d'Hanna Arendt - *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal* - mais l'improbable inspirée par les audiences, mais laisse dans l'ombre les nombreuses questions, notamment le rôle ambigu des conseils juifs, ou l'intérêt que portait le pouvoir israélien au procès.

Au Forum, l'on vit enfin des œuvres passionnantes. *The Longest Summer*, du cinéaste hongkongais Fruit Chan, manque d'homogénéité, mais les images de scènes démo-bilités peu de temps avant la rétrocession de Hongkong à la Chine populaire, et qui tentent de commettre un hold-up, sont pourtant un auteur hyperdoué. Premier chef-d'œuvre du Festival : *Juha*, le nouveau film d'Aki Kaurismäki. Adapté d'un roman écrit en 1911 par un auteur finlandais, muet et noir et blanc, c'est d'abord un objet insolite, un cinéma des années 20, notamment celui de Murnau. On y voit une femme quitter un brave paysan marié, et, par un homme de la ville, elle est contrainte à la prostitution. Par une alchimie rare, entre inventivité plastique et humour, Kaurismäki atteint le cœur et l'émotion.

Jean-François Rauger

Epinal menace de fermer son école des beaux-arts

EPINAL
de notre correspondant
« Pas d'école, pas d'images ». Ce slogan, imprimé en noir et blanc, couvre les panneaux d'affichage de la ville d'Epinal. La centaine d'étudiants de l'école des beaux-arts d'Epinal entend ainsi protester contre l'annonce faite par le maire (RPR) de la ville, Michel Heinrich, la possible fermeture de l'école, « si l'État n'augmente pas significativement sa participation financière ».

Le bras armé engagé depuis l'automne par le ministère de la culture et de la communication a rendu public par le maire il y a quelques jours. Michel Heinrich estime qu'il « revient à l'État, et non à la commune, de financer le fonctionnement de cet établissement d'enseignement supérieur », et d'argumenter :

« Sur 101 étudiants, seulement 11 sont épinaliens. Or les frais de fonctionnement de l'école sont presque entièrement assumés par la commune. Cela représente 3,8 millions chaque année, dont 3,2 restent à la charge de la ville, soit environ 350 francs par foyer fiscal. »

ÉCOLE DISCRÉDITÉE

Les étudiants et les enseignants apprécient peu l'argument. Ils regrettent que la question soit abordée sous un angle « qui discrédite l'école dans la population ». Les premiers font remarquer qu'ils deviennent épinaliens durant leurs études, paient les impôts locaux, et injectent dans l'économie au moins dans l'école.

Sur le fond, le maire s'appuie sur

le rapport Imbert commandé par le ministère de la culture, qui semble recommander une répartition du financement en trois tiers assumés par l'État, les communes, et les autres collectivités locales. Mais il s'agit là que d'un rapport qui ne traite pas la réflexion du ministère sur les 60 écoles des beaux-arts, qui sont municipales.

Délogué des arts plastiques, Guy Ansellem n'entend pas donner à la mise en demeure du maire d'Epinal. « J'ai reçu M. Heinrich, lui ai indiqué qu'il n'était pas question pour le ministère d'augmenter sa participation pour permettre à la commune de se désengager. Le ministère a obtenu des crédits supplémentaires au bénéfice des écoles d'art, mais ces crédits ont été débouqués sous

forme de crédits déconcentrés au niveau du DRAC. Ces financements sont attribués selon certains critères, en particulier l'investissement et l'intérêt manifesté par les collectivités locales pour leur école. »

Il s'agit aussi de maintenir les liens qui parviennent à s'intégrer dans les réseaux, à travers des partenariats comme les régions ou le monde économique. En revanche, le représentant du ministère affirme « être prêt à aider la ville, à travailler avec elle sur un éventuel repositionnement de l'école ». Le maire entend d'abord trancher le financement : « Si nous devons nous résoudre à fermer l'école, nous le ferons à cœur, mais on ne pourra pas nous en faire la responsabilité. »

Christophe Dufour

Théâtre Rive Gauche
6, rue de la gaité 75014 Paris
Loc 01 43 35 32 31

Philippe Ayron
Je suis un saumon

Du mardi au samedi 21h, dimanche 15h.

« Philippe Ayron sublime l'art périlleux du spectacle à une voix. » LE FIGARO
« Talent et générosité. » L'HUMANITÉ
« Un moment rare. Marc Aurélius de l'art. » RADIO FRANCE VAUCLUSE
« Du grand art. » LA Marseillaise

Idylle à Oklahoma

Un film de Claude Duparfait
après Franz Kafka

Théâtre de Gennevilliers
Centr. Culturel National
Location : 03 26 26 26

Des musées britanniques parmi les victimes d'un escroc, lourdement condamné

UN ESCROC a été condamné, lundi 15 février, à six ans de prison à Londres pour avoir vendu près de 200 faux tableaux, dont certains d'Alberto Giacometti et de Marc Chagall. John Drewe, cinquante ans, aura réussi à duper des institutions de vente prestigieuses. Il travaillait en Grande-Bretagne avec un peintre sous, qui a été condamné à un an de prison.

Il lui demandait de peindre des toiles « à la manière de », puis les revendait comme authentiques. Il faisait passer pour un historien de l'art réputé. Il avait réussi à fabriquer des faux certificats, qu'il avait ensuite introduits dans les archives officielles de la Tate Gallery, le Musée d'art moderne de Londres, et du Victoria-and-Albert Museum.

did Hockney
opérateur de l'art

A
B
C

Des recherches formelles répétitives à la Maison de la photographie

Elle **marque** d'abord que l'image **est** une coquette/le passager d'un peintre d'un homme. Hockney aurait pris **un** format, puis **des** assemblages argutiques **en** noir et blanc de périmonaux (le tirage **en** couleurs, notamment **un** fameux **Grand Canyon**. Qu'un artiste émergent dans les années 60, **à** fordon la mouvance pop **et** réaliste **un** photographe **et** **un** normal. Warhol, mieux que personne, l'a explorée. Cher

Schlesinger (1972), à Londres.
■ principe ■ l'assemblée
retrouve dans tout ■ travail
ajoutant toujours plus d'images
jusqu'à cent vingt. Il faut écri-
luer ■ abandonnant la forme
24 x 36 pour le carré du Polaroid
plus adapté ■ mosaïques fon-
tales, qui gonflent ■ perspec-
tives, ■ la perception
■ accentuent le collage ■ poin-
te ■ grands portraits ven-
causés ■ l'année 1982 - Dav-
Graves, Patrick Procktor, B-
Brand et sa femme - sont les pi-
spectaculaires. Mais, la part clé-
■ dégage de recherches répé-
■ forme, la vision ■
couleur un emul profond, dou-
motifs représentés, dou-
chers à Hockney, ■ pas ■
de la ■ facette ■
duite

Ces photos parisiennes, on peut en découvrir un échantillon à la galerie Agathe Gaillard, noyées

nées parisiennes, versant noir et violent du Dol-
neau de la même époque, on se reportera au liv

À côté de quelques diamants s'accumulent au mur de la galerie d'autres images des années 50 : prises cette fois à Amsterdam, et d'autres des années 70, dans un esprit libertaire, babe-cool : des autoportraits avec belles créatures, un couple faisant l'amour sans se soucier du photographe. Si les images des années 50 n'ont pas pris une ride, celles des années 70 sont décevantes, preuve supplémentaire d'une décennie maudite pour la photographie.

Michel Guerrin

Kafka. Audacieux par candeur, animé d'une perpétuelle vibration qui le tend vers les autres, il demeure porté en avant, soulevé par un espoir qu'aucune rebuffade ne fera retomber. Il monte au combat, inconscient des risques, yeux écarquillés de l'étonnement face au monde, certain qu'il est encore possible, qu'il y a toujours une porte prête à s'ouvrir au « Sésame » d'Amérique. L'espoir n'est nulle part plus vainable que dans un tunnel.

Jean-Louis Perrier

Heureux et insouciant. Sur l'image des deux sentiments inattendus s'arrête le douloureux des aventures de Karl Ross-mann (17 ans) dans *L'Amérique* (version Vialatier), roman « enchevê-tré » — mais l'est-il vraiment ? — de Kafka. Ici jeune homme, germano-phonie aussi, Praguois que l'auteur du *Procès*, ses parents après avoir été violé par la bonne, a progres-sivement dégringolé l'échelle so-ciale. Vagabond au mal de travail, de fraternité et d'abri, il choisit si-gnificativement le pseudonyme de Negro à l'autorité.

Au dernier chapitre, Karl-Negro pense avoir enfin trouvé une place, lorsqu'au- semblables, éclotés et miséreux toutes — il voit s'ouvrir au loin les portes du « théâtre d'Oklahoma ». Un théâtre « grand » qu'on n'en voit jamais la fin », et pour lequel

A
B
www

**A TCHAO
BONSOIR !**

www.guignols.cplus.fr



David Graves Pembroke Studios London, mardi 27 avril
1982. Polaroid couleur, collage. 131,4 x 66,7

PARIS

Ecchymose
Jean-René Lemoine a **adapté** en
1987 **l'Œde à Prix de la Critique** pour
la **première** fois **sur** scène après en
avoir dirigé une lecture au Petit
Odéon. Pour sa nouvelle pièce,
Ecchymose, il a souhaité
approfondir une technique de
répétitions à plusieurs étapes.
Avant d'être accueilli au Théâtre
de la **Tempête**, voici une
première version intime au Théâtre
de la **Ophélie**, Rodogune,
Juliette et Chimène
accompagnent **la** présence
solaire et sereine **le** deuil que
retraverse Zaire, partagée entre
les âges **et** les voix **de** deux
actrices : Nicole Dogué et Jenny
Alphé.

Théâtre national // **l'Odeon**
(petite salle), 1, place Paul-
Claude
Paris 6. **Œde**, 10 heures // mardi
samedi, 10 heures // le 17,
18 et 30. 01 44 41 27 février. Tél.
01-44-41-36-36. 30 F.

Orphéon
Le Théâtre du Radeau a construit
un lieu nommé, Le Campement
de la **Tempête**, rectangulaire où, en
automne dernier, à la Ferme de
Haut-Bois

Saint-Jacques-de-la-Lande
(Ile-et-Vilaine), François Tangy
mettait en scène un merveilleux
spectacle, **Orphéon (Le Monde**
8 novembre). L'atelier François
Tangy a d'abord un atelier

1^{re}. M^{re} Châtelet-Les Halles. Le 1^{er} 11 heures. Tél. : 01-44-76-62-00 30 F.

FORMS NOUVEAUX

A tout jamais,
une histoire de Candillon
d'Andy Tennant (France-Etats-Unis,
2 h 01).
Disparus
de Gilles Bourdos (France-Suisse, 1 h 50).
Le fils adoptif
d'Akhan Abdykalykov (France-Kirghizstan,
1 h 21).
Fin août, début septembre
d'Olivier Assayas (France, 1 h 52).
Fragments sur le mystère
de Christophe Otzenberger (France,
1 h 30).

Sous chapiteau ■ **qui d'Austerlitz** ■ ■ ■
13h ■ **Gare d'Austerlitz** ■ Le ■ ■ ■
■ heures. Tél. : 01-53-05-19-19. 90 F
140 F
Le Toucher de la hanche
de et avec Jacques Gamblin, ■ ■ ■ en scène
de Jean-Michel Isabell
Théâtre, place Jacques-Brel, 78500 Sartrouville, Le 16, à 21 heures. Tél. : 01-30-86-
77-77. De 60 F à 130 F
Alain Kremdad (piano)
Œuvres de Chopin, Scarlatti, Schumann, Scria-
gina, Brahms, Liszt et Mahler :
Théâtre de l'Église Saint-Louis, 35, quai de l'Ar-
che, Paris 8^e, M^o Pont-Marie. Le 16,
18 h 30 et 20 heures ■ Tél. : 01-46-33-46-50

— (Publicist.)

LES HUISSIERS

Michel Vinaver *Mais en route* **Alain Franconi**
Jusqu'au 28 février

Theatre National de la Colline - 01 49 95 82 02

Happiness (*)
de Todd Solondz (Etats-Unis, 2 h 14).
Ma meilleure ennemie
de Chris Columbus (Etats-Unis, 2 h 05).
Pattas
John L. et Andrew Stanton
(Etats-Unis, animé, 1 h 18)
La Père
de Majid Majidi (Iran, 1 h 36).
M
de Darren Aronofsky (Etats-Unis, 1 h 25).
Traité de grammaire
de Mario Martone (Italie, 1 h 50).

80 F. Jugué (né le 28 février)
Claire Brua (mezzo-soprano)
Daniel Lively (ténor)
Mélodios de Francis Poullanc
Orchestre nationale de France (site To
quai François-Mauriac, 91130
MP Quai-de-la-Gare, 91130 19 76 1
TEL : 01-53-79-59-59, 100 F.
Serge Schoenbrodt (orgue)
Œuvres de Sweelinck, Bach, Haydn, Cha
mont, Mozart et Beethoven, 45, rue Qui
Centre
Monnaie-Bruxelles, 45, rue Qui
cité, Paris 4, MP Rambuteau, Le 16,
20 h 30, TEL : 01-53-01-96-96. Concert p
cédée, à 18 h 30, d'une initiation à la fi
ture d'orgue par Guido Schumacher.
Delphine Bardin (gitaro)
Haydn : Sonate pour piano, Schubert :
prémices Chopin : Mazurkas op. 50 m
Nocturnes, Chabrier : Crânement, Ravel :

TROUVER SON FILM
Tous les films Paris et régions sur le Minist
3615-LEMONDE ■■ tél. : 08-36-68-03-
■■ F/min)

VERNISSAGES
Tal Coat, **Peinture du blanc**
Bibliothèque nationale de France-galerie
58, rue de Richelieu, Paris
Tél. : 01-53-79-59-59.
19 mai à 19 heures. Fermé lundi

16 février 80 2

Le Kiosque Théâtre : les places du j
vendues à moitié prix (+ 16 F de com
sion par place). Place de la Madeleine
parvis de la gare Montparnasse.

de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Les Chants de Maldoror

Théâtre Molière-Maison ■ ■ Po
150 rue Saint Martin, Paris 3^e. M^{me} Ra

teau. Du mardi au samedi, à 21 heures
dimanche, à ■ heures. TEL : 01-44-5
00 50 Est 80 F

L'Œuvre érotique
de Georges Bataille, avec Marc Zaim
744me Molière-Maison la

161, rue rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^{me} M. Bureau. Le 16, ■ 19 heures. Tél. : 01-53-00. 60 F et 80 F. Jusqu'au 28 février.

The Winter's Tale (en anglais)
de William Shakespeare, mise en scène
Frodo Baggins Theatre.

1

$\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \right) = \frac{1}{4}$

EN VUE

■ Les Chinois se sont précipités dans les mairies à la veille de l'année du Lapin, pour pouvoir encore se marier pendant l'année du Tigre, animal plus propice au bonheur conjugal, moins folâtre que le lapin.

■ Buckingham Palace scandalise les associations britanniques de défense des animaux, en reconnaissant qu'il « arrive en de très, très rares occasions » qu'on administre un sédatif léger à un cheval inexpérimenté, un peu impétueux et espégle, attelé au carrosse de la reine.

■ L'haléine qui contient une importante proportion de dioxyde de carbone facilite la pousse des végétaux. En bavardant fréquemment avec elles, on fait.

■ Britannique sur cinq, le prince Charles aide donc les plantes à grandir.

■ Les magistrats du tribunal supérieur de justice d'Andalousie, jugeant un appel, ont estimé, vendredi 12 février, que José Domingo Ruiz Florencio, employé licencié pour avoir injurié et voulu battre un client qui plaisait au suet de Curro Romero, dit « le Pharaon », doyen des matadors espagnols, dieu vivant des aficionados, « n'a pas été l'offenseur, mais l'offensé ».

■ Une entreprise de Barcelone met à la disposition des Espagnols des halles-siestas à 1 000 pesetas, locaux aménagés de fauteuils permettant la position semi-fœtale, maintenus à température douce, dans le silence et l'obscurité, pour un sommeil réparateur de vingt minutes après l'heure des repas.

■ Le cadavre d'une vieille dame gisait, probablement depuis trois jours, dans la baignoire d'un appartement à Madrid. La famille qui ne l'avait pas vu à l'enterrement de ses frères, après elle, la boudait.

■ Dieu a rappelé à lui, dans la nuit de dimanche à lundi, Père Roger, 87 ans, doyen de l'abbaye cistercienne de Tamié en Savoie, moine « optimiste et spirituel », chargé de l'accueil, agressé par derrière d'un coup de pelle à neige, en décembre, au sortir de l'office, par un retraitant « un peu dérangé », au dire de Frère Patrice, économiste de la communauté.

■ Dimanche 14 février, oubliant une promesse de lui apporter le petit déjeuner au lit pour la Saint-Valentin, un habitant d'Amsterdam provoque la fureur de sa petite amie, ses cris, ses hurlements. Il l'achève à coups de hachoir et de couteau de cuisine.

■ Il faut ajouter au bilan algérien 3 000 morts par an dus aux accidents de la route.

Colombani

Un nouveau quotidien au Pays basque espagnol

■ Gara ■ appartient à la mouvance nationaliste radicale et n'hésite pas à proposer en rubrique « Etranger » les nouvelles du reste de l'Espagne

IL S'APPELLE Gara (« Le Notre »), même si son surtitre annonce en euskera Herriko Egunkaria (« Nous »), le journal du Pays basque, ce nouveau quotidien, en kiosque voilà quelques jours à peine, donne une vision très spécifique d'un certain Pays basque : celle de la mouvance nationaliste radicale. Rien d'étonnant, puisque Gara est, en quelque sorte, le journal par décision judiciaire de 1998, lorsque le juge Baltasar Garçon - celui-là même qui a intenté les premières

poursuites contre l'ancien président chilien Augusto Pinochet - a conclu, après enquête, que le journal servait de « boîte à lettres » à l'organisation séparatiste basque ETA. Fermeture qui n'avait pas été sans susciter de vives polémiques et protestations, et qui avait été considérée, dans les milieux gouvernementaux de Madrid, comme l'un des plus rudes coups portés contre l'ETA, après le démantèlement de plusieurs de ses commandos et, surtout, de son infrastructure financière.

Dans les jours qui avaient suivi,



pour éviter que la voix radicale ne soit contrainte au silence, un journal un peu « improvisé » avait vu le jour : Euskadi Informatio. A présent, une petite équipe d'une soixantaine de personnes a pris le

relais, entre Saint-Sébastien et Bilbao, mais aussi, semble-t-il, Bayonne. France pour Gara, la sortie de ce nouveau journal. Sans plus ample et plus « radical » que son prédécesseur, il propose, sur une moyenne de soixante-cinq pages, avec une « une » aux couleurs multiples photographiques, une actualité complète, en euskera, mais parfois française.

Que peut-on y lire ? Informations éditoriales qui, en général, parlent en faveur de la « trêve unilatérale », décriée à l'étranger par l'ETA. La tout, bien

sûr, une lecture radicale. Des exemples ? L'invitation aux Kurdes en exil, par le Parlement de Vitoria, à se réunir dans ses locaux, a plongé Madrid dans la fureur. Gara défend cette initiative sur une explication : « similitudes toujours plus grandes entre les peuples basque et kurde ». Interrogeant un réfugié kurde et consacrant un article à la « politique de terreur menée par la Turquie ».

Il en est de même pour les cocktails Molotov lancés par des inconnus, en dépit de la trêve, contre les intérêts nationalistes, au Pays basque, comme il fut le cas ce week-end, où plusieurs locaux ont été attaqués et incendiés : Gara n'occulte rien. Au contraire, le journal parle en première page, mais explique aussitôt qu'il y a « d'autres formes de violence », sous-entendu celle de la pression de l'Etat espagnol, et un article « aux citoyens basques torturés ces vingt dernières années ».

Quant à la vision de ce que devrait être le Pays basque, elle s'inspire d'elle-même : l'Etat basque « volontariste » d'un Pays basque unifié, au moins ses bases, à très large puisqu'il englobe la Navarre (laquelle n'appartient pas aux trois provinces qui forment le Pays basque espagnol) : une bonne partie du Pays basque français. La politique espagnole est traitée quant à elle, à l'occasion, en pages « Etranger ».

Marc-Olivier Decamps

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon ■ Il n'est aujourd'hui de meilleure manière de faire l'impasse politique dans laquelle se trouve le projet de loi sur la parité, du fait du désaccord entre l'Assemblée et le Sénat, que de le laisser au suffrage d'un peuple réputé indivisible et néanmoins pour moitié composé d'hommes et pour moitié de femmes, deux modalités d'une même universalité. Si le premier ministre veut sincèrement la modernisation de notre vie politique, s'il n'entend pas faire ce projet de loi un simple outil tactique pour remporter le chef de l'Etat par porte-à-faux avec le Sénat et le Sénat par porte-à-faux avec l'opinion pour mieux mettre en œuvre ce dernier en accusation, il n'est pas la meilleure façon pour lui de démontrer la sincérité de son projet.

de demander un référendum sur le sujet. Si le président de la République est un authentique intellectuel, la modernisation de notre vie politique, s'il n'a pas enfourché le cheval de la parité par simple opportunisme tactique, la meilleure manière de démontrer l'authenticité de ses intentions serait de lancer un référendum.

FRANCE-INTER

Dominique Bromberger ■ Il a marché 100 kilomètres dans la neige, en n'ayant pour gants que pour chaussettes et des chiffons. Son compagnon de route est mort de froid pendant qu'ils se cachaient pour échapper aux patrouilles frontalières. Il a été vu par ses parents à un paysan qui vit dans un environnement si hostile que les habitants de l'endroit l'ont même quitté. Il a vingt ans et le visage tellement creusé par la souffrance qu'on lui

en cherchant le triple. Elle a quinze ans et elle est si fluette qu'elle n'en paraît pas plus de dix ans. Tous deux ont fui la famine et la terreur qui règnent dans leur pays, la Corée du Nord. Leur sort n'est étonnant ni grandiose. Il faut dire que les réfugiés les plus nombreux circulent sur le chemin qui se joue dans le pays le plus fermé de la planète. 300 000 à 500 000 personnes seraient en fait, dans millions de réfugiés, de faim et de mauvais traitements, en particulier dans les camps de travail forcé. Mais aucune organisation, aucun gouvernement n'est en mesure de confirmer ces chiffres.

LA CHUZE

Bruno Frappat ■ « Fonctionnaire ! » Parfois, c'est une insulte, souvent, c'est un rêve. Si un mot, en France, sert à être traité et son contraire, c'est bien celui-là. Le fonctionnaire est

capable dans le langage mental national, dans la culture et dans les débats, des idées les plus typées. Il est l'ennemi, un ennemi fort enviable. Les uns le jugent parasite, pouvant être odieux, en tout cas trop coûteux. Le fonctionnaire ne l'aime pas. Il voit des fonctionnaires partout, « planqués » et mutiles, pompant les finances de l'Etat et compliquant la vie des gens. En tout cas, il les utilise trop nombreux. Les autres, à l'inverse, méprisent chaque jour les insuffisances du service rendu aux citoyens et méprisent plus les policiers, plus les juges, plus d'enseignants, plus d'infirmières, plus le monde derrière les guichets.

La publication du rapport Roché sur le temps de travail effectif dans les services publics - hôpitaux, collectivités territoriales - a montré la normalité de cette querelle perpétuelle.

altern.org/defense

Il héberge des sites non marchands. Une décision de justice risque de l'obliger à fermer

VALENTIN LACAMBRE est un authentique pionnier de l'internet : dès 1994, il crée le premier service français d'hébergement de sites gratuits, baptisé Altern. Aujourd'hui, ses serveurs abritent plus de 30 000 sites de toutes sortes, sans abonnement ni publicité. Pour financer Altern, Lacambre a mis en place un service de gestion de noms de domaines, qui coûte à quelques centaines d'abonnés 100 francs par mois, frais réduits à minimum, car ses trois serveurs sont hébergés aux Etats-Unis, où la bande passante est moins chère : « Là-bas, ça coûte 20 000 F par mois, contre 150 000 F à 170 000 F en France ». Une fois les coûts de fonctionnement, il lui en revient 10 000 F par mois.

Ce système très efficace, qui permet à plus de 30 000 sites français non marchands d'exister, a peut-être disparu à cause d'une décision de justice. En mai 1998, Altern a été assigné par Estelle Halliday, car l'un des sites qu'il héberge affiche des photos à nu de l'ex-top model, déjà publiées dans



plusieurs magazines. M. Lacambre a condamné à une astreinte de 100 000 F par jour pour avoir refusé d'estimer la valeur de son site. « Ce qu'on exigeait de moi était impossible. Les propriétaires de sites peuvent modifier leurs pages à tout moment et je ne peux pas empêcher ça », dit-il.

donc faire appel. Le jugement est tombé le 12 février : Estelle Halliday a obtenu ce qu'elle souhaitait : trois publications judiciaires, à qui elle a coûté 75 000 F, 30 000 F de dommages et intérêts ; l'obligation de déposer 300 000 F sur un compte bloqué en

attendant le jugement au fond. On m'a attaqué et condamné comme si j'étais un riche éditeur, genre L'Espresso ou Voix.

M. Lacambre, ce jugement est une victoire directe pour tous les hébergeurs gratuits français : « Nous ne pouvons pas vérifier l'identité de nos utilisateurs que nous hébergeons. Ils nous paient, la justice n'a pas cherché à savoir qui est derrière, mais ils ont incriminé ». Il maintient pour l'instant l'accès à ses sites existants, mais, compte tenu des incertitudes juridiques, a décidé de ne plus accueillir de nouveaux sites. En faisant une rapide recherche, j'ai trouvé plus de 700 sites affichant les mêmes photos. Demain, un Français peut ouvrir un site sur Altern, chez un hébergeur américain, qui ne sera pas inquiété par la justice française.

M. Lacambre a ouvert un site de pétition en ligne, dans l'espoir d'obtenir le soutien d'internautes.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

DROITS D'AUTEUR

Le Parlement européen a voté une proposition de directive visant à harmoniser les droits de propriété intellectuelle de la communication, donc Internet, la législation sur les droits d'auteur. Une délégation d'artistes conduite par Nana Mouskouri et Jean-Michel Jarre s'était rendue à Strasbourg pour soutenir ce projet. Pour Jean-Loup Tournier, président de la Sacem, ce n'est qu'un premier pas. - (AFP).

PRESIDENT BRANCHÉ

Le président indonésien, Jusuf Habibie, a déclaré au cours d'une conférence de presse qu'il ne relevait fréquemment au milieu de la nuit pour surfer sur le Net et discuter en direct avec ses amis européens américains. - (AFP).

ACTIONNAIRES INQUIETS

L'accord tripartite entre le réseau de télévision USA Networks, le réseau de recherche Lycos et le service de Ticket Master, visant à créer sur Internet une super-plate-forme de commerce électronique, est remis en cause par les actionnaires de Lycos, préoccupés par la récente chute du cours de leurs actions. - (AR).

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILEGIÉ DU MONDE

Oui, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F
 au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

* Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement) : 360 F

Je joins mon règlement soit : ☐ 101 MQ 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 960 F
3 mois	598 F	790 F

* Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

* Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension temporaire un numéro exclusif : 03 022 021 10 (24h/24h).

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service abonnements, avenue du Général-Leclerc 69466 Châtigny Cedex.

A l'Andra, avec notre gratitude

par Alain Rollat

CONTRAIREMENT au Père Noël, qui s'exhibe sur les toits, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a un goût prononcé pour l'humanitaire souterrain. Maniaque du petit geste qui tient l'amitié à huis clos, plus elle déploie sa philanthropie, moins elle veut qu'on le sache. Elle a donc une dépression depuis que France 2 a porté sur la place publique, dans « Argent public », un magazine « magazine de l'argent citoyen », le détail de ses largesses aux habitants du Bure. Elle ne voulait pas, par pudeur, que les autres communes de France jaloussent sa charmante bourgeoisie. La commune qui bénéficie de son affection et de son trébuchement depuis qu'elle a accepté d'accueillir en son sein le premier laboratoire d'enfouissement des déchets nucléaires. Elle ne voulait pas qu'on sache qu'elle l'avait royalement gratifiée. Il

s'agissait pourtant d'un édifiant reportage d'utilité publique sur la vertu des petits cadeaux qui entretiennent aussi les complicités intimes.

Il est rare, en effet, qu'un établissement public pratique la subvention spontanée, sans contrepartie, jusqu'à offrir 800 000 F à une commune pour la construction d'une école et d'une crèche, 125 000 F à une autre pour la réalisation de logements sociaux, 46 000 F à une troisième pour l'aménagement d'un square, 40 000 F à une quatrième pour la réfection d'un lavoir. Sans oublier le club cantonal de canoë-kayak, récipiendaire d'un don de 600 000 F après l'incendie accidentel de son local. Le paquet-cadeau de l'Andra le Bure et ses filiales représente, au total, déjà, une somme de 20 millions de francs. Honni soit qui mal y pense !

Selon France 2, la direction de l'Andra aurait refusé de s'engager à l'écran même essayée par un avocat interposé d'empêcher la diffusion de ce reportage sur son action caritative. Il y a sûrement un malentendu quelque part. Car, plus tard que le mois dernier, le gouvernement a prêté l'Andra à une commune pour la construction d'une école et d'une crèche, 125 000 F à une autre pour la réalisation de logements sociaux, 46 000 F à une troisième pour l'aménagement d'un square, 40 000 F à une quatrième pour la réfection d'un lavoir. Sans oublier le club cantonal de canoë-kayak, récipiendaire d'un don de 600 000 F après l'incendie accidentel de son local. Le paquet-cadeau de l'Andra le Bure et ses filiales représente, au total, déjà, une somme de 20 millions de francs. Honni soit qui mal y pense !

Sévèrement urnés !

par Pierre Georges

C'EST UNE PUB, bien sûr. C'est comme un jeu de piste aussi. Les « Guignols de l'Info » pour dix ans - sont-ils grands ces nains ! - sont offerts, ou fait offrir, une campagne de publicité dans *Le Monde*. Le journal ainsi pavé et comme qui dirait honoré, voyez caisse, quinze guignolades du plus bel effet. Quinze cadres noirs en faire-part de Mardi gras. Quinze phrases concises, célèbres, « onomatopéiques », souvent, vulgaires parfois, comme autant de pieds nez, rouge évidemment. Les pieds nez d'une institution à l'autre. Emission du soir cherche quotidien du soir pour carnaval. Et plus si affinités.

« Putain, dix ans ! » Cela sonne bien ! En « une » ! « Ah que ça va ! » - dans le monastère présumé des pisse-vinaigre des va-du-tragique. « Putain dix ans », la pub de la grande classe. Et déjà le vieil abonné du quotidien qui prépare sa matricule, chausse ses bétyes et, dans une grande fureur protestataire, « affreux affreux affreux » - se désabonne au plus vite. Incertain quelque temps comme il retourne sa tombe. Et déjà la réplique implacable, moqueuse, qui tombe de l'arbre à coucou : « Le Monsieur le demande ! »

« Putain, dix ans ! » En effet, ils ont dix ans ces Guignols. Et il se passe un jour ni un journal qu'on ne le verra et ne le lise. Que d'encres ! La vie, les crimes des Guignols à travers les âges. Ou, pour faire l'autodérision, très *Monde*, « Les Guignols à la recherche des chemins ». Que d'encres ! Des fûts et des tonnes. Des tonnes et des tonnes. En hausse, en baisse, les gail-

lards ? Des aussi, de la plus extrême démocratie. Sur le thème « l'influence Guignols sur la vie politique française et le sort des urnes ».

Sévèrement urnés en somme ! Ou « Sévèrement brûnés ». Là, fait vraiment chic, une par- rille analyse dans une page consacrée à la parité ! Et il est très élégant aussi, dans une page Bourse, pavé et, évidemment, gaillard : « Le marché bien, le marché est en forme, le marché emmerde ».

« Ah que coucou ! » Les Guignols de l'Info désormais partout chez eux. Au *Monde* comme dans le *Monde* de récréation, dans le *Monde* comme dans les titres, dans les dîners de ville comme dans les dîners de campagne, poulet à la best of. Ils sont très forts. La preuve, la campagne de pub totalement franco-française. Totalement incompréhensible à qui n'a pas suivi régulièrement le soir. C'est une campagne publicitaire à quinze bougies ou plutôt de quinze phrases tombées dans le domaine et le parlé public.

Le style, c'est le Guignols. Pour dire s'ils existent, ils se sont offerts le luxe de faire une campagne non de marionnettes, mais de trouvailles verbales, de verbatims anonyme et cependant transparent. C'est un privilège rare que d'être aussi lucide. C'est la signature Internet, sur ses onomatopées et autres. Le rire est ainsi, souvent le plus délectable crime, signé.

Voilà. Il n'est d'autre raison à cette indigne chronique-pub à une pub qui la reconnaissance du *Monde* toujours, de la *France* toujours, de l'indignation parfois. Et voilà...

La gestion chaotique du programme Leonardo illustre la crise de la Commission européenne

L'avenir bruxellois d'Edith Cresson, chargée de la formation, est en question

BRUXELLES
de notre envoyé spécial
La Commission (de Bruxelles) a décidé unilatéralement de suspendre les activités du Bureau d'assistance technique Leonardo à partir du 11 février. Le programme de formation professionnelle Leonardo (qui profite à dix-huit pays d'Europe) est géré par la société Agence, gère le programme Leonardo. L'opération s'est déroulée brutalement, les 75 salariés étant sans préavis une période de 10 mois en requête, ni indemnités. Or, un rapport d'audit a détecté « un nombre considérable d'infractions », surtout dans la gestion de l'opération. L'opération n'est guère contestée. La

meilleure preuve qu'une partie des salariés - sans doute environ 45 - devraient être réengagés au titre d'« auxiliaires de la Commission », laquelle assurera désormais la gestion directe du programme. Insatisfait de ce compromis boiteux, le personnel a cependant introduit, lundi 15 février, une action en référé devant le tribunal de première instance de Bruxelles.

Mme Cresson et son entourage seraient volontiers passés d'une telle publicité, laquelle participe au climat de plus en plus délétère qui règne au sein de la Commission, nourri d'accusations de népotisme et de fraudes. L'Uclaf, l'unité de coordination pour la lutte contre la fraude, vient de transmettre au juge belge Jean-Claude Van Espen quatre dossiers d'irrégularités liés à la gestion du programme Leonardo. Dans l'entourage de Mme Cresson, on persiste à défendre la thèse d'un « complot allemand » : l'Allemagne, qui a été la plus grande bénéficiaire de sa contribution au budget communautaire, ne

serait pas mécontente de souligner la gabegie qui entache la gestion de la Commission. La même source, on souligne que la présidence de l'exécutif communautaire, que chacun politiquement moribonde, a refusé une fuite avant pour tenter de redorer son blason, donnant l'impression qu'elle nettoie les écuries d'Augias, quitte à prendre le parti de ceux qui voient en Mme Cresson le bouc émissaire de multiples dysfonctionnements de la Commission européenne. Plusieurs journaux ont fait l'écho d'informations selon lesquelles une majorité de commissaires européens pourrait dégarer pour la Cour de justice européenne et exiger la démission de Mme Cresson. Dans l'entourage de Mme Cresson, on risque n'est plus pris à la légère : onze commissaires peuvent, théoriquement, demander que Mme Cresson démissionne de ses fonctions pour « faute grave ».

Laurent Mauduit

Le gouvernement renonce au projet de taxation du travail précaire

ALORS QUE le projet avait été annoncé à l'automne par la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, puis confirmé par le premier ministre, Lionel Jospin, le gouvernement ne songe plus à mettre en œuvre, au moins sous sa forme initialement prévue, une taxation du travail précaire. Si l'annonce n'en a pas été faite officiellement, c'est du moins que l'on confirme de bonne source. Le gouvernement songerait plutôt à inviter les branches professionnelles à ouvrir des négociations sur le sujet. Compte tenu du peu d'enthousiasme du patronat pour ce dispositif, celui-ci a donc peu de chances d'aboutir dans un proche avenir.

A la veille d'une convention sur l'entreprise, les 21 et 22 novembre 1998, organisée par le PS, le gouvernement avait compris qu'il n'entendait pas tenir la promesse qu'il avait faite à gauche de rétablir l'autorisation administrative de licenciement, mais il avait aussitôt annoncé qu'il instaurerait une taxation sur les entreprises qui abusent du travail précaire. Mme Aubry avait annoncé qu'elle songerait à faire payer une « contribution » à certaines entreprises, pour « rendre plus stricts les motifs de licenciement à l'intérieur des CDD » (*Le Monde* du

11 novembre 1998). Cette taxe devait frapper les entreprises dépassant, par exemple, le seuil de 10 % de leurs effectifs en CDD ou en intérimaires. Elle devait financer l'indemnisation des jeunes chômeurs.

Peu après, sur France-Info (*Le Monde* du 11 novembre 1998), le premier ministre avait justifié ce dispositif en expliquant que « recourir systématiquement à l'intérim, au travail précaire, ce n'est pas normal ». Il avait donc indiqué que le gouvernement pourrait mettre en œuvre un système « bonus-malus ». Il avait aussi fait comprendre aux entreprises qu'elles seraient en partie responsables du développement de l'exclusion. « Si l'on retrouve les hommes et les femmes dans la rue, avait-il observé, c'est que l'ensemble du salariat a été plus précaire ».

Mais comment instaurer un contrôle des entreprises abusant du travail précaire sans renforcer le rôle de l'inspection du travail - un rôle de regard similaire à celui induit par l'autorisation administrative de licenciement ? Le gouvernement n'a pas trouvé la réponse.

Laurent Mauduit

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : le groupe de communication Pathé a confirmé, lundi 15 février, un investissement de 100 millions de francs (15,24 millions d'euros) dans le club de football Olympique lyonnais (OL). Pathé acquiert 34 % de la participation, qui contrôle 66 % du capital de la société (société anonyme à objet sportif de l'OL).
■ La direction de l'Olympique de Marseille a présenté, lundi 15 février, au Toulouse Football Club (TFC) après les incidents survenus dimanche 14 février à Marseille, la réclamation entre les deux clubs de football (trois stadiaires blessés). Le TFC a accepté de déposer une plainte auprès du procureur de la République de Toulouse.
■ Francis Smerecki, entraîneur de l'En-Avant de Guingamp, a annoncé, lundi 15 février, son départ du club de football en raison des mauvais résultats. Il pourrait être remplacé par Guy Lacombe, ex-entraîneur de Toulouse.
■ L'entraîneur italien de l'Atletico Madrid, Arrigo Sacchi, contesté en raison des mauvais résultats du club espagnol, a démissionné, lundi 15 février, et mis un terme à sa carrière de technicien.

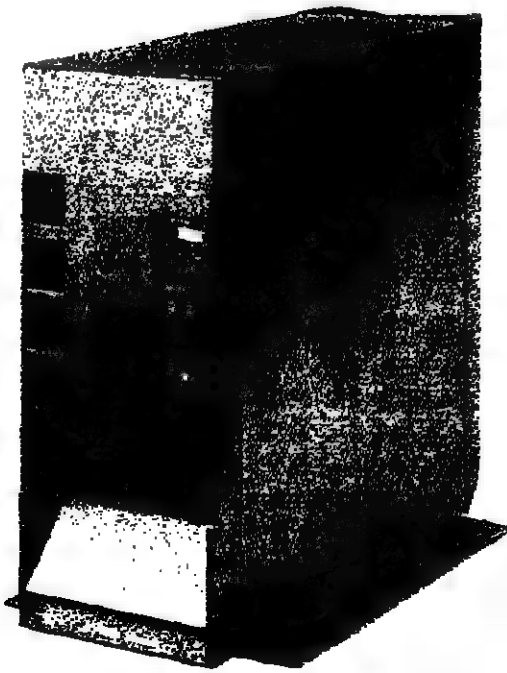
Tirage du *Monde* : 16 février 1999 : 506 231 exemplaires.

Installez votre AS/400 en mars 1999. Ne payez rien avant l'an 2000.

Installez votre AS/400 en mars 1999 et bénéficiez d'un crédit de paiement jusqu'en janvier 2000, suivi de 24 mois de location sans frais. Vous avez bien lu, cette offre sans précédent porte sur la nouvelle gamme AS/400e dont le rapport prix-performance est plus élevé que jamais. Février est dur que 11 jours, ne perdez pas une minute pour envoyer votre coupon-réponse. Vous pouvez aussi appeler le 0 801 TEL IBM (0 801 835 426) ou vous connecter sur Internet www.as400.ibm.com/france

@ e-business tools

Equipez-vous maintenant, payez plus tard. Beaucoup plus tard.



IBM

* Voir la page 124 du guide de l'AS/400. Cette offre porte sur la nouvelle gamme AS/400e annoncée en février 1999, ainsi que sur la gamme 770 (à partir de 1999) et certaines évolutions matérielles (voir conditions). Les conditions de location sont détaillées dans le prospectus de location IBM France. Cette offre n'est cumulable avec aucune autre. * Offre e-business.

Coupon-réponse à renvoyer avant le 28 février 1999 à IBM Direct BP 51 F-45802 St-Jean-de-Braye Cedex

Qui, je suis intéressé(e) par l'offre "Location An 2000 AS/400" d'IBM France Financement. Merci de me contacter.

Nom : _____ Fonction : _____ Société : _____

Prénom : _____

Tél. : _____ Fax : _____ e-mail : _____

Titre : _____

Statut de l'entreprise : _____ Déjà équipée d'un AS/400 : ☐ OUI ☐ NON

Vous souhaitez devenir un Partenaire Commercial IBM : ☐ OUI ☐ NON ☐ oui, ses coordonnées : _____

Si vous souhaitez devenir un Partenaire Commercial IBM, merci de nous adresser votre dossier de candidature à : IBM France Financement, BP 51, F-45802 St-Jean-de-Braye Cedex.

rogramme Leonard
mission européenne

Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MERcredi 17 février 1999

www.lemonde.fr/nvtechno

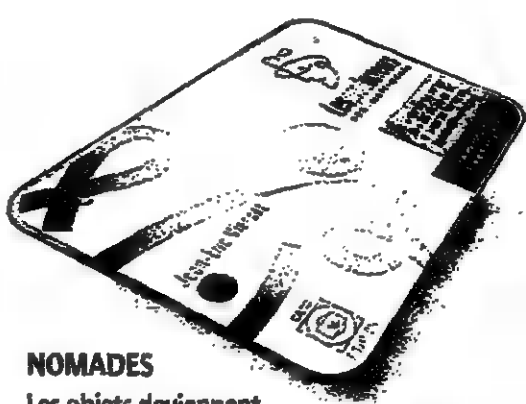


PORTRAIT
L'inventeur
du micro-ordinateur
est français.
Il se nomme
André Truong. P. IV



HOLOGRAMMES
Comment fabrique-t-on
ces objets virtuels en relief
et quel est leur avenir ? P. V

L'ORDINATEUR GRATUIT
Entretien avec le nouveau
président de la CML.
Le nouveau président de la CML
échange
des micro-ordinateurs
contre des données
personnelles. P. VI



NOMADES
Les objets deviennent
portables, les informations
immatérielles. L'homme
en contact permanent
avec le monde. P. III

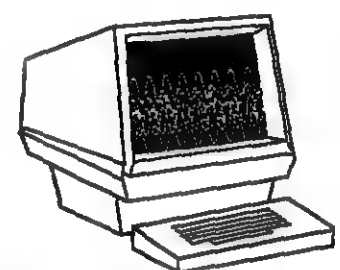


**PETITES
ANNONCES**
pages d'offres d'emplois.
P. VII à XIV

0 \$

Associations
et entreprises,
laboratoires
et ministères
se mobilisent
pour permettre
une meilleure
insertion
des handicapés
dans la société
grâce aux nouvelles
technologies

Autonomie restaurée par ordinateur



CERVEAU
Des scientifiques
cherchent à utiliser
les ondes cérébrales
pour communiquer
avec la machine
sans l'aide d'un clavier
ou d'une souris.
P. II

ROBOTISATION ou déshumanisation des tâches, fichage ou filage des individus... Plus elles font appel à l'informatique et au traitement des données, plus les nouvelles technologies ressemblent à de la quinquillerie pour Big Brother. On passe, en la matière, du paradigme au paradoxe quand ces mêmes technologies redonnent du sens à la vie, quand elles rendent le handicap sinon acceptable, du moins supportable. Il en va ainsi pour Vincent Marthouret. Myopathe, il vit paralysé dans sa chambre d'hôpital du centre médical de Bayères, dans la région lyonnaise. Seule échappatoire à son isolement, Internet. Il a créé son site Web et donne même des cours d'initiation à d'un logiciel de traitement des images par ordinateur à des élèves du Centre de ressources informatiques (Icom) à Lyon, créé par Handicap International en 1996. Tout, il l'aide d'une boule de commande, qu'il dirige avec sa langue. « Quand on l'a équipé, on pensait qu'il n'avait plus que deux mois à

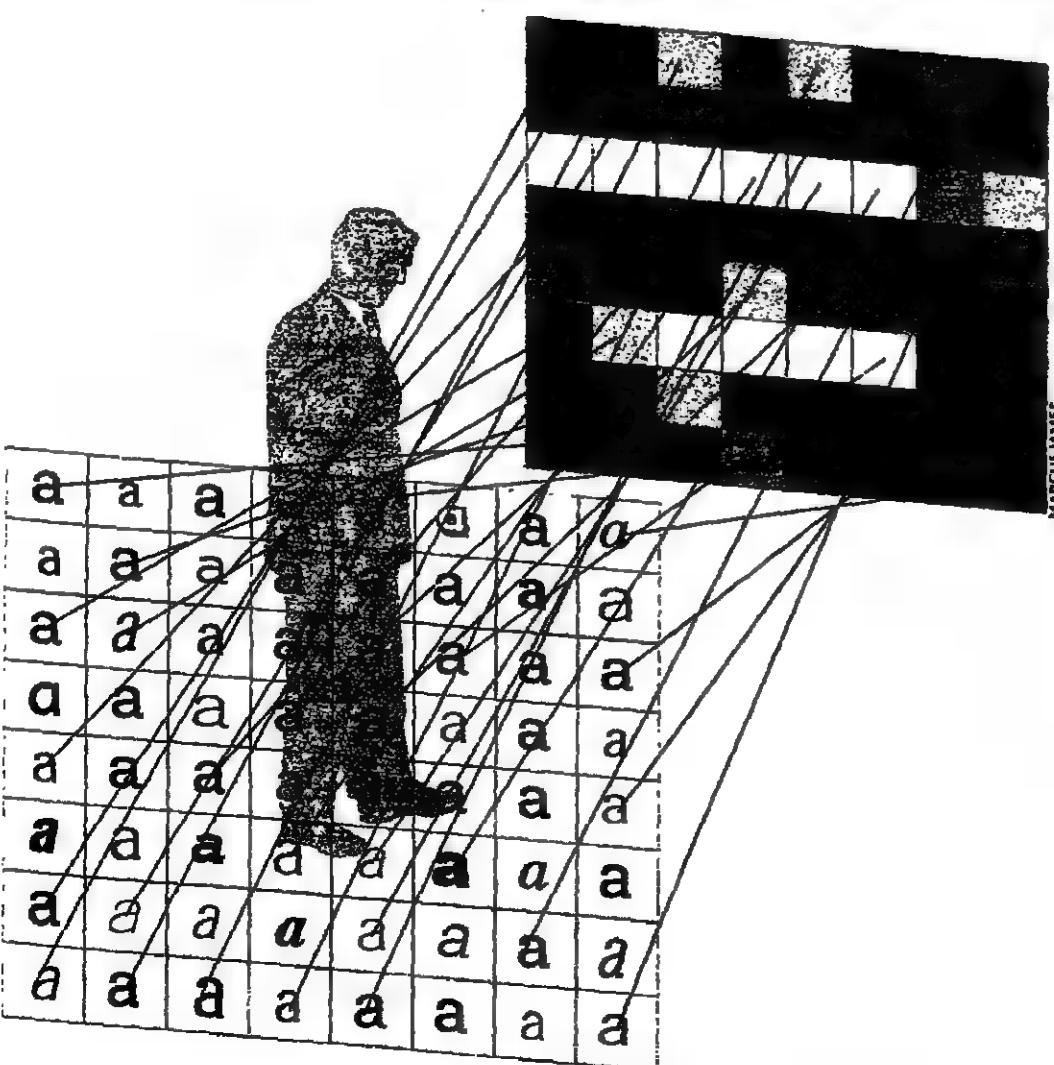
vivre. Ça fait maintenant trois ans, et il est toujours là », raconte Christophe Maréchal, responsable de l'Icom. Les nouvelles technologies représentent donc, pour les invalides, un indéniable progrès pour leur insertion.

Plus à cet effet, il y a d'ailleurs, c'est toute la chaîne qui se mobilise : associations, entreprises, laboratoires de recherche, ministères... Ainsi, l'Association pour les jeunes handicapés (Apajh) lance, pour la deuxième année consécutive, son appel à projets sur le thème « Nouvelles technologies et l'information et l'intégration sociale des jeunes handicapés ». Son but est de faire réfléchir tous les élèves, de la maternelle aux écoles d'ingénieurs, sur des innovations technologiques et trouver les financements pour les réaliser en 2000 (remise des dossiers le 30 avril). Thomson, quant à elle, organise chaque année un concours auprès de ses ingénieurs où ils trouvent des applications aux technologies développées par le groupe à même de faciliter la vie quotidienne des handicapés. Autre exemple : lors du dernier Mondial de l'Automobile, à Paris, l'un des administrateurs du constructeur italien Fiat a présenté son projet Autonomy, qui s'applique à toutes les filiales du groupe. L'idée : rendre les bus et les voitures accessibles à tous ; le (premier) résultat : un simulateur de conduite développé par Raymond-Poincaré, de Gardes appliqué à la conduite des handicapés moteurs.

Au département des sciences pour l'ingénieur du CNRS, évoque le risque encouru par les Français si ne parviennent pas à maîtriser les technologies médicales : « Avec une société vieillissante, le handicap devient un problème de plus en plus répandu. Si nous ne faisons pas un effort sur les technologies qui permettent de [le] réduire, nous allons payer très cher, non seulement pour les retraites, mais aussi pour tout le matériel et les traitements qu'il faudra importer. » Depuis 1992, le biomédical est un axe prioritaire dans ce département dont les recherches s'articulent essentiellement autour de l'imagerie et de la biomécanique. On voit de plus en plus de praticiens diriger des équipes de recherche mixtes comprenant des spécialistes des matériaux, de l'électronique ou de la mécanique des fluides.

A l'Institut de Gardes, des médecins, toutes disciplines confondues, se sont associés depuis dix ans pour mener à bien la réinsertion des handicapés. Ils leur proposent aujourd'hui

Allègement, maniabilité : les compétitions
handisports ont permis d'améliorer
l'appareillage des handicapés moteurs



Internet représente une formidable ouverture sur le monde pour ceux qui ne peuvent se déplacer ou avoir accès aux sources d'information traditionnelles. Les sites, malheureusement, les négligent souvent

AOL, un point de vue unique sur le monde

50 heures gratuites*

2 formules d'abonnement :
• 35 Francs pour 2 heures (10 jours)
• 65 Francs pour une connexion illimitée

Vous 5 adresses
Sélectrices pour
«continuer»
avec le monde entier

Un accès complet à tout Internet :
des programmes gratuits,
des événements en ligne
et, en plus, une sélection
des meilleurs sites

AOL

Simplifiez-vous Internet
AOL est un service de 24 heures

Demandez vite votre
carte de membre AOL
Tél. 01 20 20 20 20
ou Internet 800 456 789
sur Internet
http://www.aol.fr

*AOL est responsable de la mise à disposition gratuite pour la durée de la connexion d'un ordinateur et d'une ligne téléphonique.

DÉTENTEUR du record du monde du 200 m en fauteuil roulant (25" 76), le Français Claude Issorati a gagné plus de cinq secondes sur cette distance en 1998. La performance tient d'abord aux qualités intrinsèques de l'athlète : elle est également le résultat des innovations technologiques apportées aux fauteuils de compétition. Il y a une vingtaine d'années, les sportifs handicapés utilisaient des fauteuils roulants presque ordinaires. Aujourd'hui, conçus sur mesure, les fauteuils de course sont passés de quatre à trois roues (avec des roues arrière inclinées, des bâtons ou lenticulaires), et de plus de 20 kg à moins de 10 kg grâce à l'utilisation de matériaux toujours plus légers. Reste, selon Jean Minier, directeur technique de l'athlétisme handisport, à surmonter les problèmes qui posent dans les virages. C'est dans cette perspective que les ingénieurs de la direction des études de recherches d'EDF ont mis au point un nouveau fauteuil, qui a effectué ses premiers tours de piste aux Jeux paralympiques d'Atlanta. Tout d'abord modélisé en trois dimensions sur station de travail, le fauteuil a ensuite fait l'objet de tests en soufflerie afin d'améliorer son aérodynamisme. Les recherches sont concentrées sur la partie avant du fauteuil et ont abouti à la création d'une nouvelle fourche avant « cassée » en aluminium d'aviation ultraléger. Allant rigidité et flexibilité, celle-ci a permis des gains

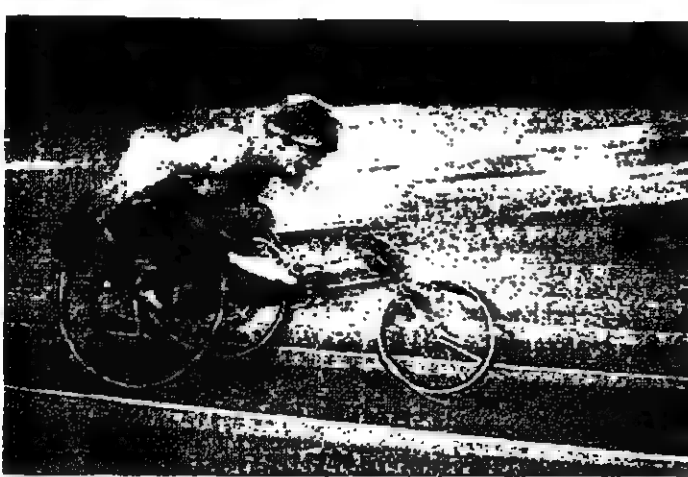
Handisport haute technologie

Les fauteuils roulants de compétition n'ont rien à voir avec les fauteuils classiques

substantiels en matière de maîtrise directionnelle et d'adhérence au sol, mais des incertitudes demeurent sur l'arrière du fauteuil où s'exerce l'essentiel des forces de propulsion. Pour lever ces derniers doutes, un banc d'essais offre, depuis peu, aux athlètes, la possibilité d'optimiser leur

positionnement sur le fauteuil. Relié à un micro-ordinateur, le banc reproduit les conditions de roulement et du décollage de la roue avant, cause de nombreuses chutes en compétition. Si les améliorations apportées aux fauteuils de compétition, compte tenu de leur coût élevé (environ 35 000 francs, 5 350 euros), ne sont pas transposables dans la vie courante, l'allègement et le gain de poids des fauteuils dits « classiques » résultent des innovations technologiques réalisées dans le domaine sportif.

S. M.



D.R.

Les prothèses de Big Blue

IBM France a créé un laboratoire dédié à la recherche, à l'élaboration et à la diffusion de matériel et de logiciels d'aide aux handicapés moteurs

LA PRÉOCCUPATION directement importée des États-Unis : IBM France s'attache à développer un matériel informatique permettant une meilleure intégration des handicapés. Outre-Atlantique, il est impossible de prétendre à l'obtention d'un quelconque marché public si l'on n'a pas un genre de préoccupations. Alors, à l'image de la maison mère, la branche française a mis en place, dans le cadre d'une politique interne baptisée « égalité des chances », un service d'information et de solutions pour personnes handicapées, le CISPH.

Dans une petite salle du siège de la Défense dans la banlieue parisienne, le laboratoire a aussi mis à disposition les produits qu'il a développés. La mission de ce centre consiste à proposer des solutions informatiques aux personnes handicapées pour qu'elles puissent travailler en entreprise. Jean-Jacques Quinery, directeur du CISPH, nous fait visiter les locaux. Il nous explique que ce centre a aussi beaucoup d'associations, de familles, d'organismes de formation ainsi que des gens du ministère de la Santé lors de réunions de démonstration. Avec un budget de 10 millions de francs (457 000 euros), le laboratoire a donc vocation à proposer des produits d'autres industriels qu'IBM : « Nous proposons par exemple une solution développée par Apple ou d'autres venant d'Apple. » Sur une table au milieu de la pièce, une collection de claviers

de souris attire le regard du visiteur. Des claviers multifonctionnels, certains coupés en deux, spécialement adaptés pour les personnes ne pouvant pas rapprocher leurs bras, d'autres au contraire réduits pour ceux dont la main n'autorise qu'une très faible amplitude. Un autre encore, distingué par sa forme incurvée qui permet d'atteindre toutes les touches d'une seule main. Autant d'outils construits par des sociétés partenaires d'IBM.

De notre côté, souligne Jean-Jacques Quinery, nous proposons diverses solutions. Nous sommes actuellement en train de développer un produit basé sur les logiciels à l'usage des personnes sourdes. Ce système, nommé Lipcom, permet de traduire en phonétique les paroles d'un interlocuteur et d'afficher cette traduction sur un écran. Il pourra être particulièrement utile dans le cadre d'une école. Nous avons aussi monté un partenariat avec le journal L'Alsace pour que, chaque jour, des personnes handicapées puissent recevoir via leur modem le journal sur leur ordinateur et l'écouter grâce à un logiciel de synthèse vocale.

Les logiciels d'IBM tournent : ViaVoice, Speech Viewer, ScreenReader, ce sont soit des produits spécialement développés pour les handicapés, soit des logiciels grand public qui sont aussi adaptés pour les personnes-là. De toutes les façons, nous sommes toujours l'obligation, quand nous développons un logiciel, de vérifier s'il est utile et accessible pour les handicapés. Exemple : ViaVoice, un logiciel de dictée et de commande vocale de l'ordinateur : il révèle précieux pour les handicapés moteurs qui peuvent ainsi accéder à toutes les fonctionnalités de la machine sans avoir besoin de clavier. Il peut aussi être couplé à des applications domotiques : servir d'outil dans la maison pour commander vocalement l'allumage des lampes ou d'appareils électriques.

G. F.

L'égalité des chances par l'informatique

LYON
de notre envoyée spéciale
Le visage d'Abdel s'éclaircit d'un large sourire, celui d'une franche satisfaction. « Pour la première fois j'ai senti le regard admiratif des gens quand je manipulais l'ordinateur, comme n'importe quelle personne. Certains demandaient même des conseils. » Ce jeune handicapé moteur n'est pas près d'oublier sa prestation au Mondial des métiers, qui s'est tenue à Lyon du 4 au 7 février, et où il a pu, avec dix autres de ses camarades, montrer son savoir-faire en matière de mise en œuvre de l'informatique. Alexandre, tétraplégique, qui faisait lui aussi partie du groupe, ajoute : « On a l'impression de pouvoir jouer à égalité. » C'est précisément pour l'égalité des chances dans la vie sociale et professionnelle que se crée le Centre de l'Informatique pour les handicapés (Cicom), dont Abdel et Alexandre sont membres depuis quelques années. Là, ils ont appris à se familiariser avec l'ordinateur. Créée en 1977 sur l'initiative de Handicap International, l'icim accueille régulièrement, dans le quartier Ger-

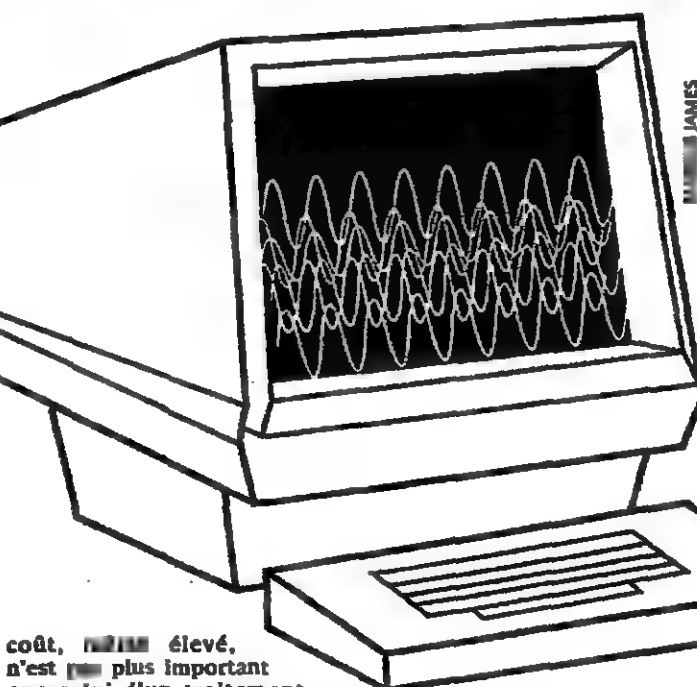
main, une centaine de handicapés ainsi que des personnes atteintes de maladies neuromusculaires. Plus que n'importe quel autre centre de formation, cette icim se veut un lieu de passage, de socialisation. « Pour nous, c'est une évidence, l'insertion passe par l'utilisation de l'informatique. Cet outil permet aux handicapés de devenir autonomes pour les valides et ainsi d'inverser le processus, explique Christophe Bordet, le directeur du centre. Finalement, dans le système d'appareillage qui a fait la notoriété de Handicap International : après les prothèses, le bambou cambodge, nous attaquons les prothèses technologiques. » La métaphore est bien choisie car, pour la majorité des adhérents, l'ordinateur est la pour pallier leur gêne. « L'écran remplace le cahier et la

L'utilisation d'Internet permet une meilleure socialisation des invalides

ris le stylo », résume Alexandrine Ubertino, responsable de la formation initiale, un programme spécifique aux jeunes. « En France, certains enfants n'arrivent pas à tenir un crayon ou sont d'office placés en enseignement spécialisé alors qu'ils pourraient parfois dans leur classe, et faire leurs exercices informatiques. » L'évolution technique telle que l'usage de la main n'est désormais plus une nécessité. N'im-

porte quel corps peut remplacer la pression du doigt sur la souris, comme en témoigne Ange-David Lalonde, l'ergothérapeute du centre : « Les contacts sont suffisamment au point pour permettre de commander un ordinateur par simple contraction musculaire ou par le souffle. » Et d'ajouter : « Pour un paralysé qui n'arrivait plus qu'à re-

porter légèrement le bas du visage, j'ai fabriqué un casque avec une languette sensitive sous le menton. Face à un clavier virtuel, il a pu communiquer. » Les exemples ne manquent pas. Ainsi cette petite fille dans l'incapacité de parler qui, depuis peu, écrit ses premiers mots grâce à un système de buzzer placé à proximité de sa tête, qu'elle parvient à coups. « Ses parents pensaient qu'elle était mentalement retardée. Ils ont soudain découvert qu'elle avait un quotient intellectuel de 130 », raconte, enthousiaste, Christophe Bordet. Et puis, il y a Patrick, dont l'histoire sonne, pour nombre des membres de l'association, comme un message d'espoir. À 38 ans, totalement paralysé par une myopathie, il est aujourd'hui pallié par l'hôpital de Rouen. Son lit, il le commande par une certaine autonomie. La bouche posée sur un trackball (boule) commande qui remplace la souris, il utilise aisément son ordinateur : « Après vingt ans d'hospitalisation, j'ai retrouvé une raison de vivre », plique-t-il, via Webcam dans sa chambre et sur laquelle il consulte quotidiennement le



« Internet est pour moi une fenêtre sur l'extérieur, un soutien moral. Je pourrais plus me passer. En fait, aux forums de discussions, je me suis enfin senti d'autres personnes que moi. Ça vient fausser les relations. Je ne me sens plus différent. Patrick a décidé un projet, de créer son propre site. Et c'est un peu de motivation qui se transmet. L'ensemble de l'équipe de l'icim. Tous ont l'impression d'être utiles et espèrent poursuivre d'ici peu l'expérience à Marseille. »

E. L.

A la force des neurones

Des implants devraient permettre au cerveau d'interagir avec un ordinateur sans clavier

PRIVÉ de la parole et complètement paralysé à la suite d'un accident vasculaire, le journaliste Jean-Dominique Bauby réussit à « dicter », avant de décéder en 1997, un livre, *Le Scaphandre et le Papillon*, en clignotant d'une paupière. Après les yeux, le cerveau pourrait bien être le nouveau lieu de communication et retrouver une partie de leurs mouvements. La piste suivie depuis plus d'un siècle par les chercheurs consiste à utiliser les ondes cérébrales pour communiquer avec l'ordinateur. Menée en particulier par Edward Taub, de l'université de l'Alabama à Birmingham (États-Unis), par Niels Birbaumer, de l'université de Tübingen, en Allemagne, cette expérience peut permettre à des personnes paralysées d'écrire un texte ou de répondre à un courrier électronique. Il y a deux ans, une première tentative avait permis à deux patients d'écrire un texte grâce à des électrodes implantées dans leur cerveau. La technique développée par Taub et Niels comporte moins de risques car les électrodes sont plus disposées dans le cerveau mais sur le dessus du crâne. Elles fonctionnent avec un appareil qui mesure l'intensité électrique des ondes émises par le cerveau. L'idée d'aider les patients à développer des capacités céré-

brales leur permettant d'interagir avec l'ordinateur. Cet entraînement vise à faire bouger de haut en bas un curseur sur l'écran. Une fois que le patient maîtrise le mouvement, il peut sélectionner les lettres de l'alphabet et composer un texte. Les récentes expériences ont montré qu'il fallait environ 100 secondes pour sélectionner une lettre. Pour faciliter le travail des patients, les scientifiques cherchent à développer des systèmes qui permettraient de faire apparaître des lettres sur l'écran dès que les premières lettres tapées. C'est au moyen d'électrodes qu'on permet aux parkinsoniens et aux autres malades souffrant de tremblements chroniques de retrouver une vie presque normale. L'opération se

pratique depuis une douzaine d'années à Grenoble, la direction du professeur Benabid, chercheur à l'Inserm. Elle consiste à placer des électrodes dans des zones particulières du cerveau. Reliées à un stimulateur de type pacemaker, elles permettent de supprimer les mouvements incontrôlés et la rigidité des muscles qui leur sont associés. C'est le contrôle permanent d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique que les neurochirurgiens et électrophysiologistes explorent depuis le début du siècle le cerveau du patient. Quand l'électrode trouve une cible, les neurones sont stimulés, l'expérience révèle concluante, les médecins placent à cet endroit une électrode fixe. Le stimulateur, placé dans l'omoplate, est programmable. On peut donc régler la fréquence en fonction du patient. L'appareil conçu pour fonctionner sept ans. Comparé aux interventions qui pratiquaient auparavant, où l'on détruisait au laser certaines zones des régions corticales, ce système présente l'avantage d'être réversible. Son

coût, élevé, n'est plus important que celui d'un traitement pharmacologique, qui peut avoir beaucoup d'effets secondaires sur l'organisme. Surtout, il est permis à certains malades de reprendre une activité professionnelle ou de conduire leur voiture. Pourtant, dans beaucoup de thérapies, on sait exactement ce que le système intervient. Les patients qui sont stimulés ne commandent pas directement les muscles. Ils mettent en jeu des processus complexes qui commandent elles-mêmes des mécanismes qui ne sont pas moins. Il s'agit par exemple de l'harmonie du mouvement, la compensation (le balancement des bras aide à garder l'équilibre quand nous marchons). L'un des axes de recherche suivis à Grenoble consiste donc à comprendre le mécanisme d'action dans son détail. On n'en imagine pas moins d'autres applications, comme le traitement de l'épilepsie.

G. F. et Co. M.

La Toile en pictogrammes

« **TECHNOLOGIES** handicap » était le thème de la troisième rencontre organisée par l'Union nationale des associations de parents et amis des personnes handicapées mentales (Unapei) le 3 février à la Maison de l'Unesco, où ont été rencontrés plus de quatre professionnels sociaux, médicaux, ainsi que des acteurs d'Internet. « Depuis quelques années, les efforts considérables ont été faits pour rendre l'informatique accessible par les personnes handicapées mentales : il y a eu le marché, les logiciels éducatifs, les logiciels spécialisés. Mais aujourd'hui Internet est le théâtre d'informations écrites relançant un processus d'exclusion contre lequel nous devons lutter depuis maintenant quinze ans », explique François Barissat, responsable de la mission nouvelles technologies à l'Unapei. Il a constaté, l'organisation, en collaboration avec trois associations - allemande, anglaise et portugaise -, participe depuis mai 1997 à l'élaboration du programme Aldict. Ce projet, initié par la Commission européenne, devrait permettre aux handicapés d'utiliser le courrier électronique et mieux se repérer sur Internet. « Nous travaillons à un système de pictogrammes qui soit capable non seulement de passer le langage écrit mais aussi de dessiner, mais aussi du code image utilisé en France à celui utilisé dans les pays participants », résume Geert Freyhoff, responsable de la mission. Ce nouveau système de communication devrait voir le jour en avril.

en braille

Trois questions à...

Julien Prunet, journaliste
France-Info, non-voyant

1 L'utilisation d'Internet pour un non-voyant est-elle un moyen de mieux s'intégrer dans l'univers professionnel ?
Oui, le d'avoir aux mêmes informations que les voyants nous permet de mieux nous intégrer. Dans le monde de l'entreprise, on demande plus plus handicapés même chose, les mêmes qualités de performance qu'aux valides. Encore faut-il aussi qu'ils puissent disposer des mêmes outils. Permettre aux aveugles d'employer Internet dans les mêmes conditions est donc une nécessité absolue.

2 Quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes confrontés le plus fréquemment ?
Dire que les sites Web sont à notre disposition est tout à fait simple et efficace si on a besoin d'aller un peu vite à son besoin. L'utilisation d'Internet est, en outre, soumise à l'accessibilité des sites. La difficulté principale consiste donc à contourner les sites graphiques, c'est-à-dire conçus selon le mode image et non en mode texte. Rien n'est plus frustrant que de se faire renvoyer d'un site que l'on ne peut même pas lire le titre d'une page écran d'un simple logo. La conséquence est une perte de temps et une frustration.

la forme des sites, c'est la perte de temps lorsqu'on navigue. Il faut savoir que les afficheurs braille ou les synthétiseurs de voix utiles fonctionnent lorsqu'on est en mode texte. En revanche, ils ne fonctionnent pas lorsqu'on est en mode image. Par conséquent, les sites graphiques sont inutilisables lorsqu'on surfe sur un site graphique.

3 Les créateurs de sites Web sont-ils suffisamment sensibilisés à la consultation des sites par les aveugles ?
Sincèrement, je ne le pense pas. D'ailleurs, les déficients visuels représentent un petit marché, et la stratégie des créateurs de sites Web est d'aller vers le plus grand nombre. On ne situe aujourd'hui dans une conjonction plus conviviale intuitive donc, allant davantage vers des solutions graphiques. C'est pourquoi les associations représentant les déficients visuels et aux constructions de matériels spécialisés de mobiliser pour faire évoluer les mentalités. Il n'est pas question de revenir à l'aspect graphique des sites. Mais des alternatives existent cependant. Par exemple, on faisant coexister deux versions, l'une graphique pour les voyants, l'une textuelle pour les non-voyants.

Propos recueillis par
Olivier Zilberstein



Aide-mémoire
Compact (107 x 54 mm) et léger (52 g).
L'enregistreur numérique Voice Tracer permet de dicter un message et d'envoyer un texte enregistré (un « voice-mail ») par le réseau de l'entreprise ou à n'importe quelle adresse e-mail. Il suffit d'enficher le Voice Tracer dans un lecteur PCMCIA interne (pour les ordinateurs portables) ou externe. Il est aussi possible de copier sur le Voice Tracer n'importe quel fichier comme sur une disquette. 1 049 francs (159,92 euros).
■ Philips : 01-26-26-26-26
■ www.speech.philips.com

PCMCIA interne (pour les ordinateurs portables) ou externe. Il est aussi possible de copier sur le Voice Tracer n'importe quel fichier comme sur une disquette. 1 049 francs (159,92 euros).
■ Philips : 01-26-26-26-26
■ www.speech.philips.com

Attentif
Pour les personnes voyageant fréquemment, Dragon a mis au point un système de reconnaissance vocale qui combine un enregistreur pesant moins de 115 g et un logiciel spécifique. Le Naturally Mobile enregistre sous la dictée un texte et des consignes de présentation. De retour au bureau, les données sont transférées sur un micro-ordinateur équipé du logiciel Naturally Speaking Mobile, qui a charge de transcrire les paroles enregistrées et d'exécuter les commandes nécessaires pour mettre le document. 2 490 F (379,60 euros).
■ Dragon : 01-86-10-62
■ www.naturalspeech.com

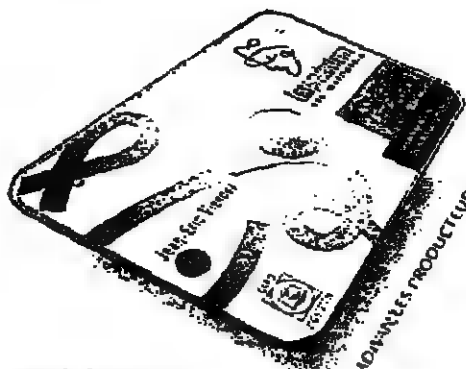
Méloclieux
Plug-In personnalisable sonnerie d'un téléphone portable en la remplaçant par une musique ou un message. La taille d'une pile d'allumettes, en forme de gilet, fixé par clip à la ceinture, cet objet accepte une micro-puce sonore qui fonctionne jusqu'à

Nomades

La panoplie du technophile en déplacement

Il est de portable. Il est décliné en 4 couleurs correspondant à 4 musiques préenregistrées. 149 francs (23,71 euros) avec puce 39 francs (5,95 euros) avec puce interchangeable. Un « voice-mail » (01-803-31-50-00) permet d'écouter et de commander des extraits musicaux ou d'enregistrer des messages.
■ Digipug : 03-22-66-11-22
■ www.digipug.com

Pliant
Véritable bureau ambulant, la valise transportable dépliée et s'installe sur les genoux sans glisser grâce à des rubans qui adhèrent aux vêtements. La plate-forme rigide maintient l'ordinateur bien à plat. Des poches, qui se rabattent sur chaque côté, contiennent les accessoires indispensables : téléphone portable compris, les protègent des chocs grâce à un tissu de Nylon renforcé et très résistant. 139,95 dollars (112,95 euros, 300 francs) environ 20 dollars (17,45 euros, 114,50 francs) de frais d'envoi.
■ Shaun Design Inc. : 00-4-734-662-2828 ou 1-800-451-1111 (numéro gratuit).
■ www.sjdesign.com/catalog.html



Multimédia
Sous la forme d'un CD-ROM miniature Mac/PC (86 x 56 mm), le Card conçu par Adivan remplace la traditionnelle carte de visite. Elle présente l'entreprise, un produit, un site Web, des services ou des événements. De promotion, de visite multimédia peut contenir de l'audio ou de la vidéo numérique, des animations interactives, une connexion Internet... Prix de base pour cartes : 26 francs (3,96 euros) l'unité sans production.
■ Adivan : 01-47-34-66-2828
■ www.lesprod.com

Econome
Petit boîtier malin, pesant 370 g, de forme carrée (14 x 14 cm), à brancher entre le téléphone et la prise murale, l'Aplo Phone permet de téléphoner en province et à l'étranger, pour le prix d'une communication au tarif local, en passant par Internet. En voyage, il permet d'être joint partout par qui composent directement le numéro de l'Aplo Phone. Ce boîtier fonctionne avec tous les fournisseurs de services Internet offrant un accès PPP standard. Un pack prêt à l'emploi proposé par Club-Internet. 1 franc (22,15 euros).
■ Aplo : 01-47-34-66-2828
■ www.aplo.com

Produits sélectionnés par
Agnès Batioulier

Le Web en braille

APPELONS cela, Joël de Rosnay, l'« ergonomiste intellectuelle ». Une notion un peu abstraite, certes. Mais c'est pourtant bien que le bêt bête, dès que l'on évoque l'accessibilité au Web pour les personnes mal ou non voyantes, thème d'une journée organisée par l'association BrailleNet et la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. L'occasion de souligner ce paradoxe : la technologie existe, est au point, en constante progression pour permettre aux aveugles de consulter le Web, et pourtant, elle devient chaque jour un peu moins abordable pour les handicapés visuels.

Rendre un site accessible

EN AMÉRIQUE du Nord, l'accès à l'information publique est un droit. Une législation contraignante conduit les fournisseurs de contenu à construire leurs sites selon les standards du WAI (Web Accessibility Initiative), structure fille du W3C (World Wide Web Consortium, groupe industriel international qui coordonne le développement du Web) dans le but de promouvoir l'accessibilité à l'outil (www.w3c.org/wai). Ces recommandations sont disponibles en français sur le site BrailleNet (www.brailenet.jussieu.fr). Ce sont des règles simples, qui ne modifient en rien l'apparence du site pour les voyants, simplifient la consultation des aveugles : intégrer un commentaire aux éléments visuels, traiter séparément la forme et le fond du document, créer des liens clairs et concis, éviter les tableaux, prévoir une transcription textuelle des informations vidéo, etc.

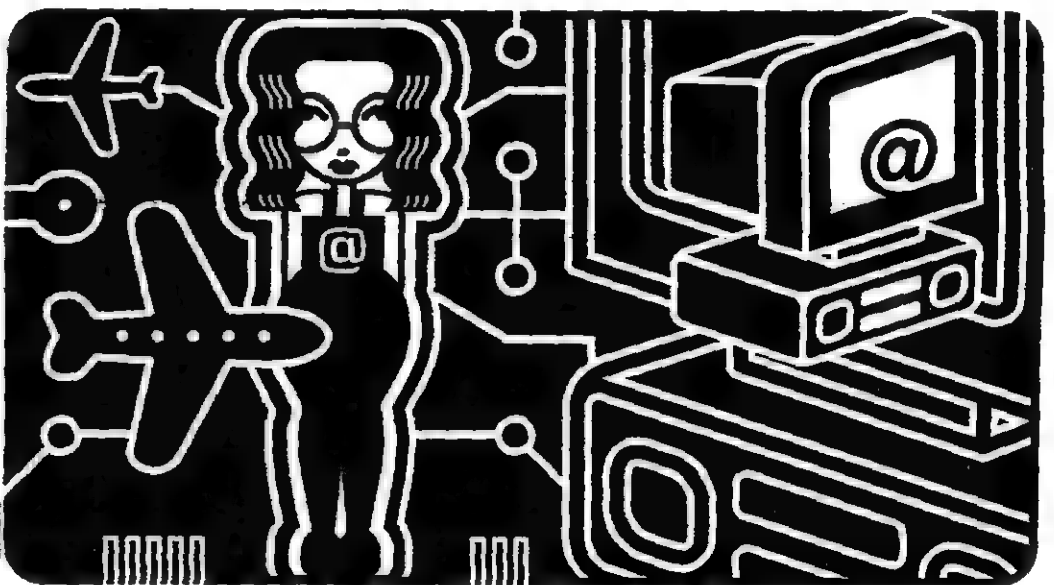
Internet reste trop difficile d'accès pour les aveugles

qui « cliquent » pour indiquer des liens hypertextes et permettent d'afficher ainsi des lignes de 20, 40 ou 80 caractères. Un périphérique encore coûteux (entre 40 000 et 60 000 francs ou 9 146 euros) mais dont l'usage est assez simple, du moins, que les sites consultés ne cèdent pas à la mode du tout-graphique. Une tendance qui n'est pas en train de s'inverser. Au contraire, précise Dominique Archambault, on constate que les sites accessibles aux handicapés visuels. Avec une équipe de l'Inserm, il s'est livré à l'analyse d'une centaine de sites francophones ou internationaux au cours des mois de novembre et décembre derniers et il premier mois de 1999. Pour aboutir à cette triste constatation : un quart seulement des sites « correctement » accessibles, c'est-à-dire permettant d'aller à l'essentiel relativement rapidement ; un autre quart, pour un aveugle, totalement hermétique à toute incursion ; 40 % des sites « partiellement accessibles ». « Il faut également savoir, ajoute le chercheur de l'Inserm, que, dans la plupart des cas, les sites accessibles ne présentent pas de « design » à l'ancienne, mais florissants. Hélas !, un jour où l'autre ils changent, adoptent une charte graphique plus sophistiquée, et deviennent inaccessibles. »

Montré du doigt, le site du ministère de l'Éducation nationale (www.education.gouv.fr). Alors que le contenu est particulièrement riche, sa page d'accueil, qui présente des cadres, et l'absence de commentaires textuels associés aux images le transforment en un véritable labyrinthe. À l'inverse, le site du premier ministre britannique Tony Blair est exemplaire : à la fois accessible et fonctionnel. Le site du département de l'Inserm pour les aveugles, le Number-ten (www.number-10.gov.uk) se décline depuis l'été en deux versions, dont une est accessible aux aveugles et à l'autre automatique. Un site qui souligne le chemin qu'il reste à parcourir en France. Le site des chercheurs de l'Inserm ne de l'Inserm n'est cependant pas vain : le site a promis de modifier prochainement son site pour le rendre accessible à tous.

O. Z.

Voyager débranché



Fournisseur d'accès, portails, moteurs de recherche rivalisent pour permettre à l'internaute nomade de rester connecté loin de chez lui

publicité adaptée au profil de chaque usager. Grande-Bretagne, Connect Free propose des connexions gratuites à l'Internet : elle se rémunère en pourcentage sur le prix des appels. L'utilisateur nomade peut également confier au Web son agenda et son carnet d'adresses et les consulter d'un peu partout. Yahoo ! et Netcenter de Netscape offrent des services, dont la confidentialité semble assurée. Plus simplement, on peut faire une copie de son format de son agenda et de son carnet d'adresses électronique et l'envoyer à l'adresse de son courrier électronique gratuit.

Plus sophistiqué, Visto - entreprise de la Silicon Valley - propose à la fois un courrier électronique, le carnet d'adresses, l'agenda, la possibilité de garder ses signets, un espace de 3 Mo pour garder les dossiers en cours et la possibilité de partager l'accès avec d'autres personnes de confiance, sans rien payer. Un service Premium permet de disposer de 20 Mo d'espace pour 10 dollars (8,75 euros, 57 francs) par mois, et 5 dollars de plus par tranche de 10 Mo.

Atrivia propose dans l'espace une copie de sauvegarde (backup) de tous les dossiers de l'ordinateur et d'y accéder de n'importe quel navigateur. Connected Online Backup et Compaq, premier fabricant d'ordinateurs personnels, offrent des services comparables, mais Atrivia enregistre deux ordinateurs pour le prix d'un, ce qui permet de jongler entre l'ordinateur de bureau et l'ordinateur portable. Le prix varie de 3 dollars (2,6 euros, 17 francs) par mois pour 25 Mo à 15 dollars (13 euros, 10 francs) pour 1 Go, accessibles de n'importe quel navigateur et de n'importe où.

Les voyageurs hommes d'affaires peuvent compter - pour un prix souvent peu raisonnable - les services des grands hôtels et, de plus en plus, sur les kiosques installés dans les aéroports. Le site de Quickaid donne la liste des aéroports que l'entreprise Berkeley a équipés de la sorte. Les 850 magasins dans le monde de la chaîne Kinko's - passe la photocopie à la bureautique - permettent le plus souvent, aussi, d'accéder à Internet.

Francis Pisaní

■ www.emailaddresses.com
■ www.juno.com
■ www.netcenter.com
■ www.connectfree.net
■ www.visto.com
■ www.atrivia.com
■ www.connected.com
■ www.compaq.com
■ www.quickaid.com

L'Actualité Multimédia sur France Info

tous les samedis dans "Multimédia"
tous les dimanches dans "Info-Net"

avec Jérôme Colombain

105.5



le. top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter

www.breitling-orbiter.ch

Ce ne sont pas les tentatives qui manquent. Personne pourtant n'est encore parvenu à boucler un tour du monde en ballon. Après avoir obtenu l'autorisation de survoler le territoire chinois, le Breitling Orbiter devait relever le défi pour la troisième fois et prendre le départ depuis Chateau d'Oex, la capitale européenne du ballon. Ce site permettra aux visiteurs de suivre quotidiennement la progression de l'équipage. Des schémas et des graphiques détaillent les technologies employées par ce ballon haut de la tour de Pise, qui utilise l'air de l'hélium pour se mouvoir et des panneaux solaires pour recharger ses batteries au plomb alimentant une capsule dotée d'instruments électroniques, phisiques de navigation et de communication par satellite. En outre, des photographies et des séquences vidéo retracent les tentatives précédentes du Breitling Orbiter.

www.droit-technologie.org

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication pose de nombreuses questions de jurisprudence. Conçu par des spécialistes en droit et des ingénieurs, le site droit-technologie.org propose des réponses. Une rubrique rend compte des dernières avancées en matière de droit des nouvelles technologies, et des approches approfondies consacrées aux sujets les plus épineux sont disponibles en formats html et pdf. A partir d'exemples actuels (le procès de Microsoft et

www.net.org

Etats-Unis, l'ordinateur possède son musée depuis 1982, Boston. Le site du Computer Museum retrace l'histoire de l'informatique et son influence sur la société, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à nos jours. Les innovations dans les domaines du matériel, des logiciels ou encore de l'intelligence artificielle, dans l'ordre chronologique, font l'objet d'une analyse systématique. Par ailleurs, le site propose des animations comme la conception en ligne d'un robot à plusieurs fonctions, ou apprendre à jeunes internautes à se servir d'un ordinateur tout en comprenant le principe de son fonctionnement.

www.edf.fr/html/fr/ ecole/ somecole.htm

L'énergie racontée aux enfants. Tel est, en France, le contenu de ce site réalisé par EDF (Electricité de France). De la photosynthèse à la fission de l'uranium, en passant par les centrales hydrauliques, thermiques ou nucléaires, il aborde simplement et non sans une touche d'humour, les thèmes habituellement de façon plus sérieuse dans les manuels scolaires. Une carte interactive par exemple le cheminement du pétrole depuis son extraction jusqu'à son utilisation. Une bande dessinée animée raconte l'histoire de l'énergie et de la découverte du feu à la géothermie. Enfin, un quiz permet aux jeunes internautes de tester leurs connaissances sur les dangers de l'électricité.



www.manoone.com

Jeune Webdesigner, Manuel Clément, 22 ans, Français, Manuel Clément propose quelques-unes de ses plus belles créations sur son site, Mano Artwork : Photos, démonstrations en 3D ou improvisations musicales... Manuel Clément propose également ses services de Webdesign, gratuits, à ceux qui ont le goût du Web. Et pour ceux qui désirent l'aider et créer leurs propres animations, des fiches pratiques distillent conseils et astuces de tout genre, pour qu'ils deviennent des virtuoses de la Toile.

www.cst.fr

Le site de la Commission supérieure technique de l'image et du son (CSTIS) comporte une dizaine de forums traitant productions multimédias, de la postproduction et de la diffusion d'œuvres audiovisuelles, des moyens électroniques ou encore de l'exploitation des effets spéciaux et des images de synthèse. Il publie également, chaque mois, un volumineux rapport technique, téléchargeable, en format html (pages Web) et pdf (images).

Une sélection de Stéphane Mandard

Stratégies

Alliances dans l'Internet sans fil

En moins d'une semaine, le petit monde des télécommunications et des réseaux s'est engagé dans l'accès à Internet par l'intermédiaire du téléphone mobile. Microsoft et British Telecom (opérateur de téléphonie) ont annoncé qu'ils s'alliaient pour développer un type de service dans quarante pays. Motorola (constructeur d'appareils) et Cisco (opérateur de réseaux) ont aussitôt emboîté le pas en s'associant pour définir un standard rendant compatibles les réseaux IP (Internet Protocol) avec tous les standards GSM (Global System for Mobile Communications), CDMA (Code Division Multiple Access, un mode de télécommunication par paquet) et TDMA (Time Division Multiple Access, une technologie qui permet de passer plusieurs appels par un même accès) en terme, permettre la transmission de la voix, des données et... de la vidéo. Le programme a un budget de 1 milliard de dollars (870 millions d'euros, 5,7 milliards de francs) sur quatre à cinq ans. Les deux entreprises ont reçu le soutien de trois grands opérateurs de téléphonie mobile, Sprint PCS, Cellnet et AirTouch. Netscape et Nextel (opérateur de téléphonie mobile) ont, plus modestement, annoncé le lancement d'un kit de connexion Internet depuis un portable Motorola qui permettra d'envoyer et de recevoir des e-mails et qui donnera accès à un site-portal conçu spécialement pour fonctionner avec ledit kit.

Bull, son intranet et ses syndicats

Chez Bull, les syndicats ont négocié et obtenu la présence institutionnalisée sur l'intranet, écrivent-nous dans Le Monde Interactif du 3 février. L'histoire est plus compliquée. L'accord, passé le 30 avril 1997, ne concernait que la CGC, la CFDT, majoritaire, et alors demandé un traitement similaire. La direction a alors suspendu, le 2 février 1998, le site de la CGC. La CFDT a porté plainte pour discrimination à l'égard de la CGC pour obtenir l'ouverture du site aux syndicats. Le tribunal, par un jugement du 11 novembre, lui a donné raison sur le premier point, condamnant Bull à 100 000 F (15 000 €) de dommages-intérêts, mais pas sur le second, l'entreprise restant maître du contenu de son intranet.

Découpage préventif de Microsoft

Steve Ballmer, qui assure la gestion quotidienne de Microsoft depuis un an, s'est vu confier la tâche de découper le géant du logiciel en quatre divisions, opération dont l'objectif sera de répondre plus précisément aux besoins de la clientèle. Il s'agit de répondre à la demande de la firme d'anticiper les éventuelles conséquences du procès antitrust. Dans une perspective, Silverberg, le père de Windows 95, reprendrait en main le groupe Interactive Medi, qui gère notamment les services en ligne de Microsoft.

« VOUS N'AVEZ jamais rien compris à l'informatique. » L'anecdote vieille de près de vingt ans est toujours sous le nez d'André Truong. Vi-cande, il son verre et précise d'un air de conviction qu'il quille, exempt de rancœur, le avait tenu à par un des responsables de la Bull. Il préfère en la nom. Et pourtant, c'est lui qui - voilà l'arrivée du PC à - a le premier micro-ordinateur : le Micral. Rien de moins.

Loin des projecteurs, André Truong, son vrai nom Truong Thil, « originaire d'Indochine » - « A », dit-il, l'époque, « pré-dé-t-il », s'est maintenu à l'avant-poste de la révolution électronique. Et à 63 ans il poursuit en pionnier son bonhomme chemin, projets pleins la tête, dans cette France qui l'a accueilli juste après-guerre. « Je souviens des lavabos gelés du lycée Hoche de Versailles, lance-t-il à la mode d'un Pécé. C'est là que j'ai commencé. Je venais d'avoir 14 ans. » De Saigon, il revient le docteur d'une enfance heureuse à l'image marquante d'un père commerçant francophile, premier étudiant vietnamien d'HEC. « Là-bas, j'avais alors qu'il ne m'avait rien d'autre à faire que de travailler. Entouré de ma mère et de mes frères et sœurs, André Truong devient en mathématiques. On collait souvent. Un des jours, que nous avions surnommé « Tête de mort », occupait une des heures que j'ai monté mon premier poste à gaine. »

bidouillage en assemblage. André Truong entre, en 1953, à l'école française de radioélectricité, au quartier Latin, à Paris : « Ce furent mes meilleures années. Les étaient légers, et je savais que je voulais faire. Il s'intéresse à l'électronique quand l'époque pense encore à l'électricité », chaînes haute fidélité premiers téléviseurs. Diplôme d'ingénieur en poche, il entre, en 1959, chez Schlumberger. « J'étais un "circuitier" - un monteur de circuit. Un des meilleurs circuitiers de ma génération, semble-t-il. » Rapidement, il se distingue en créant le premier carbotrimètre à transistor, un appareil permettant la datation au carbone 14 et tridum.

En 1965 d'un premier voyage Etats-Unis - je travaillais alors pour Inter-technique (un constructeur matériel électronique) - j'ai subi un véritable choc culturel. Les circuits électriques y étaient meilleurs et en tant plus petits que les nôtres. Il savait immédiatement l'enjeu et les arguments auprès des employeurs pour passer la première grosse commande de circuits intégrés en France. « C'est un visionnaire curieux de tout, souligne Cyril Gourcy, un de ses anciens collaborateurs, aujourd'hui chez Microsoft. Il possède fibre d'entrepreneur qui lui

Et André inventa le PC

Le premier micro-ordinateur n'est pas américain : son père est un Français. « d'Indochine »

permet de comprendre les concepts et de se donner les moyens pour les confronter à la réalité. » Au tournant des 70, Truong crée, avec une poignée d'amis, l'entreprise R2E (Réalisations études électroniques) : « Faire petit devenu raisonnement. Je faisais moutons à cinq pattes qui donnaient naissance à des quatre pattes. Je cherchais l'objet miracle. » En 1972, l'INRA (Institut national la recherche agronomique) demande à la jeune société de mettre au point un système informatique à moindre coût à la recherche agricole qui puisse transporter. André Truong sait qu'Intel, aux Etats-Unis, qui a sur le marché le premier microprocesseur, vient de lancer un nouveau modèle deux fois plus puissant, le 8008. Il passe commande et lance l'équipe, renforcée par l'arrivée de l'ingénieur François Gennelle, sur projet. Cinq mois, passés dans un appartement au sous-sol d'un immeuble de la rue parisienne, seront nécessaires pour le premier micro-ordinateur. « Le Micral le fruit du travail de l'équipe, aime-t-il à préciser, le stylo à la main. Quel souvenir, le jour de la livraison - les journalistes s'étaient déplacés ! »

Le Micral est vendu à prix de 450 F, le prix des PC actuels. La première production de 500 Micral trouve, dès la première année, application dans les péages d'autoroute. Mais, en 1978, à la de difficultés dues à des erreurs de gestion, c'est la fusion avec Bull. L'arrivée du PC d'IBM en 1981 et l'absence de dynamisme de Bull auront raison du Micral.

André Truong ne s'arrête pas pour autant. Avec le PC d'IBM, il comprend qu'il faut lancer un ordinateur compatible. Il demande à la filiale américaine de R2E de au point un tel système, et en juillet 1982 le premier compatible PC est livré à Paris. Trois mois plus tard André Truong, en profond accord avec ses proches collaborateurs, qui ne croyaient pas à la compatibilité, donne sa démission. « On n'en voulait pas à Bull et pas plus à IBM qu'ailleurs. Aucun constructeur n'avait cru à la PC », déclare avec amertume apparente l'inventeur. Il est alors dans le



conseil aux entreprises en 1998, sa nouvelle société APCT, AbsolutBoot, un CD-ROM capable de faire fonctionner Windows NT sur n'importe quelle machine.

Je compte bien rester trois, quatre à cinq ans dans les nouvelles technologies, dit André Truong sur un ton devenu hésitant. J'ai passé ma vie à résoudre des problèmes. C'en est devenu mon métier. Manque de connaissance ? Il cite volontiers Boston Computer Museum et le groupe Intel, qui voient en lui le véritable père des ordinateurs de bureau. En 1997 Comdex, pour

vingt-cinq ans du microprocesseur, le Micral exposé. Mais il n'y pas un dans la presse française ! », lâche-t-il élevant légèrement la voix. Silence. Un article du Street Journal soigneusement plié dans une chemise plastifiée et posé sur la table illumine le nouveau regard. Son portrait fait la une, et il tire sonne comme une victoire. « Les raisons pour lesquelles vous n'avez jamais entendu parler de l'inventeur du premier micro-ordinateur. Léger sourire. Oui, j'ai souffert intellectuellement et je comprends qui est arrivé à Steve Jobs, l'un des créateurs du Macintosh) affirme-t-il

d'une voix claire, de regrets. Mais il faut se remettre dans le contexte de l'époque. Les gens ne comprenaient pas ce qui se passait. Aujourd'hui, André Truong ne parle pas un mot de vietnamien. Il n'a jamais voulu vivre ailleurs qu'en France, rappelle à le souvenir son grand-père décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur. Une Légion d'honneur qui lui plaît. Une distinction pour l'inventeur méconnu du micro.

Nicolas Bourcier

Le Micral

LE MICRAL, premier micro-ordinateur utilisant un microprocesseur vendu tout assemblé, apparaît au mois de mai 1973. Conçu et produit en France, André Truong, il est basé sur le processeur d'Intel qui lui-même intégrait 500 transistors. Le Pentium II en compte 7,5 millions. Le Micral avait la forme d'une simple boîte à la taille d'un ordinateur classique actuel. Il ne possédait ni écran ni moniteur. Programmé en mode binaire, il fonctionnait avec des bandes perforées de nombreux interrupteurs placés sur la face avant. Il fallait, d'après les responsables de l'époque, deux demi-journées de formation pour maîtriser l'engin. André Truong ne se rappelle l'origine exacte du nom, la seule chose dont je me souviens c'est que « Micral » pouvait se prononcer dans les langues. Un mois après son lancement, en juin 1973, le mot microcomputer apparaît pour la première fois dans la presse américaine dans un article au sujet du Micral.

Dates

1944 Naissance de Truong Thil.

1950 Arrivée en France.

1955 Il entre à l'école française de radioélectricité.

1971 Il fonde la société R2E. Apparition de l'ordinateur en kit Kenback-1 utilisant des circuits intégrés aux Etats-Unis. Seules quarante machines seront vendues. En novembre, Intel met en vente le premier microprocesseur.

1978 En mai, lancement du Micral, premier micro-ordinateur utilisant des microprocesseurs.

1982 Premier compatible PC.

1983 Il crée la société TTT (Toute technologie télématique) et participe à l'aventure du Normerel (fabricant de micro-ordinateurs français).

1989 Premier système client-serveur en France.

1998 Lancement de AbsolutBoot, un CD-ROM qui permet d'utiliser Windows NT sans disque dur.

UtiliN
tenda

on n'a

UtilNet, « provider » tendance phalanstère

A partir du 28 février, les internautes pourront s'abonner chez un nouveau fournisseur d'accès alternatif qui veut faire des souscripteurs ses actionnaires

DAMIEN BONETETE est de ceux qui considèrent que les ethnologues ont désormais plus de travail sur le terrain de l'entreprise que dans les contrées lointaines. En tout cas, il a pris l'habitude de recourir à leurs services. Et c'est sur leurs conseils avisés qu'il doit avoir imaginé UtilNet, un service qui, fin février, deviendra fournisseur d'accès à Internet. Un projet qui semble tomber comme un flocon de neige au Sahara. Pas une semaine sans qu'un portail n'annonce son mariage avec un moteur de recherche, sans qu'un des bastions de l'internet communautaire ne tombe dans l'escarcelle d'un service commercial. Pourtant, Damien Bonetete affiche un optimisme de chercheur d'or. Son projet est différent, dit-il, car « il repose sur un vrai concept ». En l'occurrence, il s'agit d'offrir à l'abonné un « contenu qui a vraiment un sens » et d'établir avec lui une relation forte. Son « truc » : associer cet abonné à l'éventuel succès du service en lui offrant une action contre un abonnement d'un an. Ainsi les abonnés deviendraient « les vrais propriétaires » d'UtilNet. Ils seraient associés aux choix de leur fournisseur d'accès plutôt que de les subir. L'idée n'est après tout pas plus farfelue que celle qui consiste à ouvrir le capital d'un journal aux journalistes. Damien Bonetete la défend donc. Il croit en la capacité d'Internet à créer des communautés. « Notre cible ne correspond à aucune catégorie socioprofessionnelle », dit-il. Elle regroupe simplement des gens qui ont l'intention de venir sur Internet, mais veulent en tirer un avantage pragmatique. Il s'explique : « Internet permet de se réinsérer dans une dynamique sociale. Pour des gens qui sont bloqués dans leur situation professionnelle, c'est une ouverture, une façon d'appréhender la vie. Ils ont l'occasion de reprendre la main. » Il donne en exemple la recherche d'un emploi. A travers UtilNet, qui n'est pour l'instant qu'un site portail, tout est regroupé sous l'action « Trouvez ou proposez un emploi ». A l'intérieur se trouvent des conseils pour construire son CV, mais aussi des

explications sur ce que sont les banques de CV, des liens vers des entreprises qui recrutent sur Internet. C'est astucieux et clair, mais pas totalement inédit. Le fondateur d'UtilNet ajoute que, chez la plupart des fournisseurs d'accès, l'environnement technique n'est pas pris en compte. « On demande aux utilisateurs de s'adapter, mais eux, gardent l'impression qu'on ne se soucie pas de leurs besoins. » Toutes les offres lui semblent similaires, basées sur une logique de télévision avec des outils gadgets, comme la page personnelle. Lui voudrait exploiter l'idée de « smart pack », d'un ensemble d'outils personnalisés, adaptés aux usages des abonnés. Pour l'instant, il se limite à une adresse électronique et, surtout, un agenda. Au-delà de ce concept, la vraie question est celle de la rentabilité. Est-il raisonnable de vouloir fournir l'accès à 1 000 ou 6 000 internautes quand tous les pionniers qui n'avaient pas plus d'abonnés se sont adossés à de grosses structures ? Damien Bonetete ne voit pas où est le problème. Il pense au contraire que c'est justement le moment, parce que c'est aujourd'hui que l'Internet

devient vraiment grand public. Et c'est là qu'il juge totalement déplacée la guerre à laquelle se livrent les fournisseurs d'accès sur le péage. « L'offre technique est homogène. Toute nouveauté est rapidement intégrée parce qu'elle est vite et sûrement à bon marché. » C'est donc sur le service qu'un fournisseur d'accès doit faire la différence. Et, partant de ce principe, la fourniture d'un accès seul n'a pas de sens ! Il estime qu'en coût réel un abonné ne représente pas plus de 30 F (4,57 €) par mois pour UtilNet. La partie réseau, de l'accès par un point de présence jusqu'au serveur, sera sous-traitée. Côté technique, UtilNet n'a gardé que la gestion des différents serveurs, le développement de nouveaux outils et la hotline. L'essentiel des 97 F (14,79 €) d'abonnement mensuel (qui tombent à 83 F - 12,65 € - si l'on s'abonne pour un an) servira donc à financer le contenu, dont la rédaction occupe une dizaine de personnes. C'est également ce qui a demandé le plus lourd investissement, car il a fallu dépenser 3 millions de francs (460 000 €). S'il s'attend à perdre 500 000 F (75 000 €) à 900 000 F (135 000 €) par mois, Damien Bonetete n'est pas inquiet. Il espère atteindre un point d'équilibre d'ici huit mois, entrer en Bourse sur le nouveau marché avant la fin l'année et, d'ici là, supporter les pertes grâce aux deux autres sociétés qu'il a montées avec deux associés depuis 1993. L'une dans la télématique, qui permet aux adeptes du Minitel de jouer, l'autre comme plate-forme technique, qui est une holding de la première. Il dit n'y avoir pas pensé avant la grève de l'Internet, mais qu'à la réflexion ses premiers clients pourraient être les déçus des autres fournisseurs d'accès.

Co. M.

Dans les labos

Serveur Web de poche

Il n'est pas plus gros qu'une allumette. C'est-à-dire dix fois plus petit que le plus petit serveur Web mis au point par Vaughan Pratt, professeur d'informatique à Stanford, l'une des premières réalisations d'un nouveau wearable lab, conçu sur le modèle de celui de Cambridge, Massachusetts Institute of Technology. D'ailleurs, le but du laboratoire est identique : il s'agit de concevoir un ordinateur directement intégrable dans les vêtements. Mais celui-ci nécessite un système pour rentrer les données.

Un trophée à recycler

Pour sa victoire en Coupe du monde, l'équipe France a reçu un second trophée, réplique du premier, mais un peu plus petit. Il est pointé par des chimistes italiens, allemands, japonais, dont l'élaboration fut un divertissement, est aujourd'hui l'objet de nombreuses attentions. L'association de deux molécules, buckminsterfullerène et de calicène dont il est constitué serait en effet propice à la photosynthèse. La lumière reçue par la première molécule provoque la photosynthèse. La lumière reçue par la seconde, si l'on parvenait à la récupérer, il pourrait alimenter un circuit électronique.

(SIC)

Il est plus résistant à la chaleur, aux radiations, et plus économe, car il dissipe moins l'énergie. Pour le carbure de silicium (SiC), les équipes de recherche nipponnes et américaines ont mené leurs efforts. Dans un premier temps, c'est le Japan Energy Research Institute (Jaeri) qui a mis au point un transistor classique avec un matériau semi-conducteur. Aujourd'hui, un consortium d'entreprises d'électronique, automobile et électroménager à quatre universités a lancé dans un programme de recherche du carbure de silicium financé par le ministère japonais de l'Industrie internationale et de l'Industrie.

Des pneus bavards

Les pneus avertissent eux-mêmes l'automobiliste qu'ils sont en danger. Un ingénieur de l'université Case Western Reserve de Cleveland, dans l'Ohio, a en effet mis au point un capteur qui mesure température et pression à l'intérieur du pneu. Le capteur est composé de deux plaques de silicium. Il suffit d'un changement de pression pour que le silicium change de forme. Pour la température, c'est un changement de résistance des matériaux semi-conducteurs qui permet d'avertir le conducteur.

2. L'amplification

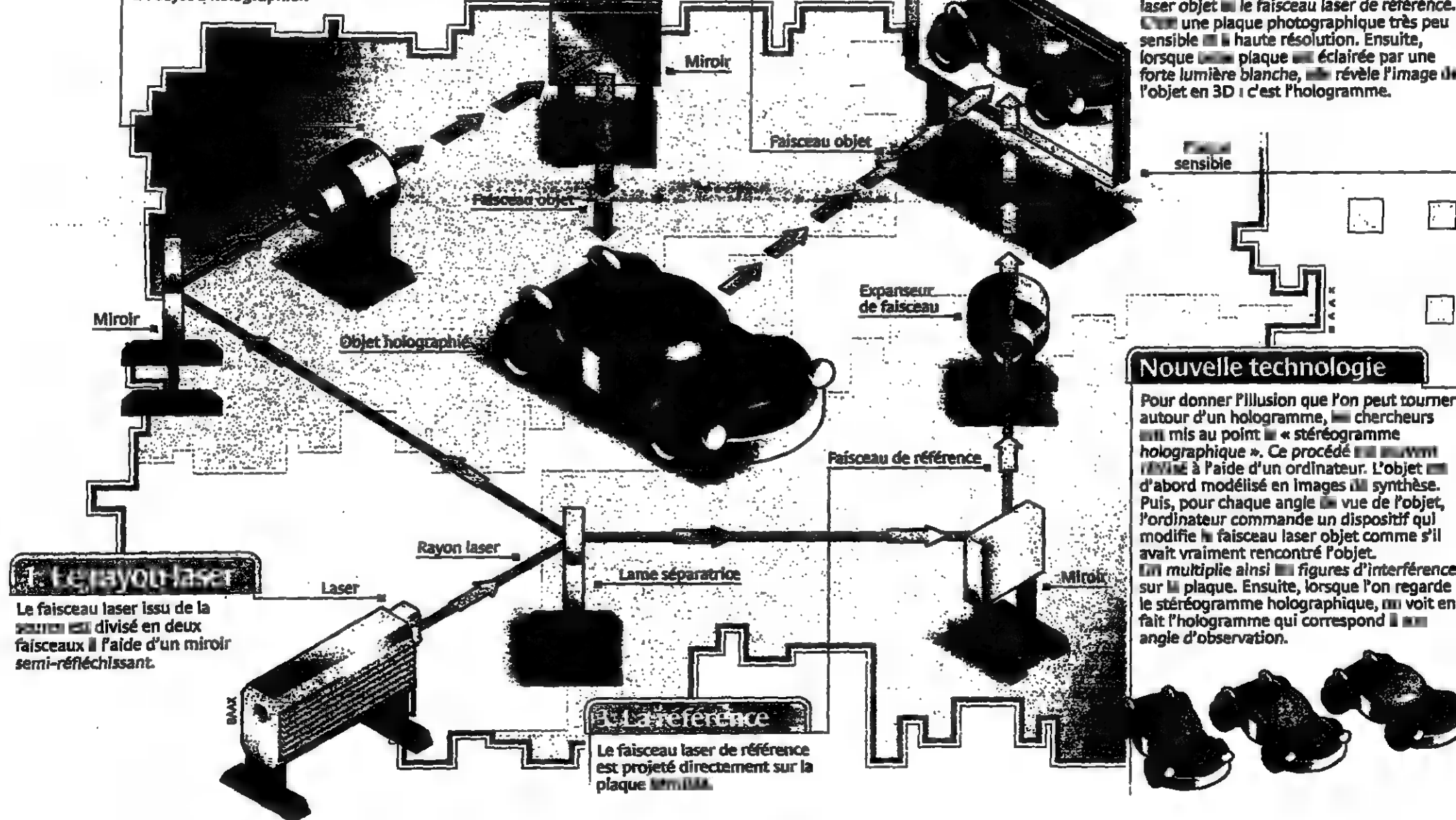
Un dispositif optique augmente le diamètre du faisceau laser dans des proportions correspondant à l'objet à holographier.

3. L'impression

Le faisceau laser objet est projeté sur la plaque sensible.

4. L'observation

La plaque sensible est impressionnée par la figure d'interférence créée par le faisceau laser objet et le faisceau laser de référence. C'est une plaque photographique très peu sensible à la haute résolution. Ensuite, lorsque la plaque est éclairée par une forte lumière blanche, elle révèle l'image de l'objet en 3D : c'est l'hologramme.



3D : on n'a encore rien vu

LES INFORMATIENS de mettre le monde en boîte, de représenter les objets en trois dimensions (3D) sur l'écran plat des ordinateurs. Grâce à des algorithmes évolués de création d'images de synthèse, ces derniers ont déjà atteint un niveau de réalisme étonnant, qui a notamment contribué au succès des jeux vidéo dans le monde entier. Cependant, le concept de réalité virtuelle - car c'est de cela qu'il s'agit - n'a pas encore tenu toutes ses promesses. Certes, des casques de réalité virtuelle permettent déjà de s'immerger dans un monde imaginaire. Mais le résultat est décevant, et personne n'a envie de s'attacher d'un air aussi encombrant pour interagir avec une machine. L'holographie n'impose, elle, aucun casque. Apparus il y a quelques années 60 en tant que premiers rayons laser, qui sont indispensables à leur fabrication, les

hologrammes existent maintenant depuis la fin des années 80. Ce système de représentation des objets en relief sur une surface est sans aucun doute le plus apte à restituer l'effet de profondeur d'un objet. Remplacer l'ordinateur par un écran à hologrammes par un écran à hologrammes, c'est certainement un grand pas vers une informatique plus conviviale. Mais on n'en est pas là. Les spécialistes estiment qu'il faudra attendre environ vingt ans avant d'obtenir des images holographiques animées de bonne qualité, comme celles que le robot R2D2 projette de la princesse Leia dans la Guerre des étoiles, le film de George Lucas. Aujourd'hui, on commence juste à maîtriser la création d'hologrammes fixes. Jusqu'à

Moins chers, plus simples, les hologrammes commencent à se répandre

présent, la plus grande contrainte, pour créer des hologrammes, était économique. Il fallait avoir un dispositif optique extrêmement précis, et les manipulations de l'objet à holographier étaient longues et complexes. Désormais, l'ordinateur aide, un objet virtuel peut se substituer à l'objet réel. Les prises de vue sous différents angles, qui étaient auparavant réalisées par un logiciel, et l'opéra-

tion est moins coûteuse. Par exemple, le gigantesque hologramme de 3,7 mètres carrés réalisé par la société texane Zebra Imaging pour Ford (présenté au début de janvier au Salon international de l'automobile à Detroit, « Le Monde Interactif » du 13 janvier) n'a nécessité qu'une dizaine d'heures de travail. Cette même société envisage de fabriquer le moyen terme des imprimantes à hologrammes pour l'usage courant. Design industriel, images médicales ou publicitaires : les hologrammes sont nombreux. Peut-être connaîtrons-nous bientôt les hologrammes autrement que sous la forme d'une colonne imprimée sur notre carte bancaire.

Eric Leclayse

Un film en relief sur un écran minuscule

La 3D en trois dimensions sans les ridicules lunettes bicolores disparaît lors de la sortie de certains films. C'est possible ! Au Media Lab, le laboratoire-phare de l'Institut de technologies du Massachusetts (MIT) à Boston (Etats-Unis), on expérimente la 3D holographique depuis déjà sept ans. Deux prototypes de diffusion existent : le Mark-I diffuse des images en couleurs sur un écran de 25 millimètres de côté, un petit morceau de sucre. Son angle d'observation est de 15 degrés, c'est-à-dire que l'on ne peut tourner que de 15 degrés autour de l'objet pour continuer à le voir en relief. La fréquence d'affichage atteint 20 images par seconde. Le Mark-II possède lui un écran de 150 x 75 x 150 millimètres, un peu plus la taille d'un emplacement de quelques CD. Son angle d'observation est de 15 degrés, mais il n'affiche que 2,5 images par seconde. Le principal obstacle est la vitesse de transmission des données. Par manque de puissance, il est déjà difficile pour un ordinateur personnel d'afficher des séquences vidéo. Le codage de séquences vidéo holographiques nécessitant pas moins de 1 Mo (mégaoctets) de données par image pour le Mark-II, soit environ 100 fois plus de données que pour une image vidéo classique, la démonstration de l'holographie attendra...

150

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications

THOMSON multimédia, leader mondial dans le domaine de la télévision numérique, (45000 personnes réparties sur cinq continents), recrute pour son centre de Recherche et Développement basé à RENNES (350 personnes) :

Ingénieur R&D : Technologie de Fabrication des circuits hyperfréquences

Au sein du laboratoire d'études avancées chargé d'étudier et concevoir les modules hyperfréquences indispensables au développement des systèmes de communication sans fil, vous participerez à la définition des produits et proposerez des solutions technologiques innovantes. Vous êtes chargé de concevoir et développer les technologies et technologies de fabrication de circuits hyperfréquences adaptés aux produits de grande diffusion. Vous êtes expert dans le domaine de la fabrication de modules hyperfréquences.

Ingénieur ou cadre technique avec une qualification en électronique hyperfréquence et/ou physique des matériaux, vous possédez 3 à 4 ans d'expérience dans les technologies de fabrication de modules et circuits hyperfréquences. Une connaissance des procédés de fabrication adaptés à la production de masse serait appréciée. Vous maîtrisez les équipements nécessaires à la mise en œuvre des circuits hyperfréquences : machine à « bonding » et technique de montage en surface. Vous devez être un esprit curieux sachant faire preuve de créativité. Votre autonomie associée à des aptitudes de travail d'équipe seront des atouts pour réussir dans ce poste. Anglais indispensable.

Réf. LM95TF

Ingénieurs R&D : Antennes hyperfréquences / Circuits hyperfréquences

Au sein du laboratoire d'études avancées de systèmes de communication sans fil de THOMSON multimédia, vous êtes chargé de proposer, d'étudier et de concevoir les antennes et circuits hyperfréquences destinés à être mis en œuvre dans des produits de grande diffusion. Vous êtes expert dans le domaine de l'électronique hyperfréquence. Vous optimisez les choix techniques et faites preuve d'inventivité en vous participant à la définition des produits sans fil du futur. Vous proposez des solutions technologiques originales.

Vous possédez une formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Docteur avec une spécialité hyperfréquences. Une première expérience dans le domaine des antennes et circuits hautes fréquences serait appréciée. Vous maîtrisez les logiciels d'aide à la conception hyperfréquences type HFSS, SONNET, HP-ESSOFADS. Votre créativité, votre aptitude à travailler en équipe seront des atouts pour réussir dans votre mission. Anglais courant indispensable.

Réf. LM7AC

Si vous souhaitez vous investir et évoluer dans une structure à la pointe de l'innovation, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous la référence choisie, à notre conseil : MIREILLE PROUST CONSULTANTS, 162, rue de Rivoli, 75001 Paris. <http://www.mireilleproust.com>

THOMSON MULTIMEDIA

Tractations sur échanges de fr...

CHEF DE PRODUITS EUROPE

Pour réussir notre développement au niveau européen

L'unité européenne de [] multinationale [] à Lyon, développe et fabrique [] produits dans le [] de []

Véritable interface entre la [] D, le marketing et nos usines, vous aurez en charge la fonction marketing complète pour développer les [] nos produits en Europe. Directeur Marketing et vente, vous analyserez le marché, définirez les besoins et serez l'interlocuteur technique des clients. Ingénieur de formation (Télécoms de préférence) de 28/30 ans, vous avez acquis une expérience dans le secteur [] Télécommunications [] un [] un opérateur ou [] distributeur et êtes ouvert aux nouvelles technologies.

Autonome, mobile pour vous déplacer 40 % de votre temps en France, en Europe et en Asie, vous parlez anglais couramment et êtes prêt à prendre des responsabilités européennes dans cette entreprise en pleine croissance pour l'accompagner dans son développement. Une voiture de fonction est prévue en plus de la rémunération fixe.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la réf. C/1569 M à notre conseil Pierre BUCCA - CONCORDANCES 77 rue François Mitterrand - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMULNE Cedex qui s'engage, si votre candidature [] à vous adresser un dossier dans [] semaines.

CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

Vous souhaitez vous investir dans les nouvelles techniques, utiliser les technologies de pointe, conforter vos connaissances, assurer votre avenir. Vous voulez renforcer vos possibilités d'évolution, vous êtes motivé et prêt à vous investir avec un véritable esprit d'équipe dans notre entreprise jeune et dynamique.

CVF
vous offre cette chance
A vous de la saisir !

CVF, un des premiers centres service français (Internet, vocal, téléphonie, Minitel, mobile, fax...), plus de 300 MF de Chiffre d'Affaires, forte croissance, recherche pour renforcer son département développement des nouvelles technologies et notamment le secteur du commerce électronique.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS	2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES
Débutants ou expérimentés, vous avez une bonne connaissance d'UNIX et C. Vous intégrerez une équipe dynamique, motivée et participerez aux nouveaux projets.	Autonome et rigoureux, vous assurerez analyse, développements, tests, déploiements ainsi qu'assistance et conseils aux utilisateurs de projets particulièrement novateurs en matière de nouvelles technologies. La structure souple de l'entreprise offrira aux candidats toute assurance d'évolution vers le poste de Chef de projet.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite - CV - prétentions) à : Service des Ressources Humaines
Maine - Untparne
BP 8 - 75755 Paris cedex 15
Mail : jbarre@fr

INGENIEURS DE VENTE SYSTEMES DE PRODUCTION

Voyez toute notre évolution...



...et maintenant imaginez la vôtre.

X le monde numérique d'aujourd'hui, documents cessent de passer l'écran papier et vice versa. Leader du marché global du document, Xerox permet tout traiter, quel que soit le support, papier ou écran. une large gamme de produits numériques, logiciels, d'applications, présence environnements professionnels que Banque/Assurance, Graphiques, Production industrielle... C'est tout un monde d'opportunités qui s'offre à vous !

Diplômé d'une Grande Ecole ou d'ingénieur, vous êtes actuellement en poste chez un constructeur ou un revendeur à valeur ajoutée. Vous avez un tempérament de négociateur à haut niveau et aimez les défis. A l'écoute du marché, vous maîtrisez le métier en parfaite adéquation avec les problématiques clients. Votre ouverture d'esprit, votre curiosité conjuguées à une expérience professionnelle d'un ou plusieurs secteurs d'activités vous permettent une approche affinée de la solution client. Les carrières Xerox vous ouvrent des perspectives à la mesure de vos compétences.

Des postes, offerts également à de jeunes diplômés de talent, sont à pourvoir à Paris.

d'adresser réf. IV/2LM à MBE 153 - bd Jean Jaurès 92100 Boulogne - la déposer sur notre

THE DOCUMENT COMPANY
XEROX

Le prix du gratuit

صكنا من العمل

Informatique - Réseaux

Vous avez confiance en vous... nous aussi !



General Electric (84,6 milliards d'euros CA, 290 000 salariés, dont 70 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux à activités diversifiées dans les domaines de l'industrie (éclairage, plastiques, électroménager), de la technologie (moteurs d'avions, imagerie médicale) et des services (finance, informatique, télévision).

Au sein de Capital Services (27 000 personnes en Europe dans 22 pays), l'un des leaders des services financiers aux entreprises aux particuliers, Capital Sovac (1 000 personnes) développe en France ses activités dans les métiers de l'automobile, crédit immobilier, crédit à la consommation.

Dans le cadre du déploiement d'un plan stratégique ambitieux, destiné à supporter plusieurs millions de clients, dans un environnement technique à pointe (client/serveur, architecture distribuée, bases de données relationnelles, flow etc.), la Direction des Systèmes d'Information recherche :

Responsables Domaine de développement

réf. RDD

Expérience de l'encadrement de plusieurs projets, dans des environnements Grands Systèmes IBM. Connaissance de l'environnement UNIX et du domaine du crédit souhaitée.

Chefs de projet

réf. KTV

Responsables d'une équipe de 5 à 10 personnes. Environnements Grands systèmes IBM et/ou UNIX. La connaissance du crédit est un plus.

Responsable Télécom Voix

réf. KTV

Connaissance des Autocommutateurs, ACD, CTI, SVI, et des services et produits des principaux opérateurs. Expérience souhaitée Call Centers et produits Lucent Technologies.

Chargé d'études en organisation - Secteur Immobilier

réf. RDD

Expérience réussie dans la fonction organisation ou un environnement informatique, de préférence dans le domaine de la banque ou du crédit immobilier.

Nos postes sont situés à Levallois Perret. Ingénieur Bac + 4/5, avec un minimum de 5 ans d'expérience (5 ans pour le responsable Domaine de développement). Vous parlez anglais, aimez travailler dans un environnement international stimulant et évolutif.

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, contactez-nous de 9h à 18h au 01 40 89 72 86 en rappelant la référence du poste.



GE Capital Sovac

Notre Groupe (CA : 4 milliards de francs, 3 000 personnes) présente plusieurs activités d'activités (grande distribution, automobile, produits pétroliers, commerce de gros, bâtiment, agro-alimentaire), connaît un fort développement dans l'Outre-Mer français et à l'étranger. Cette croissance nous amène à créer le poste de :

DIRECTEUR INFORMATIQUE ET ORGANISATION GROUPE

MARTINIQUE

Membre du holding en Martinique, directement rattaché au PDG, vous définissez les orientations et les orientations en matière de systèmes d'information et de réseaux de communication.

Vous êtes le directeur du Groupe et de chaque branche d'activité, déterminez, proposez et contrôlez les budgets informatiques, négociez avec les fournisseurs et prestataires, supervisez les procédures d'exploitation, la politique de formation et le recrutement et le suivi de carrière de l'ensemble des informaticiens du Groupe.

A 30-40 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous avez acquis une expérience au sein d'un important cabinet de conseil, complétée par une expérience en entreprise à une fonction à responsabilités.

Vous possédez une culture des systèmes d'information qui vous permet d'appréhender les enjeux majeurs des évolutions technologiques.

Vous êtes capable de négocier en anglais et si possible en espagnol.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV en photo), qui sera traitée en toute confidentialité, réf. DI/217 à notre conseil.

GUINTRAND

CONSULTANTS

63 bis, rue Joffroy d'Abbans - 75017 Paris

Les réseaux du futur et les communications d'aujourd'hui

JEUNE RESPONSABLE DE TELECOMMUNICATIONS

Notre société, (4 milliards, 2 000 personnes) souhaite, dans le cadre d'un fort investissement Télécom, intégrer le Responsable du poste central Télécom.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence C700R, à Sabine Chumette, DE CONSEIL, 5 rue E.-C. L. Peugeot, Tour Conso, 92408 Nanterre, Mailbox Ceko.

Vous assurerez la supervision de l'intégralité des installations Télécom. Vous analyserez et suivirez les plans de maintenance et les méthodes d'intervention. Vous êtes également responsable du contrôle qualité des actions entreprises. Vous assurez les relations avec les opérateurs Télécoms et animez une équipe de Techniciens.

Vous proposez les actions correctrices nécessaires et tous les axes d'amélioration possibles.

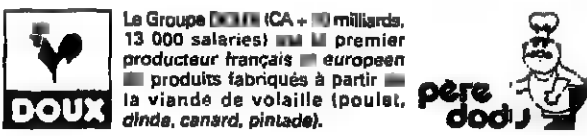
A 28 ans environ, de formation Ingénieur Télécoms généraliste (avec de solides connaissances en Télécoms), vous justifiez d'une expérience significative de 2 ans environ dans

la fonction Réseaux (Wan, commutation, radiocommunication, Lan...).

En entreprise, vous avez su capitaliser un savoir-faire technique et disposez au-delà de votre expertise, de capacités managériales.

Rigoureux, organisé, mais aussi ouvert, innovant, vous êtes un réel prestataire de service, sensible à la qualité et à la culture client. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Le poste est basé à Champagne-Ardenne.



Le Groupe DOUX (CA : 10 milliards, 13 000 salariés) est le premier producteur français et européen de produits fabriqués à partir de la viande de volaille (poulet, dinde, canard, pinnade).

Les produits commercialisés sous les marques les plus diverses sont : des degrés très variés d'élaboration (produits entiers ou découpés, cuits ou crus, frais ou congelés, produits élaborés comme rôtis, les panés, la charcuterie, volaille). Nous sommes présents en France, l'Europe et au Brésil, dans les domaines de la distribution, au sein de plusieurs réseaux (Père Dodu, Loué, Jenz, ...) et plusieurs dizaines d'établissements. Nous recherchons :

DIRECTEUR DES SYSTEMES D'INFORMATION H/F

Rattaché à la Direction Administrative du Groupe DOUX, vous êtes garant du bon fonctionnement, de la fiabilité, de la hiérarchie, de la sécurité et de l'évolution de l'information du Groupe. Force de proposition, vous êtes à la disposition des utilisateurs applications et les outils les plus adaptés à leurs besoins. Vous prouvez d'innovation et de créativité pour adapter, en permanence, les systèmes d'information à l'évolution technologique des communications. Basé au Siège du Groupe à CHAT-AULIN, vous animez une équipe de 50 Collaborateurs répartis dans plusieurs sites en France et à l'étranger.

De formation supérieure, vous avez acquis plusieurs expériences de management d'équipes informatiques de grande envergure, si possible dans le monde de l'industrie agro-alimentaire. Les qualités relationnelles, les capacités à animer, à mobiliser des équipes et à répondre pragmatiquement et diplomatiquement aux partenaires ayant des attentes très diverses vis-à-vis de l'outil informatique sont parmi les critères déterminants de notre choix.

Merci d'adresser votre candidature (CV, prétentions) référence 98/03 à SCORE - BP 29150 PORT-LAUNAY.



Alibabook.com



Votre nouvel espace de travail est là. Vous éprouvez une forte attirance vers les nouvelles technologies. Sur de vos compétences techniques, vous alliez rigueur, sens de l'autonomie, et créativité. Vous aimez les challenges.

PME en forte croissance, www.Alibabook.com est la librairie francophone leader sur Net. Nous recherchons :

Des Ingénieurs pour le développement informatique et logistique, issus des Grandes Ecoles

Un Responsable de base de données pour le développement de notre base bibliographique, ayant une bonne connaissance du domaine de l'édition

Un Infographiste

Postes à Paris. Envoyer CV et lettre de candidature à Alibabook.com - 29, rue de Condé - 75006 PARIS.



Filiale d'un grand groupe aéronautique. Leader dans le domaine de l'Image de Synthèse Temps Réel

INGENIEURS EN ELECTRONIQUE

Responsable de développement : réf.: EH1

Mission : Vous prenez en charge les spécifications, l'étude d'architecture de systèmes de traitement, la synthèse d'image. Vous encadrez un groupe d'ingénieurs chargés du développement de cartes et Asics numériques.

Profil : Avec une expérience d'au moins 7 ans en conception électronique digitale, des connaissances en analogique, maîtrisez la conception de calculateurs, le traitement du signal et d'image. Une expérience d'encadrement dans un environnement de haute technologie internationale serait un plus.

Ingénieurs d'études : réf.: EH2

Mission : Vous participez aux études d'architecture de cartes de traitement et synthèse d'image. Vous êtes le développement de sous-ensembles, de la définition jusqu'aux prototypes.

Profil : Avec une expérience d'au moins 5 ans en électronique digitale, maîtrisez la conception structurée, le langage VHDL de circuits Fpgas ou Asics.

Merci d'adresser votre candidature à Mme Vicaire, Sogitec 4, rue M. Monge 92158 Suresnes Cedex.

Cartier INTERNATIONAL

La Direction des Systèmes d'Information joue un rôle majeur dans l'évolution des métiers. Elle accompagne la stratégie de la Direction Générale, réalise des projets d'ampleur. Elle mène des démarches d'optimisation des processus et des organisations. Elle conçoit et met en œuvre de nouvelles solutions puis assure leur déploiement dans le monde. Pour étoffer notre équipe, nous recherchons :

CHEF DE PROJET

De formation ingénieur ou équivalent, vous avez acquis une expérience significative de conception d'applications à forte valeur ajoutée pour les opérationnels. Nous vous proposons de valoriser votre expérience en prenant en charge des projets dans un contexte international. Une expérience de gestion de projet est nécessaire et la connaissance de l'environnement AS400 est un plus. Réf. 000000.

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT AS 400

De formation ingénieur ou équivalent, vous avez acquis une expérience de développement en environnement AS400 RPG. Nous vous proposons de diversifier votre expérience en prenant en charge des applications dans un contexte international. Réf. 000000.

Ces postes sont basés à Paris et comportent des déplacements. La pratique de l'anglais est nécessaire. Dynamisme, rigueur et qualité relationnelles sont des critères de réussite dans un environnement motivant, qui présente de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la réf. choisie à
Spécimen - 124 bis, avenue de Villiers - 75017 Paris.
E-Mail : specimen@wanadoo.fr

SPECIMEN

KPMG Audit

Membre de l'un des principaux réseaux mondiaux d'audit et de conseil, leader en France sur son marché, développe son département Information Risk Management. Nos recherches :

Passionné(e)s d'Informatique de Gestion du Risque et de Management

Merci d'adresser
votre candidature

lettre de motivation

manuscrite et CV à

Mario-Christine

SPOTARD

Département IR&I

KPMG Audit

Immuble KPMG

1, cours Volney

92925 Paris

La Défense Cedex

Audit de projets et de systèmes d'information, analyse du risque informatique, assistance à maîtrise d'ouvrage, missions informatiques dans le cadre d'audits financiers, interventions s'étendant de la technique aux aspects contractuels ou réglementaires de l'informatique. Organisés par métier, présents à Paris, Lyon, Marseille, nous sommes à la recherche de personnalités à fort potentiel, ouvertes sur le monde de l'entreprise...

Vous avez une formation supérieure en informatique (Bac + 4 minimum), de 1 à 3 ans d'expérience, et souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière au sein d'une structure de niveau international, forte croissance.

Nous offrons un poste au sein d'une équipe jeune et motivée, un plan de formation interne et externe à nos méthodes et outils, et la participation à des missions à haute valeur ajoutée auprès de clients prestigieux.

Test Qualitatif

Notre agence de publicité recherche pour participer à un test de campagne :

Des ingénieurs télécoms ou informatique

Vous avez une première expérience dans les télécoms ou vous êtes ingénieur jeune diplômé et attiré par ce secteur.

cette offre vous intéresse, appelez le 01 53 24 28 88
Indemnisation prévue.



« LOGISTIC PACKAGING RETURN à Toulouse, filiale d'ALGECO, est spécialisée dans la LOCATION de PAYS de PALETTE et d'EMBALLAGES de TRANSPORT sur les Marchés des Grandes INDUSTRIES et des INDUSTRIES Pétrolières de la Grande Distribution. Déjà implantés au BENELUX, en ESPAGNE et au G.R., notre dynamique de croissance nous amène à renforcer notre équipe de Direction.

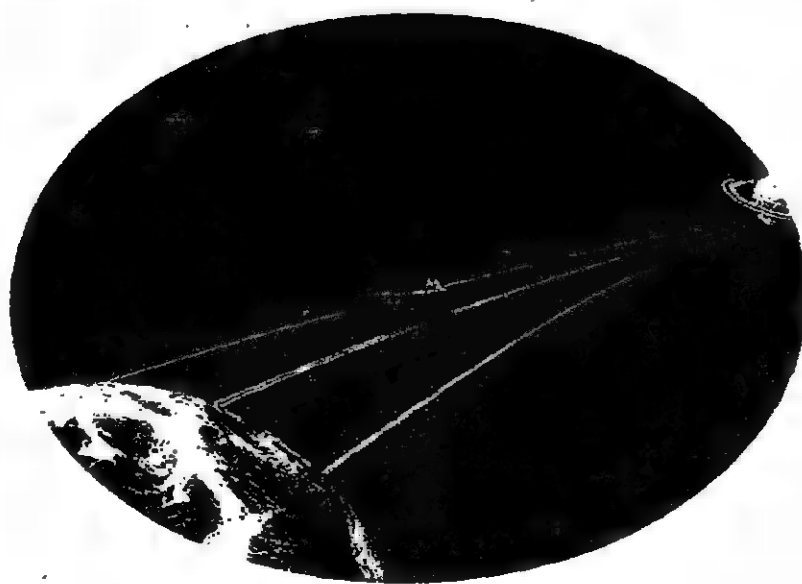
algeco

DIRECTEUR EUROPE

Dirigeant, 35 ans, INGENIEUR "X", ECP, MINES Paris... vous avez une expérience de gestionnaire et d'animateur. L'expérience de gestionnaire et d'animateur est un plus. FRANCAIS ou ANGLAIS courants exigés avec une bonne maîtrise de l'anglais. Rattaché au P, le Directeur EUROPE doit définir et mettre en œuvre la stratégie de développement, avec de nombreux déplacements. Ce poste est à créer. Il est basé à Paris. Merci d'envoyer votre MANUSCRITE, (photo), CV détaillé actualisé, avec le SALAIRE souhaité, sous pli fermé, à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, Conseil en Recrutement, 27 rue Furcheville, 91000 TOULOUSE. Premiers Entretiens en Français/Anglais à Paris/Toulouse. Confidentialité assurée.

Marie-Françoise LAUTREC LEPY

C'est fou
ce que l'homme peut faire
grâce à la technologie.



C'est fou
jusqu'où la technologie
peut aller grâce à l'homme.

ALLEN : avec plus de 600 millions de francs de chiffre d'affaires (95,6 millions d'euros) et près de 1 500 collaborateurs, le Groupe est aujourd'hui un acteur majeur dans le domaine du Conseil et de l'Ingénierie en Technologies Avancées. Pour poursuivre sa forte croissance (+ 50 % en 1998), ALLEN recrutera en 1999 plus de 800 collaborateurs.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Futur gestionnaire d'un portefeuille de profit, vous aurez pour mission de développer votre portefeuille de clients, d'assurer le recrutement ainsi que le management d'une équipe. De formation supérieure (ingénieur ou école de commerce), vous avez une première expérience dans les grands comptes de prestations ou de solutions techniques liées à l'informatique ou métiers de l'ingénieur. Réf. LM 907 1A

INGÉNIEURS TÉLÉCOMS

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience en spécification/développement, intégration, supervision de systèmes et d'équipements dans les environnements GSM, DECT, DCS, GPRS, etc. Vous maîtrisez les protocoles, communications RNIS, X25, SNMP, CDMA, ATM, applications Internet et Intranet. Réf. LM 907 TR2

ADMINISTRATEURS SYSTÈMES/INGÉNIEURS RÉSEAUX

Ingénieur ou universitaire, vous avez 1 à 5 ans d'expérience dans le domaine des systèmes et réseaux en : administration des plates-formes UNIX (Solaris, HP-UX, AIX) ou Windows NT, administration de réseaux : HP Openview, ISM, Netview 6000..., architecture réseaux Lan et/ou Wan, configuration, déploiement et bonne connaissance des équipements du marché. Réf. LM 907

INGÉNIEURS TECHNOLOGIES OBJET

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience du développement objet (C++ ou en environnement industriel) maîtrisez les méthodologies de conception objet (OMT, BOOCH, ...). Réf. LM 907 ITO

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

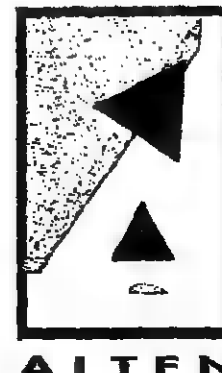
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez de 1 à 5 ans d'expérience : d'un temps réel de type VRTX, VX Work, en C, C++, Ada sous UNIX, NT. Réf. LM 907 TRI

ADMINISTRATEURS SYSTÈMES/SGBDR

NT - UNIX/ORACLE - SYBASE - INGRES. De formation ingénieur ou universitaire, justifiez d'une expérience intéressante : administration et évolution des systèmes et/ou bases de données relationnelles. Réf. LM 907

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence correspondante, à ALLEN, Direction des Ressources Humaines, 221 bis bd Jean-Jaures, 92514 Boulogne-Billancourt Cedex.

e-mail: cv@allen.fr
http://www.allen.fr



ALLEN

CONSEIL ET INGENIERIE EN TECHNOLOGIES AVANCEES

Informatique - Réseaux Télécommunications

Responsable centre de production informatique pour l'Europe

Notre groupe international du tertiaire, leader mondial dans son domaine d'activité, recrute dans le monde :

■ l'homogénéisation ■ ses systèmes d'information dans le monde.
■ 35/40 ans environ, ■ possédez une formation Ecole d'ingénieur complétée par un MBA... Vous ■ une expérience concrète ■ l'administration ■ de l'intégration de systèmes ■ environnement distribué, acquise ■ que manager d'équipe ■ sein d'un groupe international ou d'un cabinet ■ conseil.
Vous ■ l'autorité ■ le charisme nécessaires pour manager ■ équipe d'une centaine de collaborateurs

■ dans un centre multifonctionnel de haut niveau. Vous ■ maîtrisez parfaitement la langue anglaise et avez ■ talents de communicateur ■ d'organisateur.
■ Votre attractif et évolution motivante ■ sein du groupe ■ France ou ■ l'étranger seront offerts ■ ■ candidat performant ■ ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier ■ candidature ■ réf. RCP/LM ■ Optimum&Co., 55 ■ d'Amsterdam, 75391 Paris cedex 08, qui ■ ■ garantit une totale confidentialité ■ votre candidature.

OPTIMUM & Co.

Notre passion commune : des solutions clients

General Electric (79 milliards \$ CA, 500 000 salariés, dont 100 000 en Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie (éclairage, plastiques industriels, électroménager), de la technologie (moteurs d'avion, imagerie médicale) ■ des services (services financiers, services informatiques, télévision).
■ de GE Capital Finance, la Banque Sofire, société financière spécialisée dans l'affacturage, recherche un

Directeur informatique

De formation supérieure Bac + 4/5, type école d'ingénieur, vous avez acquis une expérience significative ■ sein d'une entreprise, d'une ■ de services ou ■ cabinet conseil. Votre ■ relationnel allié à ■ compétences techniques, ■ permettent à la ■ de ■ adapter à ■ interlocuteurs variés et à de nouvelles technologies.

Responsable ■ l'ensemble du service informatique, ■ l'organisation, ■ suivi et la validation des développements informatiques.

En liaison avec les utilisateurs, vous ■ des solutions aptes à répondre à l'exigence de l'entreprise. procédez à l'établissement ■ cahiers ■ charges ■ déterminez ■ moyens nécessaires à leur réalisation.

La maîtrise de l'anglais est impérative. Ce poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser ■ dossier ■ candidature ■ référence FPF850LM à Florence FERRATON
NICHOLSON INTERNATIONAL FRANCE - 14 rue Pargolée
75116 PARIS. Fax : 01.45.00.03.20.
E-mail : nlfrance@nicholsonintl.fr



GE Capital Finance
Sofire

Michael Page se développe...

Les divisions :

Banque,
Assurances,
Audit/ Conseil/ Expertise,
Assistante & Secrétaire,
Juridique & Fiscal

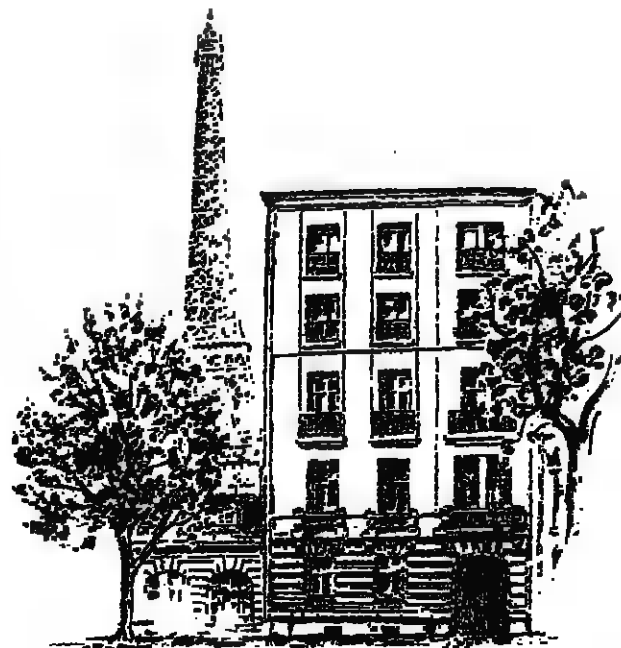
sont désormais domiciliées :

23 rue Boissière - 75205 Paris cedex 16

Tél. 01 56 26 76 26

Fax : 01 56 28 18 80

Pour tout renseignement, contactez Marc Puyoulet.



<http://www.mpf.france.com>

e-mail : mpage@michaelpage.com

Michael Page
INTERNATIONAL

Achats - Logistique - Organisation

Au confluent du commercial, de l'industriel et du contrôle de gestion
un rôle clé

RESPONSABLE OPÉRATIONNEL DES FLUX D'INFORMATIONS LOGISTIQUES

Filiale d'un groupe leader européen dans son domaine d'activité (5 000 personnes, 3 Mds de CA), nous réalisons, avec nos cinq usines françaises, une gamme diversifiée de biens d'équipements destinés au grand public.

Sur un marché très concurrentiel, notre direction logistique a un rôle clé dans notre compétitivité et pilote l'ensemble de nos systèmes de gestion.

Pour le rattachier directement ■ notre direction logistique, nous recherchons un candidat (h/f) de bon niveau et à fort potentiel.

Très opérationnel, en interface constante avec le commercial, le contrôle de gestion et les usines, il impulsera toutes les actions et contacts permettant de faire progresser la chaîne logistique et d'assurer une parfaite mise à disposition des produits.

La réussite dans ce poste implique :

- Une formation de type Grande Ecole de Commerce ou d'ingénieur
- Une première expérience significative et réussie, acquise dans une activité de type logistique ou contrôle de gestion
- L'aptitude à travailler dans un environnement informatique sophistiqué
- Une capacité d'autonomie et une envergure permettant d'être reconnu comme un interlocuteur efficace par l'ensemble des partenaires du groupe.

Poste basé à Paris.

step

Ecrire sous réf.
078 11205 8M

71, rue d'Aubert
75016 Paris

CADRES
ON LINE

Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadresonline> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 cadresonline (2.23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2.23 F/mn)

OBSERVATC
CONSEIL EN RECRUTEMENT
LE MONDE • LE FIGARO

Une
pour le re

secteurs qui rei

JP 14 64 150

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications

99, L'ANNÉE DE TOUS LES CHANGEMENTS !

Entité française de l'un des plus importants opérateurs mondiaux de télécommunication, nous bénéficions des innovations et des investissements de notre groupe. A la pointe des services voix, données, Internet, nous sommes bien pour le grand public que pour les entreprises, nous développons les solutions de réseaux métropolitains ou locaux, couvrant les 47 principales villes de France. Actuellement 300 collaborateurs, nous serons 1000 en l'an 2000. Rejoignez-nous maintenant et vous serez également à l'origine de notre «success story» française ! Nous recherchons :

Pour notre service Voix :

Responsable Transmission Nationale (PA0299B)

Responsable Réseau Intelligent (PA0299C)

Voire mission : responsable d'une équipe de 10 à 20 personnes, vous coordonnez les activités d'exploitation et de maintenance du Réseau de Transmission Nationale (PA0299B) ou des plates-formes RL et serveurs vocaux (PA0299C). Vous assurez l'évolution et l'optimisation des conditions opérationnelles d'exploitation et êtes également amené à définir les budgets d'investissement et d'exploitation.

Voire profil : Ingénieur Télécom de préférence (PA0299B et C) ou informatique (PA0299C), vous possédez une expérience d'environ 4 ans dans : « l'exploitation de réseaux de télécommunication de grosses entreprises ou d'opérateurs (PA0299B) » l'installation de serveurs vocaux ou plates-formes RL chez un opérateur ou dans la gestion de projet (PA0299C). Vous avez également l'expérience du management d'un service.

Ingénieur Gestion Maintenance (PA0299J)

Voire mission : vous préparez l'intégration de nouveaux équipements dans le réseau en rédigeant et en régulant les différents contrats supports constructeurs et entreprises de maintenance. Vous assurez le transfert d'information et contribuez au fonctionnement H24 et à l'optimisation du réseau.

Voire profil : Ingénieur ou Bac +2/4, vous possédez une expérience d'environ 4 ans dans la maintenance et l'exploitation de réseaux de télécommunication chez un opérateur ou une grosse entreprise. Vous avez également une très bonne expérience dans la gestion de contrats de fournisseurs ou prestataires de services et des outils informatiques de gestion de la maintenance.

Ingénieur Support Réseau Intelligent (PA0299H)

Voire mission : vous contribuez à l'intégration et la mise en production de nouveaux équipements et à l'activation de clients pour des services à valeurs ajoutées tels que le VPN, les numéros libre appel, les serveurs vocaux, les cartes prépayées ou postpayées, ainsi qu'au développement quotidien et à l'optimisation du service.

Voire profil : Ingénieur Télécom ou informatique, vous possédez environ 3 ans d'expérience dans l'installation de serveurs vocaux ou plates-formes RL.

Vous possédez également une très bonne connaissance en réseaux de données avec une maîtrise du protocole TCP/IP, UNIX.

Chef de Projet Commutation et Interconnexions (PA0299D)

Chef de Projet boucles Locales (PA0299E)

Voire mission : vous participez au développement du réseau national en garantissant la bonne intégration de nouveaux équipements, services et OMC constructeurs dans le réseau existant. Concernant le poste de Chef de Projet Commutations et Interconnexions, vous avez également en charge l'interconnexion de ces équipements au réseau fixe.

Voire profil : Ingénieur Télécom ou Bac +3/4 option Télécom, vous possédez une expérience significative (au moins 4 ans) dans le conseil de gestion de projets industriels à dominante télécom ainsi que dans la gestion de contrats fournisseurs ou prestataires de service. Vous avez, par ailleurs, une très bonne connaissance :

- de la commutation publique (PA0299D)
- des systèmes de boucles locales (PA0299E)

ainsi que des outils de planification de projets.

2 Ingénieurs support Commutation (PA0299F)

Ingénieur Support Transmission (PA0299G)

Voire mission : vous contribuez à l'intégration et la mise en production de nouveaux équipements ou à l'activation de clients en accès direct (PA0299F) ou à l'activation de nouvelles lignes (PA0299G), ainsi qu'au fonctionnement H24 du réseau en assurant un support technique et en optimisant les conditions opérationnelles d'exploitation.

Voire profil : Ingénieur Télécom ou Bac +3/4 option Télécom, vous possédez une expérience significative dans l'exploitation et le déploiement d'un réseau de télécommunication d'un opérateur ou d'une grosse entreprise. Vous connaissez très bien :

- la commutation publique (PA0299F)
- les systèmes SDH (PA0299G)

Pour notre service Architecture et Planification :

Ingénieur Planification et Gestion Technique (PA0299R)

Voire mission : Vous réalisez, à partir des hypothèses de trafic et des principes d'architectures définies par les architectes réseaux, le dimensionnement de réseau et évaluez les coûts. Vous participez au choix d'un outil de planification et dimensionnement ainsi qu'à l'élaboration du plan de développement à court terme.

Voire profil : Ingénieur Télécom ou informatique de préférence, vous possédez une expérience acquise chez un opérateur ou une SSN. Vous avez une connaissance générale en commutation et transmission.

Pour la Direction des Systèmes d'Information :

Chef de Projet "Gestion Ventes et Clients" (PA0299P)

Voire mission : Vous concevez le système d'information de gestion des ventes, de gestion des clients et des contacts, en pilotant la mise en œuvre puis la maintenance de 2ème niveau.

Voire profil : Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous possédez une forte expérience (5 à 10 ans) de la gestion de projets dans le domaine des outils Front Office de gestion des ventes, de gestion des clients et des contacts. La connaissance de l'activité des opérateurs de télécommunications est indispensable.

Pour son service Systèmes Support & Traffic :

Ingénieur Systèmes Support & Traffic / Gestion Performance Management (PA0299Q)

Voire mission : vous spécifiez et pilotez la réalisation des systèmes d'évaluation des performances du réseau (Performance Management) en relation avec la Direction des Systèmes d'Information et assurez l'élaboration technique et la production des indicateurs.

Voire profil : Ingénieur Télécom ou équivalent, vous possédez une expérience de Performance Management ainsi qu'une expérience informatique en administration de réseaux (Protocoles, Hyperviseurs...). Une connaissance des réseaux et Télécom dans des fonctions d'Architecture, d'Ingénierie, de Déploiement ou d'Exploitation est également requise pour ce poste.

2 Ingénieurs Système d'Information Réseau (PA0299M)

Voire mission : vous participez aux applications de constructeurs du Système d'Information Réseau et avez plus particulièrement en charge d'analyser les impacts des processus/procédures d'exploitation sur les systèmes d'information, d'élaborer les spécifications complètes ou de sous systèmes (de Network Database entre autres) et de concevoir une vision cohérente du système d'information.

Voire profil : pour ces postes, dont l'un est plus Junior, vous possédez une bonne connaissance des systèmes d'information, des plates-formes d'administration (TMW...), des plates-formes OMC constructeurs et Performance Management.

Pour l'ensemble de ces postes basés en Région Parisienne, vous pouvez nous contacter par téléphone (01 45 30 36 38), par fax (01 45 30 36 35), par e-mail (paris@rh-partners.com) ou nous adresser votre CV + rémunération souhaitable sous référence chiffrée à notre Conseil en Ressources Humaines, RH PARTNERS - 305, rue de Valenciennes - 75015 PARIS et de consulter <http://www.rh-partners.com>

BAYONNE, BELFORT, BESANCON, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, DIJON, LYON, MARSEILLE, PARIS, ROUEN, SOUSSE, STRASBOURG, TONNERRE, ROUEN, SOPHIA ANTIPOLIS, TOULOUSE, CANTON, HONG KONG.

RH PARTNERS

OBSERVATOIRE

SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT / SYNTec
LE MONDE • LE FIGARO
année 1998 / année 1997

Une excellente année pour le recrutement des cadres

Depuis 1993, année "noire" pour l'activité recrutement, le nombre d'offres d'emploi cadre parues dans la presse nationale est en augmentation chaque année. 1998 a vu la poursuite de cette progression et s'offre même la plus forte croissance : + 27 % par rapport à l'année 1997. En surface moyenne des annonces, la progression est encore plus forte puisqu'elle ressort à + 36 %.

Le marché du recrutement des cadres est donc excellent, et l'ensemble des adhérents du Syndicat du Conseil en Recrutement/Syntec confirme cette tendance : la progression est forte, que les recrutements s'effectuent par annonce

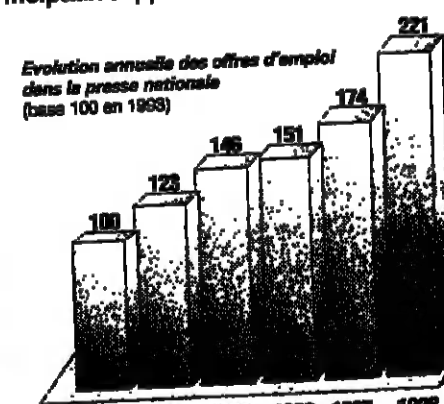
ou par approche directe, pour la recherche de dirigeants ou d'experts points.

Si l'on affine l'analyse sur l'ensemble de l'année, la croissance a été particulièrement forte dans la première moitié de l'année (+ 37 % en cumul à fin juillet) et s'est tassée à partir de septembre : effet de la "mont" des bouillottes suite aux dif-

ficultés des marchés asiatique et russe, mais aussi stabilisation à un niveau élevé car la fin de l'année 1997 avait été très bonne.

Après cette excellente année, comment devrait évoluer le marché en 1999 ? Les prévisions des adhérents Syntec, à part une minorité qui fait preuve d'une relative euphorie, se situent plutôt dans une

perspective d'optimisme "raisonnable". Les "fondamentaux" sont favorables : bonne santé économique des entreprises, reprise de l'investissement, consommation soutenue, effet Euro. Les professionnels de Syntec notent d'ailleurs que le comportement des grandes entreprises a changé : le recrutement s'inscrit à nouveau dans une stratégie à moyen terme des Directions des Ressources Humaines avec des plans prévisionnels à 2 ou 3 ans, et non dans une logique court terme à 6 mois adaptée à une navigation à vue.



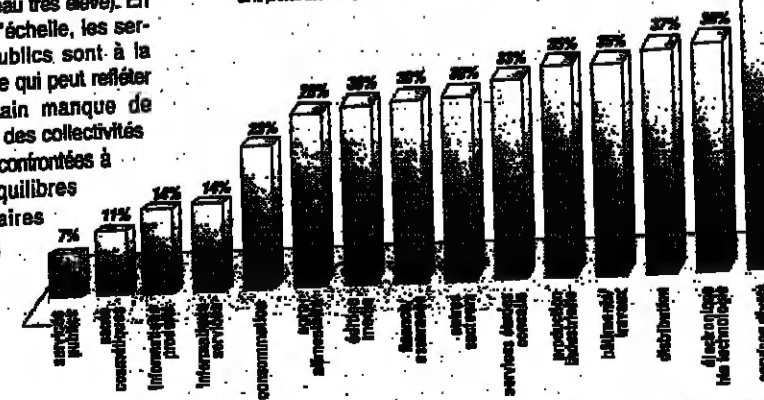
Sources : page PubliPrint. Analyse à partir des principaux supports de la presse nationale, en nombre d'insertions.

Les secteurs qui recrutent

Sauf exception, tous les secteurs industriels ont fortement augmenté le nombre de leurs recrutements : l'électronique, la téléphonie, l'automobile, l'aéronautique, les secteurs liés à l'investissement... et le bâtiment, tiré par la reprise de l'immobilier. La bonne tenue de la consommation profite aussi à l'industrie agro-alimentaire, à l'édition et à la distribution. Le monde du Conseil (Services, Etudes, Conseils) est également en surchauffe. Par contre, comme nous l'avons remarqué pour les

fonctions informatiques, le secteur des services informatiques s'essouffie (mais à un niveau très élevé). En bas de l'échelle, les services publics sont à la traîne, ce qui peut refléter un certain manque de moyens des collectivités locales, confrontées à des équilibres budgétaires difficiles.

Evolution des différents secteurs en offre d'emploi modales année 1998 / année 1997



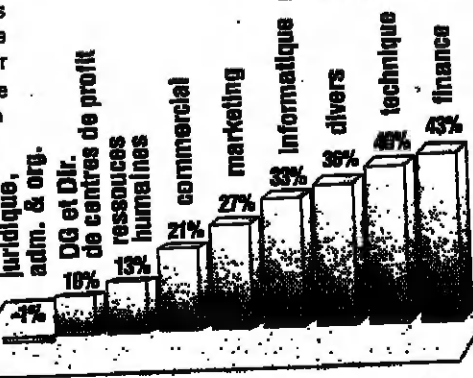
Partie intégrante du groupement des Syndicats Syntec des Etudes et du Conseil, le Syndicat du Conseil en Recrutement créé en mars 98 résulte de la fusion des deux précédentes organisations professionnelles : Chambre Nationale des Conseils en Recrutement et Syntec Recrutement. Le Syndicat du Conseil en Recrutement représente plus de 50 % du marché du Conseil en Recrutement en France et regroupe plus de 140 adhérents.

Les métiers en croissance

Les fonctions commerciales croissent un peu moins vite que l'ensemble du marché (+ 21%), mais représentent encore plus du tiers du total des offres d'emploi répertoriées. Les métiers de la finance (+ 43%) et de l'industrie (+ 40%) représentent les plus fortes croissances. Pour les financiers, on constate une forte montée en puissance des postes internationaux, notamment les contrôleurs de gestion ; il y a aussi une vraie reprise quantitative des recrutements dans l'audit et le secteur bancaire. Pour les fonctions industrielles, cela s'explique d'abord par un rattrapage "structurel" et le redémarrage de l'investissement. Il y a aussi l'émergence de fonctions "nouvelles" : qualiciens, logisticiens, spécialistes productivité... Après un début d'année explosif (+ 70 % à fin juillet), la tendance s'est inversée pour les recrutements d'informaticiens, qui sont en croissance négative depuis quelques mois : assouplissement, signe d'un prochain retournement ou stabilisation à un niveau élevé ? En ce qui concerne les dirigeants, qui relèvent plutôt de l'approche directe, le mouvement continu des implantations, fusions, rapprochements et restructurations

entretient toujours une certaine mobilité pour ce type de postes, notamment à l'international. Les exigences de résultats des actionnaires ont aussi parfois pour conséquence des... remplacements.

Evolution des offres d'emploi modales par type de poste année 1998 / année 1997



Sources : page PubliPrint. Analyse à partir des principaux supports de la presse nationale, en nombre d'insertions.

Le monde de l'industrie et de la recherche

FRANCE TELECOM, opérateur mondial, 157 milliards de francs de chiffre d'affaires, possède le premier centre européen de recherche et développement en télécommunications, dont les innovations contribuent à donner au Groupe une réputation d'excellence technique. Afin de maintenir l'ensemble de la filière de l'innovation face à un marché en constante évolution et fortement concurrentiel, nous recherchons aux équipes de Propriété Intellectuelle avec des ingénieurs brevets spécialisés dans les hautes technologies (télécoms, électronique, logiciels, informatique) et possédant l'anglais.

Ingénieur brevets senior

Mandat européen

Vous prenez en charge la gestion de la protection et la défense des intérêts du Groupe en matière de propriété intellectuelle. Assurant la mise en œuvre de la politique globale dans ce domaine, vous animez l'équipe d'ingénieurs brevets qui vous assiste dans votre activité.

Le poste est basé à Issy-les-Moulineaux (92).

Ingénieurs brevets

Diplômés du CEPI (5 années d'expérience)

Vous prenez en charge la gestion et le suivi d'un portefeuille de brevets.

Les postes sont basés à Issy-les-Moulineaux (92).

Ingénieurs propriété intellectuelle

Diplômés du CEPI (5 années d'expérience)

Interface entre la R&D et le service central de Propriété Intellectuelle, vous détectez les inventions et incitez à les faire protéger.

Les postes sont basés à Cern (14) et Lannion (22).

Vos qualités de rigueur, de méthode et votre sens relationnel lui donneront votre réussite au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser, sous référence FTB, votre dossier de candidature à notre conseil, qui vous garantit une totale confidentialité :

SM CONSEIL, 67 rue de Valenciennes, 75006 Paris.



France Telecom

Nous allons vous faire aimer l'an 2000



Filiale du groupe SAUR
(14 MdF de CA,
24 000 collaborateurs),
spécialisée dans le traitement
de l'eau, nous souhaitons,
dans le cadre de notre
développement, recruter un :

Ingénieur de Projet

Vous répondez aux appels d'offres concernant les usines de traitement d'eau potable et d'eaux usées en France et à l'international, en vous appuyant sur les différentes compétences techniques et administratives du groupe.

De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une expérience réussie dans une activité d'ingénierie similaire à la nôtre, où vous avez démontré des capacités d'analyse, de rigueur et de curiosité. A l'aise dans un milieu international, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Si vous possédez un fort pouvoir de conviction et si vous souhaitez vous investir dans de nouveaux challenges, venez rejoindre notre équipe en plein développement.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV et prétentions à STEREAU, Direction des Ressources Humaines, 36-38 route de la Princesse, 78435 Louveciennes.



Lyondell Chemical Company est un des principaux acteurs mondiaux du marché des produits chimiques de base et intermédiaires. Notre site de Fos-sur-Mer fait partie des opérations européennes de Lyondell Chemical. Spécialisés dans la production d'oxyde de propylène, de MTBE, de polyols et de glycols, nous recherchons des

Au sein du département technique de notre usine de Fos-sur-Mer, vous assurerez la conduite des études d'améliorations de nos installations ainsi que le suivi de leurs performances. Jeune ingénieur (Centrale, Mines, ENSIC, ENSICG...), vous bénéficiez d'une expérience de 2 à 5 ans dans une industrie de procédés ou dans une société d'ingénierie. Votre sens développé des relations humaines, votre maîtrise de l'anglais et votre capacité à évoluer dans un environnement multiculturel vous permettront d'intégrer rapidement une équipe dynamique.

De réelles perspectives d'évolution existent pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à :

Lyondell Chimie France, SNC
Direction des Ressources Humaines
Route du Qual Minéralier
BP 201
13775 Fos-sur-Mer cedex.

Ingénieurs Process

Organisme aubois spécialisé dans les domaines de la distribution publique d'électricité et de l'éclairage public. recrute un

Ingénieur maître d'œuvre électricité

Chargé de la conception des projets, du suivi technique, administratif et financier des travaux, vous serez également coordonnateur (loi 93.1418 du 31.12.1993) pour la sécurité des chantiers.

Diplômé ENPC, ENGREF, INPG ou équivalent, une expérience en réseaux de distribution publique d'électricité et en installations d'éclairage public serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste motivant basé à Troyes dans l'Aube, merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, salaire actuel ou prétentions, sous référence IMO 52 à notre Conseil CDL Ressources Humaines, Grande rue, 10190 Prugny.

C.D.L.
RESSOURCES HUMAINES

**Vu sous cet angle,
vos recrutements
seront plus efficaces**



Contrôle qualité Pharmacien microbiologiste

NOVARTIS, un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux poursuit l'effort de certification FDA de son site en Alsace (diverses formes galéniques, notamment stériles) par l'intégration d'un spécialiste en microbiologie. A la fois scientifique diplômé et manager expérimenté (au moins cinq ans en position opérationnelle), il sera directement rattaché au Responsable Qualité, pilotera le laboratoire de microbiologie (10 personnes), préparera les audits en relation avec le service qualité du groupe et, plus globalement, participera, en tant qu'interlocuteur clef, à la mise en œuvre de la stratégie qualité de ce site à taille humaine (350 per-

sonnes). L'anglais favorisera les contacts internes et externes, le savoir-faire, la volonté de réussir ainsi que les qualités personnelles ouvriront une trajectoire professionnelle dans un groupe en plein essor. Merci d'écrire à Jean-François JARDINI - PA Consulting Group - 8, rue Gustave-Adolphe Him - 67000 STRASBOURG, en précisant la référence 0976/JJ/CQ - Tél. 03.88.15.58.58. Vous pouvez également envoyer votre CV à l'adresse jean-francois.jardini@pa-consulting.com ou en remplissant notre formulaire de candidature sur notre site www.pa-jobworld.com

Global Recruitment

PA Consulting Group



Nous sommes le Comité National chargé de la certification du Matériel d'Incendie et de Sécurité, mandaté par l'AFNOR, par d'autres Organismes (Assurances) et par le Ministère de l'Intérieur. Notre

activité se développe dans la certification des entreprises d'installation de matériels et systèmes de Sécurité Incendie et, d'une façon générale, à la promotion de la qualité et de la sécurité dans ces domaines. Notre croissance (de 5 à 10 MF en 4 ans) requiert la création d'un poste d'

INGENIEUR ELECTRONICIEEN SENIOR H/F

Bilingue Anglais

RESPONSABLE CERTIFICATION

Auprès du Directeur général, vous serez chargé de mettre en place et de gérer la certification des INSTALLATEURS de systèmes de sécurité incendie.

Après votre diplôme d'Ingénieur, de préférence en Electronique, vous avez acquis une expérience (de 8 à 15 ans) en études, développement et installation de systèmes dédiés à la sécurité, si possible dans un contexte Bâtiment. Les responsabilités de suivi, de contrôle et d'animation ainsi que les nombreux contacts exigent autonomie, rigueur, sens des initiatives, esprit pragmatique et aussi des compétences indéniables pour les comptes rendus et les publications. Poste basé à Paris



Adressez une lettre motivée manuscrite en précisant votre salaire et un CV détaillé à :
HERVE LE BAUT - CONSULTANTS
8, rue Aristide Briand, 92300 LEVALLOIS

9 Blue

REPRODUCTION INTERDITE

Carrières internationales

LEMONDE / MERCREDI 17 FÉVRIER 1999 / XIII



Notre métier, sur les deux régions Haute et Basse Normandie, est d'aider par l'ingénierie administrative et financière des projets d'implantation et d'extension d'entreprises, d'autre part, en liaison étroite avec nos partenaires, l'organisation de l'offre territoriale autour des pôles d'excellence et la prospection internationale d'investisseurs. Nous recherchons, basé à Rouen, notre

COORDONNATEUR DE L'ÉQUIPE DE PROSPECTION ET CHARGÉ DE MISSION USA

Rattaché au Commissaire, Délégué, votre mission sera double : coordonner et animer les chargés de mission prospection Asie et Europe, ainsi que le réseau de développeurs économiques (décideurs institutionnels et professionnels) paritaires de l'Association. Simultanément, prospecter aux USA des investisseurs potentiels susceptibles de s'implanter en Normandie. Sur des projets plus avancés, prendre en charge tous les aspects (techniques, financiers, négociations, ...) permettant aux décideurs de concrétiser leurs projets d'implantation.

De formation ESC ou similaire, vous avez, à 28/35 ans, acquis après si possible un CSNE, une expérience d'au moins 4 ans de promotion et vente aux entreprises internationales. Vous avez une très bonne pratique de l'anglais, ainsi que de l'allemand ou de l'espagnol.

FC Conseil
Ingénierie et Conseil
en Commerce et Développement

Pour recevoir des informations complémentaires sur ce poste, nous vous remercions d'adresser avant le 16 mars lettre de motivation + CV + rémunération actuelle sous référence CODE99036M à FC Conseil, 9, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.
e-mail : fccconseil@fccconseil.fr



SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DES SATELLITES

Société Européenne des Satellites (SES) is a private company with its headquarters based in Luxembourg. The company owns and operates the ASTRA Satellite System which broadcasts television and radio channels throughout Europe. The ASTRA Satellite System consists of a fleet of eight satellites which will be significantly extended within the next years.

SES has an immediate vacancy for a highly motivated:

COMMUNICATIONS SYSTEM ENGINEER (m/f)

Reporting to the Communications Software Engineering Manager the Communications System Engineer will work on the design and implementation of the satellite based network with a specific focus on the network management of the Return Channel System.

Ideal candidates should meet the following criteria:

- have a university or technical degree in telecommunications or computer science;
- have 3-4 years professional experience in a related environment;
- have good knowledge of TCP/IP and ATM and possess hands-on experience with network management systems (working knowledge of HP Open View would be an advantage) as well as broadcast and multicast technologies; experience in VSAT networks and/or network planning and modelling would be an additional asset;
- be fluent in English;
- possess good communication skills and team-spirit;
- be willing to integrate into an international environment.

We offer you an interesting and challenging job in a growing leading industry and a remuneration package in relation to your experience and competencies.

If you are interested in being part of our team, please send your handwritten application and your CV typed in English with a photograph and copy of your diploma(s) before 7 March 1999 to:

Société Européenne des Satellites
Human Resources Office
(Ref. Mon/Com.Sys.Eng./02/99)
L-6815 Château de Betdorf
Grand-Duchy of Luxembourg
<http://www.astra.lu>



Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

■ **Sur Minitel**
3615 LEMONDE (2.23 F/min)

■ **Sur Internet**
<http://www.lemonde.fr/emploi>

Une façon
SIMPLE
FIABLE
EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

InterXion

Est une société néerlandaise de télécommunications, le premier prestataire multi-services sur le marché, au niveau national et international, de la commercialisation de téléphonie, bande passante et fourniture de bases de données aux fournisseurs de réseaux et aux fournisseurs de télécommunications à travers le monde. La société est basée à Amsterdam.

Afin de renforcer la position d'InterXion sur le marché à travers l'Europe, la société recherche, pour l'environnement dynamique de Paris, son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le poste :

- Vous serez responsable des ventes des services d'InterXion sur les marchés des grands usagers et des courants porteurs en télécommunications
- Vous assurerez la gestion au jour le jour des opérations de services d'InterXion avec les marchés des grands usagers et des courants porteurs en télécommunications
- Ceci inclut les finances, les opérations et les ventes
- Votre principale mission sera de conduire la filiale française au succès et de former votre équipe en vue de cet objectif
- Vous serez responsable des pertes et profits et appartiendrez à l'Équipe de Management Européenne d'InterXion.

Le candidat :

- Aura une solide expérience des ventes et du management, de préférence dans le secteur des télécommunications (services grands usagers/courants porteurs) chez un exploitant (nouveau), ainsi qu'une bonne connaissance du marché concurrentiel des télécommunications et de ses futurs développements
- Une communication excellente en français et en anglais est nécessaire
- Devra être un pionnier qui sait motiver et qui joue un rôle actif au sein de son équipe, avec des qualités reconnues de direction, de gestion et de solution de problèmes
- Un responsable des ventes à objectif de résultat, ainsi qu'un chef du personnel, avec d'excellentes capacités de communication
- De niveau universitaire, avec une formation financière appropriée
- Agé de 30 à 37 ans

Veuillez adresser votre lettre de candidature et votre CV (en mentionnant votre rémunération actuelle) en anglais, sous 15 jours, à STM&C, M. A.A.M. Schoonhoven, P.O. 176, 3740 AD Baarn, Pays-Bas.

Ingénieur Traitement des données H/F

Réf. VN 98/13

En votre qualité d'Ingénieur Traitement des Données de la Division des satellites en orbite basse (LEO), votre participation à la gestion des installations de traitement des données EPS ira de la gestion contractuelle des installations, la réalisation du projet aux activités de soutien après-livraison, en passant par l'élaboration d'une stratégie et de procédures d'essais pour la recette du secteur-sol.

Relevant du Responsable du Secteur-sol d'EPS, vous évaluerez les compromis au niveau de l'architecture et les spécifications techniques pour les installations de traitement des données et vous contribuerez également à la planification et à la coordination de leur mise en œuvre ainsi qu'à leur intégration, essais et validation au sein du secteur-sol d'EPS. Vous participerez également aux activités de développement industriel en concentrant votre analyse sur des points précis de la conception des logiciels, des interfaces, de l'architecture et de la fiabilité du matériel.

Pour être retenu, vous devrez posséder un diplôme universitaire en électronique ou en informatique, assorti d'une expérience équivalente d'au moins 5 ans, dans le domaine de la gestion des activités de développement industriel d'importants logiciels. Des compétences spécifiques en matière de traitement des images et de traitement des données satellitaires sont indispensables, ainsi qu'une base théorique dans le domaine du signal numérique, de la reconnaissance des formes, de la détection par corrélation et de la déconvolution.

Ingénieur Système de données H/F

Réf. VN 99/3

Relevant du Responsable du système EPS, vous aurez pour tâche de coordonner toutes les activités associées à la préparation des opérations du système des données de la charge utile. Vous devrez donc définir les besoins opérationnels à prendre en compte dans le développement des segments sol et bord au niveau de la chaîne des données de la charge utile ainsi que les exigences relatives au contrôle de la qualité des données de la charge utile, à l'installation et à la validation des produits. C'est à vous que reviendra ensuite la tâche d'évaluer l'adéquation des solutions techniques proposées par l'industrie pour répondre à ces besoins.

Vous participerez en outre à l'établissement d'un plan de vérification, de validation et d'essais du système ainsi qu'à celui d'un plan d'essai pour la préparation des opérations et devrez identifier tous les éléments relatifs au traitement des données de la charge utile requis pour la préparation des opérations y compris la documentation, les moyens d'essais et les outils d'essais spécifiques.

Pour être retenu, vous devrez posséder un diplôme universitaire ou équivalent assorti d'au moins cinq (ou mieux dix) ans d'expérience dans un domaine équivalent. Des connaissances pratiques de l'exploitation de segments sol et des systèmes de traitement des données de la charge utile sont indispensables.

La maîtrise de l'anglais ou du français ainsi qu'une connaissance pratique de l'autre langue est exigée pour les deux postes.

Basés à Darmstadt, les postes sont proposés pour une période initiale de quatre ans. En retour, EUMETSAT offre un salaire très compétitif et de nombreux autres avantages.

Les candidatures (CV et lettre d'accompagnement) sont à adresser en anglais ou en français à EUMETSAT, F. Jayawant, Postfach 10 05 55, 64205 Darmstadt, Allemagne et doivent mentionner la référence choisie. Seuls les ressortissants des États membres d'EUMETSAT sont habilités à poser leur candidature.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 mars 1999.

Etats membres : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni.



INITIATIVES LOCALES

Ingénieurs et informaticiens

Ville de MAISONS-ALFORT
(Val de Marne) 54 000 habitants
recrute selon conditions statutaires pour son service informatique :

UN INFORMATICIEN

Missions :

- Installer, configurer, maintenir et exploiter les matériels et logiciels existants (postes et serveurs).
- Assistance technique aux utilisateurs.
- Assurer l'interim du responsable informatique pendant ses congés annuels.

Profil :

- Expérience en informatique, sens de l'initiative, qualités relationnelles, capacités d'organisation.

Connaissances souhaitées : • Unix, Windows NT, Oracle V7, Réseaux. • Windows 9x, Microsoft Office. • Logiciels propres aux collectivités (Corolis, JVS, Arpège, Livre foncier, Atal...).

Rémunération statutaire + Régime indemnitaire

Merci d'adresser lettre de motivation + C.V. + Photo à : Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville - 118, avenue du Général de Gaulle - 94701 MAISONS-ALFORT.

Epinay sur Seine

- Seine Saint-Denis, à 10 mn de Paris
- 50 000 habitants
- Cité des Industries du cinéma

recrute par voie statutaire

INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE (OU EN CHEF)
Directeur du Service Voirie

Vous serez responsable de la gestion et du développement des infrastructures de la commune : Voirie, Eclairage Public, Signalisation tricolore, Assainissement.

Collaborateur direct du DGST, vous aurez pour principales missions : la coordination des études, la programmation et le pilotage des projets de travaux neufs et de maintenance, la gestion du domaine public et du stationnement, la préparation et l'exécution du budget de la direction.

Vous aurez en outre à diriger les études relatives aux différents modes de déplacements urbains.

Ingénieur EST/TP/E, INSA, vous justifiez d'une expérience confirmée dans les études et la réalisation des projets d'infrastructure. Une connaissance dans les réseaux d'assainissement et dans la circulation routière est souhaitée. Vous possédez des capacités de management, le sens de l'organisation, et la connaissance des procédures de passation des marchés publics.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV sous réf. 99/05 à M. le Maire, Député de la Seine Saint-Denis, Hôtel de Ville, 1 Esplanade François Mitterrand - 93806 EPINAY SUR SEINE Cedex.

Le Conseil Général SEINE & MARNE

Un Ingénieur Intranet
(Cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux)

Au sein de la sous-direction des techniques de communication, vous mettrez en place dans les services du Département un réseau Intranet et travaillez à son extension (Extranet) aux partenaires du Conseil Général (services de l'Etat, de la région, des communes, collèges...). Cette mission vous conduit : • à installer, configurer et administrer les serveurs de l'intranet, • à créer des présentations WEB interactives • à définir la sécurité des réseaux et contrôler les échanges d'informations • à élaborer des statistiques de visites et analyser les flux • à assurer une veille technologique et juridique permanente.

De Formation ingénieur en informatique, vous avez choisi de vous spécialiser dans le secteur de la communication ce qui vous donne une bonne maîtrise des systèmes et protocoles de l'intranet. Votre rigueur et créativité se doublent d'un sens aigu de l'écoute et de la communication. Une première expérience dans des missions similaires serait appréciée.

Poste basé à Melun, à pourvoir par voie statutaire ou de contrat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et copie de votre dernier arrêté de situation administrative à : M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, Sous-Direction du Recrutement - Hôtel de Ville - 77010 MELUN Cedex

SEVRAN
Seine-Saint-Denis - Ville Citoyenne
Ville Entrepreneuse - Ville Européenne
(860 agents au service de 52 000 habitants)
R.E.R. à 20 mn de Paris/Châtelet,
10' de l'Aéroport de Roissy Charles de Gaulle

recrute

UN ANALYSTE INTEGRATEUR
Rattaché au responsable des études

MISSIONS :

- intégration et paramétrage des progiciels sous la responsabilité des chefs de projet
- essai de qualification et proposition de recette du progiciel
- préparation de la mise en production des progiciels (dossier de mise en exploitation) avec le support de l'équipe technique
- administration et maintenance (préventive, évolutive, curative) des progiciels installés incluant l'installation des nouvelles versions
- accompagnement des services dans l'utilisation quotidienne des solutions
- gestion des données relatives aux domaines concernés
- gestion complète des infocentres afférents (BOL)
- assistance aux utilisateurs sur les progiciels

QUALITES REQUISES :

- capacité d'analyse, de synthèse et de rigueur
- capacité à proposer et mettre en place des procédures, à formaliser, à structurer, à organiser
- qualités relationnelles, pédagogie
- capacité à travailler en équipe
- sens de l'écoute et du service aux utilisateurs

FORMATION ET EXPERIENCE :

- BAC + 2 ou BAC + 3
- ingénieur avec 1ère expérience ou informaticien d'étude expérimenté ou non informaticien de formation mais disposant d'une excellente connaissance fonctionnelle des domaines gérés
- connaissance d'un environnement technique Unix/NT/SGDR et d'outils
- expérience du monde communal appréciée

Adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :
Monsieur Le Maire, à l'attention de Monsieur le Secrétaire Général
Hôtel de Ville - 5, rue Roger Le Maner - 93270 SEVRAN

Le Conseil Général du CANTAL

Recrute

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Sous l'autorité du chef du Service Informatique, vous participerez aux différentes phases de conception, à l'analyse détaillée à la réalisation des projets, à la maintenance d'applications existantes ainsi qu'à des fonctions d'administration systèmes et réseaux. Vous utiliserez des techniques telles que bases de données relationnelles, outils de la 4ème génération, programmation objet, intranet / intranet, et assurerez la veille technologique et la garantie de la fiabilité des systèmes. Vous contribuerez au choix et à l'évolution du matériel, des réseaux et des logiciels.

Il serait souhaitable que vous ayez une connaissance fonctionnelle des besoins d'aide sociale, et une expérience significative des environnements Unix et Windows NT, 9x, ainsi que des méthodes de conception (MERISE).

Votre candidature doit parvenir avant le 5 mars 1999, à M. le Président du Conseil Général du Cantal, Service RH, 28, av. Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex.

LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-CORSE
recrute par voie statutaire ou contractuelle

1 TECHNICIEN RESEAU
pour son service Télécommunications et Informatique

MISSIONS : Conception, architecture et évolution de l'infrastructure technique des serveurs et réseaux.

PROFIL : Formation BAC + 2, avec 3 à 5 ans d'expérience dans les télécommunications ou réseaux.

COMPETENCES : Windows, NT, UNIX, TCP/IP, Internet, dispositifs de télécommunications, (autocommutateurs, modems, routeurs, etc...)

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé, doivent parvenir à :
M. le Président du Conseil Général
Service des Affaires Juridiques et des Ressources Humaines,
Rond-Point du Maréchal-Leclerc - 20408 BASTIA Cedex

Avis de concours de la fonction publique territoriale

TECHNICIENS
Votre avenir assuré
VOUS POUVEZ DEVENIR
TECHNICIENS SUPERIEURS DE MAINTENANCE
par voie de concours

dans les domaines électronique, mécanique industrielle, informatique générale.

MISSIONS : • Concevoir, prescrire, conduire des réalisations dans la maintenance des matériels de l'armée de terre.

PROFIL : • Détenir DUT-BTS ou diplôme du niveau III.

INTERET : • Accès possible au corps des ingénieurs. Formation gratuite et rémunérée, Sécurité de l'emploi, rémunération à partir de 10 900 F

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION : Ministère de la Défense, D.F.P. Concours GPC/2
26, boulevard Victor Paris 00463 ARMEES - Renseignements : tél. : 01.46.73.73.21
Minitel : 3614 SGAI - Internet : <http://www.defense.gouv.fr>

Retrouvez chaque semaine la rubrique INITIATIVES LOCALES

- ⇒ **Lundi dans le supplément Le Monde Economie "enjeux et initiatives"**
• Cadres territoriaux, Gestionnaires et Financiers, Avis de Concours.
- ⇒ **Mardi dans le supplément Le Monde Interactif "les nouvelles technologies"**
• Ingénieurs et Informaticiens, Avis de Concours.

Pour insérer vos annonces dans ces rubriques, contactez le : ☎ 01-42-17-39-42